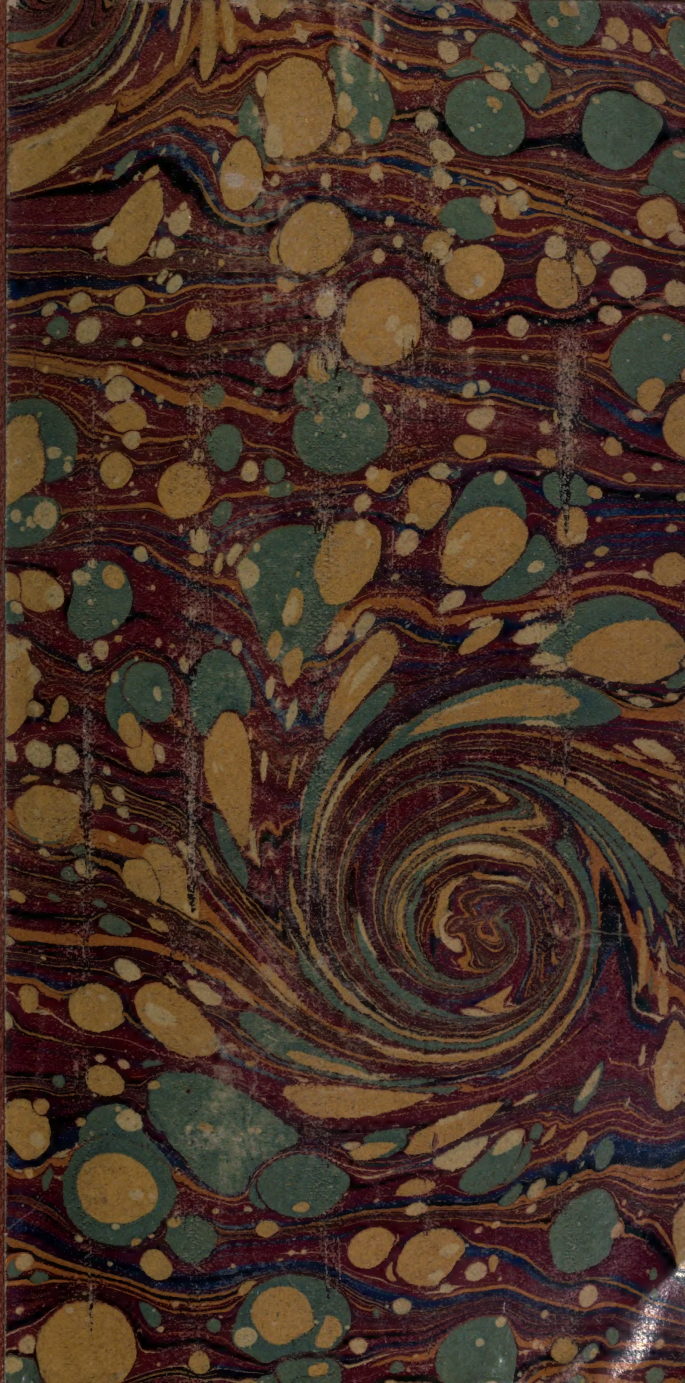

# L'ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

HG
B5735a

Baron BEYENS

# L'ALLEMAGNE

## AVANT LA GUERRE

### LES CAUSES ET LES RESPONSABILITÉS

5e MILLE

BRUXELLES ET PARIS
LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE
G. VAN OEST ET Cie, ÉDITEURS
1915

140296
12/10/16

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lallemagneavantl00beyeuoft

# INTRODUCTION

A la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci de nombreux efforts ont été faits, tant en Europe qu'en Amérique, pour prévenir de nouvelles guerres, en substituant dans les conflits entre nations des solutions juridiques à l'emploi de la force brutale. Des chefs d'États ont pris à cet effet de nobles initiatives, qu'il est juste de rappeler à leur honneur. Le tzar Nicolas a convoqué les gouvernements étrangers à une conférence qui a été la première conférence de La Haye. Les présidents de la République des États-Unis, de leur côté, se sont efforcés d'obtenir immédiatement un résultat pratique au moyen de traités conclus avec divers États. Ces instruments diplomatiques ont pour objet de soumettre, dans des cas donnés, les litiges qui pourraient surgir entre les signataires du traité à une cour d'arbitrage. Les deux conférences de La Haye ne sont pas parvenues à atteindre le but idéal

que leurs promoteurs avaient en vue. Elles n'ont pas pu établir l'arbitrage obligatoire, mais elles ont organisé des procédés et institué des organismes, tels que la Cour permanente d'arbitrage, pour arriver à des arrangements pacifiques. Elles ont réussi, dans une certaine mesure, à réglementer l'usage des engins de destruction, à en restreindre l'abus, à formuler une sorte de code des lois de la guerre. Les conventions internationales de La Haye ont été appelées avec raison la charte du droit des gens pendant la guerre. Malheureusement l'application de leurs prescriptions ne relève d'aucune cour de justice et ne dépend que de la bonne volonté ou de la bonne foi des Puissances qui les ont approuvées.

En dehors des gouvernements, des initiatives privées, inspirées par les idées les plus généreuses, se sont mises courageusement en action. Des hommes politiques, blanchis dans le maniement des affaires publiques, comme M. Beernaert, le ministre d'État belge, ont consacré les forces et les ardeurs qui leur restaient à tâcher de populariser, en les multipliant, les congrès et les ligues de la paix ; on y cherchait, en échangeant des discours élo-

quents, les moyens de remplacer l'*ultima ratio* du recours aux armes par l'usage permanent des tribunaux d'arbitrage. Le baron d'Estournelles de Constant et lord Weardale, pour ne citer que les apôtres les plus militants, ont prêché avec un zèle infatigable l'évangile du pacifisme qui devait conduire les peuples à l'âge d'or de la paix universelle par l'aplanissement des conflits internationaux.

Les socialistes de tous les pays, à l'exception de l'Allemagne, — collectivistes, parti ouvrier, parti du travail, de quelque nom qu'ils se baptisent, — ne pouvaient rester à l'écart d'un mouvement tendant à la suppression de la guerre. Il répondait, en poursuivant un autre objectif, il est vrai, à leurs propres doctrines et il les aurait aidés à réaliser un des principaux articles de leurs programmes : la disparition des barrières et des frontières nationales par l'internationalisation des travailleurs, substituée aux notions particularistes de contrée et de patrie, où se cantonnent les classes bourgeoises et capitalistes. Des tentatives, s'inspirant d'une idéologie pacifiste, ont même été faites par des chefs du socialisme français, notamment par Jaurès, auprès de la sociale démocratie alle-

mande, dans le but d'opérer un rapprochement entre leurs pays. Deux congrès ont été tenus en 1912 et 1913 à Berne, où des membres du Parlement français se rendirent en grand nombre, mais où le groupe des délégués du Reichstag, la plupart socialistes, demeura insignifiant. Leurs bonnes dispositions vinrent se heurter au problème de l'Alsace-Lorraine et s'arrêtèrent devant cet obstacle, les uns ni les autres n'ayant le moyen de l'écarter, sans blesser le patriotisme ombrageux des deux nations.

Les coups de canon de la guerre balkanique n'avaient pas dissipé les rêves des pacifistes, en leur dévoilant l'affreuse réalité des champs de bataille. Ils ont fortifié, au contraire, leurs illusions. Cette guerre après tout n'était pas une guerre européenne, mais un épisode, disaient-ils, de l'éternelle question d'Orient. Les grandes Puissances avaient témoigné tout le long de la crise, par des conférences de leurs ambassadeurs et des déclarations de leurs hommes d'État, leur ferme volonté de conserver la paix. La Triple Alliance et la Triple Entente, — ces deux géantes débonnaires, — montrèrent les mêmes dispositions conci-

liantes. L'équilibre de leurs forces les condamnait, n'en eussent-elles pas eu envie, à une attitude pacifique, tandis que se mourait à leurs pieds l'incendie balkanique localisé. Que ne pouvait-on pas espérer pour l'avenir d'une expérience aussi concluante?

Pour se rendre compte du danger de plus en plus prochain d'une guerre générale, il ne fallait pas vivre dans les nuages du pacifisme; il suffisait d'habiter à Berlin dans un milieu confinant au gouvernement impérial et aux ambassades étrangères. C'est bien au cœur de la capitale allemande que se croisaient les principaux fils de la politique mondiale. On y respirait durant ces dernières années un air singulièrement oppressant; on y marchait sur un sol instable, comme aux alentours d'un volcan en travail. On inspectait sans cesse avec inquiétude l'horizon, tantôt du côté des Vosges, tantôt du côté des Balkans, où s'accumulaient alternativement des nuages chargés d'électricité. Un souffle d'air purifiant les faisait disparaître, mais ils se reformaient presque aussitôt après. La paix précaire, — on le sentait bien, — restait à la merci du moindre incident. Que la Turquie et la Grèce se dispu-

tassent la possession de quelques rochers dans la mer Égée; qu'un Zeppelin vînt encore s'échouer dans une ville de la Lorraine ou que des touristes teutons y fussent de nouveau molestés par des étudiants sans aménité, c'en était fait de la sécurité factice qui régnait au centre de l'Europe.

Ces accès de fièvre périodiques devaient aboutir à une crise fatale. La guerre a éclaté enfin, plus tôt que ne le croyaient les plus pessimistes, plus terrible qu'ils n'osaient se la figurer, embrasant les trois quarts de l'Europe, se propageant avec la rapidité d'un incendie à d'autres continents et à d'autres mers. La cause de cette conflagration générale, quelle fut-elle? Un assassinat politique d'une sauvagerie inouïe et la nécessité de châtier sévèrement un petit peuple de conspirateurs, disent d'une seule voix les deux Empires germaniques. Simples prétextes, répondent avec force les Puissances alliées. La guerre a eu en effet des origines plus éloignées et des causes plus profondes et moins apparentes. Les intellectuels allemands, dépouillant leur servilité gouvernementale pour discourir librement sur les destinées promises à leur nation, en conviennent eux-mêmes aujourd'hui.

Ce sont ces causes, avec la responsabilité des désastres dont nous sommes témoins, que je vais essayer, comme l'ont fait d'autres avant moi, de dégager dans cette étude. Les matériaux qui m'ont le plus servi furent mes observations personnelles, poursuivies pendant un séjour de deux années à Berlin immédiatement avant la guerre. J'ai cherché en même temps à tracer la psychologie des principaux acteurs allemands de la tragédie de 1914. Rester strictement impartial, en rendant à César ce qui appartient à César, en faisant la part de la direction imprimée à l'Allemagne depuis quinze ans et celle des événements extérieurs, survenus depuis le commencement du siècle, tel a été mon souci le plus sincère.

Ces pages, écrites dans le cruel loisir que me font les malheurs de la Belgique, ont encore un autre but. J'ai voulu être utile à mon bien-aimé pays, première et innocente victime d'une politique impitoyable ; j'ai voulu contribuer, moi aussi, à le venger des accusations monstrueuses dont ses bourreaux ont essayé de flétrir sa loyauté sans tache et de ternir son héroïsme sans précédent.

Puisse mon travail apporter quelque lumière

à la recherche de la vérité ! Puisse-t-il procurer quelque documentation aux écrivains de l'avenir, lorsqu'ils retraceront, avec l'autorité que confère seul le recul du temps, une période de l'histoire des nations, dont le souvenir fera plus tard horreur à la civilisation chrétienne !

---

# L'ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE

## CHAPITRE PREMIER

## L'EMPEREUR GUILLAUME

### I

Qui n'a pas eu, dans ces dernières années, l'occasion d'approcher l'empereur Guillaume, d'avoir quelque entretien avec lui, ne peut se rendre compte de la première impression sympathique qu'éprouve son auditeur. Causer avec lui, c'est l'écouter, c'est le laisser développer avec chaleur ses idées, en risquant de temps en temps une observation dont la vivacité de son esprit s'empare immédiatement pour passer d'un sujet à un autre. En parlant, il vous regarde bien en face, la main gauche toujours appuyée sur la poignée de son sabre dans une attitude qui lui est familière. La voix très gutturale, presque enrouée, n'est pas agréable, mais la figure, mobile et expressive, est tout animée, tout éclairée par des yeux magnifiques. Ce sont ces yeux qui frappent au premier moment mieux que les paroles, des yeux bleu clair, tantôt gais et rieurs, tantôt durs et sévères,

avec des lueurs pareilles à des reflets d'acier. Cependant, au sortir d'un entretien de ce genre, on se prend à douter de la sincérité de ce dangereux causeur. On se demande avec une certaine anxiété si l'on n'a pas eu devant soi, au lieu d'un homme convaincu, l'acteur le plus impressionnant qui ait paru sur la scène politique contemporaine.

Dans sa langue maternelle, Guillaume II a une éloquence naturelle, imagée et pompeuse. A peine était-il sur le trône, que son amour de la parole s'est révélé par des manifestations oratoires de tous genres : toasts, speechs, réponses à des adresses, allocutions militaires à des recrues de l'armée et de la marine, pendant les continuels déplacements dont il a pris l'habitude en sillonnant son empire dans tous les sens, en parcourant en yacht toutes les mers d'Europe et en prodiguant ses visites aux États monarchiques. Quelques-uns de ses discours sont des modèles du genre impérial, mais son assurance comme orateur lui a fait prononcer plus d'une fois, dans le feu de l'improvisation, des phrases sentencieuses, inopportunes ou maladroites qui créaient une sensation de malaise ou de révolte aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger : pensées audacieuses, présentées sous une forme originale, mais en contradiction avec le sentiment public, fruits hâtifs d'un tempérament trop impulsif. L'âge l'a quelque peu corrigé de ses imprudences de langage. Le texte des allocutions est, d'ailleurs, maintenant revu et expurgé par le

cabinet civil de Sa Majesté, avant d'être livré à la publicité. Le besoin de claironner ainsi sa pensée se combine chez lui avec un goût prononcé pour les attitudes théâtrales, lorsqu'il se sait le point de mire de tous les regards, c'est-à-dire dès qu'il paraît en public, quoique dans son intérieur il ne manque ni de bonhomie, ni même de simplicité.

Certes, l'Empereur est un homme bien doué, intelligent, instruit. On a toutefois l'impression, quand on cause avec lui, qu'il n'a qu'une connaissance superficielle de certains sujets sur lesquels il se plaît à discourir.

N'en soyez pas surpris. Malgré sa rare faculté d'assimilation, Guillaume II n'est pas un esprit universel, capable, avec un égal bonheur, de parler politique, industrie, commerce, agriculture, musique, peinture, architecture, que sais-je encore? *de omni re scibili,* car il ne craint pas de s'aventurer sur les sentiers escarpés des sciences proprement dites. Peut-être eût-il mieux fait, au lieu de se dépenser dans tant de domaines différents, de concentrer ses études sur la politique étrangère et de chercher à se rendre compte personnellement du véritable état des esprits dans les pays voisins de l'Allemagne. Ses interlocuteurs n'auraient pas eu ainsi l'inquiétude de constater qu'il acceptait comme articles de foi des opinions préconçues et tout à fait erronées, qui avaient cours dans la presse et dans le public allemands.

Sa confiance en soi lui a rendu toujours insup-

portable pour le gouvernement de l'Empire la collaboration d'un esprit supérieur ou d'une volonté indépendante. Après deux ans de règne, il secoua impatiemment la tutelle, maladroite sans doute, mais nécessaire encore, de l'homme à qui il devait sa couronne impériale. Pour le servir longtemps, il faut que ses ministres adoptent ses idées ou aient l'art de lui présenter les leurs, comme s'il en était l'inspirateur. Ses chanceliers, après le renvoi de Bismarck, n'ont été que les exécuteurs plus ou moins habiles de sa volonté souveraine et les chefs d'une armée de bureaucrates. L'un d'eux s'est acquis la réputation d'un homme de beaucoup de talent, mais obligé, comme les autres, de se plier au métier de courtisan. Gouverner, pour un chancelier de l'Empire, ce n'est pas prévoir, c'est obéir à un maître versatile et volontaire.

Par d'autres côtés de son caractère, l'Empereur est un souverain très moderne. Il a toujours aimé la société des savants et des professeurs de renom. Ayant lui-même des prétentions artistiques, il s'entoure volontiers des artistes qui suivent ses conseils et obéissent à ses suggestions. Bâtir a été de tout temps, en Prusse, un noble passe-temps de prince auquel Frédéric II lui-même s'est livré avec plaisir et avec goût dans les intervalles de ses guerres. Guillaume II est un grand bâtisseur : en vingt-cinq ans, ses architectes ont élevé plus de monuments et de palais à Berlin que leurs confrères n'en ont construit pendant un siècle dans

d'autres capitales. Mais il impose trop souvent son goût pour le colossal, le surchargé et le massif. Sous son inspiration, les artistes allemands font de laborieux efforts pour créer un style qui serait le style Guillaume II. Les plus agréables monuments de la résidence impériale n'en restent pas moins ceux qui sont l'œuvre des premiers rois et auxquels un architecte, épris de l'art français du XVIIIe siècle, M. von Ihné, a donné quelques beaux pendants. On est tout surpris, d'ailleurs, de constater que le vieux palais du premier roi de Prusse est encore assez vaste pour contenir les premiers empereurs allemands. Le fils fastueux du Grand Électeur, avec l'ambition sans bornes des Hohenzollern, avait-il donc prévu les lointaines destinées de sa maison?

Aux sculpteurs, Guillaume II, fidèle aux mêmes principes esthétiques, a commandé des statues gigantesques ou figées dans des attitudes compassées, représentant les héros de sa famille et les grands serviteurs de son aïeul, qui ne méritaient pas un traitement aussi barbare. Son engouement pour la peinture officielle l'a empêché d'apprécier les talents originaux, les chefs d'école, tels que Max Libermann, qu'il traite de révolutionnaires. De même pour les gens de lettres. Les romanciers et les dramaturges les plus célèbres de l'Allemagne contemporaine, un Hauptmann, un Sudermann, ne sont nulle part moins compris qu'à la cour de Berlin.

L'Empereur s'est plu longtemps dans la compagnie d'aimables esthètes, poètes et musiciens, — car il adore la musique et la poésie, — les familiers de la fameuse table ronde. Le procès scandaleux du prince Philippe d'Eulenbourg a coupé court à ces intimités. On a médit, bien à tort certainement, de son amitié pour ce séduisant, mais triste personnage. On ferait mieux de souligner son faible pour les gens riches, pour les créateurs de grosses fortunes. En cela, il a montré, comme d'autres têtes couronnées, qu'il possède le sens de l'actualité et qu'il apprécie les services rendus à la société moderne par la richesse. Les Américains de passage à Berlin sont assurés de trouver un accueil empressé à la cour impériale, pourvu que la valeur financière de leur nom soit haut cotée aux États-Unis. Il est juste d'ajouter que ces cajoleries aux Yankees opulents sont dictées aussi à Guillaume II par des préoccupations qu'on a appelées « sa politique américaine », à savoir le désir d'une entente étroite avec la Grande République. Son goût pour le pouvoir que confère l'argent s'est montré également dans sa façon d'honorer sa fidèle noblesse. En créant une haute aristocratie de princes et de ducs, très clairsemée en Prusse avant lui, il a parfois tenu moins de compte de l'ancienneté de la race et des titres acquis à la reconnaissance de l'État que des fortunes territoriales des intéressés. Les nobles restés pauvres n'ont pas été très favorisés, même lorsqu'ils portaient les plus beaux noms militaires de la monarchie.

Élevé par un père dont les idées libérales ont été trop vantées, au dire de ceux qui l'ont le mieux connu, l'Empereur, à ses débuts, était animé d'une impatiente ardeur d'améliorer le sort des classes laborieuses de son empire et de continuer, suivant les prescriptions de la morale chrétienne, l'œuvre législative de protection sociale commencée par son grand-père, ainsi qu'il l'annonça à l'ouverture du Reichstag en 1888. Deux ans plus tard, une conférence internationale était convoquée par ses ordres à Berlin pour étudier la législation du travail. Cependant il apportait sur le trône une haine juvénile des socialistes et des libres penseurs, qui n'a fait que s'enraciner plus profondément en lui à mesure qu'il avançait en âge et que les progrès de la sociale démocratie devenaient plus menaçants à chaque élection du Reichstag. La crainte du socialisme et la lutte contre ce Protée insaisissable ont été ses principales préoccupations. Il dénonçait l'ennemi en termes véhéments dans un discours à Kœnigsberg, en 1894 : « Debout ! au combat pour la religion, la morale et l'ordre contre les partis de la subversion ! » En 1907, il est même descendu dans la lice, à telles enseignes qu'il a reçu du haut du balcon du palais de Berlin les félicitations de ses sujets bien pensants, après le verdict électoral qui avait momentanément éclairci les rangs des élus de la sociale démocratie. Souverain d'un grand empire habité par des millions de socialistes, n'eût-il pas mieux fait de rester étranger aux

haines de classes et de partis et de planer avec confiance au-dessus d'elles?

Guillaume II, sans être imbu de toutes les idées réactionnaires des conservateurs prussiens, n'a rien d'un esprit libéral. C'est un monarque de droit divin, qui se croit investi, comme ses prédécesseurs, de la mission de gouverner ses États et de faire le bonheur de ses sujets, fût-ce malgré eux, d'après les principes de la religion et suivant la tradition monarchique; un champion résolu des privilèges imprescriptibles de la royauté, limités seulement par les barrières constitutionnelles modernes.

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que de pousser plus avant l'analyse détaillée d'un caractère aussi compliqué; il a déjà fourni matière à plus d'un portrait et mettra à une dure épreuve, par sa complexité même, le talent de ses biographes à venir. J'essaierai seulement, à la fin de ce chapitre, de grouper les traits les plus frappants de la physionomie impériale et de fixer l'image qu'une guerre odieuse doit nous en laisser. Au surplus, dans l'homme qui régit les destinées de l'Allemagne, c'est surtout le politique qui nous intéresse, à cause de la direction nouvelle qu'il a voulu imprimer aux destinées de l'Europe. A ce point de vue, il est impossible de passer sous silence la place que la religion occupe dans sa vie. Il a toujours été un fervent protestant. Pour lui, comme pour Treitschke, l'historien de la Prusse

moderne, le protestantisme n'est pas seulement la vraie religion, mais la pierre angulaire de l'unité allemande, le solide rempart à l'abri duquel le langage et les mœurs des Germains se sont maintenus intacts des bords de la Baltique aux confins de la Transylvanie. Mais si la foi de Guillaume II est sincère, elle est vraiment trop verbeuse et trop nationaliste. Elle se répand insupportablement au dehors. Elle abonde en discours, remplis d'invocations choquantes à la Divinité, à une Divinité qui serait exclusivement allemande, qui n'aimerait que les Teutons et se réjouirait de leurs exploits. A l'imitation des héros bibliques et des champions de la Réforme, ce croyant en est arrivé, au seuil du XX^e^ siècle, à se considérer comme le bras droit et l'épée du Seigneur, l'être prédestiné sur qui l'esprit d'En-haut serait descendu. Comment s'étonner que, sous l'empire d'une telle croyance, il ait entrepris une guerre qui nous a ramenés au temps des luttes sans merci des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, une sorte de croisade conduite contre les ennemis du peuple de Dieu personnifié aujourd'hui par la race germanique? Cette façon de comprendre et de pratiquer la religion explique que le chef de la pieuse nation allemande, après avoir appelé solennellement sur ses armes les bénédictions du Dieu des chrétiens, — un Dieu de concorde et de paix ! — ait ordonné, la conscience en repos, le bombardement des villes sans défense et la destruction des chefs-d'œuvre de

pierre de l'art catholique, les vieilles cathédrales historiques.

## II

Pendant les dix dernières années, on a eu trop de confiance à l'étranger dans le pacifisme et dans la sincérité de Guillaume II. On oubliait qu'après tout il est de la race du grand Frédéric et que, sur la politique, il a dû méditer les leçons de ce prédécesseur dénué de scrupules. Lui-même, il s'attribuait, non sans raison, — car, dans sa jeunesse, il aurait pu céder à l'attrait des lauriers militaires, — le mérite d'avoir conservé la paix européenne, en dépit de l'organisation sans cesse perfectionnée de l'armée allemande et à cause même de ces renforcements qui rendaient une attaque contre elle presque impossible. On avait accepté de bonne foi cette légende, sans réfléchir que la course aux armements conduit fatalement à la guerre, comme toute fièvre, qui devient aiguë, aboutit à une crise violente. Mais, outre les sentiments pacifiques trop vantés de l'Empereur, n'y avait-il pas, disait-on, pour rassurer les petites nationalités inquiètes, la Triple-Alliance, fondée par Bismarck et renouvelée périodiquement après lui? Le vieux chancelier et ses continuateurs ont toujours représenté la Triplice comme un contrat d'assurance contre le danger d'une conflagration générale. Retranchées

dans cette forteresse inexpugnable, les forces des trois alliés pouvaient défier toutes les coalitions : aussi se gardait-on de les provoquer et de troubler l'ordre public européen. En réalité, tant qu'elle est restée fidèle à la pensée de son fondateur, la Triple-Alliance a pu se considérer comme la gardienne de la paix. Mais, à partir du jour où, pour appuyer les prétentions du Cabinet de Vienne, le Cabinet de Berlin a imposé aux nations slaves et aux autres Puissances déconcertées la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la Triple-Alliance a changé de caractère. Le gendarme, travaillé par des convoitises, a failli à son rôle tutélaire. La confiance qu'on avait eue jusque-là dans la pureté de ses intentions en a été considérablement diminuée.

Quoi qu'il en soit, Guillaume II a tenu pendant vingt-cinq ans, — *longum ævi spatium*, — la parole qu'il avait donnée au peuple allemand, sur le conseil de Bismarck, dans son premier discours du trône, d'avoir un règne pacifique. Il ne pensait alors qu'à faire de l'Allemagne le premier pays du monde par le développement de son commerce et de son industrie, à enrichir toutes les classes de la population, à détrôner, au profit de Berlin, Paris et Londres. « Notre avenir est sur les mers ! » disait-il à ses sujets avec une juste perception du but où il devait diriger leur énergie et leurs efforts : la création d'une puissante marine, pour assurer sur tous les marchés de l'univers une place préé-

minente aux produits du travail allemand. Pendant ce quart de siècle, l'Allemagne a effectué en effet des progrès merveilleux qui faisaient tressaillir d'étonnement les autres nations. Guillaume II, dès cette époque, frayait surtout avec les grands industriels, les grands banquiers et les grands armateurs de l'Empire, qu'il n'a jamais cessé de voir et de consulter. Il a été l'ami fidèle de M. Krupp, dont la vie privée ne méritait pas cet honneur. Il a favorisé de tout son pouvoir les entreprises de M. Ballin, le très habile et très audacieux directeur de la Hamburg-Amerika Linie. Il présidait lui-même au lancement des transatlantiques géants de la puissante Compagnie. Le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la mise à flot du dernier de ces Léviathans de 50.000 tonnes, baptisé par lui du nom de Bismarck, — tardif hommage rendu au génie du chancelier de fer, — est remarquable par l'orgueil patriotique dont il déborde. C'est un chant de triomphe en l'honneur des chantiers germaniques, qui ont construit le plus grand navire du monde, dépassant de loin ce que l'art naval des Anglais avait jamais osé.

Le pacifisme prolongé de ce chef d'une nation militaire a eu sans doute aussi d'autres causes que le souci d'assurer la prospérité économique de l'Allemagne. Quoiqu'il se soit toujours, depuis sa première jeunesse, passionnément intéressé à son armée, Guillaume II n'a pas l'âme belliqueuse de plusieurs princes de sa maison. Comme le roi

Frédéric-Guillaume Ier, il aime la caserne, sans avoir le goût des champs de bataille. Devenu, à vingt-neuf ans, le commandant suprême de l'armée, le « Kriegsherr », il a accompli scrupuleusement depuis lors tous les rites militaires prescrits à un roi de Prusse ; on l'a vu prendre part à chaque occasion aux repas des mess des officiers, apparaître dès l'aube au milieu de ses régiments de cavalerie sur le champ d'exercices de Dœberitz, inspecter l'un après l'autre les corps de troupes de l'Empire et présider régulièrement aux manœuvres d'automne, les manœuvres impériales, où sa critique des opérations engagées faisait sourire les hommes du métier. Le long des rues de Berlin, les vitrines des magasins sont remplies de photographies de l'Empereur sous tous les uniformes de l'armée de terre et de mer, dans tous les rôles de son répertoire : la moustache fièrement retroussée, le regard fixe et menaçant, le bâton de feld-maréchal au poing, ces images exagèrent l'impression qu'elles veulent nous donner d'un souverain très guerrier. Mais est-il vraiment un soldat ?

Les journaux allemands ont annoncé, au début des hostilités, que Sa Majesté Impériale serait suivie sur le théâtre de la guerre d'un train spécial, transportant une maison de bois démontable avec parquet ajusté, pour ne pas souffrir de l'humidité. Nous savons, d'autre part, que ce besoin d'aise et de confort est nécessité par la crainte des refroidissements et des maux de gorge, car Guillaume II

ne peut pas jouer, comme on dit, avec sa santé. Des préoccupations aussi constantes cadrent mal avec l'idée que nous nous faisons d'un vrai soldat.

Le vrai soldat de cette guerre, il ne faut pas le chercher parmi les Allemands couronnés qui n'ont fait que la suivre de loin ; il est à la tête de la petite armée belge qui lutte avec désespoir pour défendre ses foyers. Le vrai soldat, c'est celui qu'on a vu bravant le danger sur la ligne du feu et dans les tranchées, afin de souffler à ses jeunes troupes le sang-froid et l'héroïsme de son âme inaccessible aux menaces comme à la peur. Le vrai soldat, c'est celui qui s'est révélé sur les champs de bataille de Louvain, d'Anvers et de l'Yser comme un grand général et comme un grand roi : c'est Sa Majesté le roi Albert.

Peut-être aussi Guillaume II, s'il est resté aussi longtemps pacifique, se défiait-il des résultats d'une nouvelle lutte, quoiqu'il exaltât dans ses discours les prouesses de ses devanciers et recommandât souvent à ses soldats de tenir leur poudre sèche. Peut-être redoutait-il la fortune changeante des batailles, en se répétant les paroles de Bismarck [1] au sujet des guerres préventives, des guerres qui ne sont inspirées que par l'envie d'écraser un adversaire avant qu'il soit prêt : « Nous ne pouvons pas lire dans les cartes de la Providence. » Peut-être encore appréhendait-il

1. Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*. Vol. II, page 93.

l'inconnu représenté dans les calculs politiques les mieux combinés par ces impondérables dont le même homme d'État prisait si fort la valeur. Qu'un jeune souverain, tel que l'Empereur dans ses premières années de règne, n'ait pas voulu compromettre l'héritage de gloire et de conquêtes laissé par son grand-père, rien de plus naturel ni de plus compréhensible. Il aimait à faire cliqueter son sabre, toujours mal à propos, mais sans le tirer hors du fourreau, car il n'avait pas l'amour inné de la guerre. Cependant ces sentiments pacifiques ou ces hésitations devant l'incertitude de la fortune des armes ont fini par disparaître, et une détermination toute différente leur a succédé dans l'esprit changeant de Guillaume II. Mais le revirement n'a pas été subit ; la conversion s'est opérée graduellement, en même temps que l'Allemagne se transformait elle-même et que grandissaient sa force et sa richesse, qu'augmentaient sa population, ses besoins et ses appétits. L'influence de Bismarck, — d'un Bismarck satisfait, assagi et prudent, qu'il ne faut pas confondre avec le hardi joueur de la période des guerres, — avait longtemps survécu à sa retraite. Pendant une dizaine d'années encore, dix années de tiraillements intérieurs où le peuple allemand semblait en vouloir à l'Empereur d'avoir injustement brisé son idole, la politique bismarckienne de consolidation et de défense avait été suivie par les modestes héritiers du solitaire exaspéré de Varzin. Puis d'autres ambi-

tions surgirent, et les recommandations de l'ex-chancelier furent peu à peu oubliées de la nouvelle génération de politiciens, de diplomates, de professeurs, d'écrivains et d'officiers qui prétendirent guider l'Allemagne vers de plus hautes destinées. Leur action victorieuse sur la pensée du souverain devint tout à fait apparente au moment où il parvenait à l'apogée de son règne.

Ce moment coïncide avec l'expiration des vingt-cinq premières années de son gouvernement, qui avaient doté la nation germanique d'une prospérité inouïe. Le jubilé impérial de 1913 a été une date fatale. L'Allemagne, en effet, ne s'est pas contentée de célébrer cette année-là les conquêtes pacifiques réalisées depuis l'avènement de son troisième empereur, elle a fêté en même temps le centenaire de la guerre de l'indépendance, tandis que ses représentants votaient patriotiquement au Reichstag une loi militaire plus lourde, plus écrasante que toutes celles qui l'avaient précédée. L'Allemagne associait ainsi les résultats admirables du travail national pendant un quart de siècle, qu'aucune menace de guerre n'était venue réellement troubler, aux souvenirs enflammés de sa libération du joug napoléonien et à la préparation fiévreuse d'une nouvelle lutte, que l'état de l'Europe ne semblait nullement présager. Cette triple coïncidence suscitait dans l'esprit des observateurs étrangers de graves appréhensions. Les souvenirs patriotiques de 1813 semblaient de sourds roule-

ments de tonnerre, avant-coureurs d'un orage prochain. L'Empereur, qui ne cessait d'exalter par ses discours publics les sentiments déjà surexcités de la nation, a dû se dire alors que la première partie de sa tâche était terminée, et que la seconde allait commencer. Il avait lancé son peuple dans une voie de prospérité et de progrès où il ne s'arrêterait plus et une nouvelle guerre, bien loin d'enrayer ce superbe essor économique, n'y serait qu'un stimulant de plus. L'Allemagne, ayant triplé le chiffre de son commerce et presque doublé celui de sa population, disposant de millions de travailleurs qui n'allaient plus chercher, par l'émigration, leurs moyens d'existence au dehors, réclamait de nouveaux champs d'expansion et avait soif d'une domination incontestée dans tous les domaines. C'était à lui, encore dans toute la force de l'âge, qu'il appartenait de réaliser ces magnifiques aspirations.

Ne s'était-il pas lui-même laissé bercer, sur la foi des historiens de sa maison, par des rêves dont l'origine remonte à un lointain passé? Héritier d'un empire nouveau tout différent de l'empire germanique des Othon et des Barberousse, il s'était constamment appliqué à rattacher au Moyen Age la création des Bismarck et des Moltke, à renouer la chaîne des traditions historiques, à se poser comme le successeur des anciens Césars électifs. C'est dans cette pensée évidente qu'a été créé au Thiergarten de Berlin l'allée de la Victoire, où se

dresse la double rangée de statues de marbre dont nous avons déjà parlé, symétriques et sépulcrales, qui seraient mieux à leur place dans une nécropole royale que dans un jardin public. On y voit presque coude à coude des empereurs d'Allemagne, antiques et récents, des électeurs de Brandebourg et des rois de Prusse, tout un Panthéon suggestif ! A Vienne, des princes de la maison de Habsbourg se vengeaient des défaites de 1866 en traitant les Hohenzollern de parvenus. Mais, à Berlin, le descendant de ces parvenus ne rêvait de rien moins que de ressusciter la monarchie de Charlemagne ; il élevait dans sa capitale un monument au légendaire Roland, comme un symbole de l'union du présent et du passé, et songeait à rétablir sur l'Europe continentale une hégémonie carlovingienne.

## III

Je parlerai plus tard des événements européens et de la situation intérieure de l'Allemagne qui ont agi sur les dispositions de Guillaume II et activé sa transformation morale. Ce qu'il est nécessaire de préciser ici, c'est qu'il s'est flatté d'abord de n'avoir à combattre que la France, la vieille et irréconciliable ennemie. La guerre future lui apparaissait comme un simple duel entre la République et l'Empire.

Il a espéré longtemps diviser ses adversaires et obtenir l'inaction de la Russie. L'alliance franco-russe n'était pas considérée à la cour de Berlin comme un bloc indestructible. L'accord de Potsdam, conclu par M. Kokotzow, et dont la portée était limitée, autant qu'on peut le savoir, à l'Asie occidentale, semblait autoriser d'amples espérances. Des avances répétées étaient faites au tsar Nicolas ; des entrevues avaient lieu où Guillaume II déployait, comme dans la visite à Port-Baltique, toutes les séductions de son intelligence pour enjôler le souverain russe et capter la confiance de ses ministres. L'Empereur m'a dit lui-même, quelques mois seulement avant la guerre, qu'on se faisait des illusions en France sur la solidité de la Double-Alliance : il était bien informé des véritables sentiments de la cour impériale par de hauts personnages russes qui, en passant par Potsdam, ne cachaient pas de quel côté allaient leurs sympathies.

Un des principaux axiomes de la politique de Bismarck était que l'Allemagne devait toujours s'efforcer d'entretenir de bonnes relations avec sa grande voisine du Nord. Ce sage conseil, que le chancelier n'avait pas suivi lui-même au Congrès de Berlin, a été négligé par ses successeurs. En mars 1909, Guillaume II, sur l'avis conforme du prince de Bülow, n'avait pas hésité à faire savoir à Saint-Pétersbourg qu'il se tiendrait résolument à côté de l'Autriche-Hongrie, si la discussion diplo-

matique engagée au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine dégénérait en un conflit. La démarche comminatoire prescrite au comte de Pourtalès était restée sur le cœur des patriotes russes, qui avaient été contraints de reculer devant cette menace. Mais à la cour de Berlin le souvenir en était effacé, car l'Empereur, — c'est encore un trait de son caractère, — oublie volontiers les mauvais procédés dont il est l'auteur. Il pratique le pardon de ses injures.

La guerre balkanique elle-même n'avait pas détruit complètement ses illusions. Elle avait montré pourtant la Russie et la France indissolublement unies et décidées à courir ensemble les mêmes risques et les mêmes périls. La main experte de M. Delcassé, envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg pendant les événements de 1912, avait resserré de plus belle le nœud de l'alliance. Depuis lors, il est vrai, l'attention de l'Empereur s'est concentrée sur l'activité militaire déployée de l'autre côté de la frontière russe ; mais il a dû lui en coûter de renoncer à sa chimère de la neutralité ou de l'inaction de la Russie en cas de guerre sur les Vosges. Un avertissement suprême a été donné au gouvernement du Tsar le 2 mars 1914 par l'officieuse *Gazette de Cologne*, sous la rubrique d'une correspondance de Saint-Pétersbourg ! L'accélération des armements y était dénoncée en même temps que l'ingratitude dont la Russie payait les services que l'Allemagne lui

avait rendus à l'époque de la guerre de Mandchourie. Les journaux russes répliquèrent sur un ton acerbe, laissant entrevoir que le traité de commerce avec l'Allemagne ne serait pas renouvelé. M. de Jagow, dans un exposé sur la situation extérieure lu au Reichstag quelques semaines plus tard, se borna à regretter et à blâmer d'une manière générale ces polémiques de presse, dont il rejetait, d'ailleurs, la responsabilité sur les feuilles panslavistes.

## IV

La France a toujours été aux yeux de Guillaume II l'adversaire principal. La pensée de se réconcilier avec elle a hanté cependant, à diverses occasions, son cerveau romanesque, mais sans qu'il songeât un seul instant à lui restituer ou à neutraliser l'Alsace-Lorraine, questions résolues définitivement par les victoires de 1870 et le traité de Francfort, sans qu'il admît même de lui complaire en accordant une constitution plus libérale aux provinces conquises. Le vœu de quelques Français, partisans d'un rapprochement franco-allemand, de voir l'Alsace-Lorraine jouir d'une autonomie complète à l'instar d'un État confédéré, de la Bavière ou de la Saxe, était qualifié à Berlin d'ingérence insupportable dans les affaires intérieures de l'Empire.

Mais l'Empereur a cru de bonne foi, à plusieurs reprises, qu'il pourrait améliorer les relations entre les deux pays, diminuer la tension entre Paris et Berlin, frayer même la voie à de bons rapports à venir, en traitant avec une distinction flatteuse des Français et des Françaises, célébrités parlementaires, artistiques et mondaines, qui visitaient l'Allemagne. Ce sont ces attentions individuelles, agrémentées de sourires et de politesses à l'adresse du gouvernement républicain ou de personnages en évidence, qu'il considérait comme des avances. Ses conversations avec Coquelin et M^lle^ Granier ont amusé les Parisiens qui le remerciaient par un compte rendu de journal aimablement troussé et se croyaient quittes envers lui. Les gracieusetés impériales ont-elles été suivies d'une nouvelle orientation de la politique allemande plus favorable à la France ? Il n'en fut jamais question. Des offres de collaboration ou d'association dans des entreprises économiques, intéressant les ressortissants des deux pays au Maroc, furent faites, sans aucun succès d'ailleurs, après l'accord de 1909 ; mais il ne faudrait pas les attribuer au bon vouloir de Guillaume II pour des voisins qu'en réalité il détestait. C'est par sa séduction qu'il prétendait les conquérir ; en quoi sa vanité l'abusait, bien qu'à certains moments et sur sa réputation de pacifiste, sa personne n'ait pas été impopulaire à Paris.

Il était revenu depuis quelque temps de ces accès

de bienveillance, après en avoir constaté l'inutilité, et il accentuait au contraire, à l'égard des voyageurs français qui lui étaient présentés, ses manières hautaines et cassantes dans les derniers mois avant la guerre. Il a dit alors devant moi, en février 1914, un soir de bal à la Cour, dans une conversation à laquelle prit part mon compatriote et ami, le baron Lambert, cette phrase plus pittoresque que conforme à la vérité, qu'il aimait à répéter, car il s'en était déjà servi avec d'autres diplomates : « Souvent j'ai tendu la main à la France : elle ne m'a répondu que par des coups de pied ! » Son amertume se répandit ensuite contre la presse parisienne, qui attaquait l'Allemagne journellement et sans mesure. Il finit sur un ton grave par déclarer avec cette mimique expressive qui donnait tant de poids à ses paroles, « qu'on devait prendre garde, à Paris, parce qu'il ne serait pas toujours là ! » Or, lorsqu'il discourait ainsi, la guerre était déjà résolue dans son esprit, comme on le verra plus loin. Que signifiait donc ce langage ? Était-ce, de sa part, comédie, duplicité ? Fallait-il y voir plutôt le souci d'accumuler des griefs, pour justifier ses actes futurs ?

Puisqu'il se faisait remettre régulièrement les coupures des organes nationalistes où son gouvernement était malmené, que n'en lisait-il la contrepartie : les diatribes quotidiennes des journaux de son pays contre la France et le président Poincaré, visé particulièrement par la presse panger-

maniste? Certainement, cette guerre de plume était dangereuse autant que déplorable dans l'intérêt de la paix, mais elle était menée des deux côtés dans le ton et le style propres à chacune des deux races. Il suffirait, pour se faire une idée de la mauvaise foi, de la morgue et de l'insolence de certains publicistes allemands, de relire quelques-uns des articles dont le Dr Th. Schiemann, qui eut son heure de popularité et de faveur à la cour de Berlin, régalait chaque mercredi matin, dans sa revue politique de la semaine, les lecteurs francophobes et russophobes de la *Gazette de la Croix*.

Au lendemain d'Agadir, la guerre avec la France avait pris tout à fait dans l'esprit de Guillaume II l'aspect d'une nécessité inéluctable. Le 5 et le 6 novembre 1913, le roi des Belges fut son hôte à Potsdam, en revenant de Lunebourg où il avait fait une visite de courtoisie et d'usage au régiment de dragons dont il était le chef honoraire. Pendant ce séjour, l'Empereur annonça au roi Albert que la guerre avec la France était à ses yeux « inévitable et prochaine ». Quelle raison donnait-il de cette conviction pessimiste qui impressionna d'autant plus son royal visiteur que la croyance aux sentiments pacifiques de l'Empereur allemand n'était pas encore altérée en Belgique? C'est que la France voulait elle-même la guerre et qu'elle s'armait rapidement dans cette intention, comme l'indiquait le vote de la loi sur le service militaire de trois ans. Guillaume II se

disait en même temps assuré de la victoire. Le souverain belge, qui connaissait mieux les véritables dispositions du public et du gouvernement français, essaya vainement de l'éclairer et d'éloigner de son esprit la fausse image qu'il se faisait d'une France belliqueuse, d'après le langage d'une minorité de patriotes exaltés.

Le général de Moltke, chef de l'état-major, eut le 6 novembre, après le dîner auquel l'Empereur avait convié, en l'honneur de son hôte, les personnages officiels allemands présents à Berlin, un entretien avec le roi Albert. Il s'exprima dans les mêmes termes que son souverain à l'égard de la France et au sujet de la nécessité d'une guerre prochaine, insistant encore plus vivement sur la certitude du succès, en raison de l'enthousiasme avec lequel la nation germanique tout entière se lèverait pour repousser l'ennemi traditionnel. Le général de Moltke tint les mêmes propos menaçants à l'attaché militaire belge qu'il avait comme voisin de table, le même soir. Il ne se montra pas plus réservé dans la suite, m'a-t-on dit, avec d'autres attachés militaires qu'il honorait de sa confiance ou qu'il voulait impressionner.

Quel était le but de ces confidences? Il n'est pas difficile de l'entrevoir. Elles étaient une invitation à se jeter, en présence du danger suspendu sur l'occident de l'Europe, dans les bras du plus fort, des bras prêts à s'ouvrir pour étreindre la Belgique, — quitte ensuite à l'étouffer! — Quand on songe

à l'ultimatum notifié le 2 août suivant au gouvernement belge, on voit à quel acte de complaisance et de lâcheté l'empereur Guillaume aurait voulu, par l'entretien de Potsdam, disposer déjà le roi Albert.

La conversation des deux souverains a été rapportée à l'ambassadeur de France, ainsi que le constate une dépêche de M. Cambon, insérée au *Livre jaune* de 1914. Cela fut fait dans le seul espoir que la catastrophe d'une guerre entre la France et l'Allemagne pourrait être encore écartée. L'intérêt supérieur de l'humanité exigeait que le gouvernement français fût averti que l'Empereur avait cessé d'être partisan de la paix et qu'il envisageait une nouvelle guerre d'un œil calme, comme une nécessité fatale. Au gouvernement français, dont les sentiments étaient restés pacifiques, quoi qu'en pût penser Guillaume II, de veiller à ce que des incidents ne se produisissent pas, qui n'auraient plus été susceptibles d'être aplanis, parce qu'on les aurait considérés à Berlin comme des provocations.

L'état mental de l'Empereur, devenu très nerveux et très irritable, le rendait-il aveugle à l'évidence et sourd à la persuasion? Que la France, condamnée à un voisinage où des forces militaires écrasantes constituaient pour elle une menace toujours en suspens, se soit armée principalement pour n'être pas à la merci d'événements inattendus ou de calculs impitoyables, cette vérité dont la

clarté éclate aux yeux des observateurs impartiaux, Guillaume II ne voulait pas l'admettre. Une guerre de revanche était, — il s'en disait certain, — l'obsession de tous les Français. La reprise de l'Alsace-Lorraine, reléguée par la plupart d'entre eux à l'arrière-plan de leurs rêves patriotiques et entrevue seulement comme un lointain mirage, formait, au contraire, dans sa conviction obstinée, le but secret des efforts de leurs hommes d'État. Le pacifisme crédule et confiant des radicaux et des socialistes français, qui s'était étalé au grand jour dans leur résistance au rétablissement du service militaire de trois ans, restait pour lui lettre morte.

Une opinion enracinée, si contraire à la vérité, fait douter de sa sincérité. Le Kaiser était-il faussement renseigné sur les véritables intentions de la France, ou cherchait-il, dans les projets hostiles qu'il lui prêtait, un prétexte pour motiver une agression ? Voilà ce qu'on est en droit de se demander aujourd'hui.

## V

Jusqu'au dernier moment, l'Empereur a compté sur la neutralité de l'Angleterre, quelle que fût la cause du conflit qui mettrait aux prises la Triplice et la Duplice. C'était oublier trop légèrement tous les griefs nourris contre lui dans le Royaume-

Uni, alors qu'ils n'étaient sortis ni des mémoires ni des cœurs britanniques : le fameux télégramme au président Kruger lors du *raid* Jameson en 1895, manifestation intempestive qui abusa complètement le vieux patriote de Johannesburg sur l'appui éventuel du Kaiser ; la campagne de dénigrement contre l'Angleterre, menée quatre ans plus tard en Allemagne, dès l'ouverture des hostilités contre les Boers; enfin et surtout l'énorme accroissement de la marine allemande, annoncé par le prince de Bülow et l'amiral de Tirpitz immédiatement après les premiers revers des Anglais.

Guillaume II ne se souvenait-il pas non plus de l'attitude résolument hostile du Cabinet britannique pendant la Conférence d'Algésiras et, plus récemment, au cours des négociations franco-allemandes qui suivirent le coup d'Agadir? Il s'imaginait sans doute, comme beaucoup d'Allemands, que l'appui prêté par l'Angleterre à la France ne dépasserait pas certaines limites morales et géographiques : il devait se borner à faciliter la solution du problème marocain, puisque à Londres on s'était engagé à aider à l'établissement du protectorat français au Maroc, et des questions méditerranéennes où les vues des deux pays étaient connexes. L'opinion régnait en Allemagne que le Cabinet de Saint-James, conscient des préférences nettement pacifiques de sa majorité libérale, resterait spectateur patient de toute guerre où aucun intérêt britannique vital ne serait en jeu. Combien

de fois la presse berlinoise n'a-t-elle pas développé ce thème, en l'accompagnant, pendant la courte durée de la crise austro-serbe, de basses flatteries à l'adresse de la Grande-Bretagne ! Cette conviction était accréditée dans le public allemand par la haute finance, dont les intrigues n'ont pas cessé d'être actives à Londres, non seulement auprès du monde des affaires, mais aussi des hommes politiques. Des démarches à l'effet d'empêcher éventuellement toute participation de l'Angleterre à une lutte continentale, furent poursuivies jusque dans les couloirs du Parlement de Westminster par des financiers d'origine allemande. Peu de temps avant les hostilités, dans le courant du mois de juillet, M. Ballin, l'homme de confiance du Kaiser, arrivait à Londres, chargé de prendre des dispositions en vue de la guerre et d'abuser ses amis anglais sur les intentions pacifiques de l'Allemagne, alors que tout était déjà prêt pour une entrée en campagne foudroyante.

Les fautes politiques de Guillaume II sont provenues souvent de la trop grande confiance qu'il avait dans son habileté et son jugement personnels. Après 1911, il a désiré ardemment opérer un rapprochement entre les deux nations, l'anglo-saxonne et la germanique, parentes par le sang et rattachées l'une à l'autre par de multiples souvenirs historiques. Des symptômes de détente ont été visibles dès l'année suivante, mais l'Empereur s'est trompé sur le degré de chaleur auquel étaient

remontées les relations entre les deux gouvernements et les deux pays. Il a cru trop tôt avoir partie gagnée et a démasqué brusquement ses cartes, ce qui a décidé le Cabinet britannique à abandonner le jeu.

Dans un *meeting* tenu à Cardiff, le 2 octobre 1914, à l'occasion de la guerre, le premier ministre, ayant pris la parole, a fait une révélation très intéressante sur la tentative de rapprochement de 1912. « Nous avons adressé alors, a-t-il dit, au gouvernement allemand la communication suivante, dont les termes avaient été soigneusement pesés par le Cabinet et qui indiquait quelles devaient être, à notre avis, nos relations avec l'Allemagne : « La Grande-Bretagne déclare qu'elle n'attaquera jamais sans provocation l'Allemagne ni ne se joindra à une attaque de ce genre. Une agression contre l'Allemagne ne forme ni le sujet ni une clause d'aucun traité, entente ou arrangement, dont la Grande-Bretagne est partie contractante et elle ne prendra part à aucun acte diplomatique ayant un pareil objet. » Cette déclaration ne parut pas suffisante aux hommes d'État allemands, poursuivit M. Asquith. « Ils voulaient de nous davantage. Ils nous demandèrent de promettre de rester neutres, au cas où l'Allemagne serait engagée dans une guerre, et cela, figurez-vous, à une époque où elle augmentait énormément ses moyens agressifs et défensifs, particulièrement sur mer. Ils nous demandèrent

de déclarer très clairement qu'en ce qui nous concernait, nous leur laisserions les mains libres pour soumettre, pour dominer le continent européen. A pareille demande une seule réponse était possible, et c'est celle que nous avons faite. »

Les brutales prétentions de sa diplomatie firent perdre ainsi à Guillaume II une occasion favorable de dissiper les défiances du Cabinet de Londres et de renouer avec l'Angleterre des relations plus cordiales. Malgré cet échec, il ne se découragea pas, et, après le rapprochement amené par la guerre balkanique, il se croyait de nouveau parfaitement sûr de la neutralité britannique. Cette fois encore, les apparences le trompèrent. Il avait trop escompté le savoir-faire de son nouvel ambassadeur, le prince Lichnowski, bien vu de la haute société londonienne, ainsi que l'influence des amis qu'avait l'Allemagne au sein même du Cabinet Asquith, les Haldane, les Burns, les Harcourt. Le langage des organes germanophiles de la presse anglaise a contribué aussi à le tromper sur les vrais sentiments du peuple anglais à l'endroit de son principal concurrent maritime et commercial. La presse berlinoise citait volontiers les articles du *Daily News*, de la *Westminster Gazette*, du *Daily Graphic*, de la *Nation* et du *Manchester Guardian*, très favorables à une entente avec l'Allemagne ; mais ces journaux, que l'ambassade impériale fournissait d'informations « made in Germany », n'étaient pas, comme l'Empereur le pensait, les véritables voix de l'Angleterre.

Il raillait volontiers les Français, dans ses conversations avec des étrangers, de croire à la réalité de la Triple-Entente et de leurs vaines tentatives pour la transformer en une alliance effective. Le voyage à Paris du roi George et de la reine Mary n'a dû lui causer de ce chef aucun souci. Mais l'erreur la plus grave qu'il ait commise semble avoir été de s'imaginer, sur la foi de rapports qui ne peuvent être que ceux de son ambassadeur, que les Anglais, au début de l'été de 1914, étaient irrémédiablement désunis par leurs querelles irlandaises, à la veille même d'une guerre civile, et réduits par là à une complète impuissance pour une intervention armée sur le continent. C'était donc le moment de tout oser, de tout risquer en Europe. S'il n'en avait pas eu la certitude, l'Empereur aurait-il exposé le commerce allemand si florissant et la flotte allemande inachevée, qui lui était chère comme l'enfant de ses œuvres, à l'effroyable épreuve d'une guerre navale avec l'Angleterre ? Aurait-il compromis aussi légèrement la prospérité économique de son pays, dont la marine marchande était un facteur indispensable ?

Le réveil a été cruel et grand le courroux du monarque désabusé. Nous en avons la preuve dans le message dont il chargea un de ses aides de camp pour sir Ed. Goschen, après la manifestation honteuse à laquelle s'était livrée la population de Berlin contre l'ambassade britannique, à la nou-

velle de la déclaration de guerre de l'Angleterre : « L'aide de camp, écrit l'ambassadeur, dans son rapport à sir Ed. Grey, me dit que l'Empereur lui avait prescrit de m'exprimer ses regrets pour les scènes de la nuit précédente, mais d'ajouter que je me ferais par là une idée des sentiments dont ce peuple est animé en ce qui regarde la conduite de la Grande-Bretagne, se joignant à d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo. » En même temps, Guillaume II annonçait qu'il se démettait de ses titres de maréchal et d'amira britannique, dont il était fier auparavant. Pour qui sait l'importance et le prix attachés en Allemagne à ces distinctions honorifiques, — que nous serions tentés de traiter de puérilités, — le geste de l'Empereur en dit plus que des paroles de colère et d'indignation.

## VI

On est étonné qu'il se soit mépris à ce point sur l'état de l'opinion publique et sur les dispositions réelles des gouvernements dans les pays de la Triple-Entente. Il ne connaissait pas mieux la mentalité des hommes d'État italiens, car la résolution du Cabinet du Quirinal de rester à l'écart du conflit européen, au lieu de marcher sous les drapeaux unis de la Triplice, n'a pas laissé certainement de le surprendre et de l'irriter. Cette igno-

rance provient du mauvais choix de ses représentants à l'étranger et de sa prétention d'être son propre ministre des Affaires étrangères, comme il est son propre chancelier. Les ambassadeurs sont désignés par l'Empereur lui-même, quelquefois suivant l'engouement dont il se prend pour telle ou telle personne. Des postes très importants ont été confiés ainsi à des mains très inexpérimentées. Les ambassadeurs, dépendant de son bon plaisir, s'efforçaient avant tout de lui plaire, d'entrer dans ses idées, et lui rapportaient des impressions qui correspondaient à son propre jugement. D'où il est résulté que, par suite de l'insuffisance de ses informations de source diplomatique, le gouvernement impérial n'a pas su exactement ce que feraient la Russie, la France, l'Angleterre, le Japon et l'Italie, dans le cas d'une guerre entre la Serbie et l'Autriche, destinée fatalement à ne pas rester localisée. Même incertitude ou mêmes illusions en ce qui concernait le loyalisme des dominions britanniques, le dévouement des princes indiens, l'obéissance de l'Égypte, la fidélité des musulmans dans les colonies françaises. Il n'est pas à supposer, d'ailleurs, que les attachés militaires allemands, espions officiels accrédités auprès des gouvernements étrangers, se soient montrés plus clairvoyants que les chefs de mission. L'infériorité du personnel diplomatique n'a nulle part été mise plus crûment en lumière qu'à Berlin même, soit dans les discussions du budget des Affaires étran-

gères, soit dans les articles de la presse libérale, pour ne point parler des journaux socialistes. La presse libérale se plaisait à opposer aux échecs des diplomates de son pays les succès remportés par leurs collègues de France et d'Angleterre; mais elle se trompait, lorsqu'elle attribuait l'insuffisance de ses compatriotes à leur qualité de nobles de vieille souche ou de bourgeois récemment anoblis. C'est aux choix capricieux de l'Empereur qu'elle aurait dû s'en prendre.

L'Empereur dirigeait lui-même la politique extérieure de l'Empire. Dès les premiers temps, il aimait à causer avec les ambassadeurs et les ministres étrangers et à exprimer librement sa pensée sur les questions les plus délicates, sachant bien qu'aucune de ses paroles ne serait perdue. Ses redoutables plaisanteries, comme ses brusques accès de franchise, soit qu'ils fussent prémédités, soit qu'ils échappassent à son humeur impatiente, ont plus d'une fois décontenancé ses auditeurs. Il ne s'en est pas tenu là ; il a pris aussi la plume pour exposer ses idées à des correspondants étrangers, tels que lord Tweedmouth : inspirations presque toujours malencontreuses ! Survint l'aventure bien connue de l'interview impériale publiée par le *Daily Telegraph* en novembre 1908, après avoir été soumise au prince de Bülow, qui ne se donna pas la peine d'en prendre lui-même connaissance. Elle provoqua une crise qui aurait dû être salutaire, en rendant le souverain moins sûr de soi et plus

circonspect dans ses incursions sur le terrain mouvant de la politique étrangère : émotion du public allemand, intervention du chancelier et engagement arraché à l'Empereur, pour apaiser le Reichstag, de se tenir dorénavant plus tranquille. « La sensation profonde et la douloureuse impression produites par ces confidences, déclara le chancelier au Parlement impérial, conduiront Sa Majesté l'Empereur à observer à l'avenir, dans ses entretiens privés, cette réserve qui est aussi indispensable pour une politique suivie que pour l'autorité de la couronne. »

Guillaume II avait promis de se taire et il tint parole pendant plusieurs années, mais il ne pardonna pas au prince de Bülow de ne l'avoir pas défendu devant le Reichstag et devant l'opinion publique. Jusqu'à la mort de M. de Kiderlen, survenue à la fin de 1912, il s'abstint de toute ingérence ostensible dans les affaires étrangères. Plus de speechs sensationnels, plus de longs entretiens avec les ambassadeurs sur les questions du jour. Il est vrai que M. de Kiderlen, la plus forte personnalité qui ait paru à la Wilhelmstrasse depuis le départ du prince de Bülow, moins habile que lui dans l'art de déguiser sa pensée, mais plus jaloux de son autorité, à tel point qu'il ne pouvait pas supporter l'immixtion du chancelier en son domaine, aurait préféré résigner ses fonctions, plutôt que d'être mené en laisse par l'Empereur comme un bouledogue obéissant. A tort ou à raison,

il était considéré comme l'homme indispensable pour appliquer le traité qu'il avait conclu avec la France dans des vues pacifiques, car ce brutal n'était pas un belliqueux. Sa connaissance particulière de l'Orient européen l'aurait fait probablement conserver par son maître, tout au moins pendant la durée des conflits balkaniques. Kiderlen disparu, l'Empereur recommença à diriger la politique extérieure et reprit ses libertés de langage avec les diplomates étrangers. L'ambassadeur ottoman, Osman Nizami pacha, très en faveur auparavant, eut particulièrement à souffrir des cruelles vérités du grand ami de la Turquie, après les premiers désastres de la campagne de Thrace.

## VII

Il y a souvent, dans un roi ou dans un homme d'État, plusieurs hommes différents qui apparaissent successivement aux divers âges de sa vie. Bien rares sont ceux qui, taillés dans un bloc immuable, ne varient jamais de la jeunesse à la tombe. Les années, en s'accumulant sur leurs têtes, calment ou endiguent, chez les chefs conscients de leurs responsabilités, les passions de leur printemps. La maturité et l'expérience leur font jeter un regard plus défiant sur les entreprises où ils voudraient employer leurs ressources et leurs efforts. Un phénomène contraire s'est produit chez Guil-

laume II. En lui l'homme sage et prudent, d'une sagesse et d'une prudence très relatives, il est vrai, n'a pas été l'homme mûr, mais le jeune homme.

Son état de santé fut peut-être, — je l'ai entendu dire, — le facteur d'une dégénérescence morale. En dépit de l'exercice au grand air qu'il prenait assidûment ou à cause même de ses trop fréquents déplacements et du surmenage qui en résultait, ses nerfs tendus à l'excès s'étaient affaiblis. Le repos quotidien auquel il s'astreignait, en se mettant au lit pendant une heure au moins chaque après-midi, ne suffisait plus à rétablir l'équilibre physique nécessaire. Son visage plissé, son teint gris, trahissaient l'usure de sa constitution. Les Allemands, qui ne le voyaient pas fréquemment, étaient frappés du vieillissement prématuré de leur Kaiser. Qui sait, s'est-on demandé, si la diminution de ses forces de résistance n'a pas agi sur sa mentalité? C'est dans l'affirmative que se prononceraient des physiologistes et des médecins, habitués à calculer les rapports du physique et du moral. Je ne crois pas, quant à moi, à la répercussion que la fatigue et le surmenage auraient pu avoir sur les actes de Guillaume II. Que sa nervosité ait augmenté dans les derniers temps, que son irritabilité croissante l'ait rendu plus difficile à servir, plus impatient d'une obéissance sans réplique, cela paraît incontestable, d'après tous les témoignages concordants. Mais ses desseins ont été arrêtés avec une parfaite tranquillité d'esprit, et non dans l'état

de surexcitation maladive qu'on est trop enclin à lui prêter.

Quel homme est-ce donc que Guillaume II ? Un grand ambitieux de l'école de Charles-Quint, de Louis XIV et de Napoléon, — de ce Napoléon populaire aujourd'hui à Berlin, où son image est exposée dans les vitrines des magasins plus souvent que celles des rois de Prusse, le vieux Fritz excepté ? Un grand prince qui a tenté de réaliser les antiques aspirations de son peuple, car il avait médité les leçons de ses professeurs d'histoire ? « Les Hohenzollern, lui ont-ils dit, sont destinés, après des siècles d'attente, à édifier le grand Empire d'Occident, ébauché par les Ottonides et échafaudé par les Hohenstaufen, et l'Allemagne, unie enfin sous leur sceptre, supérieure en forces, en population, en intelligence, en puissance de production et d'expansion, aux nations dégénérées qui l'entourent, doit marcher résolument à la conquête de l'Europe et de là à la domination du monde. » Tel sera, j'imagine, le jugement porté sur Guillaume II par la complaisance des historiens allemands de l'avenir. Mais, parmi les étrangers, les Belges, à coup sûr, penseront différemment. Ils ne souscriront pas à l'exactitude de ce portrait idéalisé, où sont laissés dans l'ombre des traits jusqu'à présent insoupçonnés d'un caractère que la guerre leur a appris à connaître. Tel qu'il se montrait dans les années qui ont précédé les hostilités à un témoin intéressé à l'observer, l'Empe-

reur causait une sensation d'inquiétude et de crainte, comme une énigme redoutable et impossible à déchiffrer. Aujourd'hui on ne peut plus séparer l'étude de son caractère, sans prétendre lire dans sa pensée des faits qui l'éclairent d'une lumière cruelle. Son image théâtrale apparaît à ses victimes à la lueur de l'incendie de Louvain et de tant d'autres malheureuses cités, sous un jour implacable qui leur montre leur patrie agonisante des coups que sa colère lui a portés.

Qn'on se figure, se diront les Belges, un souverain, grand par le rang et la puissance, d'une cordialité démonstrative pour les étrangers qu'il voulait éblouir et charmer, mais dont la bienveillance était décevante, si l'on avait l'imprudence de s'y fier; doué de toutes les apparences de la franchise et qui s'en servait comme d'un moyen de séduction ; n'admirant au fond que la force et prêt à abuser de la sienne ; plein de dédain pour les petits États et les petits princes et cependant n'hésitant pas, à l'occasion, à les flatter ; courtisan de l'opinion publique, surtout de celle du dehors, mais décidé, pour satisfaire ses ambitions, à la braver ; un chef d'État qu'on se plaisait à croire chevaleresque, tandis qu'il s'est révélé implacable dans ses rancunes ; d'une religion sincère autant qu'extérieure, qui ne l'empêchait pas de mettre son intérêt au-dessus des engagements les plus sacrés et de fouler aux pieds sans remords les traités devenus gênants ; toujours préoccupé de jouer son

rôle et habile à graduer ses effets; habitué malheureusement à voir tout plier devant sa volonté ; tellement gâté par la fortune qu'il a pu se considérer comme un être infaillible ; Nietzsche aurait pensé : comme un surhomme, et les Romains auraient dit : comme un demi-dieu.

On a prétendu que ce demi-dieu était plutôt un déséquilibré ou un dégénéré supérieur. Quelle erreur ! Il jouissait de toutes ses facultés, lorsqu'il a ordonné la mobilisation hâtive de ses troupes qui a rendu la catastrophe inévitable. On a soutenu qu'il avait été, sans s'en douter, l'instrument d'une caste et d'un parti pour qui la guerre était l'unique moyen d'affermir leur pouvoir. Il les a écoutés en effet, mais parce que leurs vues concordaient avec les siennes. Dans le jugement de l'histoire, c'est sur lui fatalement que pèsera la responsabilité des malheurs dont l'Europe a été accablée. La lecture attentive, la comparaison minutieuse des documents relatifs aux courtes négociations poursuivies pendant la crise austro-serbe, prouvent à l'évidence qu'il aurait suffi à Guillaume II, jusqu'au dernier moment, de prononcer un mot pour empêcher la guerre. Par son ultimatum à la Russie, il l'a au contraire déchaînée à l'heure même qu'il s'était fixée.

On aimerait à croire qu'il à longtemps hésité avant de s'engager sur la route sombre qui s'ouvrait devant lui. On voudrait se figurer que sa conscience s'est révoltée à la vision des flots de sang et des

deuils déchirants que coûterait la mêlée prochaine, mais qu'il a été entraîné, malgré lui, par son destin. Vaines suppositions ! L'attaque avait été préméditée plusieurs mois à l'avance, le plan préparé jusque dans ses plus petits détails, et c'est délibérément que l'Empereur a hâté le signal des hostilités, coupant court par son impatience aux pourparlers que les gouvernements de la Triple-Entente s'acharnaient désespérément à continuer. Il a poursuivi l'exécution de projets mûris à loisir. Cette préméditation paraîtra avérée à la postérité, qui écartera en même temps l'accusation de provocation intentée contre ses adversaires, par lui, par son chancelier et par sa presse, pour se justifier devant l'opinion allemande et étrangère.

Au surplus, ce que l'histoire ne pardonnera sûrement pas à Guillaume de Hohenzollern, c'est d'avoir inauguré la guerre atroce, faite en son nom. Pourquoi ces effroyables dévastations, ces destructions systématiques de villes, de villages et de châteaux, ce vandalisme méthodique exercé contre des monuments civils et religieux, ces fusillades en masse de citoyens innocents, ces meurtres inexpiables de prêtres, de femmes et d'enfants, ces tourments infligés à des prisonniers, ces viols, ces pillages, toute cette cruauté inutile rappelant la barbarie naturelle des premiers ancêtres germaniques des envahisseurs ? Pour de pareils procédés de guerre, la postérité, comme la génération actuelle, n'admettra aucune excuse.

Elle dira que la campagne de 1914 en Belgique et dans le Nord de la France, où ces affreuses scènes se sont répétées, a déshonoré à la fois l'armée allemande et son Empereur.

---

## CHAPITRE II

# LA FAMILLE IMPÉRIALE ALLEMANDE

### LA COUR — LE GOUVERNEMENT

### I

C'est un fait reconnu que la famille et l'entourage immédiat d'un souverain, soit par leurs conseils et leurs intrigues, soit seulement par l'ambiance d'une existence commune et d'un échange journalier de pensées, exercent souvent de l'influence, — bonne ou mauvaise, — sur ses décisions politiques. Cette observation rencontre cependant des exceptions remarquables, celle de Léopold II, par exemple, parmi les rois contemporains. D'un esprit hautain et solitaire, dédaigneux des conseils et conscient de sa supériorité, le vieux monarque belge aimait à élaborer, loin de ses secrétaires et de ses officiers, dans le silence de son palais, ses projets africains les plus audacieux. Mais il y a, entre le fondateur de l'État indépendant du Congo et Guillaume II, la distance qui sépare un grand homme d'un homme bien doué et aucune ressemblance n'a existé entre eux. Les membres de la

famille du Kaiser, les vieux dignitaires de sa cour, les compagnons favoris de ses voyages et de ses parties de chasse, ont-ils eu, avant la guerre, quelque action sur ses résolutions et encouru, de ce chef, une certaine responsabilité ? Question intéressante, qu'on peut se poser aujourd'hui.

Dans la vie de l'Empereur, les femmes ne jouent aucun rôle, sauf cependant l'Impératrice. Leur mariage a été une union politique, conseillée par Bismarck comme une fiche de consolation à accorder à la famille de la fiancée. Ce fut, on se le rappelle, en vue de soutenir les prétentions de son père, le duc d'Augustenburg, à l'héritage du Slesvig et du Holstein, que la Diète de la Confédération germanique déclara la guerre, en 1864, au nouveau roi de Danemark, Christian IX. Dans le règlement de comptes final du traité de Prague, la Prusse s'adjugea les deux duchés. Plus tard la duchesse d'Augustenburg eut le stérile honneur de voir sa fille appelée à s'asseoir sur le trône des Hohenzollern. Ce mariage politique s'est trouvé être un mariage bien assorti, dans le sens bourgeois du mot. Le bonheur semble lui avoir été assuré par la loi habituelle des contrastes, par la différence des caractères : l'un tout en dehors, tout en relief, passionné de réclame et de bruit; l'autre calme, pondéré et modeste.

L'Impératrice n'a rien, au physique ni au moral, de la célèbre Louise de Prusse, la femme de Frédéric-Guillaume III, ce prince vain et médiocre,

dont Napoléon, plein de mépris pour les Hohenzollern, disait qu'il avait l'air d'un tailleur au milieu de rois. Les deux reines ne se ressemblent que par leur fécondité conjugale, par le nombre de princes dont elles ont enrichi, l'une et l'autre, une race qui n'est pas près de s'éteindre. Mme de Staël dépeignait dans ses lettres à son père, pendant son séjour à Berlin, la reine Louise comme la plus jolie femme de la Cour. Et cependant, quelques années plus tard, cette beauté, rendue plus touchante par une prodigieuse infortune, ne put pas fléchir le cœur de marbre du vainqueur d'Iéna. Nulle figure n'est plus populaire dans l'Allemagne contemporaine, plus idéalisée par ses admirateurs, historiens et poètes, peintres et sculpteurs. En sera-t-il de même de l'impératrice Augusta-Victoria? Il est permis d'en douter. Elle tentera surtout des pinceaux ou des ciseaux officiels. Mais viennent des jours sombres pour la famille impériale et, après une apothéose prématurée, une *Götterdämmerung*, un déclin orageux du Césarisme germanique, alors sans doute l'épouse dévouée trouvera, comme la reine Louise, dans son affection inébranlable, les accents nécessaires pour soutenir l'époux découragé; elle l'aidera à supporter des malheurs qu'il n'aura que trop mérités.

Il ne faudrait voir la *hohe Dame*, comme l'appellent respectueusement les journaux berlinois, que dans le cadre de la vaste salle blanche du palais, un soir de bal à la Cour. La fête touche à

sa fin ; les couples qui ont exécuté avec une précision militaire des danses anciennes très compliquées, officiers de la Garde et jeunes filles de l'aristocratie, se réunissent pour une dernière figure, avant de s'éparpiller joyeusement dans les salles du souper. Ils s'inclinent avec respect à diverses reprises aux sons de la marche royale, en rétrécissant chaque fois leurs rangs en demi-cercle, devant l'estrade où l'Impératrice se tient, seule, debout. Les cheveux tout blancs relevés et surmontés d'une couronne de diamants, un collier de perles inestimables au cou, la taille restée droite et bien prise, le corsage barré par le ruban jaune de l'Aigle noir, un sourire de bienveillance sur les lèvres, la souveraine a grand air en recevant les hommages et les remerciements de cette jeunesse.

Au demeurant, une vraie mère de famille et une bonne ménagère allemande, soigneuse de la santé de son mari, plus préoccupée de ses enfants que de ses sujets. Comme maîtresse de maison, elle a fort à faire. A elle d'apaiser les petits orages de la Cour, de réconcilier le Kronprinz avec son père après chaque nouvelle incartade de ce turbulent héritier, ou d'amener l'Empereur à consentir au mariage morganatique d'un autre de leurs fils, éperdument amoureux d'une simple demoiselle d'honneur. Préparer les arbres de Noël dans le « Muschelsaal », la salle aux coquillages du palais rococo de Postdam, voilà son grand plaisir à la fin de l'année ; rendre

la vie de famille dans les demeures royales aussi « gemütlich » qu'elle peut l'être au foyer d'un petit hobereau prussien, c'est là son principal souci. Pour elle, comme pour les autres souveraines, les œuvres de protection et de bienfaisance chrétiennes constituent un devoir protocolaire qu'elle remplit régulièrement. Elle patronne même quelques ventes de charité où sa présence stimule la générosité, parfois hésitante, des acheteurs. Mais ne lui demandez pas les initiatives charmantes, les gestes délicats d'une reine attirée par la souffrance ou par le talent, comme la reine des Belges. Les goûts artistiques de l'Impératrice se modèlent fidèlement sur ceux de son mari ; elle ne voit que par ses yeux et n'admire de bonne foi que ce qu'il daigne approuver.

Le trait distinctif de son caractère est un protestantisme rigide, intransigeant, ne souffrant la présence d'aucune dame catholique parmi les dames d'honneur, ni d'aucune servante de la même confession parmi la domesticité du palais. Protectrice zélée d'une religion qui décline dans la patrie même de Luther, elle a entrepris de combattre la marée montante de l'athéisme, l'envahissement de la libre pensée s'étendant comme un linceul sur la foi agonisante des grandes villes. L'extirpation dans les consciences de la semence religieuse est l'œuvre de la sociale démocratie, qui la poursuit avec succès chez les classes ouvrières, en même temps qu'elle sape les institutions monarchiques,

Contre l'ennemie acharnée des vieilles croyances de l'Allemagne l'Impératrice s'efforce de lutter, en faisant construire de nombreuses églises. On en voit s'élever aux principaux carrefours des nouveaux quartiers de la capitale, temples de briques rouges d'un gothique vague ou dénaturé et d'une insignifiance architecturale déconcertante. Jamais l'effort de l'architecte ne se hausse à la reproduction vraiment fidèle des beaux styles chrétiens. La plus belle église du nouveau Berlin, le *Kaiser Wilhelm Gedächtniskirche*, — celle-là, par exception toute en pierres, — n'est qu'un pastiche assez lourd du roman et du byzantin mélangés. La religion n'a pas gagné à cette profusion de sanctuaires ce que l'art y a perdu. Les progrès de l'athéisme ou de l'indifférence en matière de foi marchent de pair, dans les villes industrielles, avec ceux du socialisme, à la grande douleur de l'Impératrice.

Ce serait une erreur de s'imaginer que cette mère de famille, cette personnification, sur le trône impérial, de l'Allemagne protestante, est une pacifiste. Quand l'Empereur, après vingt-cinq ans de règne, est sorti brusquement de la voie droite et paisible qu'il s'était tracée au début pour le bonheur de ses sujets, sa compagne, sûrement, n'a pas tenté de l'y retenir. Le patriotisme allemand avec ses rêves de domination obsède aussi ce placide cerveau de femme. La guerre *matribus detestata* n'a rien qui l'effraye ou qui lui fasse horreur. Pendant la

crise d'Agadir, alors que la cour de Berlin frémissait d'impatience de se mesurer avec la France ailleurs que dans un champ clos diplomatique, la souveraine a partagé le désir qu'elle sentait palpiter autour d'elle : « Allons-nous donc toujours reculer devant les Français et supporter leurs impertinences ? » disait-elle d'un ton de reproche à M. de Kiderlen, qu'elle n'aimait pas.

## II

On a beaucoup parlé du Kronprinz depuis quelques années, ce qui n'était pas assurément pour lui déplaire. On lui a attribué, au moment où la guerre apparaissait à l'état de menace, une influence décisive sur les événements. C'est lui, affirmait-on, c'est ce jeune homme de trente-deux ans qui a été dans la coulisse le véritable *Deus ex machinâ* de toute l'affaire. Idole de l'armée, il a imposé sa volonté et celle du corps des officiers à son père encore indécis. Il faut mettre à néant cette légende. Le Kronprinz n'a mérité

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

Au physique, un officier de cavalerie légère, mince de taille, étroit de buste, élégant de tour-

nure, surtout à cheval. On ne retrouve plus en lui le type habituel des Hohenzollern à la forte carrure et au visage régulier. Dans cette figure très juvénile, le front est fuyant, les traits ont quelque chose d'indécis, et le regard ne décèle pas une vive intelligence, tandis que le corps paraît plus souple que fort et martial. Apparence trompeuse ! Le prince est un vigoureux officier et un enragé sportsman. *Polo*, *tennis*, *football*, *hockey*, *golf*, *yachting*, tous les sports lui sont familiers. Il imitait volontiers les Anglais avant la guerre et posait pour l'Allemand anglomane. Son père a dû lui défendre de monter en *steeple-chase*, car le risque d'une chute doit, à tous égards, être épargné à un prince héritier, mais il n'a pas pu lui interdire les prouesses de l'aviation. De tous les fils de Guillaume II, le Kronprinz paraît être le plus militaire ; cela ne veut pas dire qu'il possédera jamais la capacité d'un chef d'armées.

On n'aperçoit en lui, à première vue, aucun trait de ressemblance avec l'Empereur, mais on en découvre plus d'un dans le caractère. Moins instruit, moins cultivé, moins universel, mais tout aussi volontaire, il a hérité de l'impétuosité paternelle et de l'irrésistible besoin d'épancher librement sa pensée. Une lignée d'impulsifs (*plötzlich*), voilà ce que les Hohenzollern d'à présent, bien différents de leurs ancêtres, ont donné à l'Allemagne.

Le Prince a l'âme d'un sabreur ou, du moins,

il s'en vante. Dans un dîner officiel, étant voisin d'une ambassadrice de la Triple-Entente, il n'a rien imaginé de plus galant ni de plus spirituel que de lui parler de son rêve favori, qui était de faire la guerre et de mener une charge à la tête de son régiment. Son militarisme n'est pas cependant dépourvu de toutes prétentions intellectuelles, voire littéraires. Un journal de chasse, publié sous son nom après un voyage aux Indes, nous a narré tout au long ses exploits cynégétiques. Moins banal et plus personnel est un petit morceau, reproduit avec empressement par la presse allemande, où il disait adieu, au moment de quitter Dantzig, à son régiment des hussards de la Mort. Son âme s'y répand avec une certaine poésie guerrière. Les Allemands pacifiques, — ils sont très nombreux, quoi qu'on en pense, — s'ils ont lu ce dithyrambe en l'honneur de Bellone, ont dû avoir le cœur serré d'appréhensions.

Les relations entre l'Empereur et son fils ont cessé d'être très cordiales du jour où le jeune prince, assoiffé d'ambition et de popularité, a voulu faire parler de lui en se mêlant de politique. Sa première intervention publique dans les affaires de l'État mérite d'être rappelée, parce qu'elle est une indication très frappante de ses sentiments à l'égard de la France. Elle a eu lieu en 1911, à cette séance du Reichstag où M. de Heydebrand, le porte-parole des junkers prussiens, prononça une critique acerbe de la politique allemande au

Maroc, du traité du 4 novembre, et de la façon dont le chancelier avait défendu les intérêts de l'Empire. Pendant cette philippique, le Kronprinz, seul dans la loge de la Cour, faisait des signes répétés d'approbation. Depuis lors, il est devenu l'espoir du parti réactionnaire et de la caste militaire. Encouragé par ce beau succès, il n'a laissé échapper aucune occasion importante d'exprimer lui-même ou de faire connaître par des tiers sa pensée, même lorsqu'elle était en désacord avec celle de son père, personnifiée par le chancelier. Il serait oiseux de citer ces diverses manifestations. Un télégramme de félicitations au principal héros de l'affaire de Saverne a achevé de gagner au prince impérial le cœur de ceux qui, en Prusse, portent « l'habit du Roi, » c'est-à-dire de tous les officiers.

Si, encore, il s'était toujours tenu sur un terrain mitoyen entre la politique et l'armée ! Mais quel manque de tact et de générosité de contrecarrer, comme il le fit, les efforts du gouvernement impérial dans le règlement de la succession de Brunswick ! Le serment de fidélité à l'Empereur, prêté en entrant dans l'armée prussienne par le duc Ernest de Cumberland, héritier du duché et gendre de Sa Majesté, ne parut pas suffisant au Kronprinz (comme, d'ailleurs, à un grand nombre de vrais Prussiens), pour que son beau-frère fût admis à recueillir le dernier héritage des Guelfes, qui devait lui revenir légitimement. On aurait dû,

disait-il, exiger en outre du duc Ernest une renonciation formelle des prétentions de sa famille à la couronne de Hanovre. L'Empereur se montra plus avisé et plus politique, et le jeune couple ducal put faire sa joyeuse entrée à Brunswick. Une partie de la presse allemande, impatientée de la continuelle ingérence du Kronprinz dans des affaires qui ne le regardaient pas, lui rappela durement à cette occasion qu'il n'était rien d'après la Constitution prussienne ni d'après celle de l'Empire, et qu'il n'avait que le droit dévolu à tout citoyen d'exprimer son opinion comme simple particulier.

Cette recherche incessante d'une popularité personnelle amena des scènes de famille que la curiosité du public devina derrière les murs des palais de Berlin et de Postdam, si muets qu'ils soient d'ordinaire. L'exil du Kronprinz à Dantzig n'eut pas d'autre cause que son intempérance de plume et de langage. On l'envoyait en pénitence à l'extrémité de la monarchie, sous prétexte de lui faire apprendre son métier de colonel. On s'aperçut au bout d'un certain temps qu'il était plus encombrant dans sa lointaine garnison et moins en surveillance qu'à Berlin ; on le fit revenir à l'état-major général, pour l'initier aux secrets de la stratégie et de la tactique prussiennes, en réalité pour le tenir sous l'œil paternel. Il ne faut pas exagérer, d'ailleurs, les conséquences de ses incartades qui sont de tradition chez les héritiers du trône des Hohenzollern. Frédéric II, célèbre déjà en Europe

comme prince royal par ses démêlés avec son père, le gros Frédéric-Guillaume, n'était pas le premier héritier présomptif qui se fût rebiffé en Prusse contre l'autorité paternelle. Et depuis, au siècle dernier, l'empereur Guillaume Ier, alors qu'il n'était encore que le successeur éventuel de son frère, Frédéric-Guillaume IV, tint pendant tout le règne de celui-ci une petite cour princière, foyer de critique et d'opposition, vis-à-vis de la cour royale. Et l'Empereur actuel ? A qui fera-t-on croire qu'il n'aurait pas causé, dans son impatience d'affirmer sa personnalité, autant d'ennuis que d'embarras à son père, si l'empereur Frédéric avait régné plus de quelques mois ?

Parler de la jalousie de Guillaume II, excitée par la popularité croissante du Kronprinz, c'est mal juger l'Empereur : il a une trop haute idée de sa propre valeur et ne peut se faire illusion sur la capacité réelle de son héritier. Insinuer que, par crainte de cette popularité qui menaçait d'étouffer la sienne, Guillaume II a précipité les événements, cela reviendrait à dire que le Kronprinz a été la cause déterminante, *causa causans*, du déchaînement de la guerre, et ce serait vraiment lui attribuer une importance et une influence qu'il n'a possédées à aucun moment. Ses incitations belliqueuses, son ardeur guerrière, n'auraient pas pu ébranler la volonté de l'Empereur, si celui-ci n'avait pas été décidé, de son côté, à aller de l'avant et à risquer la grosse partie dont les enjeux

étaient le sort de l'Europe et celui de l'Allemagne.

L'Empire allemand, tel que Bismarck l'a conçu, avec un ministre unique, supportant seul, comme Atlas le ciel, tout le poids de l'énorme machine gouvernementale, était taillé à la mesure de son fondateur. Pour que ce régime soit viable, il faut que la nation ait toujours à sa tête un grand chancelier ou un grand souverain, dont le chancelier ne serait que le délégué. Tant que Bismarck tint le gouvernail, il conduisit la barque de l'Empire d'une main ferme à travers tous les écueils de la politique intérieure, *Kulturkampf*, lois contre les socialistes, divisions des partis, instabilité des majorités au Reichstag. Après le renvoi du grand homme et sous la puissante impulsion qu'il lui avait donnée, l'esquif poursuivit quelque temps sa route, ayant pour pilote le souverain lui-même qui, à défaut de génie, était plein de confiance en soi. Il a doublé ainsi de nombreux récifs, porté par le flot grossissant de la prospérité nationale, mais menacé parfois de s'échouer, faute d'une majorité complaisante pour voter ses crédits au Parlement impérial.

Il est facile de s'imaginer ce que deviendrait l'Empire aux mains du Kronprinz. Lui aussi, comme son père, mais avec moins d'intelligence, voudra tenir le gouvernail et faire prédominer sa volonté de monarque de droit divin contre le flot des revendications populaires, de plus en plus exigeantes et houleuses sous la poussée victorieuse

du socialisme. La conception de la liberté, telle que Treitschke l'entrevoyait chez ses concitoyens vers 1870, ayant ses racines dans l'idée de devoir, c'est-à-dire, en matière politique, dans l'obéissance au régime établi, ne sera plus celle de l'Allemagne de l'avenir ; elle n'est plus déjà, me semble-t-il, celle de la majorité des Allemands d'aujourd'hui. Ils conçoivent une liberté fondée plutôt sur l'idée du droit que sur celle du devoir : en d'autres termes, sur la faculté pour la nation de participer par ses représentants au gouvernement de l'Empire. De beaux conflits sont donc en perspective entre un prince de la mentalité du Kronprinz et un Reichstag à moitié ou aux trois quarts socialiste, à supposer que ces conflits n'éclatent pas bien avant son avènement.

## III

Les cinq autres fils de l'Empereur ne font pas parler d'eux. Comme les peuples heureux, ils n'ont pas d'histoire. Ils laissent à leur aîné les ambitions politiques et la course à la popularité. Leur existence se partage agréablement entre le service militaire, moins rude pour des princes que pour de simples officiers, les plaisirs mondains et la pratique des sports. Un seul est entré dans la marine où le métier est certainement plus dur que dans l'armée. Trois autres, comme officiers de la

Garde royale, tenaient garnison à Potsdam, en passant la saison des fêtes à Berlin. Le dernier, à sa sortie de l'université de Strasbourg, a été relégué en province.

On apercevait de temps en temps en hiver les uns ou les autres des jeunes couples princiers dans des salons diplomatiques. N'allez pas vous imaginer qu'ils recherchaient la société des ambassadeurs et des ministres étrangers. Ils n'ont aucune considération particulière pour les représentants des gouvernements de l'ancien et du nouveau monde et professent en général, comme le héros d'Alfred de Musset,

Le plus large mépris des peuples et des rois.

Leur horizon est limité à l'Allemagne ; il se rétrécit même aux frontières de la Prusse. L'intérêt qui consisterait à s'instruire à bonne source des institutions politiques, de la situation intérieure ou de l'état de l'opinion publique dans les autres pays ne les excite guère, pas plus qu'il ne tente la curiosité du Kronprinz. Un *shake hands*, rapide et silencieux, était tout ce qu'ils accordaient le plus souvent aux chefs de mission étrangers. Mais, dès que l'un d'eux réunissait quelques violons pour un bal ou pour une sauterie intime, les princes lui faisaient volontiers l'honneur de s'y inviter. Les salons diplomatiques n'étaient pour eux que des salons de danse et de flirt.

Leur raideur se manifestait surtout dans leurs relations avec les autres princes allemands. Qui les a étudiés dans les cérémonies officielles, mariages, funérailles, inaugurations de monuments, où se retrouvaient les représentants des maisons royales et princières de l'Empire, aura été frappé de leur attitude. Ils se tenaient ensemble, ils faisaient groupe à part, comme pour bien montrer au public qu'ils étaient la race dominante et les autres des comparses ou des vassaux. Cette hautaine opinion qu'ils ont d'eux-mêmes et de la grandeur de leur maison ne leur interdisait pas cependant de s'humaniser quelquefois pour certains membres des familles ayant le précieux avantage d'être apparentées à celle des Hohenzollern.

Une question vient tout naturellement sur les lèvres des étrangers, curieux de l'avenir de l'Allemagne : Est-ce un bonheur, ou simplement une charge pour l'État prussien de posséder une race royale aussi nombreuse ? Précisez, si vous le voulez, l'interrogation ; demandez à des Allemands sincères qui ne craignent pas de dire leur pensée si des princes, vivant une vie aussi à part, à l'écart des idées et des préoccupations modernes, et réfractaires à toute tendance libérale, sont utiles ou nuisibles à leur famille et à leur patrie. La réponse ne sera pas douteuse.

Une individualité plus intéressante est le prince Henri, frère de l'empereur. On peut dire de ce « brillant second » de Guillaume II qu'il est un

modèle de dévouement fraternel. Extérieurement, il présente un vivant contraste avec son aîné, et leur dissemblance s'accentue davantage encore au moral. Plus grand, plus élancé, plus vigoureux, le teint hâlé par les vents de la Baltique, il a un abord simple et franc, une affabilité naturelle, sans apparence de pose ni de hauteur. Ses apparitions à la Cour n'étaient jamais de longue durée ; à peine y était-il annoncé qu'il avait hâte de rejoindre à Kiel son poste de grand amiral et d'inspecteur général de la marine, car la vie sédentaire de la capitale n'avait aucun attrait pour son activité toujours en exercice.

Marin, diplomate et sportsman, c'est sous ce triple aspect qu'il s'est montré. Comme chef d'escadre, son énergie s'est surtout employée à entraîner la jeune marine allemande, à faire de la flotte de haute mer, celle des dreadnoughts, des torpilleurs et des sous-marins, une arme extrêmement redoutable, autant par la puissance des navires que par la vigueur des officiers et la discipline des équipages. Sa parenté avec la famille royale d'Angleterre lui a servi de prétexte à de fréquents voyages dans l'île voisine ; il y a appris à connaître le fort et le faible de la marine britannique qu'il se préparait à combattre un jour. Il aimait à se dire le camarade et l'admirateur des marins anglais ; c'était en attendant de pouvoir torpiller leurs vaisseaux et d'essayer de détruire leur suprématie navale.

Ambassadeur extraordinaire aux États-Unis dans des circonstances délicates, après un refroidissement entre les deux pays, causé pendant la guerre contre l'Espagne par un incident aux Philippines, c'est à lui que Guillaume II a confié le soin d'inaugurer sa politique américaine de rapprochement et d'amitié. Aucune autre Altesse prussienne n'aurait été aussi habile que le prince Henri à conquérir par la rondeur de ses manières, par sa simplicité démocratique, les sympathies des politiciens et des journalistes de New-York et de Chicago. Il a rempli avec un égal succès des missions difficiles en Russie et au Japon. Tout dernièrement, l'Empereur l'envoyait dans les républiques sud-américaines, cette fois pour aplanir la voie à un accaparement commercial des marchés du Brésil, de l'Argentine et du Chili par les grandes industries de l'Empire.

Le Prince s'est fait aussi le propagateur ardent des sports qui ont pour but de façonner à la lutte la jeunesse germanique. Automobiliste de la première heure, il s'est appliqué à répandre l'usage des transports rapides. Son esprit en éveil a deviné, un des premiers, l'emploi militaire de l'aviation. S'il n'a pas eu de place apparente parmi les conseillers du souverain, tous ses efforts n'en ont pas moins été dirigés vers la préparation d'une guerre qu'il jugeait lui-même très prochaine. Il a contribué de la sorte à la rendre inévitable.

## IV

Lorsqu'un chef d'État accapare, comme un astre unique, l'attention du monde civilisé, son entourage ne comprend aucune illustration susceptible de lui porter ombrage et se tient modestement dans une obscurité discrète. Il en va ainsi à la cour de Berlin. Les hautes charges effectives y sont remplies par des hommes compétents aux manières courtoises. Aucun de ces messieurs ne jouit d'une importance particulière, mais ils appartiennent tous ou ont appartenu à l'armée et, par leurs liens de famille, à l'aristocratie agrarienne. Ils ont toujours épousé les passions de la caste militaire et du parti conservateur prussien, dont ils partagent la haine contre la France et les Puissances ayant partie liée avec elle. Dans leurs conversations avec leur maître, le refrain qui courait sur leurs lèvres ne pouvait être que *Delenda est Gallia!* Cette unanimité de sentiments groupée autour de lui devait faire impression sur l'esprit de Guillaume II, n'eût-il pas été aussi disposé à se les assimiler. La personne de la Cour qui passait, avant la guerre, pour avoir le plus de crédit auprès du Kaiser était la Grande Maîtresse de la maison de l'Impératrice, gardienne sévère des traditions et de l'étiquette prussiennes. Il n'est pas vraisemblable qu'elle ait employé son pouvoir à contre-

balancer l'action néfaste des dignitaires masculins.

Il en est de même d'un seigneur de haut lignage et d'origine autrichienne, le prince Max Egon de Fürstenberg, qui occupe aujourd'hui dans l'amitié du monarque la place d'honneur usurpée autrefois par le vicieux et charmeur Philippe d'Eulenburg. C'est le favori en évidence, le confident dont l'Empereur ne peut pas se passer et qu'il tutoie. Il lui a donné une des grandes charges honorifiques de sa Cour, celle de grand maréchal, prélude, disait-on, de fonctions beaucoup plus importantes dans le gouvernement. Mais comment ce nouveau venu, mi-allemand et mi-autrichien, apparu à Berlin après avoir hérité des immenses propriétés de son cousin, Karl Egon, de la branche aînée, aurait-il pu remplir autre chose qu'un emploi décoratif, n'étant pas capable de gérer sa fortune personnelle ? Au lieu de jouir en paix du revenu vraiment royal de son majorat, le prince Max Egon s'est imaginé qu'il possédait le génie des affaires, comme M. de Gwinner, le directeur de la *Deutsche Bank*, ou M. Ballin, le roi de la navigation allemande. Avec un autre richard aussi inexpérimenté, le prince de Hohenlohe-Oeringen, il a fondé le fameux trust des princes, exemple unique, je crois, d'une association de grands seigneurs faisant audacieusement concurrence à la finance, au commerce et à l'industrie. Le trust a entassé en quelques années entreprise sur entreprise, à commencer par de grands hôtels de luxe à Berlin et à Hambourg.

Mais le krach ne s'est pas fait attendre ; aujourd'hui, le prince de Hohenlohe est ruiné, et son associé a été obligé d'hypothéquer pour plus de vingt millions de marks ses terres patrimoniales.

Comme plusieurs de ses pareils, Guillaume II a besoin d'être amusé, le rire étant le propre des rois aussi bien que des autres humains. Le prince Max Egon est un joyeux conteur d'historiettes, un gai compagnon ; il possède une faconde viennoise intarissable. Cela suffit apparemment à expliquer son succès. On s'obstine toutefois dans certains milieux à lui attribuer un empire occulte sur son impérial patron et à voir en lui l'homme important penché derrière le trône pour glisser des conseils à l'oreille du souverain. Qu'il ait servi de trait d'union occasionnel entre Vienne et Berlin, entre l'archiduc héritier et Guillaume II, c'est assez vraisemblable. A l'issue de la guerre des Balkans, l'Empereur avait paru abandonner son allié dans ses vains efforts pour faire reviser le traité de Bucarest. Fürstenberg a pu s'employer aussitôt après à rétablir l'entente sur son ancien pied d'intimité et de confiance ; il a pu, avant l'assassinat de l'archiduc, s'entremettre entre les deux compères, lorsqu'ils préparaient le plan d'une guerre de revanche qui, en indemnisant l'Autriche-Hongrie de ses mécomptes, établirait sur l'Europe continentale la suprématie de l'Allemagne. Lui prêter un autre rôle semble exagéré et au-dessus de son

intelligence. Il y aurait ainsi à son actif une certaine part de responsabilité.

## V

Aux termes de la Constitution de 1871, l'Empire est une réunion d'États confédérés. L'Empereur ne devrait être, à la tête des autres princes régnants, que le *primus inter pares* revêtu de prérogatives et de pouvoirs très étendus. Lors du couronnement du tsar Nicolas à Moscou, le prince Louis de Bavière, — le roi actuel, — fit une vigoureuse sortie, au banquet de la Chambre de commerce allemande, contre un orateur qui s'était avisé de désigner les princes présents à cette fête comme étant de la suite du prince Henri de Prusse, représentant de son auguste frère. Le Bavarois rappela avec véhémence que les princes allemands n'étaient pas les vassaux, mais les confédérés de l'Empereur. L'incident n'est pas encore oublié à Berlin, et cette protestation courageuse valut à son auteur une grande popularité dans l'Allemagne du Sud. Mais avait-il eu raison de parler ainsi?

A vrai dire, le nouveau roi de Bavière qui dissimule sous des dehors frustes un esprit très fin et très averti, le roi de Saxe au verbe haut, au rire sonore, à l'allure soldatesque, le roi de Wurtemberg, un gentleman des plus corrects, l'aimable grand-duc de Bade et les autres *dii minores* du

moderne Walhalla germanique sont les très humbles serviteurs du Kaiser. Ils ont beau échanger avec lui sur un ton d'égalité des télégrammes où le tutoiement chaleureux est de style officiel ; ils ont beau se multiplier et se prodiguer au sein de leurs États respectifs, adresser force discours à leurs sujets et donner de leur personne dans les cérémonies publiques, ils ne sont rien de plus, pour la politique allemande, que les exécuteurs des volontés du maître résidant à Berlin. De même, au Conseil fédéral, leurs délégués reçoivent le mot d'ordre du chancelier et des ministres de l'Empire et votent militairement, à chaque occasion importante, avec leurs collègues prussiens. L'ombre de l'Empereur s'étend sur toute l'Allemagne ; l'unification poursuit son œuvre, en étouffant peu à peu le séparatisme expirant et en nivelant l'Empire germanique, tandis que le Reichstag, de son côté, s'efforce de devenir l'unique et réelle assemblée délibérante par ses empiétements sur les attributions et les privilèges des diètes particulières.

Faut-il en conclure que les maisons régnantes sont inutiles, et que le premier Empereur aurait eu intérêt à les supprimer, si tel avait été son bon plaisir, après les victoires de 1870? Je ne le pense pas. Lorsque Bismarck, à l'encontre des vues radicales ou centralisatrices du prince héritier de Prusse, réussit à faire prévaloir auprès du vieux roi Guillaume sa conception d'un Empire fédéral, tel qu'il existe encore aujourd'hui, il ne prévoyait

peut-être pas que ces princes, pourvus d'une ombre de souveraineté, seraient les fortes colonnes du principe monarchique dans la nouvelle Allemagne. S'ils avaient été complètement dépossédés, la propagande socialiste et républicaine aurait fait des pas de géant partout où le régime prussien était abhorré. Les populations, gouvernées paternellement depuis des siècles par quelques-unes de ces dynasties locales, ont conservé, en majeure partie, leur fidélité royaliste. Les Hohenzollern n'ont pas de profondes racines dans le pays, en tant qu'empereurs ; ils sont aimés, comme rois de Prusse, dans leurs provinces héréditaires de la rive droite de l'Elbe.

Il est difficile de croire que la nouvelle de la déclaration de la guerre ait charmé tous ces pseudo-souverains qui n'avaient pas été consultés sur sa nécessité. Ceux de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade ont été tenus au courant, pour la forme, de la marche précipitée des événements. La guerre dérangeait chez quelques-uns de vieilles et confortables habitudes : pas de voyages à l'étranger tant qu'elle durerait, de séjours dans les villes d'eaux, ni même de déplacements de chasse. Elle les exposait presque tous à des deuils cruels. Cependant chacun d'eux, par discipline ou dans un élan de patriotisme sincère, a cru devoir la saluer avec enthousiasme. Le roi de Bavière, le roi de Saxe, ont prononcé des discours aussi belliqueux que ceux de l'Empereur. Tous se sont empressés de

hurler avec les loups. D'ailleurs, il faut bien le dire, parce que l'opinion contraire a été soutenue à tort, la guerre a été aussi acclamée dans le reste de l'Allemagne que dans la Prusse elle-même ; les premières manifestations ont été encore plus bruyantes à Munich qu'à Berlin. A Dresde, la populace a brisé, avec une fureur au moins égale à celle des bourgeois de la capitale prussienne, les vitres de la légation britannique. Cet état d'esprit prouve d'abord qu'une partie de l'opinion publique, celle qui s'est montrée si démonstrative, avait été aussi pervertie, aussi infectée du virus pangermaniste, chez les tranquilles habitants des régions méridionales que chez leurs frères du Nord, infatués de leur supériorité militaire, et de plus que l'unité allemande est maintenant considérée par tous les Germains comme la condition indispensable de leur existence nationale.

L'idée géniale de Bismarck, le forgeron de l'unité allemande, a été, pour achever de la rendre populaire, de la tremper dans le sang d'une guerre contre un ennemi du dehors. Il serait imprudent, à mon avis, d'essayer de rompre ce lien : momentanément disjoints par une force étrangère, les anneaux s'en ressoudraient d'eux-mêmes. Mais, dans une Allemagne vaincue, les princes confédérés, courbés hier devant l'Empereur, seraient peut-être les premiers demain à relever la tête et à contester à leur César humilié la toute-puissance dont il aurait mal usé.

## VI

L'élévation de M. de Bethmann-Hollweg au poste de chancelier de l'Empire a été le triomphe de la bureaucratie. Après s'être adressé successivement à l'armée, à la haute noblesse et à la diplomatie, en cherchant des épaules assez fortes pour porter le pesant héritage de Bismarck, l'Empereur a dû se rabattre sur le fonctionnarisme prussien. C'est dans ses rangs que le cinquième chancelier a fait toute sa carrière depuis le grade d'assesseur, passant par les fonctions de président de province, de ministre de l'Intérieur de Prusse et de secrétaire d'État de l'Intérieur de l'Empire, vice-président, comme tel, du ministère prussien et remplaçant du chancelier. Moins de vingt-cinq ans lui ont suffi pour escalader tous les échelons de la hiérarchie administrative et pour devenir le deuxième personnage de l'État. La qualité d'ancien condisciple de Guillaume II à l'Université de Bonn n'a pas nui sans doute à la rapidité de cet avancement. Si, en France, chaque conscrit a dans sa giberne le bâton de maréchal, en Prusse chaque fonctionnaire à ses débuts pourra se dire, d'après l'exemple de M. de Bethmann-Hollweg, qu'il porte avec lui sa nomination de chancelier.

Quelles qualités éminentes ont déterminé le choix de l'Empereur et valu à ce bureaucrate dis-

tingué l'honneur de succéder au brillant prince de Bülow? Quand on aura vanté son honnêteté, son application au travail, sa culture intellectuelle et l'austérité de ses principes religieux, on aura tout dit de son esprit. Si l'on y ajoute un visage ouvert, un abord sympathique et une taille de géant, le portrait sera complet. Amis et adversaires proclament que sa vie privée est inattaquable; ils ont sincèrement plaint le chancelier, lorsque la mort est venue briser un bonheur conjugal exemplaire. Mais ce sont là pour un homme d'État, qui devrait jouer le premier rôle en Europe parmi ses confrères, des qualités de second ordre. Des vues politiques personnelles ne font certainement pas défaut à M. de Bethmann-Hollweg, quoiqu'elles ne soient pas aisées à découvrir. On pourrait peut-être les définir ainsi : pour le gouvernement intérieur, un conservatisme tempéré de doctrinarisme ou, si l'on préfère, un régime conservateur avec des tendances libérales très modérées; à l'extérieur, un très large développement de l'influence, de la culture et de la langue allemandes, en concurrence avec les Français et les Anglais, qui savent mieux que les Allemands, — comme il l'a dit dans une lettre d'une inspiration élevée publiée par les journaux de Berlin, — propager au dehors leur civilisation nationale. Mais le chancelier ne possède pas deux dons qui semblent nécessaires dans son emploi : une éloquence naturelle et une volonté décidée.

Il est avant tout l'homme de l'Empereur, ou plutôt son fondé de pouvoirs, le véritable chancelier étant le souverain lui-même, dissimulé dans l'ombre de la Constitution. Caprivi, par son indépendance de caractère, Bülow, par le trop grand souci qu'il a eu de préserver son prestige personnel, avaient déçu Guillaume II. Avec Bethmann-Hollweg, rien de pareil ne paraît à craindre. Il se jetterait au feu, il monterait lui-même sur le bûcher, en holocauste à l'opinion publique, si, dans des circonstances critiques, son sacrifice était nécessaire pour sauvegarder la réputation de son maître, qu'il essaiera toujours de couvrir de sa responsabilité constitutionnelle. On l'appelle à Berlin le philosophe de Hohen-Finow, du nom de sa propriété. Philosophe, si l'on veut, par l'égalité d'âme avec laquelle il supporte les échecs de son administration, et dont il s'armera dans sa retraite, lorsque l'heure de la disgrâce aura sonné ; mais philosophe surtout par son indifférence ou son manque de fermeté en matière morale et politique. Sa complaisance à se plier aux exigences de la volonté impériale lui mériterait encore mieux le surnom de philosophe courtisan. Courtisans, ils le sont tous, d'ailleurs, à Berlin, ceux qui veulent, à tous les degrés de l'échelle, être honorés de la faveur ou de la confiance du souverain.

La position de M. de Bethmann-Hollweg auprès du Reichstag et son influence sur une assemblée aussi divisée ne sont pas comparables à celles dont

a joui son prédécesseur. Il a vécu et il continue de vivre, isolé, au milieu de l'indifférence ou de l'hostilité des partis bourgeois, autrement dit monarchiques. Les libéraux, qui attendaient de lui une réforme promise, mais indéfiniment ajournée, de la loi électorale prussienne, le tiennent en suspicion, aussi bien au Landtag qu'au Parlement impérial. Le centre catholique ne pardonne pas à ce rigide protestant son refus de rendre à l'ordre des Jésuites la liberté d'enseigner et les conservateurs ne le trouvent pas assez réactionnaire. Ils lui reprochaient surtout, il y a deux ans, la faiblesse avec laquelle il avait abandonné son projet de couverture financière de la dernière loi militaire, pour se rallier au contre-projet radical de la Commission du Reichstag. C'est pourquoi, au commencement de 1914, les jours ministériels de M. de Bethmann-Hollweg paraissaient comptés, lorsque la guerre est venue subitement interrompre les luttes des partis, et la voix du canon a fait taire toute critique dans la presse allemande comme à la tribune du Parlement.

Le chancelier est officiellement le ministre des Affaires étrangères de l'Empire. Mais la politique extérieure de l'Allemagne, la politique mondiale du prince de Bülow, était un champ trop vaste où se serait perdu son successeur, plus versé dans le maniement des affaires intérieures, s'il ne s'était laissé guider par un diplomate de carrière expérimenté, paré du titre de secrétaire d'État. Ce furent

d'abord le baron de Schoen et M. de Kiderlen ; c'est maintenant M. de Jagow. Le chancelier était tenu toutefois de prononcer au Reichstag, à de certaines occasions, des discours sur la situation extérieure, tableaux brossés à grands traits, qui présentaient, dans un clair-obscur très étudié et soigneusement distribué, les événements récents les plus importants. Ses discours, appris par cœur, semblaient gris et ternes, ainsi que le comporte sans doute ce genre de littérature. Ils n'avaient pas la clarté remarquable et l'accent de sincérité que sir Ed. Grey a su introduire dans des exposés analogues faits à la Chambre des Communes.

M. de Bethmann-Hollweg, esprit conciliant, n'était pas dépourvu d'une ample dose de pacifisme. La nécessité d'une longue ère de paix, pour compléter l'admirable épanouissement industriel et commercial de l'Allemagne, ne pouvait pas échapper à sa perspicacité. Aussi est-ce vers lui que s'est retourné à plusieurs reprises, en dehors des pourparlers en cours, le diplomate éminent qui tenait tête à M. de Kiderlen dans la partie très serrée jouée autour du Maroc. Le Livre jaune de 1911 contient le compte rendu de quelques conversations de M. Jules Cambon avec le chancelier, et l'impression qui s'en dégage est que ce dernier désirait réellement une entente finale. Pour le règlement ultérieur d'autres questions épineuses, telles que la délimitation des concessions de chemins de fer et des sphères d'influence en Asie

Mineure, c'est encore au chancelier que l'ambassadeur fit appel, lorsque les négociateurs allemands se montrèrent trop récalcitrants. Un rapprochement viable de son pays et de la Grande-Bretagne a été, d'autre part, le rêve dont M. de Bethmann-Hollweg se berçait le plus volontiers, sans l'arrière-pensée traîtresse, qu'aurait eue peut-être le prince de Bülow, d'en finir plus tard, au moment opportun, avec la suprématie navale anglaise. Rien ne nous autorise à croire qu'il n'y avait pas un fond de sincérité dans le langage de M. de Jagow, lorsqu'il a dit à sir Ed. Goschen [1], au cours de leur dernier et pénible entretien, « son poignant regret de voir tomber en poussière toute sa politique et celle du chancelier, qui consistait à faire amitié avec la Grande-Bretagne et, par elle, à se rapprocher de la France. »

Ce regret peut-il se concilier avec l'attitude vacillante de M. de Bethmann-Hollweg dans le conflit austro-serbe? Je le crois. Ses préférences personnelles l'inclinaient vers une solution pacifique, mais cet homme faible s'est laissé forcer la main par le parti de la guerre et s'est courbé, comme d'habitude, devant la volonté de l'Empereur, d'autant plus qu'il n'était qu'un instrument, ignorant sans doute des véritables desseins qui se cachaient au fond de la pensée impériale. Quand il

1. Rapport de sir Ed. Goschen à sir Ed. Grey du 8 août 1914, publié par le gouvernement britannique. (*Great Britain and the european crisis.*)

a vu où cette politique de casse-cou allait entraîner l'Allemagne, au lieu de résister et de protester, son dépit s'est tourné contre l'Angleterre qui avait détruit toutes les illusions dont on se repaissait à Berlin, en ne restant pas indifférente et impassible devant la violation de la neutralité belge. Alors le philosophe de Hohen-Finow s'est changé en un irascible Teuton ; ce qu'il y a de rudesse prussienne dans ses veines, mélangée à son sang francfortois, est apparu subitement à la surface, et le calme professionnel de l'homme d'État, habitué à maîtriser ses nerfs, a fait place à un emportement dramatique.

Il est aisé de s'imaginer, d'après le vivant rapport de sir Ed. Goschen à sir Ed. Grey, la scène historique qui s'est jouée, après la déclaration de guerre de l'Angleterre, dans le cabinet de travail du palais de la Wilhelmstrasse, le 4 août 1914, ainsi que l'attitude des deux acteurs : le chancelier, la face empourprée de colère dans sa barbe grise, sa haute taille penchée vers son interlocuteur, et celui-ci gardant sur ses traits pâles tout son sang-froid britannique. En exhalant son indignation, l'Allemand trouva des phrases plus expressives et plus colorées qu'on ne devait s'y attendre de sa part.

La neutralité belge, un chiffon de papier, *a scrap of paper !* Ces mots malheureux resteront toujours accolés à la personne et à la mémoire de M. de Bethmann-Hollweg. Cet homme d'une vaste cul-

ture, ayant le sens de la justice et du droit à un plus haut degré que beaucoup de ses compatriotes, nous a montré que le respect des traités n'existait plus pour lui, sitôt qu'un avantage stratégique commandait de les violer. L'inviolabilité, l'indépendance et le droit de vivre des petits États n'ont pas plus de valeur à ses yeux que les accords internationaux qui les consacrent. Le même jour, au Reichstag, le chancelier avoua sans détours, — franchise qu'il regrette aujourd'hui, — que le gouvernement impérial avait commis un attentat contre le droit des gens par l'envahissement de la Belgique. Mais, disait-il, nécessité ne connaît pas de loi, et il cherchait à s'excuser, en prêtant, sans vraisemblance et sans preuves aucunes, un dessein semblable aux Français. Donc la Belgique n'avait qu'à se laisser violer paisiblement ; on l'indemniserait après coup !

Quelle triste désillusion pour ceux qui, croyant connaître M. de Bethmann-Hollweg, ne l'auraient jamais considéré comme un politique sans scrupules ! Il aurait pu être, à défaut d'un grand ministre, le garant de la signature de la Prusse et le gardien de l'honneur du jeune Empire allemand. Un geste de l'Empereur a suffi pour qu'il devînt l'apologiste empressé d'un forfait. Son langage dans cette circonstance tragique a été celui d'un homme de cour sans conscience et sans courage, non celui d'un homme d'Etat. Prendre son parti avec une pareille philosophie d'un acte honteux

pour l'Allemagne, ce n'est pas le fait d'un philosophe patriote et indépendant, c'est le fait d'un courtisan philosophe.

## VII

Quitter Rome pour Berlin, le beau palais Caffarelli sur le Capitole pour le modeste pavillon affecté dans la Königgraetzerstrasse au logement du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le ciel léger et le gai soleil de la campagne romaine pour les brumes froides de la Sprée, et, par-dessus tout, perdre une quasi-indépendance pour devenir le serviteur assidu de l'Empereur et le conseiller habituel du chancelier, c'est un dur sacrifice à exiger d'un diplomate allemand, lorsqu'il est parvenu, jeune encore, au comble de ses ambitions et à l'apogée de sa carrière. Aussi comprend-on que M. de Jagow ne se soit pas résigné sans résistance aux honneurs ministériels, et qu'il n'ait recueilli la succession de M. de Kiderlen que sur l'ordre réitéré de Guillaume II.

Le nouveau secrétaire d'État était, paraît-il, l'enfant gâté de la haute société de Rome. Mais possédait-il l'art difficile de lire dans l'âme des ministres italiens et de pénétrer leurs secrets? L'expédition de Libye a été préparée, sans que l'ambassadeur de l'empereur allemand, du membre le plus important de la Triplice, en ait eu connais-

sance. On l'a placé, comme ses collègues, devant un fait accompli, tant on craignait à la Consulta le *veto* du gouvernement impérial à cette première tentative de démembrement de la Turquie, cliente et protégée de l'Allemagne. Malgré cela, depuis la rentrée de M. de Jagow à Berlin, jamais le crédit de l'Italie n'y parut plus solide. Elle y possédait maintenant, disait-on, deux représentants au lieu d'un : l'ambassadeur de S. M. le roi Victor-Emmanuel et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, fidèle à ses sympathies italiennes.

Cette grande amitié entre Rome et Berlin n'a pas empêché le Cabinet du Quirinal de garder d'abord la neutralité dans la guerre des nations, en attendant de se tourner résolument contre les deux empires germaniques. Il est vrai que M. de Jagow avait rendu aux Italiens la monnaie de leur pièce, en ne les informant pas du complot tramé contre la Serbie et qui devait avoir de dangereuses conséquences pour leurs intérêts dans la péninsule balkanique, pour le maintien de l'équilibre entre les ambitions autrichiennes et leurs propres aspirations. Vienne et Rome étaient tenues par le pacte d'alliance de s'entendre d'avance au sujet de toute modification du *statu quo* des Balkans. L'Italie a excipé de ce manque d'exécution du traité, et elle a allégué en même temps le caractère défensif de la Triplice pour rester en dehors d'une lutte où les agresseurs étaient incontestablement ses alliées.

A la Wilhelmstrasse, M. de Jagow a semblé d'abord un peu dépaysé, restant sur la réserve vis-

à-vis du corps diplomatique étranger, presque sur la défensive, comme s'il redoutait des questions indiscrètes. La situation européenne était, du reste, remplie d'incertitudes et de périls. La guerre des Balkans battait son plein. Le gouvernement impérial, répondant au sentiment public allemand, paraissait soucieux de conserver l'accord entre les grandes Puissances, spectatrices inquiètes de l'écroulement de la Turquie. L'intelligence du secrétaire d'État dut activement s'employer, d'abord à calmer et à morigéner l'Autriche-Hongrie, et ensuite à l'aider, de concert avec l'Italie, à obtenir des compensations qui eussent l'apparence de succès diplomatiques, l'interdiction aux Serbes de l'accès de l'Adriatique, l'abandon de Scutari par le Monténégro et la constitution d'une Albanie indépendante. Il ne s'est séparé d'elle qu'au moment où elle a essayé en vain de remettre encore en question la paix balkanique, définitivement signée à Bucarest.

A l'égard de la France, obéissant, on peut le supposer, à des ordres supérieurs, M. de Jagow se montrait sans aménité. Sa réponse, lors de l'interpellation au Reichstag sur l'incident de Nancy, dépassait le ton permis à la mauvaise humeur officielle. Peut-être y avait-il, dans sa façon hâtive et malveillante de juger des faits non encore établis, un secret désir de complaire aux sentiments hostiles à la République française de la majorité du Parlement impérial et de gagner sa faveur. Les débuts du nouveau secrétaire d'État, comme ora-

teur, avaient manqué d'éclat. Lui-même avouait avec franchise la crainte qui le tenaillait, lorsqu'il devait parler en public. Comme la plupart des diplomates, ses confrères, il n'a pas le don de l'éloquence, et chez lui la plume vaut mieux que la parole.

Ce petit homme intelligent, d'un aspect extraordinairement jeune, quoiqu'il ait dépassé maintenant le tournant de la cinquantaine, d'une mise toujours soignée et d'une grande politesse de manières, doué, de plus, de goûts artistiques, est l'antithèse de M. de Kiderlen. Celui-ci, un Souabe à l'épaisse carrure, très mal élevé, mais bon enfant, avait une brusquerie déconcertante que rachetait parfois un humour jovial. Par un côté pourtant, ces deux Allemands, le Prussien et le Wurtembergeois, se ressemblaient ; c'était par leur dédain des petites nationalités et leur parfait mépris des États secondaires. Tous les jeudis, arrivait ponctuellement dans chaque légation une lettre autographiée annonçant qu'à son grand regret le secrétaire d'État ne pourrait pas recevoir le ministre étranger le lendemain, jour fixé pour la réception des envoyés extraordinaires. Dans d'autres pays, on ne fait pas de différences entre les ambassadeurs et les ministres plénipotentiaires ; ces derniers trouvent le même accès que leurs grands collègues auprès du chef des départements des Affaires étrangères, dont le temps est aussi précieux que celui du secré-

taire d'État de l'Empire allemand. A quoi bon, se disait probablement M. de Jagow, comme l'avait fait avant lui M. de Kiderlen, recevoir ce menu fretin de diplomates? S'ils ont une affaire urgente à traiter, qu'ils téléphonent pour demander une audience! Mais converser chaque semaine avec eux sur l'état de l'Europe, subir leurs questions, être obligé d'y répondre, quelle perte de temps inutile! En quoi la politique générale intéresse-t-elle ces Messieurs? Quant à m'enquérir auprès d'eux de ce qui se passe dans leurs petites capitales, je n'en ai nul besoin; il me suffit de lire les excellents rapports des agents impériaux auprès des cours inférieures.

Eh bien! non, Monsieur le secrétaire d'État, ces sources d'informations n'étaient pas suffisantes. Si vous aviez mieux connu l'état des esprits en Belgique, l'attachement passionné des Belges à leurs libres institutions, leur résolution inébranlable de résister à toute pression étrangère, de quelque côté qu'elle vînt, et de défendre jusqu'à la mort leur indépendance et leur neutralité, qui avaient à leurs yeux autant de prix qu'en peut avoir pour les Allemands leur unité nationale; si vous aviez su tout cela, peut-être auriez-vous mis en garde votre Empereur contre les mécomptes, contre les dangers d'une invasion brusquée du petit pays voisin et ami. Vous ne passez pas vous-même pour un batailleur. Vous êtes trop expérimenté et trop clairvoyant, d'autre part, pour n'avoir pas entrevu,

mieux que les professionnels de l'état-major, les développements de la crise européenne qu'ils allaient déchaîner. Mais vous n'aviez pas été appelé à Berlin, me diriez-vous, pour y faire entendre des conseils. Votre fonction consistait à exécuter les instructions de votre souverain. C'est justement d'avoir consenti à jouer un rôle aussi effacé dans cette convulsion mondiale, provoquée par la politique de l'Empereur, qui vous sera reproché, quand les responsabilités de chacun seront établies...

Il est une question sur laquelle M. de Jagow n'aurait jamais pu s'accorder avec le représentant de la Belgique, c'est la question coloniale qui tenait une large place dans les préoccupations du ministère des Affaires étrangères. Un jour, quelques mois avant la guerre, dans une conversation intime, le secrétaire d'État exprima l'avis que le roi Léopold avait été trop favorisé au moment du partage de l'Afrique centrale à la conférence de Berlin; que Bismarck s'était montré trop généreux à son égard et que la Belgique n'était pas assez riche pour mettre en valeur le vaste empire qu'elle avait hérité de son grand souverain; c'était une entreprise au-dessus de ses moyens financiers et de ses forces d'expansion; elle serait obligée d'y renoncer. L'Allemagne, au contraire, ne possédait en Afrique qu'un lot insuffisant eu égard à sa puissance colonisatrice, à ses ressources inépuisables et aux exigences de son commerce; un nouveau partage paraissait donc nécessaire. M. de Jagow,

en développant cette opinion, essaya de faire partager à son interlocuteur son mépris pour les titres de propriété des petits États ; seules, les grandes Puissances avaient, selon lui, le droit et le pouvoir de coloniser. Il dévoila même le fond de sa pensée : les petits États ne pourraient plus jouir, dans la transformation qui s'opérait en Europe au profit des nationalités les plus fortes, de l'existence indépendante qu'on leur avait laissé mener jusqu'à présent ; ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes Puissances.

Ces propos inquiétants n'ont pas été tenus, bien entendu, au ministre de Belgique, mais à un ambassadeur d'un pays étranger. Tout finit cependant par transpirer dans les coulisses diplomatiques d'une grande capitale ; les vues personnelles de l'homme qui dirige nominalement la politique extérieure y sont tôt ou tard divulguées aux intéressés, surtout à Berlin, où un certain nombre de chefs de mission se sentaient plus ou moins solidaires, parce que leurs pays étaient plus ou moins menacés par le colosse germanique, dont ils surveillaient la croissance et les appétits avec une vigilance bien naturelle.

Si l'on rapproche cette conversation de M. de Jagow de son dernier entretien avec sir Ed. Goschen, où il a regretté la faillite de sa politique d'amitié avec l'Angleterre et de réconciliation avec la France, on devine aussitôt quelles conditions M. de Bethmann-Hollweg et lui, ces deux paci-

fistes, auraient mises à la consolidation d'un pareil accord. Il aurait fallu abandonner de bonne grâce à l'Allemagne les petits États qui l'empêchent de se développer le long de la mer du Nord et la gênent pour respirer à son aise ; il aurait fallu consentir à ce qu'elle les fît entrer un jour ou l'autre, de gré ou de force, dans la fédération germanique, qui serait devenue ainsi le grand empire, héritier de l'empire lointain du Moyen Age, rêvé par les intellectuels allemands.

## VIII

Lorsqu'on longe la Wilhelmstrasse en venant des Linden, on voit à droite une longue construction vétuste à un seul étage, du style démodé des premières années du XIXe siècle. Elle paraît bien nue et bien modeste à côté des hôtels du siècle précédent qui l'encadrent et des palais modernes des administrations impériales qui lui font vis-à-vis. Ce vieux bâtiment n'est autre que le ministère des Affaires étrangères, l' « Auswärtiges Amt » de l'Empire. C'est là qu'ont été prémédités, il y a cinquante ans, les changements pratiqués à coups d'épée par les Hohenzollern dans la carte de l'Europe, là qu'est le véritable point de départ de leur puissance impériale. Gravissez les marches de l'escalier de pierre, vous respirerez en entrant cette odeur vénérable que laissent les dossiers et les

paperasses dans un édifice ancien et mal aéré. Suivez le couloir central qui le divise. Un huissier bienveillant vous guidera jusqu'à la porte d'un cabinet qui n'est pas beaucoup plus grand qu'une cellule, et vous vous trouverez en présence du sous-secrétaire d'État.

M. Zimmermann est un blond Germain à la moustache militaire, au sourire aimable, que ne dément pas la cordialité de son accueil. Ce haut fonctionnaire est un *self made man* dans toute la force du terme. Après qu'il a eu rempli avec distinction des fonctions consulaires en Extrême-Orient, son mérite l'a fait appeler à l'Office central et l'a porté jusqu'au poste élevé où, par sa puissance de travail et son jugement sûr, il a gagné la confiance du chancelier et de deux secrétaires d'État successifs, ainsi que les bonnes grâces de l'Empereur. Tout le monde pense à Berlin que l'ascension de M. Zimmermann ne s'arrêtera pas en si beau chemin.

On pourrait le nommer avec raison la providence des diplomates. Les chefs de mission et les chargés d'affaires, en quête de nouvelles et à court d'informations, s'adressent à lui, afin de pouvoir renseigner leurs gouvernements sur les faits qui les intéressent. Le sous-secrétaire d'État ne leur dit que ce qu'il faut dire, sans trahir les secrets de la chancellerie impériale, mais cela suffit pour les mettre sur la trace de la vérité, car ses renseignements sont toujours exacts.

Est-il possible de deviner quel est son sentiment intime au sujet de la guerre? Est-ce faire injure à son patriotisme que de douter qu'il ait été très persuadé de sa nécessité? La réponse est difficile, car c'est un sujet sur lequel tout Allemand susceptible de franchise, s'il n'est pas imprégné d'un incurable pangermanisme, évitera aujourd'hui de se prononcer devant un étranger. Ce que je puis affirmer, sans risquer d'être contredit, c'est que le sous-secrétaire d'État n'était pas un partisan convaincu de la politique des alliances, ce legs de Bismarck, et qu'il en mesurait les entraînements et les dangers. Que de fois, pendant la crise balkanique, l'a-t-on vu de mauvaise humeur contre le Cabinet de Vienne, indocile aux bons conseils télégraphiés de Berlin? Lorsque j'ai pris congé de lui, avant de regagner mon malheureux pays déjà envahi par les avant-gardes allemandes, il m'a dit d'un ton sincère et désolé : « Ah ! cette guerre est bien la fin de la politique des alliances ! » Que de désillusion ou de regrets étaient contenus dans cet aveu !

D'un autre côté, ses relations suivies avec les directeurs des grandes sociétés financières, avec les magnats de l'industrie et du commerce, invités à sa table de célibataire en même temps que des diplomates étrangers, devaient faire supposer à ces derniers que leur amphitryon partageait les idées pacifiques de ses convives allemands. La continuation du vigoureux développement de l'industrie

nationale exigeait la continuation de la paix. C'est une vérité indiscutable qu'on ne saurait trop répéter. Bien plus, la continuation de la paix aurait suffi aux Allemands pour devenir, par leur esprit d'organisation, par leur méthode, par leur travail opiniâtre, les premiers dans presque tous les domaines où s'exerce la concurrence entre nations, les maîtres des principales productions industrielles, et pour acquérir en Europe une hégémonie économique incontestable qu'ils ont été follement demander à une guerre incompatible avec les progrès de la civilisation. Comment un homme aussi éclairé que M. Zimmermann, aussi au courant des desiderata du monde industriel allemand, n'aurait-il pas été un pacifiste ?

La tâche principale des dirigeants du ministère des Affaires étrangères est la même dans toutes les grandes capitales. Il faut être un Bismarck pour préparer de longue main, en conduisant la politique extérieure de son pays, des guerres successives, et son excuse est qu'elles étaient nécessaires à la fondation de l'unité allemande. Son but atteint, le tout-puissant ministre a remis l'épée de la Prusse au fourreau et s'est appliqué à consolider la gloire acquise et les conquêtes réalisées. Le ministère des Affaires étrangères de Berlin ne peut être honnêtement soupçonné d'avoir travaillé dans l'ombre contre le maintien d'une politique de paix, la politique des vingt dernières années du vieux chancelier. Éviter des conflits inutiles, dissiper les nuages

dès qu'ils s'amoncelaient en quelque coin de l'horizon, prévenir les conséquences effroyables d'une conflagration européenne, c'étaient bien là, durant ces dernières années, le noble devoir et la tâche ingrate des diplomates, dans le rôle de vigie ou de pilote qu'ils remplissaient à l'étranger ou à la tête du département central. Ces hautes obligations morales, on a dû chercher à s'y conformer à la Wilhelmstrasse comme ailleurs, avec des alternatives de courtoisie et de rudesse, avec des inégalités d'humeur trop apparentes, mais avec des intentions sincères.

Alors un problème embarrassant se pose : en présence des aspirations indéniables d'une partie de la nation allemande, de ses désirs évidents d'expansion, comment le ministère des Affaires étrangères proposait-il de leur donner satisfaction? Avait-il en vue une politique pacifique d'un genre particulier?

Un livre et une brochure parus à Berlin en 1913, à l'occasion du jubilé des vingt-cinq années de règne de l'Empereur, nous donnent la clef de l'énigme. Ils éclairent d'un jour discret et suffisant la politique d'expansion recommandée à la Wilhelmstrasse.

Le livre, *l'Allemagne impériale*, est l'œuvre du prince de Bülow, qui a rompu le silence où il se renfermait dans sa retraite pour retracer l'histoire de la politique de l'Empire pendant un quart de siècle et indiquer la voie qu'elle devrait continuer de suivre tant à l'intérieur qu'au dehors.

Suivant la thèse de l'ex-chancelier, l'Allemagne actuelle ne peut plus s'en tenir à la politique continentale de Bismarck et obéir aux préceptes légués par lui à ses successeurs. Elle doit se frayer de nouveaux et de plus larges chemins, en raison des progrès accomplis depuis trente ans. La population a augmenté de vingt millions d'âmes pendant ce laps de temps, et l'industrie, favorisée par un accroissement énorme de bras, a traversé les mers afin d'écouler dans le monde entier ses produits que le marché intérieur n'était plus à même d'absorber. La production industrielle a nécessité la création d'une flotte commerciale, dont les unités se multiplient d'année en année, et le développement de la marine marchande a entraîné la construction d'une flotte de guerre imposante. Entreprise difficile, car il était impossible de ne point éveiller la jalousie de l'Angleterre et il fallait se garder pour réussir, de provoquer son hostilité. L'Angleterre voit de mauvais œil la croissance de toute puissance navale, ambitieuse de lui disputer un jour l'empire des mers. Ce n'est pas là ce que cherchait l'Allemagne, comme jadis s'y sont essayées la France de Louis XIV et la République des Provinces-Unies. Quoique la flotte allemande soit devenue, en quelques années, la seconde de l'univers, elle n'a pour mission que de veiller sur les intérêts et le commerce germaniques, d'empêcher qu'ils ne soient molestés. De même que l'industrie allemande, de nationale et d'intérieure

qu'elle était autrefois, est devenue internationale, de même la politique allemande, d'européenne qu'elle était au temps de Bismarck, n'ayant alors d'autre objectif que de garder à l'Allemagne la place qui lui revenait au premier rang des Puissances du vieux continent, est devenue, elle aussi, internationale. M. de Bülow a soin d'insister sur le rôle purement défensif qui est assigné à la flotte impériale et, pour nous rassurer sur le but pacifique que poursuivait la politique nouvelle de l'Empire, il cite le passage suivant d'un discours, prononcé par lui au Reichstag le 6 novembre 1906 : « C'est la tâche de notre génération de maintenir en même temps notre position sur le continent, qui est la base de notre position internationale, et de protéger nos intérêts au dehors, aussi bien que de poursuivre une politique internationale prudente, sensée et sagement limitée, de telle sorte que la sécurité du peuple allemand ne coure pas de dangers et que l'avenir de la nation ne soit pas compromis. »

Conseils pleins de sagesse ! Mais ces mots, « politique internationale », « politique d'outre-mer », « politique mondiale », qui reviennent continuellement sous la plume de l'ex-chancelier, ne disent rien de précis à notre esprit latin épris de clarté. Une politique mondiale ou internationale consistait-elle, par exemple, à protéger, par la présence de quelques croiseurs sur les côtes du Mexique, les résidents et le commerce allemands que menaçait la rivalité de Huerta et de Carranza ?

Ou bien fallait-il appeler du même nom la politique qui a dicté l'envoi d'une escadre dans les mers de Chine, pour s'emparer de Kiau-tchau et de Tzingtau et obtenir de vive force du gouvernement chinois la concession d'une station navale et d'un riche territoire minier, avec la faculté d'y ériger des défenses formidables? M. de Bülow a senti lui-même le besoin d'éclairer un peu pour ses lecteurs ce que sa pensée a d'obscur. Il nous laisse entendre que l'Allemagne possède maintenant les moyens, non seulement de protéger ses intérêts, de résister à une agression, mais aussi de développer partout sa position, spécialement en Asie Mineure et en Afrique.

La brochure, intitulée : *La Politique mondiale et pas de guerre*, « die Weltpolitik und kein Krieg », est plus explicite. Elle ne porte pas de signature, mais sa publication a eu lieu, suivant la version accréditée dans les milieux politiques de Berlin les mieux informés, sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, qui n'en a pas désavoué la paternité.

L'auteur anonyme nous expose d'abord les raisons pour lesquelles une guerre continentale ne paraît plus à redouter. La confédération balkanique s'est dissoute dans le sang, et les alliés d'hier, devenus des adversaires irréconciliables, mettront du temps, ainsi que la Turquie, à panser leurs blessures et à réparer leurs forces. La France est assez occupée par la pacification du Maroc pour ne

vouloir point de complication européenne. La Russie s'oriente de plus en plus vers l'Asie centrale. Les relations anglo-allemandes s'améliorent de jour en jour. L'Allemagne s'applique à augmenter sa puissance industrielle et commerciale ; elle a engagé de grands capitaux dans ses entreprises de chemins de fer en Asie Mineure, mais elle ne doit pas les étendre démesurément, par suite de l'impossibilité où elle serait de les protéger en cas de guerre. L'Allemagne n'est pas une puissance méditerranéenne ; sa flotte, pour défendre les concessions de ses nationaux en Anatolie et en Syrie, serait obligée de passer sous le canon de Gibraltar, de Malte et de Bizerte.

Reste l'Afrique. Sir Ed. Grey a dit au Parlement que l'Angleterre ne s'y opposerait pas à une extension de la colonisation allemande, car elle ne songe pas elle-même à acquérir de nouvelles colonies. Le Portugal et la Belgique ne sont pas en état de coloniser leurs domaines africains : le premier, à cause de sa situation financière et de ses discordes civiles ; la seconde, parce qu'elle ne veut pas débourser les sommes nécessaires pour mettre en valeur le Congo, qu'elle a annexé sur la promesse illusoire qu'il ne lui coûterait pas de sacrifices. Le capital allemand et l'aptitude colonisatrice de la race allemande, ses capacités commerciales et son esprit d'entreprise, sont seuls à même d'introduire la civilisation au cœur du continent noir et d'en exploiter les richesses. La coopération allemande

est donc indispensable aux Belges comme aux Portugais. Elle peut s'établir dans leurs colonies sous une forme analogue à celle que revêt l'action de la France en Tunisie et au Maroc ou celle de la Russie en Perse. Ce serait une pénétration et un développement pacifiques, auxquels les Belges sont trop hommes d'affaires pour ne pas s'associer, si les Portugais n'en comprennent pas clairement la nécessité.

Nous voilà fixés. La politique mondiale ou internationale, telle qu'on la concevait dans les bureaux de la Wilhelmstrasse en 1913, était une politique d'extension coloniale, poursuivie par des moyens pacifiques.

Dès l'hiver suivant, le gouvernement impérial entamait avec le Cabinet de Londres des négociations pour le partage des sphères d'influence britannique et allemande dans les colonies portugaises de l'Afrique ; à la première aurait été réservé le Mozambique, à la seconde l'Angola. Sans attendre que ces négociations eussent abouti, un comité d'études se constituait à Hambourg, en vue de l'exploration des richesses agricoles et minières de la province d'Angola, et de grandes banques allemandes cherchaient à s'assurer la haute main sur le chemin de fer de Lobito-bay, allant de la côte portugaise au Katanga belge.

J'ai essayé dans les pages précédentes de caractériser, en traçant le portrait des dirigeants de la politique extérieure de l'Allemagne, les vues per-

sonnelles de chacun d'eux, telles qu'elles me sont apparues, d'après leurs actes, leurs déclarations ou leurs manifestations occasionnelles : se berçant, chez le chancelier, de l'espoir de conserver, quoi qu'il arrivât, des relations amicales avec l'Angleterre, faisant bon marché avec M. de Jagow de l'existence des petites nationalités, se contentant, dans l'esprit plus pratique du sous-secrétaire d'État et des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, d'agrandissements coloniaux immédiats et de l'ouverture de champs nouveaux à l'activité industrielle des Allemands. Mais au-dessus de ces idées particulières planait la volonté encore obscure de l'Empereur. Lorsqu'elle s'est révélée dans les tragiques derniers jours du mois de juillet, elle n'a rencontré chez ces Messieurs qu'un égal empressement à lui obéir.

---

## CHAPITRE III

# L'ARMÉE ET LA MARINE ALLEMANDES

### LE PARTI DE LA GUERRE

### I

La Prusse est avant tout un État militaire, et depuis 1871 le militarisme prussien s'est appesanti sur le Sud de l'Allemagne, renommé autrefois pour les mœurs paisibles de ses habitants. L'esprit guerrier des Prussiens est le fruit de la politique de leurs souverains, électeurs de Brandebourg, puis rois de Prusse. L'Électeur contemporain de la guerre de Trente Ans, Georges-Guillaume, n'y avait joué qu'un rôle effacé, cherchant à préserver ses États et son indépendance de l'étreinte des Suédois et des Impériaux, louvoyant péniblement entre Gustave-Adolphe et Ferdinand II. C'est le Grand Électeur, Frédéric-Guillaume, qui personnifia le premier les ambitions territoriales de sa maison. Pour les réaliser, il comprit la nécessité de posséder une forte armée permanente, hors de

proportion avec les dimensions et l'importance de son électorat. Elle lui permit de figurer parmi les adversaires de Louis XIV et de porter, à la bataille de Fehrbellin, un coup mortel à la réputation et à la puissance des Suédois en Allemagne. L'armée prussienne était créée. Elle avait servi à ce prince belliqueux à agrandir son domaine et à le rendre assez considérable pour pouvoir être érigé en royaume en faveur de son successeur, Frédéric Ier, qui obtint de l'empereur Léopold une couronne royale pour prix de son appui militaire et financier.

Le second roi de Prusse, Frédéric-Guillaume Ier, quoique peu entreprenant de sa nature, s'attacha à augmenter et à discipliner l'instrument qui, aux mains de son fils, Frédéric II, allait devenir la première armée de l'Europe et le modèle que les autres nations s'efforceraient de copier. Mais, après avoir lutté victorieusement sous le commandement d'un grand capitaine contre trois puissantes monarchies coalisées et prouvé sa supériorité sur les meilleures troupes de l'Autriche, de la France et de la Russie, l'armée prussienne déchut subitement du premier rang. Son éclipse fut si complète qu'elle sembla d'abord devoir être définitive.

Cette armée, en effet, repoussée à Valmy, se montra ensuite impuissante contre les conscrits de la République. Son prestige militaire n'était cependant pas encore atteint. Il sombra irrémédiablement

dans la campagne de 1806 devant le génie de Napoléon et la qualité exceptionnelle de ses soldats. Ce n'est pas seulement la bataille d'Iéna, mais une autre cuisante défaite, infligée le même jour par un lieutenant de l'Empereur aux troupes du roi de Prusse, qui prouva la décadence de ces dernières et l'incapacité de leurs généraux, anciens élèves de Frédéric II. On avoue sans difficulté à Berlin le désastre d'Iéna, mais les historiens allemands parlent peu de la journée d'Auerstaedt, véritable revanche de Rosbach.

Le militarisme prussien se releva pendant la guerre de l'Indépendance. Il fut l'âme de la résistance et contribua à la libération finale. Toutefois, il ne faut pas exagérer le rôle de Blücher, de Scharnhorst, de Gneisenau, d'York, de Bülow et des autres généraux de Frédéric-Guillaume III en 1813 et 1814. Napoléon fut vaincu par ses propres fautes : l'épuisante guerre d'Espagne, où le meilleur sang français fut inutilement gaspillé, et la malheureuse campagne de Russie. Pendant la première partie de l'été de 1813, Russes et Prussiens n'éprouvèrent que des défaites sur des champs de bataille chèrement disputés. La libération de l'Allemagne n'eût été rien moins que certaine, si l'Autriche, qui avait complété ses préparatifs, ne s'était pas jointe à la Russie et à la Prusse pour accabler Napoléon. Pendant les guerres de l'Empire, c'est à l'archiduc Charles et aux troupes autrichiennes, non pas aux armées prussiennes,

que revint l'honneur d'avoir tenu tête le plus opiniâtrément au grand conquérant. De même, durant les Cent Jours, le maréchal « Vorwaerts », le vieux Blücher, ne put revendiquer la première place parmi les vainqueurs de Waterloo. La gloire principale appartint légitimement à Wellington et à la ténacité britannique.

Le militarisme prussien eut une nouvelle et longue période de décadence après 1815, sous les règnes pacifiques de Frédéric-Guillaume III et de Frédéric-Guillaume IV. Son déclin fut surtout visible au moment de l'humiliante convention d'Olmütz. Il était réservé à Guillaume Ier de renouer la chaîne, brisée à la mort de Frédéric II, des grands souverains militaires de la dynastie des Hohenzollern. Non pas qu'il fût doué lui-même des talents d'un général en chef ; il n'était qu'un soldat, mais il possédait une qualité plus précieuse chez un roi que l'art de commander une armée, celle de connaître les hommes et de bien choisir les outils les plus propres à exécuter les desseins qu'il avait approuvés. Après avoir appelé Bismarck à la présidence du ministère prussien, en lui laissant carte blanche pour diriger la politique audacieuse qui devait fonder la grandeur de la maison royale de Prusse sur l'unification de l'Allemagne, Guillaume Ier lui donna deux collaborateurs indispensables, le général de Roon, le réorganisateur de l'armée, et le général de Moltke, chef du grand état-major. Sans inventer, à proprement parler, de

stratégie nouvelle, le futur maréchal s'est inspiré si bien des leçons de Frédéric II et des exemples de Napoléon qu'il est devenu à son tour un maître dans l'art de la guerre.

Quant au militarisme prussien ou, en d'autres termes, quant à la caste militaire, les victoires de 1866 et de 1870 lui ont tourné la tête : elle s'est habituée à se considérer comme la personnification de la nation elle-même. Jamais elle n'a été plus puissante ni plus impérieuse que sous le régime imposé par la Prusse à l'Allemagne. Malheur à qui osait critiquer l'armée, disputer le haut du pavé à un officier ou s'opposer au bon plaisir d'un chef de corps ! La mésaventure récente des bourgeois de Saverne nous a prouvé que les militaires allemands pouvaient tout se permettre : l'opinion publique en effet s'est prononcée finalement en leur faveur, malgré les protestations, bientôt réduites au silence, du Reichstag.

## II

Guillaume II a suivi les traditions de son grand-père pour maintenir l'armée allemande à la hauteur qu'avait atteinte l'armée prussienne. Mais il n'a pas eu la main aussi heureuse dans le choix des hommes ; les Moltke et les Roon sont rares à toutes les époques. Sous son règne, comme sous

le règne précédent, l'état-major général et le ministère de la Guerre ont collaboré étroitement. Au premier, composé d'officiers soigneusement triés, incombent l'élaboration et la mise au point des opérations stratégiques contre les adversaires, quels qu'ils soient, auxquels l'empire allemand aurait à faire face ; au second, l'administration de l'armée, son perfectionnement continu, la présentation et la défense devant le Reichstag du budget de la Guerre et des nouveaux projets de loi militaires. Un troisième organisme se superpose à Berlin aux deux premiers ; son action est plus occulte, moins facile à saisir, mais, dans certaines circonstances, elle est décisive, c'est le cabinet militaire de l'Empereur. L'avancement et la mise à la retraite des officiers constituent une de ses attributions les plus redoutables. Après les manœuvres annuelles, il est l'exécuteur des condamnations prononcées par le souverain contre les incapables, les invalides et les malchanceux. Il intervient encore, au nom du chef de l'armée, dans toutes les questions qui la concernent. Son influence s'étend même sur la politiqne extérieure, si l'armée est appelée à y jouer un rôle.

Depuis une dizaine d'années, un courant d'opinion s'était formé, en Prusse principalement, poussant à de nouvelles luttes européennes, et ses adhérents ont été désignés à l'étranger sous le nom général de parti de la guerre. Il se recrutait parmi les feld-maréchaux et colonels généraux, les géné-

raux en activité de service, les aides de camp de l'Empereur, les fortes têtes de l'état-major, pour descendre jusqu'aux grades subalternes, peuplés d'officiers ambitieux. Ajoutez-y les militaires retraités, hobereaux réactionnaires, vivant sur leurs terres et qui voyaient croître rapidement la richesse du pays, le bien-être et les besoins de luxe augmenter en même temps que les impôts, sans que leurs revenus personnels connussent la même progression. Ces mécontents pensaient qu'une saignée serait salutaire pour épurer et régénérer le corps social, pour rendre du même coup à la caste nobiliaire la prépondérance qu'elle devrait toujours posséder dans l'État et que les nouveaux enrichis de l'industrie et du commerce menaçaient de lui dérober.

Outre les éléments militaires, naturellement plus importants, les partisans de la guerre ont compté parmi eux un grand nombre de civils : d'abord la majorité des hauts fonctionnaires prussiens, les conservateurs purs du Reichstag et les conservateurs du parti de l'Empire, ainsi que des membres des autres partis bourgeois, puis des écrivains patriotes, des journalistes et la fleur intellectuelle des universités et des écoles, tous hantés par l'image d'une Germanie soumettant le monde par ses armes, comme elle croyait l'avoir conquis déjà par sa culture supérieure et sa science prééminente. Leurs ambitions maladives étaient servies par une presse hargneuse, jalouse des races

représentant la civilisation du passé, en qui elle se plaisait à voir des rivales déchues de la noble race germanique, appelée à faire goûter à l'univers asservi les délices de la civilisation à venir.

Le parti de la guerre avait l'appui dévoué du *Wehrverein*, ligue militaire aux puissantes ramifications, étendues depuis quelques années sur toute l'Allemagne. Le *Wehrverein* ne s'était pas donné seulement pour programme de défendre les intérêts légitimes de l'armée. Ses assemblées périodiques formulaient des desiderata qui visaient aussi bien les lacunes à combler dans l'armement, la composition des troupes et les services techniques, que les desseins politiques dont l'armée devait être l'instrument. Enfin l'esprit belliqueux était entretenu chez les classes inférieures par les nombreuses sociétés de vétérans, les *Kriegsvereine*. Leur nom significatif indique assez qu'elles s'employaient à contre-miner énergiquement les tendances pacifiques qui gagnaient tout le corps d'une nation où le développement extraordinaire de l'industrie et du commerce avait fait naître la préoccupation fiévreuse de s'enrichir.

Les revendications des partisans de la guerre ont trouvé leur expression dans une littérature politico-militaire. Ses écrivains prêchaient ouvertement une lutte européenne comme le seul moyen de parachever l'œuvre de Bismarck, en donnant à l'Allemagne la place qui lui revient à la tête des nations. Le type de ce genre spécial est le livre,

aujourd'hui célèbre[1], du général de cavalerie en retraite Frédéric de Bernhardi, écrit d'une plume plus audacieuse et plus franche, malgré ses constantes préoccupations philosophiques et morales, que les ouvrages de ses confrères. De tous les écrits venus au jour dans ces dernières années et où l'angoissante question des destinées de l'Allemagne était débattue, le livre de Bernhardi a été le plus prophétique, parce que la guerre a été déclarée pour les motifs qu'il avait mis en lumière et pour les fins qu'il avait indiquées. Le public étranger a eu tort de ne point assez prêter l'oreille à ce langage menaçant. L'ouvrage du philosophe militaire est devenu le bréviaire des patriotes allemands ; ses sophismes ont empoisonné le cerveau de la génération actuelle.

L'atmosphère politique surchauffée des trois dernières années a sûrement fait éclore des milliers d'adhésions au parti de la guerre, et celui-ci n'a pas cessé d'aiguiller le gouvernement impérial vers le but où tendait la multiplicité de ses efforts. Non moins certain est l'empire qu'il a su prendre sur l'esprit d'un monarque, très disposé à écouter des conseils qui trouvaient un écho dans son ambition. Quoique le parti n'ait pas eu d'organisation réelle, qu'il ait travaillé dans l'ombre et sous le couvert de l'irresponsabilité, il n'en est pas moins, après l'Empereur, un des principaux promoteurs des calamités de l'heure présente.

1. *L'Allemagne et la prochaine guerre.*

## III

Le chef du grand état-major était, avant la guerre, depuis la retraite du comte de Schlieffen, le général de Moltke, neveu du maréchal. Ses qualités professionnelles seules l'avaient-elles fait choisir par Guillaume II pour recueillir l'héritage de son parent, ou bien aussi le nom célèbre qu'il porte ? Ceux qui le connaissent penchent pour cette dernière supposition. Mais les défauts et les tares sont plus souvent héréditaires que le talent, et le nom n'est pas un fétiche qui donne la victoire. Le général de Moltke ne ressemble pas physiquement à son oncle, le maigre vieillard que nous représentent ses portraits. C'est un homme de haute taille, puissant et lourd, une figure orgueilleuse, au regard méprisant. Le dédain du parfait Teuton pour les étrangers se lit dans ses yeux, malgré sa froide politesse.

Pour ce qui est de la moralité de ce personnage, le plus important du monde militaire, quelques lignes d'un rapport de M. Jules Cambon du 6 mai 1913 suffiront à en donner une idée : « Il faut laisser de côté, a dit le général de Moltke dans un milieu allemand, les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre et la commencer sans

attendre pour écraser brutalement toute résistance. » Ce n'est même plus l'attaque brusquée que recommandait le général, c'est la surprise avant la déclaration d'hostilités, comme si, dans un duel, on frappait son adversaire avant qu'il ait pu se mettre en garde. La violation soudaine de la neutralité de la Belgique, après une nuit de réflexion laissée à son gouvernement, était un de ces coups de spadassin enseignés par le chef de l'état-major.

Pendant l'été de 1913, le général de Heeringen, peu populaire au Parlement, avait quitté la direction du ministère de la Guerre. Son successeur, le lieutenant général de Falkenhayn, était un des plus jeunes de l'Annuaire. Qui aurait prédit un pareil avancement à cet officier, lorsque, perdu de dettes et menacé d'être exclu de l'armée, il devait s'estimer heureux d'être attaché au corps expéditionnaire de Chine ? Sa bonne étoile et son intelligence lui firent gagner l'appui du maréchal de Waldersee, commandant de l'expédition. Ses dettes payées, Falkenhayn rentra en grâce auprès de l'Empereur. Une figure fine, des yeux vifs mais inquiétants, une grande facilité de parole, qui sut faire écouter par le Reichstag, dans la discussion de l'affaire de Saverne, l'apologie des excès commis par les officiers, étaient les traits les plus saillants de ce nouveau venu dans le monde politique de Berlin. Son ambition insatiable n'a éclaté que pendant la guerre, en même temps que sa

rivalité avec le général de Moltke, qui le dominait de haut à son entrée en fonctions.

Le soir du 6 novembre 1913, au dîner offert à Potsdam au roi Albert, le chef de l'état-major avait dit à l'attaché militaire de Belgique : « La guerre avec la France est inévitable dans peu de temps, et la victoire de l'armée allemande ne fait pas de doute, dût-elle être achetée par d'énormes sacrifices et par quelques échecs préliminaires. Rien ne résistera au *furor teutonicus*, une fois qu'il sera déchaîné. La nation germanique se lèvera comme un seul homme pour relever le gant que le peuple français aura eu la folle audace de lui jeter. » Le général s'est abstenu d'ajouter, tant la remarque eût été banale, que la guerre de 1870, avec ses armées restreintes, n'était qu'un jeu d'enfants à côté de celle que l'Allemagne s'apprêterait à faire. Ce qu'il a tu également, c'est le caractère de férocité que les généraux allemands auraient ordre de lui imprimer.

On connaissait pourtant à l'étranger, tout au moins dans le monde des juristes familiers avec l'œuvre des Conférences de La Haye, l'existence en Allemagne d'un manuel des « Lois de la guerre sur terre », *Kriegsgebrauch im Landskriege*, publié en 1902 à Berlin par l'état-major. On savait qu'il était écrit dans un esprit hostile à celui qui a inspiré les travaux des deux Conférences. On n'ignorait pas que ce code spécial de guerre à l'usage des officiers allemands condamnait les

considérations humanitaires, les ménagements relatifs aux personnes et aux biens, comme contraires à la nature et au but de la guerre ; qu'il autorisait tous les moyens d'atteindre ce but et qu'il en laissait le choix et l'emploi à l'arbitraire absolu des chefs de corps. Mais, quelque inquiétude que les jurisconsultes du droit des gens aient pu concevoir au sujet de la diffusion en Allemagne de pareilles doctrines, ils étaient rassurés, quant à leur application, par l'adhésion solennelle que le gouvernement impérial avait donnée à la Convention de La Haye de 1907 et aux prescriptions morales qui y sont édictées. Aussi est-ce avec un sentiment de surprise et d'horreur, partagé par tout le monde civilisé, qu'ils ont assisté à la guerre pratiquée au nom de l'Empereur allemand.

Cette guerre n'a connu, en effet, aucune pitié. Elle a produit, à peine déchaînée, le plus de mal possible pour frapper les populations d'épouvante et réduire plus vite l'ennemi terrorisé. Les Allemands, en 1870, avaient trop épargné l'habitant, trop respecté les monuments historiques, trop ménagé les propriétés privées. Le meurtre, l'incendie et le pillage ont marché sur les talons de leurs fils, les envahisseurs de 1914. On a vu à Louvain, à Tamines, à Réthy, et dans tant d'autres villes et villages de la Belgique, on a vu à Orchies, en France, des escouades de soldats, recrutées à l'avance dans le corps des pionniers, détruire en

quelques heures, à l'aide d'engins et de matières incendiaires, les innocentes petites cités condamnées à périr. La Belgique, la première, a fait l'expérience de ce *furor teutonicus*, vanté par le général de Moltke ; la Belgique qui, ayant héroïquement défendu l'inviolabilité de son territoire, s'attendait à être traitée en vaincue, mais non à être livrée comme une proie aux bêtes fauves disciplinées de l'armée d'invasion.. C'était là un des procédés sur lesquels comptait le général pour remporter la prompte victoire dont il parlait avec la foi d'un croyant. Il s'est trouvé au contraire que ces moyens atroces, au lieu de forcer les Belges à s'avouer vaincus, n'ont fait qu'exaspérer l'énergie de leur résistance.

L'état-major allemand ne tenait-il pas en réserve d'autres procédés secrets, d'autres révélations effrayantes ? Parmi les armes cachées qu'il a employées avec le plus de succès figurait son vaste système d'espionnage, installé chez les voisins de l'Allemagne, chez tous ses ennemis présumés et partout où il pouvait lui être utile. La prévoyance et la perfection introduites dans ce système ont failli faire perdre leur sang-froid aux Anglais eux-mêmes, lorsqu'ils eurent constaté les services rendus par les espions allemands, non seulement sur les côtes de l'Angleterre, mais encore au fond du Pacifique, sur les rives lointaines du Chili.

## IV

Mais les avantages qui, d'après nos adversaires, devaient assurer leur triomphe, étaient la supériorité de leur stratégie et de leur tactique et la minutieuse préparation de leur armée, sans comparaison possible avec celle des armées rivales.

« On s'imagine à l'étranger, disait en 1910 le général de Moltke au général Jungbluth, chef de la maison militaire du roi des Belges, qu'on prépare sans cesse dans notre état-major des plans de campagne, en prévision de toutes les éventualités d'une guerre européenne. C'est une erreur. Nous nous occupons de la question des transports, de la concentration et de l'approvisionnement de nos troupes et de l'utilisation des nouvelles voies de communication. Vous seriez étonné de voir les bureaux de notre état-major. Ils ressemblent à une administration de chemins de fer. » Que conclure de ces paroles, sinon que le plan de campagne de 1914, le plan d'invasion et d'attaque brusquée de la France, était achevé depuis longtemps et dormait dans les cartons secrets de l'hôtel du Kœnigsplatz. Il est même possible que la marche sur Paris, exécutée à travers les plaines centrales de la Belgique et la vallée de la Meuse, afin de tourner les défenses de la frontière française, ait été tracée

de la main vieillissante, mais toujours assurée, du maréchal de Moltke. On y retrouve les mouvements de large envergure qu'il affectionnait et comme son empreinte personnelle. Mais les mesures d'exécution et l'idée de l'ultimatum adressé en pleine paix à un pays neutre doivent être imputées à son neveu. Je suis fondé à le croire, d'après les dernières paroles que m'a dites le 5 août M. Zimmermann : « Tout le pouvoir, depuis la mobilisation, est entre les mains de l'autorité militaire. Toutes les décisions sont prises par elle. » C'était rejeter implicitement sur l'état-major et sur son chef la responsabilité de l'invasion de la Belgique.

L'état-major général et l'enseignement donné à l'École de Guerre étaient restés fidèles à la stratégie à laquelle avaient été dues les victoires passées : amener le plus rapidement possible des forces supérieures sur un point donné, briser ainsi la ligne de défense de l'ennemi, ou bien déborder et envelopper une de ses ailes de façon à venir à bout de sa résistance par une attaque de flanc. Une pareille manière d'opérer suppose naturellement l'offensive. Aux yeux de Moltke, comme au jugement de Napoléon, l'offensive comptait pour moitié dans le gain d'une bataille. Ces principes s'accordaient avec les traditions de l'ancienne armée prussienne, comme aussi avec les qualités inculquées au soldat prussien ou prussianisé, et enfin avec la prompte mobilisation de l'armée

impériale. Les victoires décisives qui avaient conduit les Bulgares en quinze jours presque aux portes de Constantinople attestaient une fois de plus, prétendait-on en Allemagne, l'excellence de ces méthodes. Le roi de Grèce, ajoutait-on, n'a-t-il pas publiquement rendu hommage à l'enseignement puisé par lui à l'École de Guerre de Berlin, lorsqu'il a reçu comme un bon élève, des mains de l'Empereur, le bâton de feld-maréchal allemand ?

La campagne de Mandchourie avait été, il est vrai, un avertissement, signalé par des écrivains militaires, qu'une révolution se préparait dans l'art de la guerre. Elle avait révélé une stratégie et une tactique nouvelles, employées par les Russes et les Japonais sur un front d'une énorme étendue : de longues tranchées parallèles où se terraient pendant des semaines les deux adversaires, avant de pouvoir se porter un coup décisif. Mais à Berlin on ne voulait pas entendre parler de cette guerre de taupes. On se promettait de mener la campagne contre la France avec une rapidité irrésistible. On ne rêvait que d'offensives vertigineuses, d'armées entières réduites à capituler, de nouveaux Sadowa et de nouveaux Sedan.

Si la stratégie allemande continuait d'être l'objet d'un engouement général, il n'en était pas de même de la tactique et en particulier de l'emploi de l'infanterie, très discuté par des officiers étrangers résidant à Berlin. L'un d'eux, revenant des

grandes manœuvres de 1913, ne me cachait pas son étonnement de la façon de combattre imposée aux troupes à pied : « C'est toujours, me disait-il, l'assaut en colonnes serrées, le *sturmangriff*, qui a réussi autrefois. Mais aujourd'hui, sur un champ de bataille balayé par les rafales de l'artillerie et des mitrailleuses, ces formations compactes offriraient à l'adversaire une cible à souhait. En face d'un ennemi abrité ou déterminé lui-même à ne pas reculer, il ne resterait bientôt que des monceaux de cadavres d'une attaque ainsi menée. » En définitive, la tactique allemande n'était que l'emploi, au moment voulu et sur un point déterminé, de la force brutale, l'écrasement de l'ennemi sous des masses de combattants sans cesse renouvelées. Quelle supériorité numérique un pareil effort ne suppose-t-il pas ?

Au cours de la guerre balkanique, je me permis de demander au Grand-duc de Bade, à qui je faisais ma première visite à Karlsruhe, s'il pensait que des soldats européens, n'ayant peut-être pas le mépris de la mort de la race jaune ou l'esprit de sacrifice des peuples primitifs, serbe et bulgare, pourraient supporter, sans fléchir et sans chercher un abri, l'ouragan de fer vomi par les engins modernes : « Nous l'espérons, me répondit le prince, du soldat allemand à cause de son patriotisme et de la forte discipline à laquelle il est soumis. » Il ne présumait pas trop en effet du courage discipliné des fantassins de l'armée impé-

riale, lorsqu'ils sont serrés en rangs profonds ; leurs adversaires, témoins de leurs attaques désespérées, doivent être les premiers à leur rendre justice. Mais le sang répandu à flots dans ces ruées furieuses l'a-t-il été utilement ? N'a-t-il pas appauvri considérablement, et sans résultats comparables aux pertes subies, la sève et la jeunesse de l'armée teutonne ?

Si je m'en réfère à des jugements que j'ai entendu exprimer autour de moi à Berlin, la stratégie et la tactique allemandes seraient restées stationnaires depuis 1870, comme ayant atteint à cette époque, aux yeux du grand état-major, leur point culminant, tandis que l'armement et la préparation technique des unités n'avaient pas cessé de progresser.

## V

Dans les premières années du règne de Guillaume II, le maintien de la supériorité militaire de l'Allemagne avait un caractère de sûreté et de conservation. Il s'agissait de garder la place, achetée au prix de deux grandes guerres, au premier rang des Puissances européennes. L'armée était un instrument de défense et d'intimidation, non plus un instrument de conquête. Elle ne paraissait pas menacer, à proprement parler, les

voisins de l'Empire ; mais, par son attitude arrogante, elle avait l'air de les mettre au défi d'exécuter aucune tentative d'agression, s'ils avaient été capables d'en nourrir l'envie. En a-t-il été de même depuis dix ans? Il suffit d'étudier les dernières lois militaires allemandes pour se persuader du contraire. L'armée a été renforcée, outillée, entraînée, en vue d'une guerre prochaine.

En 1871, elle comptait 18 corps et 401 000 hommes, officiers et sous-officiers non compris, sur le pied de paix. Cet effectif est demeuré sans changement jusqu'en 1880. Cinq lois militaires, votées de 1880 à 1899, ont eu pour objet de l'augmenter et de perfectionner son outillage, sans qu'on puisse dire que son accroissement, lent au début, ait réellement correspondu à celui beaucoup plus rapide de la population. Une partie du contingent utilisable n'a fait jusqu'en 1913 aucun service militaire. Des motifs budgétaires et la difficulté de recourir à de nouveaux impôts empêchaient les différents ministres de la Guerre, au dire du gouvernement, d'incorporer le nombre d'hommes qu'ils auraient désiré et d'élargir davantage les cadres de l'armée. Ces motifs ont disparu tout à coup, dès que les desseins belliqueux de Guillaume II se sont précisés, et, sur son ordre, le chancelier n'a pas hésité alors à recourir à des mesures financières extraordinaires qui ne sont employées nulle part en temps de paix.

En 1905, le service de deux ans, déjà mis à

l'essai, était institué définitivement dans les troupes à pied et l'effectif montait à 505 000 hommes. En 1911, la loi du quinquennat militaire ne prévoyait encore jusqu'en 1915 qu'un faible accroissement numérique, de 10 000 hommes, mais elle se préoccupait d'introduire d'importantes améliorations techniques (mitrailleuses, artillerie à pied, troupes de communication). En 1912, nouvelle loi militaire, présentée alors que l'exécution de la dernière était à peine commencée. L'opinion publique restait émue des événements de l'été précédent et des suites de l'incident d'Agadir. Aussi la loi nouvelle, profitant de cette poussée patriotique, réalisait-elle immédiatement, en les complétant, les mesures prévues par la loi de 1911. Elle créait deux corps d'armée nouveaux, l'un à la frontière occidentale, l'autre sur celle de l'Est, et portait l'effectif de paix à 544 000 hommes.

Le caractère des lois de 1911 et 1912 est différent de celui des lois antérieures. Il consiste surtout dans le développement de la qualité de l'armée. Elles tendaient toutes deux à en faire un instrument de combat plus pratique, plus immédiatement utilisable, en vue des premières opérations à exécuter.

On aurait pu croire qu'après des progrès aussi marqués, l'administration de la Guerre se serait reposée. Il n'en fut rien. Dès la fin de 1912, à l'occasion des premières victoires de la ligue balkanique, un mouvement d'opinion, très encouragé

par le gouvernement impérial, se dessinait pour réclamer des renforcements qui combleraient des lacunes encore existantes. Le *Wehrverein* se signalait par sa propagande effrénée en faveur de nouveaux armements. Une campagne de presse était organisée. L'Empereur donnait de sa personne et proclamait à Königsberg la nécessité d'appliquer intégralement le principe du service obligatoire. Le chancelier, marchant sur les pas de son maître, déclarait en février, à la réunion annuelle des agriculteurs, que le pays devait se préparer à de nouvelles charges militaires.

Le projet de loi, annoncé par les bouches officielles, fut enfin déposé le 18 mars sur le bureau du Reichstag. Il fixait l'effectif budgétaire, officiers et sous-officiers compris, à 815 000 hommes ; l'accroissement numérique était évalué à 4 000 officiers, 15 000 sous-officiers et 117 000 soldats. Les augmentations portaient sur toutes les armes, infanterie, cavalerie, artillerie à pied, pionniers, troupes de communication. C'était un bond considérable ! Dès la fin de 1913, les mesures prévues par la loi de 1912 devaient être réalisées et la nouvelle loi recevoir sa complète exécution. Enfin, à la loi elle-même était joint un projet triplant le trésor de guerre, destiné à pourvoir aux premières nécessités de la mobilisation ; il était porté de 150 à 300 millions de marks en or, plus 150 millions en argent.

Le danger était-il donc si pressant et l'orage

grondait-il déjà aux frontières de l'Empire? Comment justifiait-on ces mesures précipitées et surtout le projet financier, la contribution forcée, imaginée pour couvrir les énormes dépenses, un milliard de marks, qu'elles entraîneraient? L'exposé des motifs ne donnait aucune explication convaincante. Il se bornait à dire que les événements en train de se dérouler dans les Balkans avaient modifié l'équilibre des forces en Europe. Dans une guerre qui pouvait lui être imposée, l'Allemagne ne devant plus compter que sur elle-même, aurait à défendre, peut-être contre plusieurs adversaires, des frontières étendues et en grande partie dépourvues de protections naturelles. D'où pour elle la nécessité vitale d'employer et d'organiser toutes ses forces disponibles.

Les pensées directrices du projet de loi étaient l'adoption du service militaire généralisé suivant le chiffre de la population et en même temps l'amélioration de la qualité des troupes de première ligne, c'est-à-dire l'augmentation de la jeunesse de l'armée, ainsi que l'accélération de la mobilisation et le perfectionnement, qu'on ne perdait jamais de vue, de l'outillage technique. En chiffres ronds, on voulait incorporer 63 000 hommes de plus chaque année. La loi de 1913 est pleine de renseignements suggestifs sur la télégraphie, la téléphonie, l'aérostation, l'aviation, l'automobilisme; mais on n'y découvre aucune information sur l'artillerie lourde et sur les obusiers de siège, qui allaient être

une révélation sensationnelle. Cet accroissement formidable de la puissance destructive de l'armée allemande était tenu soigneusement secret. Il est certain que la possession d'engins aussi irrésistibles devait contribuer à fortifier encore la confiance inébranlable des autorités militaires dans l'invincibilité de leurs soldats.

Le chancelier défendit le projet par un discours où il développa le thème de l'exposé des motifs, en évoquant, en termes vagues, le nationalisme très surexcité en France et le panslavisme très remuant en Russie comme des spectres redoutables pour le maintien de la paix. Le ministre de la Guerre osa soutenir sérieusement que la nouvelle loi ne constituait pas une menace à l'adresse des autres nations, mais une garantie pacifique et qu'elle n'avait aucun caractère agressif. Le général de Heeringen nous la baillait belle !

Dès que la discussion s'ouvrit à la Commission du Budget, il fut évident que le vote final était assuré. Un mois après, la Commission adopta la loi militaire, sans examiner en même temps sa couverture financière et le gouvernement dut renoncer à l'espoir de voir les deux projets votés par la même majorité. Les socialistes, les Polonais et les Alsaciens-Lorrains osèrent seuls au Reichstag se prononcer contre la loi militaire.

Le *Wehrverein* n'était pourtant pas encore satisfait. Dans une assemblée tenue à Leipzig le 18 mai, il réclama sous forme de desiderata deux nou-

veaux corps d'armée et, « afin qu'aucun ennemi ne foulât plus jamais le sol de la patrie », il conseilla de veiller d'une manière incessante à la culture de l'esprit patriotique et guerrier de la nation, l'esprit de l'armée étant celui du pays.

Il était malaisé, malgré l'aveuglement le plus complaisant, de ne voir pas dans la loi de 1913 une préparation à une guerre peu éloignée. Elle l'annonçait aussi distinctement que les sonneries de clairon annoncent la bataille en rassemblant les combattants. Et cependant l'Europe hypnotisée par d'autres visions, — la guerre des Balkans qui allait recommencer, — ne prêta pas aux discussions du Reichstag l'attention inquiète qu'elles méritaient. Peut-être aussi était-elle encore abusée par le pacifisme trompeur du Kaiser. La Triple-Entente restait animée des désirs les plus pacifiques, au témoignage des esprits impartiaux qui étaient au courant du sentiment public et des aspirations des hommes d'État au pouvoir dans les trois pays. Le dessein de provoquer la lutte ne peut donc être attribué qu'au gouvernement et à la nation qui s'armaient jusqu'aux dents pour la soutenir et pour triompher.

## VI

Lorsqu'on rencontrait à Berlin le grand amiral de Tirpitz dans quelque salon officiel et qu'on causait avec lui, on avait le sentiment d'être en pré-

sence d'une personnalité intéressante : un *strong man*, dirait-on en Angleterre. Aucun des autres conseillers de Guillaume II ne produisait une pareille impression de force et d'autorité. Avec sa barbe en éventail, son large front dénudé, ses yeux durs et perçants derrière le binocle qui les abritait, et l'embonpoint dont s'alourdissait sa taille imposante, il avait l'air d'un chef de grande industrie, d'un des rois de la finance, plutôt que d'un marin, n'étaient l'uniforme qui le sanglait et les nombreuses décorations étalées sur sa poitrine. C'est en effet un homme de bureau, un organisateur n'ayant exercé aucun grand commandement à la mer, lorsque le discernement de l'Empereur l'appela à diriger l'office impérial de la Marine. Il commandait alors la station navale de Kiel, le premier port militaire de l'Empire, qu'il avait complètement transformé, bravant les critiques et le favoritisme, imposant sa volonté de fer, balayant le désordre et la routine. La flotte allemande lui devait l'organisation de sa division de torpilleurs dont la puissance combative ne s'est pas révélée pendant la guerre, sans qu'on puisse en faire un reproche à son créateur, autant que celle des sous-marins de formation toute récente.

Pour conserver la faveur impériale depuis dix-huit ans, — une longévité ministérielle qu'aucun chancelier, aucun secrétaire d'État, n'a encore atteinte sous Guillaume II — il a fallu à l'amiral de Tirpitz des qualités particulières d'intelligence

et de souplesse. L'Empereur voulait passionnément posséder une flotte des plus puissantes; il avait embouché lui-même la trompette marine; par ses discours et une propagande personnelle incessante, il avait orienté l'attention du public vers le développement des forces navales, vers la possession de l'empire de la mer. (*Unsere Zukunft liegt auf der See.*) Mais l'exécution de la volonté du maître devait rencontrer de nombreux obstacles. La première difficulté pour un secrétaire d'État de la Marine était de faire accepter ses propres idées par le souverain, comme si elles étaient les siennes. Cet art, Tirpitz, l'a possédé à un plus haut degré qu'aucun de ses collègues civils et militaires. Il fallait triompher ensuite de la résistance opposée jusque-là par le Reichstag, économe des deniers de l'Empire, à l'augmentation du budget de la Marine. Avec une adresse remarquable, l'amiral sut profiter des incidents extérieurs et des courants patriotiques qu'ils provoquaient dans la nation, pour travailler l'opinion publique et agir efficacement sur l'esprit rétif ou indécis du Parlement. Ce n'est pas tout. Les projets de loi qu'il avait présentés ne seraient pas sortis sains et saufs, sans amputations ni sans meurtrissures, des griffes de la Commission du budget, si leur auteur n'avait pas eu le don de la parole, une éloquence claire et persuasive, qui trouvait un écho immédiat auprès des partis bourgeois. Jamais un ministre n'a eu, comme lui, l'oreille du Reichstag, en sachant conserver la confiance de l'Empereur.

Mais pourquoi l'Allemagne avait-elle besoin d'une flotte de guerre aussi considérable ? Le prince de Bülow dit dans son livre, l'*Allemagne impériale :* « La mer est devenue un facteur plus important dans notre existence nationale qu'à aucune époque précédente de notre histoire, même dans les grands jours de la Hanse ; elle est devenue un nerf vital dont nous ne devons pas souffrir d'être privés, si nous ne voulons pas qu'un jeune peuple en pleine croissance vigoureuse se transforme en un vieillard à son déclin. Nous aurions été exposés à ce danger aussi longtemps que notre commerce extérieur et notre marine marchande auraient manqué sur mer d'une protection nationale contre les flottes supérieures d'autres États. » D'accord, mais il semble que ce but aurait été atteint par la construction de quelques divisions de croiseurs assez puissants et assez rapides pour protéger les navires allemands et menacer en même temps le commerce de l'ennemi.

Dès les premières années de son règne, comme on le sait, Guillaume II a pensé avant tout à sa marine. La flotte est son œuvre personnelle, son enfant de prédilection. Toutefois, l'accroissement prodigieux de la puissance navale allemande coïncide en réalité avec l'entrée en scène du prince de Bülow et de l'amiral de Tirpitz, et avec l'inauguration de la *Weltpolitik*, dont le premier de ces deux hommes doit être considéré, d'après son propre aveu du moins, comme l'auteur responsable. J'ai

dit déjà combien est élastique le sens de ces mots « politique mondiale ». Ils signifiaient pour les Allemands les plus pacifistes une politique d'expansion coloniale. Mais la création d'une grande flotte de guerre leur donnait une portée plus menaçante : politique d'intervention dans les différentes parties du monde, d'expropriations et de conquêtes lointaines, sans reculer devant des rencontres sanglantes, inévitables dans les eaux européennes. On peut dater de l'arrivée au pouvoir du prince de Bülow et de l'amiral de Tirpitz, c'est-à-dire de l'année 1897, ces premières aspirations dominatrices qui prenaient corps dans la construction rapide d'une force navale formidable et dont la guerre de 1914 a été l'aboutissement fatal.

Une quinzaine d'années ont suffi à Tirpitz pour faire de la marine allemande la seconde du monde. Il a procédé en plusieurs étapes, par bonds successifs. Le projet de loi, introduit le 27 novembre 1897, demandait la mise en chantier de sept nouveaux vaisseaux de ligne, de deux grands et de sept petits croiseurs, et fixait à la fin de l'année financière 1904 l'achèvement de ces unités. Tout en limitant la période de l'utilisation des navires et en déterminant le nombre et la force des escadres qui devaient rester en service permanent, le projet assurait la construction dans un temps donné des unités qui remplaceraient les vaisseaux déclassés. Dans l'automne de 1899, la saisie d'un paquebot allemand par un bateau de guerre anglais, pendant

la guerre sud-africaine, et l'émotion que cet incident souleva en Allemagne furent exploitées avec maestria par Tirpitz pour la présentation d'une nouvelle loi navale. L'enthousiasme patriotique de la nation la fit passer triomphalement à travers tous les écueils budgétaires. L'exposé des motifs réclamait la création d'une flotte assez forte pour qu'une lutte avec la plus grande Puissance maritime du monde fît courir à cette Puissance des risques qui mettraient en question sa supériorité. C'était viser clairement la Grande-Bretagne. En 1906, après la déception causée en Allemagne par la Conférence d'Algésiras, le Reichstag, habilement préparé par l'amiral et poussé par le sentiment national, adopta la loi navale supplémentaire qui augmentait le nombre des croiseurs et donnait aux navires de combat les dimensions des Dreadnoughts anglais. Les deux premiers Dreadnoughts allemands, le *Nassau* et le *Westfalen*, mis en chantier en juillet 1907, lancés en 1908, étaient complètement terminés en trois ans et demi. Pour les trois suivants, la rapidité de leur construction a été encore plus grande : un délai de deux ans a suffi. Le budget de la Marine, qui s'élevait à 125 millions de marks en 1898, a atteint 467 millions en 1913. Après chacun de ses succès parlementaires, les décorations et les honneurs prodigués à l'heureux amiral lui apportaient des témoignages éclatants de la reconnaissance du souverain.

Le prince de Bülow signale dans son livre la dif-

ficulté qu'il y avait à poursuivre l'exécution d'un pareil programme, sans provoquer une rupture avec l'Angleterre. Le moment le plus critique survint en 1908. Il avait été établi, chiffres en mains, au Parlement britannique que l'Allemagne, en vertu de sa dernière loi navale, posséderait à la fin de 1916 trente-six vaisseaux du type Dreadnought, ce qui forcerait l'Angleterre à en construire quarante-quatre dans la même période. En 1911, la première en aurait treize et la seconde seulement douze. La menace allemande contre la suprématie sur mer de l'Angleterre suscitait de sérieuses alarmes dans ce pays. L'Empereur crut alors opérer une manœuvre très habile en adressant à lord Tweedmouth, premier lord de l'Amirauté, une lettre personnelle d'un caractère à la fois privé et politique, dans laquelle il insistait sur le côté purement défensif du programme allemand et s'efforçait de détruire les appréhensions manifestées en Angleterre au sujet du développement de la flotte impériale. Mais le trait manqua le but. En se mêlant lui-même à la discussion, en s'efforçant d'écarter des yeux des marins anglais le fantôme du danger allemand, Guillaume II, dès que son intervention insolite fut connue grâce à une divulgation du *Times* (mars 1908), ne réussit qu'à exciter davantage le sentiment public qui poussa le Parlement à accélérer les constructions navales en réponse au défi germanique.

Forcés d'entrer ainsi dans une ère de dépenses

maritimes excessives, — l'ère des Dreadnoughts, — au moment où ils auraient voulu consacrer tous les excédents disponibles à des réformes sociales, les membres du Cabinet Asquith ont vainement essayé d'enrayer cette concurrence effrénée. Leurs discours publics et leurs démarches privées n'ont pas fait dévier un seul instant l'amiral de Tirpitz de la ligne inflexible qu'il s'était tracée pour l'exécution de son programme. S'il a paru un moment, en 1913, considérer comme acceptable la proportion de deux à trois (*the two-to-three standard*) mise en avant par son collègue anglais, M. Winston Churchill, pour la force à donner à la flotte allemande en unités offensives de la classe des Dreadnoughts comparée à celle de la flotte anglaise, il a fait la sourde oreille à la suggestion de suspendre de commun accord dans les deux pays, pendant une année de repos (*a naval holyday*), les nouvelles constructions. La limitation des armements maritimes, ce rêve aujourd'hui évanoui des contribuables britanniques, est venue se heurter à l'opposition hautaine de l'amiral allemand, comme à un mur de granit.

Personne plus que lui en Allemagne ne se déclarait l'admirateur enthousiaste des marins anglais. Il les proclamait ses maîtres et ses modèles. Mais, sous le masque de l'admiration, il dissimulait, en bon Allemand, la volonté opiniâtre de les vaincre et de les dépouiller un jour de leur supériorité intolérable. La flotte qu'il rassemblait était bien

une arme offensive, un instrument préparé avec un soin minutieux pour faire une blessure mortelle. Les hostilités, toutefois, ont éclaté plus tôt qu'il ne l'avait prévu et désiré, lorsqu'il n'était pas encore prêt pour l'attaque.

Quelques années de plus, et Tirpitz aurait surpris sans doute son adversaire par une guerre toute différente de celle à quoi il s'attendait, une guerre aérienne, une guerre traîtresse et sous-marine, qui aurait compensé l'infériorité du nombre. Le blocus de l'Angleterre, qu'il tente d'exécuter aujourd'hui avec un matériel insuffisant, nous donne la mesure de son audace, comme aussi de son manque absolu de scrupules humanitaires. Qu'aurait été le résultat d'une pareille lutte sous la surface de l'Océan, si l'effort allemand avait été servi par une préparation patiente et méthodique ?

Mais, l'Angleterre domptée, l'Allemagne aurait été entraînée à d'autres guerres navales. Pour asseoir sa puissance mondiale, elle aurait dû abattre encore d'autres rivalités. Il lui aurait fallu détruire la flotte des États-Unis, afin de les enfermer dans l'Amérique du Nord et de ne laisser ouverts qu'à son commerce les marchés de l'Amérique latine. Aurait-elle consenti alors à abandonner aux Japonais la domination du Pacifique, à être gênée ou dépossédée par eux en Extrême-Orient ? Que de conflits en perspective pour l'activité infatigable de l'organisateur de la marine de guerre allemande ! Que de conséquences inévitables du pre-

mier pas fait sur la route sans fin de la *Weltpolitik !*

L'amiral de Tirpitz a été aidé dans sa tâche par une légion de collaborateurs anonymes, groupés sous le nom de « Ligue navale allemande », *Deutscher Flottenverein*, une Société de 1 250 000 membres, répartis sur toute l'Allemagne, une armée aussi disciplinée que dévouée, manœuvrant sous les ordres du grand-amiral de Koester, ancien commandant en chef de la flotte. Par sa propagande multiforme, ses réunions publiques, ses journaux, ses brochures, ses cinémas, par l'organisation de ses excursions de plaisir aux ports militaires, la Ligue a popularisé dans les grandes villes comme dans les petits villages, des plaines sablonneuses du Brandebourg aux vallées pittoresques du Hartz, l'œuvre de Guillaume II et de Tirpitz. Pendant les pires moments de la crise marocaine, son patriotisme débordant s'est dépensé en pamphlets virulents, en mensonges impudents, répandus à foison contre la France et l'Angleterre. Elle a contribué de la sorte à souffler une haine et à attiser des colères, auxquelles la guerre seule pouvait donner satisfaction.

---

## CHAPITRE IV

# LE REICHSTAG ET LES PARTIS POLITIQUES

### I

Il est difficile à un étranger de se faire une opinion sur les partis politiques représentés au Reichstag, s'il cède à la tentation de les considérer du même point de vue que ceux qui siègent dans les Chambres de son pays et s'il confond les institutions politiques de l'Allemagne avec celles des nations possédant un régime parlementaire.

Peut-être est-il nécessaire de rappeler d'abord, en quelques mots, le mécanisme de la Constitution du 16 avril 1871, qui n'est que l'adaptation à l'Empire de la Constitution, conçue par Bismarck pour la Confédération de l'Allemagne du Nord.

L'Empire est un état fédératif et constitutionnel, ayant un gouvernement monarchique personnel, évolution moderne de l'ancienne monarchie absolutiste prussienne. L'Empereur possède le pouvoir militaire, commande l'armée et en règle l'organisation ; il préside aux relations extérieures (affaires

étrangères et commerce) et nomme, à l'intérieur, les fonctionnaires impériaux ; il sanctionne les lois approuvées par le Bundesrat et votées par le Reichstag. Il dispose du pouvoir exécutif et gouverne souverainement au moyen d'un chancelier.

Ce personnage ministériel représente le souverain auprès du Reichstag et prend la responsabilité des actes du gouvernement, responsabilité fictive qui ne l'engage que vis-à-vis de son maître et un peu aussi, quoi qu'on en dise, devant l'opinion publique, mais nullement vis-à-vis du Parlement, responsabilité à rebours de celle d'un premier ministre dans un pays parlementaire. Mais le chancelier cumule les dignités et les fonctions. C'est le Maître-Jacques de la monarchie. Il est en même temps le président du ministère prussien, le président du Bundesrat et le ministre des Affaires Étrangères de l'Empire, rôle multiple et écrasant pour un véritable homme d'État, à plus forte raison pour celui qui n'en aurait que l'apparence. L'esprit différent, qui règne à la Chambre des députés de Prusse et au Reichstag, l'oblige d'apparaître dans la première assemblée sous les traits sévères d'un rigide conservateur et de prendre dans la seconde un masque plus avenant, teinté de libéralisme. Le chancelier est donc forcé, de par ses fonctions mêmes, d'être un opportuniste en politique intérieure.

Le Bundesrat ou conseil fédéral, composé de fonctionnaires délégués par les États particuliers,

instrument servile entre les mains de l'Empereur et des Princes régnants qui obéissent eux-mêmes à la volonté impériale, partage le pouvoir législatif avec le chef de l'Empire et le Reichstag.

Bismarck s'était dit qu'il arriverait plus sûrement à mater le particularisme des petits États, en appelant tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans à élire des représentants au Parlement central et qu'il accélérerait ainsi l'unification finale. Le Reichstag, élu au suffrage universel, est l'assemblée populaire, le véritable organe de l'opinion publique. Il n'a que le pouvoir de voter le budget et les lois d'Empire ; entendez par là les lois d'intérêt national[1]. Ce Parlement démocratique contrôle cependant, autant qu'il le peut, la gestion des affaires publiques. Sa meilleure arme défensive contre les volontés de la couronne consiste dans le refus qu'il peut opposer aux propositions de dépenses et d'impôts du gouvernement. Il s'en est souvent servi, mais, s'il pousse trop loin la résistance, il court le risque d'être dissout par un simple décret impérial, pour faire place à une assemblée plus souple et plus conciliante.

A côté de l'Empire subsistent les États confédérés et les trois villes libres, qui possèdent des administrations indépendantes et des diètes particulières. Pour leur donner des moyens d'existence

1. Ces lois concernent les forces militaires et maritimes, les finances, les affaires de commerce et de domicile, les voies de communication et la justice.

distincts, tout en créant un budget spécial d'Empire, Bismarck leur avait abandonné le produit des impôts directs. Le budget impérial s'alimente du revenu des douanes, des impôts de consommation et des postes et télégraphes. Ces ressources n'étant pas suffisantes, il reçoit en outre des contributions matriculaires, payées par chaque État, d'après une contribution ou matricule qui est fixée de manière à équilibrer le budget.

## II

Le Prince de Bülow prétend dans son livre déjà cité que la nation germanique, parée en abondance des plus grandes qualités, ne possède pas le don politique. Appréciation injuste, arrachée à un homme d'État prussien par la crainte du régime parlementaire, s'il était appliqué à l'Allemagne. Les Allemands sont des tard venus dans la vie politique ; ceux du sud y sont entrés beaucoup plus tôt que les Prussiens ; les Bavarois et les Badois obtinrent de leurs Princes une constitution écrite en 1818, les Wurtembergeois en 1819 et les Hessois du midi en 1820. C'est seulement en 1850, sous l'impression des émeutes qui avaient ensanglanté Berlin deux ans auparavant, que Frédéric-Guillaume IV se résigna à octroyer à son peuple la Constitution promise par son père quelques semaines avant Waterloo. Encore les Allemands

d'aujourd'hui ne possèdent-ils qu'une représentation populaire dotée de prérogatives incomplètes. Sous ce rapport ils sont des arriérés, eux qui se vantent de marcher à la tête de la civilisation. Dans la voie du parlementarisme, la voie du progrès en matière d'institutions politiques, frayée aux autres nations par l'Angleterre, ils regardent de loin s'avancer librement de petits pays qu'ils méprisent. Mais rien ne prouve que, si l'accès leur en était ouvert, ils n'y feraient pas bonne figure et que le talent politique ne s'éveillerait pas dans leurs cerveaux endormis.

Les partis politiques au Reichstag n'ont aucun espoir, sous la constitution actuelle, de parvenir jamais au gouvernement. Le chancelier et ses subordonnés, les secrétaires d'État sont des fonctionnaires immuables, tant qu'il plaît au souverain de les maintenir à leur poste. Un vote de défiance de l'assemblée populaire passe sur eux comme une pluie d'orage inoffensive, dont ils s'abritent sous le manteau de la constitution. Si les averses hostiles se répétaient trop souvent, il faudrait bien cependant que l'Empereur en tînt compte par un changement dans le haut personnel gouvernemental, mais il ne recruterait pas pour cela ses nouveaux ministres dans la majorité du Parlement. Les chefs de parti, n'ayant jamais la responsabilité du pouvoir, s'inquiètent des intérêts de l'État beaucoup moins que de ceux de leur parti. Ils défendent, en théoriciens doctrinaires, un programme poli-

tique comprenant toutes les revendications qu'eux et leurs devanciers ont groupées avec art, comme un bouquet dont ils font respirer de temps en temps le parfum décevant à leurs électeurs, mais ils savent fort bien que ce programme idéal n'est pas susceptible d'être appliqué. En tant que meneurs d'hommes et tacticiens, quelques-uns, Windthorst et Bebel par exemple, ont déployé des qualités de premier ordre. Y aurait-il dans les chefs des différents partis l'étoffe de bons ministres parlementaires ? Pourquoi pas ? On ne les a jamais vus à l'épreuve, mais on se figure fort bien M. Bassermann à la tête d'un ministère libéral ou M. Spahn dans un cabinet de coalition conservatrice, un cabinet bleu et noir, comme il y en a eu en Hollande.

Une remarque qu'on ne peut s'empêcher de faire, c'est qu'au Parlement impérial il n'existe pas de majorité prussienne, ce qui augmente singulièrement les difficultés de la tâche du gouvernement. La Prusse a réalisé par le fer l'unité germanique ; elle est l'État allemand de beaucoup le plus peuplé, car sa population s'élevait en 1913 à 40 millions d'habitants sur un total de 67 millions. Néanmoins la véritable Prusse ne s'étend que sur la rive droite de l'Elbe ; le reste du grand royaume des Hohenzollern est seulement prussianisé, composé de provinces agglomérées par la conquête et où survit l'esprit particulariste des anciennes principautés. Un grand parti national prussien n'exis-

tera probablement jamais. On a pu dire avec raison qu'au Reichstag les partis sont restés séparatistes, en ce que, d'une manière générale, ils ont pour domaines des régions séparées. Les conservateurs personnifient les tendances réactionnaires des populations protestantes des marches de l'est ; les députés du centre représentent les masses catholiques de l'ouest, les libéraux les villes industrielles et commerçantes. Seuls les socialistes réussissent à s'étendre, comme une nappe d'huile, dans les fiefs appartenant aux anciens partis.

D'autres observations se présentent à l'esprit en présence de ce Parlement bigarré, qui est une diète de confédérés. Celle-ci tout d'abord : le gouvernement gagnerait en prestige, en influence et en liberté d'action auprès du Reichstag, il paraîtrait plus réellement national, s'il ne se confondait pas avec celui de la Prusse, si dans le chancelier le ministre prussien ne laissait pas toujours passer le bout de l'oreille. En second lieu, le rôle du Reichstag paraît destiné fatalement à grandir sur une scène vraiment parlementaire. Malgré quarante-cinq ans d'existence, l'œuvre de Bismarck garde l'aspect d'une ébauche. Pour prendre la solidité de la pierre, il semble qu'elle doive être refaite par un ouvrier plus libéral que ne l'était le chancelier de fer et accommodée aux exigences modernes.

Si l'on en excepte naturellement les protestataires, Alsaciens-Lorrains, Polonais et Danois, les

députés de toutes couleurs, depuis le bleu réactionnaire jusqu'au rouge socialiste, sont pénétrés de la nécessité de maintenir à tout prix l'unité de l'Allemagne. Sur ce point il y a unanimité complète et le calcul de Bismarck de fondre le sentiment national unitaire dans le moule du suffrage universel s'est trouvé confirmé.

En ce qui concerne la responsabilité des événement de 1914, le Reichstag doit en supporter aussi une part. L'esprit militariste prussien avec ses idées de domination européenne y avait fait d'incontestables progrès dans ces dernières années. Que ce soit à cause de la rivalité avec la France au Maroc, des aspirations coloniales ou de la Weltpolitik inaugurée par le Prince de Bülow, peu importe. Jusqu'en 1907 les accroissements de l'armée avaient rencontré au Parlement une résistance si grande que le vote de chaque nouvelle loi militaire exigeait de la part du gouvernement impérial de longs efforts stratégiques pour rassembler une majorité, comme la capture d'une forteresse par un général aux prises avec une armée indisciplinée. Mais la loi militaire de 1913 n'a eu contre elle qu'une opposition négligeable, celle des protestataires et des socialistes, les uns anti-allemands, les autres anti-militaristes.

Le Reichstag ne compte pas moins d'une dizaine de partis et de groupes, ayant chacun une dénomination spéciale. Les conceptions politiques opposées se manifestent surtout chez les conser-

vateurs, auxquels il faut joindre, en le rangeant à part à cause de son caractère confessionnel, le centre catholique, les libéraux et les socialistes. Cela fait trois grands partis monarchiques ou bourgeois et un parti social démocrate à tendances en apparence républicaines.

## III

Je ne m'occuperai pas des conservateurs d'Empire, assemblage de grands industriels, de grands propriétaires et de fonctionnaires, tous par essence gouvernementaux.

Le parti conservateur proprement dit, fort seulement de 43 députés dans le Parlement actuel, se recrute presque exclusivement parmi les populations agricoles des provinces situées à l'est de l'Elbe ; il est sous la main puissante de la noblesse agrarienne. C'est le parti vraiment national prussien, passionnément attaché aux principes inscrits sur son drapeau : fidélité au trône, à la religion protestante et aux institutions monarchiques, dont la principale est l'armée. Ajoutez-y une aversion invétérée pour les nations qui portaient ombrage à la Prusse et à l'Allemagne, à commencer par la France. Je parle des sentiments régnant chez les conservateurs avant la guerre ; aujourd'hui la première place dans leur haine doit être occupée par l'Angleterre ou par l'Italie.

La noblesse prussienne qui dirige le parti contribua, en même temps que le génie de Frédéric II, à la grandeur de la monarchie. Elle a derrière elle un long passé de gloire et de dévouement. Aucune aristocratie en Europe n'a rendu autant de services à la dynastie qu'elle a servie ni versé plus de sang pour en cimenter la puissance.

Au Landtag de Prusse, de 1862 à 1866, le parti conservateur a été seul à soutenir la politique aventureuse et inconstitutionnelle de Bismarck. Il n'a jamais cessé de fournir au gouvernement cette quantité d'officiers et de fonctionnaires qui sont une des grandes forces de l'armée et de l'administration allemandes. Ennemis acharnés du socialisme, ses chefs ont compris cependant l'opportunité de la législation sociale, inaugurée sous Guillaume Ier et complétée sous Guillaume II, et ses représentants l'ont votée docilement, quoique sans enthousiasme. Mais le défaut de la cuirasse dans ce patriotisme irréprochable est la préoccupation primordiale des intérêts agrariens. La protection de l'agriculture, une des sources nécessaires de la prospérité d'un État, doit être, suivant la doctrine conservatrice, le premier devoir du gouvernement impérial.

La fidélité dynastique des hobereaux prussiens, de ces junkers qui sont les vrais nobles dans un royaume où la noblesse féodale ne survit guère qu'en Silésie et sur les bords du Rhin, est dépourvue de toute servilité. Plus royalistes que

le roi ils entendent lui dicter la bonne politique à suivre. Une version satirique de l'hymne national à l'usage des conservateurs contient le dystique suivant :

Unser Kœnig absolut,
Wenn er unseren Willen tut !

« Que notre roi soit absolu, pourvu qu'il fasse notre volonté ! »

Le chef du parti conservateur, tant au Reichstag qu'au Landtag prussien, est M. de Heydebrand, surnommé le Roi non couronné de Prusse. Qu'on ne s'imagine pas un géant teuton, comme quelques-uns des gentlemen farmers des provinces orientales, rudes et agrestes, mais un petit vieillard très simple, renfermé la plupart du temps dans une attitude d'attention silencieuse. Le leader conservateur parle peu ; lorsqu'il prend la parole, son éloquence tranchante et sa dialectique serrée font sensation. Son discours contre la convention du 4 novembre 1911 et la politique d'arrangement avec la France est encore dans toutes les mémoires allemandes. En demandant amèrement au chancelier à quoi les armements colossaux de l'Empire sur terre et sur mer pouvaient bien servir, si la Germanie était obligée de battre en retraite au moment critique, et pourquoi l'on avait brandi l'épée allemande à Agadir, si c'était pour la remettre ignominieusement au fourreau par crainte de la perfide Albion, M. de Heydebrand nous a

révélé le diapason belliqueux auquel était monté son parti. Celui-ci n'a pas cessé depuis lors de poursuivre énergiquement, par la plume et par la parole, la revanche d'Agadir sur la France et ses complices.

## IV

Le centre, presque autant que le parti conservateur, est un parti de droite. Il s'est formé dans les provinces du Rhin, anciens électorats ecclésiastiques, en Bavière, en Bade, ainsi qu'en Silésie, pour résister au nom de la minorité catholique du pays à l'esprit d'intolérance de la majorité protestante et assurer à l'Église la liberté à laquelle elle a droit. Bien que des écrivains autorisés se soient évertués à nous persuader le contraire, le centre est un parti confessionnel. Il fait passer les intérêts de la religion en première ligne ; gagné cependant, comme les autres, à l'idée nationale, il s'efforce de maintenir le caractère fédératif de l'Empire.

Les députés du centre sont au nombre de 89 et l'Allemagne comptait en 1911 24 millions environ de catholiques contre 40 millions de protestants ou évangéliques. Le découpage des circonscriptions électorales, tel qu'il existe, est cause sans doute que le parti ne possède pas le chiffre de représentants auquel il pourrait prétendre. Il

semble cependant avoir atteint son zénith et, s'il réussit encore à conserver ses principales positions dans les batailles du scrutin, il ne les augmente plus. Son grand adversaire auprès des ouvriers est le socialisme. Aussi, pour garder ses adhérents dans les centres industriels, la droite catholique a-t-elle considérablement élargi son programme conservateur. Elle subit l'influence de la démocratie chrétienne qui domine dans les États du sud. On s'aperçoit fort bien aujourd'hui, — et les journaux protestants n'ont pas manqué de le faire ressortir, — qu'il existe dans le parti deux courants contraires et un certain antagonisme entre les directions religieuses de Cologne et de Breslau, cette dernière plus conservatrice et plus obéissante aux avis venus de Rome, tandis que l'autre cherche à s'émanciper de la tutelle du Vatican sur le terrain de la politique sociale. Cette divergence d'idées a été mise en lumière par la discussion soulevée au sein du catholicisme allemand pour le maintien des syndicats mixtes, composés d'ouvriers catholiques et protestants.

Au Reichstag, pendant dix-sept ans, de 1890 à 1907, le centre a posé ses conditions, dicté même sa volonté, pour laisser passer les projets de loi qui présentaient un intérêt vital aux yeux du gouvernement. Battu par le Bloc de M. de Bülow, il a pris sa revanche deux ans après, en faisant échouer la réforme financière du chancelier. Le centre, s'il n'était plus depuis lors le maître absolu

du scrutin, restait toujours pour le gouvernement un allié douteux et dans les batailles importantes sa défection pouvait déplacer la victoire.

On ne saurait nier qu'il existe entre lui et le parti catholique belge de très grandes affinités. Tous deux ont le même idéal, luttent avec la même énergie, afin de préserver la conscience des fidèles de l'envahissement des doctrines avancées et des ravages de la libre pensée. Les succès électoraux des cléricaux belges étaient célébrés par les journaux du centre avec autant d'enthousiasme que les leurs. La Belgique, dévouée en grande majorité aux mêmes croyances que les catholiques allemands, aurait pu s'attendre à quelque sympathie de leur part, quand son territoire a été lâchement violé. Aucun cri de pitié ou de commisération chrétienne n'a jailli cependant du cœur des députés du centre, après l'attentat accompli par leur Empereur protestant ; aucune intercession n'est venue de leur côté en faveur de nos populations violentées ; aucune protestation contre le meurtre de nos prêtres ni contre la destruction de nos vieilles églises, où beaucoup d'entre eux s'étaient pieusement agenouillés, lorsqu'ils venaient nous visiter. S'ils ont parlé de la Belgique, ç'a été pour en proposer l'annexion, comme l'a fait le député Erzberger, un de leurs principaux leaders, dans une déclaration enregistrée avec empressement par toute la presse allemande. Or ce bon catholique n'invoquait, pour justifier son

odieuse suggestion, d'autre droit que le droit brutal de la conquête, d'autre intérêt que celui qu'aurait l'Empire allemand à posséder la Flandre maritime avec le beau port de l'Escaut, convoitises dissimulées sous les fausses accusations dont il s'efforçait, comme ses confrères protestants, d'entacher l'héroïque résistance des Belges.

## V

Le parti libéral se divise en deux fractions, ainsi qu'il arrive dans la plupart des autres pays : les nationaux libéraux ou modérés et les démocrates progressistes ou ultra-libéraux. Leurs forces sont à peu près égales au Reichstag. Les premiers représentent plutôt l'industrie, les seconds le commerce, tous deux la bourgeoisie monarchiste, opposé à l'ingérence du pouvoir religieux, quel que soit son nom confessionnel.

Les nationaux libéraux ont eu un passé brillant, lorsqu'ils formaient le noyau solide de la majorité qui, dans les premières années de l'Empire, votait fidèlement les projets de loi de Bismarck. Malgré quelques accès de mauvaise humeur et de bouderie, leurs votes ont continué d'être acquis aux lois d'intérêt national et à la politique mondiale, à l'extension des armements et aux dépenses coloniales. On pourrait s'imaginer qu'une certaine communauté d'opinions, un égal penchant pour un

régime laïque qui enlèverait au clergé la direction morale de l'enseignement, une antipathie pareille à l'égard des influences aristocratiques, leur auraient fait considérer d'un œil moins hostile un gouvernement libéral, tel que celui de la République française : on serait tenté de croire qu'ils auraient essayé quelquefois de jeter un pont sur le fossé de haine qui séparait les deux pays. Ils ont au contraire travaillé à l'élargir. Jamais les défiances germaniques au sujet des désirs de revanche des républicains français n'ont été plus excitées que par les discours du leader national libéral, M. Bassermann, sur la politique étrangère où il était un des orateurs les plus écoutés. Ses exposés constituaient des réquisitoires aussi injustes que malveillants contre une nation qu'il n'avait pas pris la peine d'étudier ou qu'il n'avait vue qu'à travers les lunettes d'un germanisme exacerbé. Aussi la guerre a-t-elle dû combler les vœux de M. Bassermann et de ses amis.

Longtemps les démocrates progressistes, ennemis de l'extension du militarisme, votèrent contre toute aggravation des charges militaires. Ce fut le triomphe de la diplomatie du Prince de Bülow d'amener ces représentants intransigeants des classes moyennes à changer de front et à venir grossir les rangs des conservateurs et des nationaux libéraux, pour former une majorité gouvernementale et militariste. A partir de cette époque, les progressistes restèrent les soutiens dociles de

l'augmentation des effectifs. Qu'ils l'aient été d'abord dans l'intérêt de la défense nationale, cela paraît évident, mais ils n'ont pas pu se méprendre sur le caractère agressif des dépenses militaires de 1913 et en ont accepté d'avance toutes les conséquences, parce qu'ils étaient ralliés, eux aussi, aux idées d'expansion mondiale et coloniale. Elles flottaient dans l'atmosphère du Reichstag, comme dans l'air que tout le monde politique respirait alors à Berlin.

## VI

En 1884, le parti socialiste comptait, en chiffres ronds, 550 000 électeurs ; en 1912, il en a eu 4 250 000 sur un total de près de 12 millions pour toute l'étendue de l'Empire. En 1884, le parti était représenté au Reichstag par 24 députés, en 1912 par 110 sur 397. Ces chiffres démontrent, avec l'éloquence qui n'appartient qu'à eux, les progrès faits par le socialisme en Allemagne.

Tous les hommes d'État allemands le considéraient comme un grand danger et, à l'exemple de l'Empereur, ils proclamaient trop haut leurs craintes dans leurs discours et dans leurs écrits. A quoi bon crier au feu, comme si la maison brûlait, alors qu'en réalité elle n'était menacée d'aucun incendie? Pourquoi cet affolement qui nous paraît un peu ridicule aujourd'hui? La science politique alle-

mande avait employé sans succès contre la contagion socialiste tous les remèdes, depuis le régime de répression de Bismarck jusqu'à la politique de réformes sociales de Posadowsky, mais au fond le microbe de la sociale démocratie n'avait rien de mortel. Le Prince de Bülow exprime l'opinion dans son livre que le péril deviendrait sérieux si le socialisme, après avoir ravagé le prolétariat, s'introduisait dans la classe moyenne, rempart des institutions existantes. En fait il y avait déjà pénétré profondément et c'est parmi les intellectuels de la petite bourgeoisie qu'il recrutait ses chefs. J'ai entendu prophétiser à Berlin que l'Empire serait perdu le jour où la propagande socialiste se glisserait dans l'armée à travers les mailles de fer de la discipline prussienne. Mais la moitié peut-être des jeunes soldats étaient affiliés au socialisme ; se sont-ils moins bravement battus à cause de cela? Cette peur exagérée ou plutôt ce dépit ressenti par l'Empereur ne venait-il pas de l'attitude impertinente des députés socialistes et de leur refus de pousser au Reichstag le « Hoch ! » traditionnel en son honneur, simple gaminerie d'écoliers ?

Il ne fallait pas être un très grand clerc pour s'apercevoir que la sociale démocratie avait évolué et qu'elle allait se transformant de jour en jour, depuis les temps héroïques où, malgré la menace de la prison, elle avait osé déclarer la guerre à la société capitaliste et au régime impérial. La géné-

ration des vétérans révolutionnaires, les Liebknecht, les Bebel et les Engels, avait disparu. Elle était remplacée par des opportunistes ou revisionnistes, des Franck, des Bernstein, des Heine, des Sudekum. Le changement fut surtout visible, après que le dernier apôtre de l'évangile marxiste, Bebel, étouffé par une maladie de cœur, eut dû abandonner la tribune du Reichstag et la direction du parti. C'est lui qui en avait été le patient organisateur, en tirant un merveilleux profit de l'esprit de discipline particulier au caractère allemand. La doctrine des héritiers de cet éloquent batailleur était restée en apparence celle de Karl Marx : lutte des classes, conquête du pouvoir politique pour faire la révolution sociale et établir la propriété collective des instruments de production. Mais leur programme appliqué visait des réformes plus pratiques, surtout en matière de garanties pour les ouvriers contre les patrons, de taxes et d'impôts.

La sociale démocratie était devenue une opulente bourgeoise, possédant un fonds de caisse de 100 millions, régnant sur de multiples et puissants syndicats et sur 4 216 comités locaux, distribuant des subsides non seulement à ses nombreux enfants, mais encore aux étrangers, à condition qu'ils acceptassent ses directions. Avec de pareils moyens d'action, la lutte contre le patronat richissime n'avait rien d'inégal et la propagande marchait d'une allure accélérée. Aucun procédé révolutionnaire, pas de grève générale, d'at-

taque à la personne sacro-sainte de l'Empereur. La tactique employée consistait à pénétrer de plus en plus dans la vie parlementaire, non pas pour faire une opposition stérile au gouvernement, mais pour se servir de la tribune sonore du Reichstag, en vue de la diffusion des idées socialistes. La marche ascendante et ininterrompue de la sociale démocratie, ses gains extraordinaires à chaque renouvellement du Parlement autorisaient ses dirigeants à concevoir les plus vastes espérances. Ils se voyaient dans un avenir peu éloigné à la tête de la majorité parlementaire et alors le gouvernement impérial serait bien obligé de composer avec eux.

Leur conduite à l'annonce de la déclaration de guerre, qu'ils n'avaient rien fait pour prévenir, causa au dehors une profonde stupéfaction. Les moins indignés n'étaient pas les adeptes du socialisme à l'étranger, habitués à révérer comme des oracles leurs confrères allemands. Ceux-ci ne régnaient-ils pas sans conteste dans tous les congrès internationaux, où ils imposaient leurs théories et leurs décisions avec cet esprit intransigeant et dominateur, aussi remarquable chez eux que dans les classes capitalistes qu'ils combattaient ? On avait bien tort, du reste, de s'étonner ou de s'indigner. Avant d'être socialistes, les députés au Reichstag sont allemands, comme leurs électeurs, et convaincus déjà sur les bancs de l'école de la supériorité de leur race. De plus, pour les masses

ouvrières d'outre-Rhin la guerre, — une guerre courte et victorieuse qui ne faisait pas de doute, — était une bonne affaire, autant que pour le patronat. Elle favoriserait l'invasion des produits de l'industrie allemande dans les pays vaincus, elle vaudrait à l'Empire de riches colonies, elle assurerait l'hégémonie définitive du parti ouvrier germanique sur le socialisme international. Rappelez-vous que les disciples et héritiers de Marx avaient toujours fait la sourde oreille à l'invitation des compagnons étrangers de répondre à une déclaration de guerre par une grève générale ! Rappelez-vous qu'accusés au Reichstag par leurs adversaires de manquer de patriotisme, ils répondaient que tous les socialistes allemands prendraient le fusil, comme les bourgeois, si l'Allemagne était attaquée !

Il ne convient donc pas d'être surpris que la députation socialiste, au lieu de protester contre la guerre, ait voté à l'unanimité, le 4 août, les crédits militaires demandés par le chancelier ni qu'elle ait accepté, les yeux fermés, les affirmations du gouvernement relatives à une agression de la Russie et de la France. Malgré quelques refus individuels, elle continuera d'accorder les milliards nécessaires, de même que ses électeurs, enrégimentés sous l'étendard impérial, continueront d'arroser de leur sang de prolétaires tous les champs de bataille, pour faire triompher l'impérialisme et l'aristocratie prussienne. Mais l'étonnement nous fut permis,

quand nous lûmes les déclarations faites à Stuttgard l'hiver dernier par l'un des plus notables députés socialistes, M. Wolfgang Heine. Elles marquent une orientation nouvelle du parti, son ralliement à l'Empire et à ses grandes institutions centralisatrices, la monarchie et l'armée, qui sont les pièces de résistance de la puissante armature germanique. Les écrivains conservateurs nous avaient appris que le gouffre, creusé dès l'origine entre la royauté et la sociale démocratie, était impossible à combler. Le gouvernement impérial ne désarmerait pas, tant que son ennemie n'aurait pas capitulé en faisant adhésion à la monarchie et à l'ordre de choses qu'elle personnifie. Eh bien ! le miracle est accompli et c'est la guerre qui l'a opéré. La sociale démocratie cessera de miner les fondations dynastiques et militaires de l'État : elle s'est proclamée impérialiste.

Le miracle sera-t-il de longue durée et le vieux démon révolutionnaire ne s'emparera-t-il plus de l'âme de la nouvelle convertie? Attendons le retour de la paix. Il semble bien que l'accord entre les deux anciens adversaires repose sur une équivoque. Pour prix de son concours pendant la lutte européenne, le socialisme exigera des concessions consistant en réformes politiques, qui nécessiteraient une modification de la constitution impériale et de celle de l'État prussien ; l'octroi du suffrage universel à la Prusse est le moins qu'il puisse demander. Alors viendra pour l'Empereur autocrate le quart

d'heure de Rabelais. Supposez que Guillaume II, amoindri par une guerre décevante, n'ait pas la force de résister aux revendications du prolétariat germanique. La puissance passerait de ses mains affaiblies dans celles d'un Reichstag plein d'ardeur et dévoré d'ambition. Que si, malgré l'échec de ses projets aventureux, il repoussait les demandes populaires, quel conflit serait à prévoir entre un César diminué et un parti grossi de tous les mécomptes, de tous les deuils, de toutes les ruines que la guerre aura entassés ! La victoire pourrait seule sceller, — et pour combien de temps, au moyen de quel compromis ? — la réconciliation de deux rivaux tels que l'autocratie et le socialisme. La défaite ou seulement une paix infructueuse aurait un long retentissement sur la situation intérieure et sur la paix civile de l'Allemagne.

## VII

Depuis la fondation de l'Empire, les chanceliers ont dû gouverner au Reichstag avec des majorités de coalition. Ce système avait des avantages et des inconvénients plus grands encore : des avantages, en ce que le gouvernement n'était lié à la politique d'aucun parti ; des inconvénients, parce que, pour faire voter des projets de loi auxquels il attachait de l'importance, il se voyait obligé à des mar-

chandages continuels avec les partis et les groupes.

Bismarck s'était appuyé d'abord sur les nationaux libéraux qui étaient les plus nombreux dans les premières assemblées ; avec eux il fit campagne contre Rome. Mécontent des libéraux, décimés eux-mêmes aux élections qui suivirent la dissolution du Reichstag après les attentats contre l'empereur Guillaume Ier, il se rapprocha des partis conservateurs, protestant et catholique. Le second ayant fait échec, avec les progressistes, à la loi dite du septennat militaire, le chancelier en vue des élections de 1887 forma le célèbre cartel, composé des conservateurs et des nationaux libéraux. Ce fut le premier essai de ce mariage de raison de deux principes de gouvernement opposés, l'immobilité et le progrès, qui n'eut pas en Allemagne plus de durée qu'ailleurs.

Vingt ans après, le Prince de Bülow, acculé aux mêmes difficultés et toujours forcé de compter avec le centre, se heurta à son refus obstiné d'accorder les crédits nécessaires pour l'augmentation des troupes coloniales. Il crut faire un coup de maître en rassemblant contre le centre et les socialistes une majorité, constituée cette fois par les conservateurs, les nationaux libéraux et les progressistes, groupement baptisé du nom français de Bloc. Les élections de 1907 lui donnèrent une victoire éphémère sur les socialistes seulement, car le centre sortit indemne de l'épreuve électorale. Mais l'attelage à trois que le chancelier s'imaginait pouvoir

mener d'une main sûre était trop hétérogène pour rester longtemps réuni. Le cheval de droite fut le premier à ruer dans les traits et s'échappa, afin de rejoindre son camarade d'écurie, le centre, qui l'appelait sur les prairies de l'opposition. Conservateurs protestants et catholiques formèrent alors un nouveau bloc, bleu et noir, contre la réforme financière du gouvernement. Le Prince de Bülow avait absolument besoin de faire triompher son projet au Reichstag, seul moyen de s'imposer comme l'homme indispensable à l'Empereur, dont il avait perdu l'amitié et encouru la rancune dans l'affaire de l'interview du *Daily Telegraph*. Il posa donc la question de cabinet, comme un simple ministre parlementaire, et menaça de se retirer si sa réforme n'était pas votée. Obligé, après son échec, de tenir sa parole, il présenta sa démission au souverain qui se fit un plaisir de l'accepter.

Si le centre a été jusqu'à présent au Reichstag le facteur le plus capable de modifier, suivant ses convenances, la majorité des votants, le parti qui a possédé le plus d'influence sur l'orientation de la politique intérieure du gouvernement est le parti conservateur. L'étude de l'histoire de l'Allemagne depuis le renvoi de Bismarck nous apprend qu'un chancelier ne peut pas se maintenir longtemps au pouvoir contre le gré des agrariens, quoiqu'ils soient moins nombreux que d'autres groupements au Parlement impérial. Caprivi et Bülow l'ont

expérimenté, chacun à son tour. Le premier avait lésé les intérêts des propriétaires de l'est par ses concessions aux États étrangers, en abaissant les droits d'entrée sur les céréales, afin d'être à même de conclure avec eux des traités de commerce avantageux au développement de l'industrie nationale. Le second avait tenté de faire supporter aux agrariens une part proportionnelle des charges de sa réforme financière, principe équitable, appuyé par tous les éléments libéraux.

Mais un chancelier soutenu par les conservateurs, peut braver, comme on l'a vu, l'opinion publique et l'opposition du Reichstag. Ce fut le cas de M. de Bethmann-Hollweg dans la discussion de l'affaire de Saverne où il avait défendu, sans beaucoup d'éloquence du reste, le droit intangible de l'armée de se faire elle-même justice. Il supporta philosophiquement un vote de blâme accablant et répondit avec sérénité à la majorité que son vote ne l'atteignait pas, parce qu'il n'était responsable de ses actes que vis-à-vis de l'Empereur et non vis-à-vis du Parlement. S'il se savait aussi invulnérable, c'est qu'il était en communion de sentiments avec les junkers et tous les Prussiens réactionnaires, d'une intransigeance farouche, dès qu'on osait toucher aux privilèges de l'armée.

Cette royauté occulte que les chefs du parti conservateur s'arrogeaient dans les coulisses de la scène politique a reçu, il y a deux ans, une atteinte

d'autant plus sensible qu'elle les blessait dans leurs intérêts les plus chers. Jusqu'alors ils avaient réussi à préserver la propriété immobilière et surtout sa transmission par héritage des impositions nouvelles, nécessitées par l'augmentation des dépenses de l'État. Mais voilà que la couverture financière de la loi militaire de 1913, dont j'ai parlé au chapitre précédent, a été votée par une coalition du centre, des socialistes et des partis libéraux, non d'après le projet du gouvernement, mais avec des remaniements qui grevaient la richesse foncière comme les autres. Le contre-coup qu'a eu ce vote sur les événements récents m'oblige à entrer dans quelques développements, pour exposer le mécanisme de la partie financière de cette loi importante.

## VIII

« Il faut, dit le rapport officiel et secret alle-
« mand, publié au livre jaune de 1914 et daté du
« 19 mars 1913, au lendemain du dépôt de la loi
« militaire, mener les affaires de telle façon que,
« sous la pesante impression d'armements puis-
« sants, de sacrifices considérables et d'une situa-
« tion politique tendue, un déchaînement soit con-
« sidéré comme une délivrance, parce qu'après lui
« viendraient des décades de paix et de prospérité,
« comme après 1870. »

Les nouvelles charges financières étaient en effet

bien lourdes, même pour un peuple qui s'enrichissait à vue d'œil comme le peuple allemand. Les dépenses, occasionnées par la loi militaire, étaient de deux sortes : celles qui, une fois faites, ne devaient pas se renouveler, onze cents millions de francs environ, s'échelonnant sur trois ans, et les dépenses annuelles permanentes, évaluées à 491 millions pour les premières années, à 232 millions et demi pour les suivantes à partir de 1915.

Où trouver ces sommes énormes dans un pays surchargé d'impôts ? Il ne restait dans la caisse de l'Empire que 100 millions de recettes des années précédentes. Le chancelier ne pouvait songer à de nouvelles taxes de consommation ; il avait, d'ailleurs, les mains liées au Reichstag par le vote d'une proposition de MM. Bassermann et Erzberger, présentée l'année précédente, qui mettait le gouvernement dans l'obligation de déposer avant le 31 mars 1913 un projet d'impôt sur la possession, autrement dit sur la fortune. « Mais un impôt « général d'Empire sur la possession, déclara au « cours de la discussion le secrétaire d'État à la « Trésorerie, M. Kühn, eût porté atteinte à la sou- « veraineté financière des États confédérés et le « gouvernement impérial ne pouvait pas entrer « dans cette voie, sans léser le caractère fédératif « de l'Empire. » N'oubliez pas que la Prusse aurait été blessée la première, étant le plus important des États confédérés, par un coup porté à son indépendance fiscale.

Un emprunt intérieur d'un milliard de marks n'était pas réalisable, vu la situation du marché où les emprunts les plus avantageux des villes allemandes parvenaient péniblement à se placer. Impossible, d'autre part, de s'adresser à l'épargne étrangère, qui n'aurait pas prêté un centime pour l'augmentation des armements de l'Allemagne, considérés déjà comme très inquiétants.

Le secrétaire d'État crut se tirer d'affaire, en soumettant à l'approbation du Reichstag toute une gerbe de mesures financières des plus variées.

En vue de couvrir les dépenses permanentes, il proposait d'abord quelques expédients, puis un relèvement du taux des contributions matriculaires payées par les États confédérés, sur le dos de qui était ainsi rejetée une nouvelle part des dépenses de l'Empire. Enfin, pour dégager le gouvernement de la promesse faite en 1912 au Reichstag et relative à l'impôt sur la possession, M. Kühn déposa un projet de loi établissant un impôt sur l'accroissement de la fortune dans les États confédérés qui n'auraient pas possédé eux-mêmes en 1916 un impôt de cette nature et dont les ressources ne suffisaient pas à couvrir l'augmentation qu'on leur demandait de leurs contributions matriculaires.

En vue de subvenir aux dépenses non renouvelables, le projet gouvernemental imaginait, — ce fut sa pensée vraiment originale, — une taxe extraordinaire sur la fortune et le revenu, à verser en deux ans. Cette taxe, le « Wehrbeitrag », était

une véritable contribution extraordinaire de guerre, frappée sur les capitalistes en pleine paix, alors qu'aucun orage n'assombrissait le ciel de l'Allemagne, une contribution levée sur le patriotisme des classes aisées, un appel pressant au sentiment national, à quoi le gouvernement était persuadé que celui-ci répondrait avec enthousiasme. Les fortunes étaient imposées jusqu'à la limite très basse de 10 000 marks et les revenus à partir de la limite très haute de 50 000.

Le projet du secrétaire d'État fut froidement accueilli, dans la discussion en première lecture, par les éléments libéraux. Il devint bientôt de toute évidence que le vote de la couverture financière, que le chancelier voulait obtenir au plus tard en juillet, n'aurait pas lieu, s'il ne se résignait pas à de profondes modifications. M. de Bethmann-Hollweg, pressé d'aboutir, reconnut que les propositions du gouvernement n'étaient pas immuables.

La commission du budget tailla aussitôt dans le vif. Pour la taxe extraordinaire, elle recula la limite des fortunes imposables à 50 000 marks avec un revenu inférieur à 2 000 marks et, en rendant la taxe progressive, elle imposa les revenus supérieurs à 5 000 marks et dépassant de 1 000 marks le revenu type correspondant à 5 % du capital. Pour l'évaluation des biens immobiliers, elle conserva le procédé de la capitalisation fictive, en multipliant les revenus par 25, au lieu de 20, coef-

ficient proposé par le gouvernement et jugé trop favorable aux propriétaires agrariens. Les Princes furent astreints, comme de simples citoyens, à la taxe extraordinaire ; l'assurance, donnée par les familles princières de leur contribution volontaire à cette imposition patriotique, ne fut pas considérée comme suffisante. Mais la commission en excepta les biens de mainmorte contre l'avis des libéraux. La taxe dut être perçue en trois termes : le premier un mois après la fixation des sommes imposables, arrêtées au 31 décembre 1913, le deuxième en 1915, le dernier au 15 février 1916.

Un grand nombre de contribuables allaient avoir à payer en deux ans pour ce Wehrbeitrag des sommes égales ou supérieures à un tiers de leurs revenus. Sacrifice très supportable pour les industriels, les banquiers, les sociétés commerciales et autres, qui possédaient des capitaux en réserve. Mais un propriétaire terrien, vivant de son revenu, serait obligé de réduire son train d'existence ou d'emprunter en hypothéquant son bien, comme le modeste rentier de vendre ou de mettre en gage une partie de ses valeurs.

Pour les dépenses permanentes la commission rejeta l'augmentation des contributions matriculaires proposée par le gouvernement, sous prétexte que l'Empire ne devait pas demander l'aumône aux États confédérés. Elle accepta, au contraire, le principe de l'impôt sur l'accroissement de la fortune

avec des modifications de détails. Elle en exempta les familles princières, mais non les sociétés.

En deuxième et troisième lectures, le Reichstag adopta les conclusions de sa commission et le 30 juin, à la date désirée par le gouvernement, la loi de couverture financière fut votée, comme je l'ai dit plus haut, par une majorité imposante, composée des partis libéraux et socialiste auxquels s'était joint le centre, les conservateurs étant les principaux opposants.

C'était une grande victoire des éléments les plus avancés, progressistes et socialistes. Le centre et les nationaux libéraux se rallièrent à eux, en se persuadant qu'il était impossible de faire revivre la proposition Bassermann-Erzberger. En fait le Reichstag suivait une route voisine de celle que les auteurs de cette proposition avaient recommandée. Le nouvel impôt sur l'accroissement de la fortune était, d'autre part, le premier pas dans une voie où les libéraux et les socialistes n'avaient cessé de pousser le gouvernement, l'introduction sur une vaste échelle des impôts directs parmi les ressources de l'Empire, tandis que leur produit restait, d'après la tradition bismarckienne, presque exclusivement réservé aux États confédérés. Les socialistes auraient voulu davantage : faire peser tout le poids de cette charge sur les classes privilégiées.

Le vote du Reichstag constituait en définitive une sorte de violation du pacte fédéral et une mainmise du Parlement impérial sur les privilèges des

États particuliers ; il marquait un acheminement vers l'unification absolue de l'Empire au moyen de procédés fiscaux. Aussi cet empiètement du pouvoir central ne fut-il accepté qu'en murmurant par la Saxe et les États du sud, dont les délégués au Bundesrat durent s'incliner devant la raison d'État invoquée par le gouvernement et ratifier ce qu'il prétendait être une mesure de salut public. On peut dire que l'indépendance financière des États confédérés a cessé depuis ce jour d'exister.

La colère des conservateurs s'exhala dans les colonnes de leurs journaux et dans les discours de leurs chefs. Leurs représentants au Reichstag, cramponnés au projet du gouvernement, avaient repoussé désespérément le nouvel impôt sur l'accroissement de la fortune, parce qu'il portait atteinte à l'autonomie des États particuliers, en réalité parce qu'en frappant l'augmentation de la richesse provenant, soit de sa plus-value, soit de successions en ligne directe, il ne respectait pas leur situation, privilégiée jusque-là, de propriétaires agrariens.

## IX

Le parti conservateur allait-il accepter cette défaite, sans essayer d'avoir sa revanche? L'aristocratie qui le mène avait appuyé tous les coûteux projets de grossissement des effectifs militaires, pour assurer dans une prochaine guerre la victoire

de l'Allemagne ; elle était punie par où elle avait péché. Désormais les propriétaires agrariens subiraient le sort commun à tous les contribuables et ne pourraient plus consacrer la totalité de leurs ressources disponibles à améliorer leurs cultures, dans l'âpre lutte qu'ils soutiennent avec une remarquable énergie contre un sol ingrat. Leur déroute était due à la multiplication des voix socialistes, à la place conquise au Reichstag par la sociale démocratie, dont la force d'attraction entraînait les démocrates chrétiens du centre et les libéraux les plus avancés. Fallait-il se soumettre à la prédominance de la gauche ou réagir contre elle, en essayant d'endiguer une fois pour toutes le flot socialiste, sinon il finirait par ronger les fondations les plus solides de la monarchie ?

Pensez aux sentiments qui unissent le parti conservateur à l'aristocratie militaire et n'en font qu'une seule tête ; à l'empire qu'il a toujours possédé sur le gouvernement impérial, dont les chanceliers se disaient, comme le prince de Bülow, des conservateurs de race et de tradition ; réfléchissez à son influence sur l'entourage de l'Empereur ; rappelez-vous l'esprit de domination de ses chefs, dirigés par des mobiles très divers, patriotisme prussien, intérêts de caste, intérêts matériels ; rapprochez enfin la date du vote de la loi financière de celle de la déclaration de guerre à la Russie, vous arriverez à cette conclusion que le parti des hobereaux a mis ce court intervalle à profit pour

agir énergiquement sur l'esprit du souverain et le décider à hâter les événements.

L'enthousiasme assez factice, avec lequel on avait salué dans les salons de Berlin l'apparition de la contribution extraordinaire, était tombé après le vote du Reichstag, comme un feu de paille, et les fronts se rembrunissaient à l'approche de la première échéance. Les sacrifices de plus en plus onéreux, exigés pour l'armée et la marine et qui pesaient maintenant sur toutes les épaules, faisaient désirer ardemment un terme à la progression constante des armements et des impôts. Le soulagement de ce dur fardeau, on ne l'entrevoyait plus qu'après une guerre. « Que son déchaînement soit considéré comme une délivrance! » dit le rapport secret que j'ai déjà cité. C'était bien là le sentiment qui s'infiltrait dans toute l'Allemagne. Le lendemain du premier jour de la mobilisation générale, je m'étonnais, en causant avec le ministre de Bavière, que les manifestations belliqueuses eussent été la veille au soir plus bruyantes à Munich qu'à Berlin : « Que voulez-vous ? me répondit-il. Nous sommes « écrasés d'impositions ordinaires et extraordi- « naires. Le moment semble favorable ; la France « et la Russie ne sont pas prêtes. Le peuple bava- « rois se dit que la guerre vaut mieux que la pro- « longation d'une situation intolérable. »

A cette lassitude, exploitée par le parti militaire pour l'accélération de ses projets, venait peut-être s'ajouter dans l'esprit des conservateurs un calcul

politique qu'il n'est pas malaisé de deviner. Une guerre victorieuse était l'unique moyen d'arrêter l'Empire sur la pente démocratique où il glissait et, pour les partis modérés, de ressaisir la maîtrise au Reichstag. Tout pourrait être permis en Allemagne au souverain vainqueur, décoré aux yeux de ses sujets et de ses confédérés d'une auréole de gloire éblouissante. N'était-ce pas après des guerres heureuses que Bismarck avait triomphé des dernières résistances des séparatistes? Mais le grand homme avait commis la faute, expiée durement par ses successeurs, de faire élire le Reichstag au suffrage universel. Peu à peu le vote populaire menaçait d'engendrer un monstre, un Parlement informe où la majorité serait conduite par le parti de la révolution sociale. Les conservateurs avaient réussi à empêcher, malgré la promesse faite par l'Empereur, une réforme électorale pour la Chambre des députés de Prusse. Est-ce trop présumer de la hardiesse de leurs chefs que de leur prêter le dessein de pousser Guillaume II, après la victoire, à réformer la constitution de 1871 dans un sens réactionnaire ?

Un pays, de qui la faiblesse n'a inspiré aucun respect au gouvernement impérial, avait prouvé qu'il était possible d'imposer un balancier régulateur aux mouvements précipités du suffrage universel par la représentation des minorités, le vote obligatoire et le suffrage plural. En Allemagne une réforme s'inspirant de ces moyens ou tout autre

frein, qui aurait enrayé fortement la machine électorale, eût été facile à appliquer à la constitution dans un moment propice. La grande majorité de la nation germanique, gavée d'ambitions satisfaites, ayant devant les yeux un long avenir de suprématie mondiale et de prospérité économique sans bornes, n'aurait opposé aucune résistance sur le terrain constitutionnel au Hohenzollern, rentré de l'étranger en triomphateur.

Ce n'est là, j'en conviens, qu'une hypothèse ; elle n'a rien d'invraisemblable pour qui connaît l'esprit combatif du conservatisme prussien.

Mais toute médaille a son revers, même celle frappée d'avance à l'effigie de Guillaume II, Empereur d'Europe. Que l'Allemagne sorte humiliée et affaiblie pour longtemps d'une lutte où les chances de succès les mieux calculées auront été détruites par l'imprévu, l'échafaudage de ses rêves de grandeur devra s'écrouler. En demandant des comptes à la folle confiance de ses gouvernants, si l'on écarte la possibilité d'une révolution, pour laquelle ce pays de l'obéissance innée a peu de penchant, le peuple allemand ne réclamera-t-il pas une limitation de la puissance impériale sous la forme du régime parlementaire, de la vraie liberté politique? En 1913, le comte de Schwerin-Lowitz, président de la Chambre des députés de Prusse, disait en province, à un meeting du parti conservateur, que les Prussiens, accoutumés depuis des siècles à se sentir gouvernés par la main de fer de leurs rois, satis-

faits de leurs excellents fonctionnaires, ne s'accommoderaient jamais de l'instabilité administrative inhérente au régime parlementaire. Et d'abord la vraie Prusse n'est qu'une partie restreinte de l'Allemagne. Si, d'un autre côté, le parlementarisme, comme toute chose humaine, a ses défauts, plus apparents ou plus sensibles suivant les races qui en font usage, ces imperfections, si grandes soient-elles, semblent minimes, quand on les compare aux calamités d'une guerre européenne, provoquée par l'humeur, l'ambition ou la mauvaise politique d'un autocrate. Peu d'hommes auront fait plus de mal que Guillaume II au principe monarchique, dont il se croyait le chevalier et le défenseur. Le roi des Belges heureusement a montré, en face de ce César d'un autre âge, qu'un roi vraiment moderne peut personnifier l'âme admirable de son peuple, résolu à combattre jusqu'à la mort pour rester indépendant.

Dans les pays à institutions parlementaires, le souverain doit compter avant tout avec les sentiments de la masse de la population et avec une opinion publique plus active, plus puissante et plus éclairée. Une guerre mondiale de rapines et de conquêtes eût été si impopulaire en France et en Angleterre, n'en déplaise aux plumitifs germaniques, que le gouvernement de l'un ou de l'autre de ces pays de liberté n'en aurait jamais pris l'initiative. Les Allemands, délivrés des entraves de leur constitution actuelle, gouvernés non plus par

des fonctionnaires, mais par des ministres responsables et sortis du suffrage populaire, reviendraient d'eux-mêmes, j'en ai l'espoir, à un idéal de progrès par la paix.

---

## CHAPITRE V

# L'ÉTAT DES ESPRITS. LES CAUSES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

### I

J'étais arrivé à Berlin quelques mois après le dénouement diplomatique du conflit marocain. Je savais déjà que la convention du 4 novembre 1911 avait causé une profonde déception en Allemagne. Mais quel était l'état des esprits ? Restaient-ils surexcités, surchauffés par les incidents de l'été précédent ? Ou bien tendaient-ils à se refroidir insensiblement et à reprendre leur température normale de mauvaise humeur à l'égard des voisins de l'ouest et le degré d'aigreur habituel, qui caractérisait depuis huit ans les relations franco-allemandes? Je résolus de commencer à ce sujet une enquête qui dura assez longtemps.

Auprès de qui me serais-je renseigné tout d'abord, si ce n'est auprès du monde des affaires, puisqu'il passe à tort ou à raison pour indiquer,

comme un baromètre très sensible, les oscillations de l'opinion publique ? J'étais recommandé à plusieurs grands banquiers de Berlin. De plus notre consul général, M. F. de Mendelssohn, co-directeur d'une des maisons les plus anciennes et les plus estimées de la capitale allemande, mit un aimable empressement à me faire rencontrer chez lui plusieurs personnalités intéressantes du haut commerce et de la haute banque. Tous ces Messieurs me parurent des partisans convaincus de la paix. La même note pacifique résonnait dans leurs discours. D'après eux, la tranquillité européenne n'avait été à aucun moment sérieusement menacée pendant la crise d'Agadir. Quel que fût le jugement que l'on dût porter plus tard sur l'œuvre diplomatique de M. de Kiderlen, il était trop tôt pour en apprécier avec équité les désavantages ou les profits. L'Allemagne laborieuse voulait vivre en bons termes avec la France ; la paix était nécessaire aux affaires et la finance allemande, en particulier, avait tout intérêt au maintien de ses fructueuses relations avec la finance française.

Au bout de quelques mois, j'acquis l'impression que ces pacifistes personnifiaient alors — en 1912, — l'opinion la plus commune, la plus répandue, mais la moins bruyante, l'opinion de la majorité.

Par majorité il faut entendre, non pas celle des classes dirigeantes, mais celle de la nation prise dans son entier. La plus grande partie de la population en effet, la masse des ouvriers de l'industrie

affiliés aux syndicats socialistes ou chrétiens, les petits artisans démocrates des villes, les paysans des régions agricoles, aimaient par instinct autant que par raison la paix qui les faisait vivre et prospérer. Ils redoutaient la guerre, parce qu'elle représentait le chômage, la perte certaine de salaires, l'inconnu tout au moins. Personne ne craignait en Allemagne les autres misères qui font cortège à la guerre; l'invasion du territoire, la dévastation ou la famine, car personne, parmi les prolétaires comme parmi les bourgeois, ne doutait de la victoire. Toutefois, dans cette nation travailleuse, le rêve général n'était pas de faire des conquêtes, mais de continuer à gagner de l'argent et à s'enrichir. Les témoignages que j'ai recueillis de la bouche de quelques-uns des plus humbles artisans de la prospérité nationale concordaient tous sur ce point.

Parmi les partisans de la paix, il me semble qu'on pouvait ranger encore, en remontant l'échelle sociale, la majorité des patrons de la grande et de la petite industrie et les commerçants en gros aussi bien que les détaillants. Les industriels qui travaillaient avec des capitaux empruntés, — ils sont légion en Allemagne, — avaient besoin de crédit, donc de tranquillité ; toute crise extérieure, ayant comme contre-coup un arrêt dans les affaires, les aurait mis en difficulté de faire face à leurs échéances et, en se prolongeant, elle aurait menacé de les ruiner. Les chefs des grandes entre-

prises qui étaient leurs propres banquiers entrevoyaient dans une guerre une diminution temporaire de leurs profits, vraisemblablement même une interruption de leurs relations avec les pays d'outre-mer. Ce serait méconnaître leur perspicacité que de croire qu'ils ont tous partagé les illusions du gouvernement impérial au sujet de l'indifférence de l'Angleterre et de son complet détachement des conflits européens. Des préoccupations toutes contraires ont dû hanter l'esprit entreprenant des grands armateurs de Hambourg et de Brême autant que celui des directeurs de la Deutsche Bank et de la Disconto, toujours occupés à élaborer de nouveaux projets. Le soin qu'ils prenaient de rassurer leurs amis de Londres sur les desseins pacifiques de la politique allemande nous est la preuve du prix qu'ils attachaient, sinon à la paix européenne, au moins à la paix des mers.

Dans la société berlinoise elle-même, au plus haut degré de la hiérarchie des classes, restée très solide malgré les assauts que lui livraient les nouveaux enrichis, j'ai rencontré des pacifistes sincères. La vieille noblesse allemande, inscrite au livre d'or de l'almanach de Gotha, plus cosmopolite que les hobereaux de province, cultivant volontiers des relations de famille avec les aristocraties étrangères, ne m'a point paru nourrir de haine contre les Français ou les Anglais. Cette haine vigoureuse était plutôt propre aux classes bourgeoises, jalousie de parvenus de la richesse

contre les possesseurs d'anciennes fortunes. Mais les sentiments personnels de quelques Altesses Sérénissimes ne comptaient guère dans la balance, d'autant plus que ces grands seigneurs, courtisans et non conseillers de Sa Majesté Impériale, approbateurs de tous ses actes, n'avaient pour Elle que des révérences et des flatteries.

## II

La minorité belliqueuse, plus remuante et plus agissante, comprenait d'abord le parti, dont j'ai parlé au chapitre III. Mais à côté des Allemands militants, il y en avait de plus tièdes ; à côté des pangermanistes et des disciples de von der Goltz et de Bernhardi, il y avait des esprits philosophes, qui voyaient venir la guerre comme un mal inévitable, comme une crise fatale, nécessaire à la santé et au développement de l'Empire. Les nuances parmi eux étaient aussi variées que les couleurs du prisme.

Chez les nobles de l'Allemagne du sud, par exemple, les traditions militaires de leurs familles restaient imprégnées de regrets séparatistes et d'une certaine hostilité envers la Prusse. De même dans la noblesse du Hanovre, noblesse pauvre (à part quelques grandes fortunes territoriales), adonnée au métier des armes et toujours fidèle au souvenir des bienfaits de la dynastie anglaise

qu'elle opposait à la parcimonie des Hohenzollern. Dans les provinces rhénanes, l'ancien voisinage de la France avait laissé une empreinte encore visible sur les classes supérieures où la culture française n'éveillait pas les mêmes sentiments de mépris et de haine qu'au nord et à l'est de l'Empire. Pour tous ces aristocrates une nouvelle guerre, c'est-à-dire de nouvelles victoires, signifiait le triomphe plus complet de l'hégémonie prussienne et l'étouffement de l'autonomie des autres États. Si leurs cœurs de soldats battaient à l'évocation de la patrie allemande devenant plus puissante, leurs yeux de provinciaux voyaient sans plaisir s'épaissir l'ombre où irait s'ensevelir ce qui leur restait d'un passé encore cher.

La grande bourgeoisie libérale s'est toujours piquée d'avoir un patriotisme aussi ombrageux que celui de l'aristocratie terrienne. Ses représentants au Reichstag ont voté, comme je l'ai dit, aussi régulièrement que les conservateurs toutes les lois militaires. Ce n'est pas à elle qu'il fallait demander, surtout après Agadir, de travailler à un rapprochement avec la France. Et pourtant nombre de bourgeois millionnaires devaient, me semble-t-il, être portés, par leurs intérêts personnels dans des entreprises de finance et d'industrie, à désirer le maintien de la paix. En pareille matière on ne peut rien affirmer. Est-il possible, au contraire, que ces têtes froides, ces calculateurs de sens rassis, aient partagé l'opinion suivant laquelle la

richesse allemande, sous le coup de fouet de la victoire, allait faire instantanément un nouveau bond prodigieux et les produits de la main-d'œuvre nationale s'emparer de tous les marchés du monde ? Je les crois, quant à moi, trop intelligents pour avoir nourri l'espoir d'étouffer la concurrence anglaise et américaine autrement que par des efforts persévérants.

En revanche les fabricants qui fournissaient à l'Empire ses canons et ses fusils, les navires de ses escadres, les plaques de ses cuirassés, l'équipement de ses soldats, ne pouvaient apercevoir qu'en se frottant les mains les signes avant-coureurs d'une nouvelle guerre, car son premier effet serait de décupler l'activité de leurs usines. D'autres chefs d'industrie s'obstinaient à considérer tous les Français comme des révolutionnaires, dangereux modèles pour la classe ouvrière allemande. Leur aversion pour le régime républicain s'augmentait de la crainte des grèves, dont ces mauvais voisins donnaient l'exemple. En dépit des barrières formidables érigées par l'État le plus monarchique du monde, ils conservaient l'appréhension du souffle d'émancipation et de liberté qui pouvait à la longue traverser les Vosges, pour troubler l'esprit discipliné des travailleurs germaniques.

Il serait très exagéré d'affirmer que les adeptes des professions libérales aient été en grande majorité des partisans d'une nouvelle lutte européenne. Il y avait certainement dans leurs rangs des

natures pacifiques et beaucoup de praticiens, absorbés par leur clientèle ou par leurs études, qui ne se souciaient pas de la politique. Mais toute la haute culture allemande, toutes les intelligences développées par une instruction intensive, étaient sorties du même moule, celui des écoles supérieures et des universités, foyers incandescents de patriotisme. Or presque tous les jeunes gens d'un bout à l'autre de l'Empire ont été mis pendant leurs études en présence de ce dilemme que Bernhardi a résumé à ses lecteurs dans ces trois mots : « Weltmacht oder Niedergang ». Puissance mondiale ou bien déchéance ! Entre étudiants des universités et même entre élèves des gymnases d'âpres questions étaient agitées : celles de savoir si l'ère des grandes guerres était close ; si l'Allemagne, armée, comme le Siegfried de ses légendes, d'une épée invincible, n'était pas entrée trop tard dans la lice, quand la lutte pour le partage du monde avait pris fin ; si elle devait en conséquence se contenter lâchement de son médiocre lot ou bien provoquer à de nouveaux combats les détenteurs des dépouilles opimes. Questions poignantes et qui le devenaient encore plus, à mesure que les années s'écoulaient, sans amener de changement dans la situation respective des grandes puissances.

La littérature allemande, suggestionnée par la lecture de Tolstoï, des maîtres scandinaves et des écrivains français, s'adonnait avec passion à la

peinture des misères sociales. Portée à une critique, parfois amère, des classes privilégiées, elle n'a jamais, que je sache, fait entendre de protestations contre la guerre et les abus de la force. De frappantes silhouettes d'officiers, de mordantes satires de leurs vices et des cruautés de la discipline prussienne, à la bonne heure ! Elle y excellait ; nous en avons vu traduites en français et représentées avec succès sur des scènes parisiennes. Mais les dramaturges et les romanciers célèbres en Allemagne n'ont pas élevé la voix en faveur de la paix et du désarmement. Leurs plumes égratignaient, souvent jusqu'au sang, des types individuels ; elles respectaient toujours, elles exaltaient même l'armée, institution intangible, colonne inébranlable de l'union germanique, instrument de sa grandeur à venir.

Les professeurs des universités, pris en bloc, étaient un des éléments les plus fougueux de la nation. Non seulement ils échauffaient par leurs leçons le cerveau de la jeunesse livrée à leur enseignement et le marquaient d'une empreinte nationaliste ineffaçable, mais ils ne se gênaient pas pour critiquer la politique, trop timide à leur gré, du gouvernement impérial. J'ai eu entre les mains des lettres de savants de province où la convention de novembre était stigmatisée comme une honte et le nom de M. de Kiderlen voué au mépris de tous les Germains. L'un d'eux écrivait : « Pareil scan-« dale ne se reproduira pas. L'Allemagne intelli-

« gente et consciente de sa force ne supportera « plus le règlement pacifique d'un incident du « même genre. »

Quoi qu'il en soit, les partisans résolus de la guerre, — et de quelle guerre s'agissait-il, si ce n'est de celle avec la France, l'adversaire dont le nom revenait sans cesse dans la presse et dans la littérature patriotique ? — formaient, à ce qu'il m'a paru, une assez petite minorité au milieu de la nation. C'est l'impression que je conserve obstinément du séjour que j'ai fait à Berlin et de mes excursions dans les provinces, riches ou pauvres, de l'Empire. Quand j'évoque l'image de cette population paisible, marchant pendant la semaine à ses affaires d'une allure toujours régulière, ou attablée confortablement le dimanche dans les cafés en plein air devant le verre de bière national, je ne retrouve en mes souvenirs que des faces placides, où ne se lisaient aucune passion violente, aucune pensée hostile aux étrangers, pas même le souci fiévreux de la lutte pour l'existence, que m'a révélé parfois ailleurs le spectacle de la foule humaine.

## III

Comment se fait-il que cette même nation ait bondi tout entière à l'appel de son Empereur et se soit ruée avec enthousiasme sur ses ennemis ? C'est qu'elle croyait avoir été provoquée ; elle s'ima-

ginait que les frontières, la prospérité, l'existence même de l'Empire étaient en danger. Bourgeois, ouvriers socialistes ou paysans, tous étaient persuadés qu'ils défendaient leur patrie contre l'attaque du tzarisme uni à la Gaule belliqueuse et à la perfide Albion ; que la guerre avait été voulue, préparée, machinée par les puissances de la Triple Entente, obéissant à une basse jalousie ou à une haine héréditaire.

Le grand art du gouvernement impérial fut de présenter ainsi la crise austro-serbe à la crédulité allemande et de rester lui-même à ses yeux le gardien irréprochable de la paix. Nous possédons un document officiel, qui est la preuve de cette présentation savante des événements : le livre blanc, déposé par le chancelier sur le bureau du Reichstag dès le 3 août.

Avez-vous réfléchi à cette date ? Le surlendemain de l'expiration de l'ultimatum adressé à la Russie, le livre blanc était déjà achevé, composé de rapports et de télégrammes soigneusement choisis, précédé d'un long mémoire explicatif où les faits étaient habilement dénaturés, imprimé, distribué aux membres du Parlement et livré au public, tout cela en vingt-quatre heures. Quel tour de force invraisemblable, si ce travail long et minutieux s'est accompli en ce court laps de temps ! Mais ce prodige cesse de nous stupéfier, si, comme on peut le croire, le plaidoyer officiel a été rédigé à l'avance, pendant que les pourparlers duraient encore et tandis que le gouvernement impérial

escomptait le refus du gouvernement russe d'obéir à sa sommation pour pouvoir lui déclarer la guerre. On voit par là que les sentiments personnels du Chancelier et de M. de Jagow, s'ils inclinaient vers une solution amiable du conflit, ne les ont pas empêchés, par ordre supérieur, de tout préparer dans leurs bureaux, en vue de donner le change à l'opinion allemande et à celle des neutres.

Le livre blanc, à chaque page, s'attache à rejeter la responsabilité de la catastrophe sur la Russie, leitmotiv monotone de cette symphonie diplomatique. Sur les propositions et les efforts conciliants des cabinets de la Triple Entente nulle clarté n'est répandue, mais le rôle pacifique de l'Allemagne est mis au premier plan et le droit de faire justice d'un crime individuel sur un peuple tout entier est revendiqué pour l'Autriche-Hongrie, comme la chose la plus naturelle du monde. Les précautions militaires de la Russie et de la France sont antidatées, dénoncées comme des préparatifs de guerre contre l'Allemagne. Le livre blanc contient cependant un télégramme du 29 juillet, en contradiction avec la thèse qu'il défend, et où Guillaume II a bien l'air de se moquer de son frère, le Tzar : il conseille à la Russie de persévérer, en présence de la guerre austro-serbe, dans son rôle de spectatrice et il affirme, après cela, qu'une entente directe entre Saint-Pétersbourg et Vienne est possible et désirable. Une entente sur quoi, quand la Serbie ne sera plus qu'une proie livrée à la rage des

soldats austro-hongrois? Toujours docile aux affirmations de l'autorité, le public allemand a accepté ainsi que paroles d'évangile les assertions les plus osées de la Wilhelmstrasse.

Dire qu'il a été très surpris de l'ouverture des hostilités serait aller trop loin. Ce n'est pas en vain qu'on avait, l'année précédente, mis en éveil son patriotisme par le rappel véhément des souvenirs de la guerre de l'indépendance ; ce n'est pas pour le laisser croire au maintien de la paix qu'on l'avait accablé de charges militaires ; ce n'est pas impunément enfin que Guillaume II, dès son avènement, s'était posé dans ses harangues sur un ton belliqueux en soutien de la tranquillité européenne. Quand il parlait de la paix, sa main paraissait prête à tirer son sabre et il engageait ses sujets, en prévision d'agressions ou d'insultes, — à quoi personne en Europe ne songeait, — à tenir leurs canons en bon état et leurs baïonnettes affilées. Métaphores oratoires, dira-t-on. Mauvais système en tout cas pour entretenir l'amitié de son peuple avec ses voisins, de lui représenter sans cesse ces derniers comme méditant une attaque contre le germanisme et retenus seulement par la crainte salutaire de ses armes.

On nous assure, en d'excellents écrits, que la catastrophe était inévitable, parce que les vieilles passions meurtrières sommeillaient toujours dans le cœur des Germains. Religion de la valeur, amour de la guerre, ardeur au combat, ces vertus viriles

étaient restées l'apanage de la race des guerriers, descendants d'Arminius, petits-fils des Goths, des Vandales et des Burgondes. On est remonté jusqu'à Odin pour chercher l'explication des batailles actuelles. Tout de même, au cours des siècles derniers, l'Allemagne a fait moins de guerres étrangères que la France, comme l'a remarqué justement dans son livre le prince de Bülow ; le Français s'est montré plus batailleur que l'Allemand. On omet aussi de compter les longues périodes de dépression et d'affaissement, qui ont précédé et suivi les luttes religieuses et les guerres de Frédéric II. Mme de Staël voyait clair sans doute dans l'âme allemande contemporaine, lorsqu'elle y découvrait un fonds de sensibilité, d'idéalisme et de rêverie, tandis que la France d'alors frémissait d'un enthousiasme révolutionnaire. Après 1813, ce sentimentalisme démodé s'est évaporé, comme un songe, au réveil d'une nouvelle Allemagne. Mais c'est surtout à la suite des victoires de la Prusse qu'une ardeur belliqueuse, soigneusement excitée par toute une école de professeurs d'héroïsme, s'est insinuée dans les veines d'une partie de la nation allemande. Quand la lutte a commencé, la jeunesse formée à leur enseignement, a donné l'exemple à ses compagnons d'armes. On a vu à la tête d'assauts furieux, en France et en Belgique, de jeunes soldats, se tenant par le bras, s'avancer en chantant sous le feu des mitrailleuses, les yeux perdus dans un rêve de gloire et de sacrifice....

Auprès de ce spectacle qui n'était pas sans grandeur, il y en a eu d'autres qui n'avaient pas le même caractère. La guerre a réveillé en beaucoup d'âmes allemandes, âmes d'officiers et de soldats, les instincts pillards de leurs ancêtres. Dévaliser le pays envahi, vider maisons et châteaux de la cave au grenier, organiser des convois de butin à destination de l'Allemagne, voilà l'envers des combats d'aujourd'hui. De cet atavisme, persistant comme une tare originelle, il n'y a vraiment pas lieu d'être fier.

Encore si la guerre n'avait fait qu'allumer ces basses convoitises ! Elle est allée hélas ! remuer dans la fange humaine des armées ennemies la cruauté ancestrale qui s'y tenait tapie. Le haut commandement à Berlin savait à qui il s'adressait, quand il recommandait aux chefs de corps de se montrer implacables et ceux-ci n'ignoraient pas, de leur côté, que leurs ordres seraient ponctuellement obéis. Douze siècles de christianisme, de longues années de paix, les progrès de l'instruction et les bienfaits de la civilisation, rien n'a pu détruire dans le soldat teuton ce goût du sang, qui a reparu, en maintes occasions, ainsi qu'une tache indélébile.

## IV

L'idéologie guerrière des professeurs d'universités et l'influence qu'elle a eue sur des générations d'étudiants mériteraient une étude spéciale. D'où provient cette haine inapaisée de la France chez des contemporains des victoires de 1870 et chez leurs disciples ? Elle serait plus compréhensible de la part de vaincus. Et pourquoi ces intellectuels détestent-ils autant l'Angleterre ? Ce n'est pas assez de dire qu'à leur gré la France n'a pas été suffisamment affaiblie, il y a quarante-cinq ans, et qu'ils abominent les Anglais, comme les détenteurs d'un empire colonial qui leur fait envie. Il faut chercher l'origine et la permanence de ces sentiments haineux dans l'enseignement de l'histoire, tel qu'il est donné dans les universités, sous l'impulsion de l'école historique prussienne, depuis Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, jusqu'à Treitschke, Giesebrecht, Häusser, Droysen, Lamprecht et Delbrück. Si de simples professeurs des écoles secondaires et des gymnases apprennent aux enfants à haïr des races étrangères, qu'ils dépeignent comme des ennemies ou des rivales, c'est là un fait des plus regrettables, mais le même excès de patriotisme aveugle n'a-t-il pas été observé malheureusement en d'autres contrées ? Ce qui est particulier aux universités allemandes, c'est la façon dont les

maîtres de la critique historique y ont enseigné pour une fin déterminée l'histoire de leur pays et celle de l'Europe.

L'école prussienne écrit l'histoire de l'Allemagne, comme si elle était le développement d'une seule idée, l'évolution d'un mouvement qui, naissant avec le moyen âge, se prolonge jusqu'à l'unité germanique réalisée par Bismarck et, partant du premier empereur germain, Charlemagne, aboutit aux rois de Prusse, les empereurs actuels. L'empire des Hohenzollern n'est pas, d'après cette thèse, une création nouvelle, mais une nouvelle phase de la domination originaire. Après le partage de l'héritage de Charlemagne, une première reconstitution de son empire a été l'œuvre de la dynastie othonienne, continuée par les Henri au milieu de leurs querelles avec le Saint-Siège, portée à son apogée par les Hohenstaufen. Pendant trois siècles et demi de luttes presque incessantes l'Allemagne a dominé en Europe et régi près d'un tiers de l'ancien empire romain. Frédéric Barberousse, le plus populaire de ces vieux Césars, a régné sur la Germanie, le royaume d'Arles et l'Italie, avant de périr en essayant d'ajouter à ses couronnes celle des rois de Jérusalem. Cette Allemagne du passé doit, d'après les historiens prussiens, revivre dans celle de l'avenir.

Mais il leur faut expliquer le déclin prolongé qui a succédé, comme une longue nuit, à cette période éclatante. Rien de plus facile. Ils nous montrent

les Allemands absorbés dès la fin du moyen âge dans la poursuite d'un idéal spirituel et religieux, uniquement préoccupés de sauver la liberté de penser et l'interprétation de l'Évangile de la tyrannie de l'Église. Le but sublime poursuivi par la Réforme luthérienne n'a pu être atteint, sans provoquer des luttes intestines qui ont épuisé pour longtemps la sève germanique, tandis que le sceptre impérial vacillait entre les mains débiles des Habsbourg. Cette absorption de la première des nations de l'Europe dans la solution de la question religieuse et dans l'affermissement de son empire spirituel sur les ruines de la superstition romaine a permis à d'autres nations, l'Espagne, la France et l'Angleterre, de se disputer, pendant ce temps, l'empire temporel du monde. L'école prussienne nous laisse entendre que l'Allemagne a manqué ainsi sa destinée. La recherche du plus noble idéal l'a empêchée durant des siècles de remplir son rôle et son devoir civilisateurs. Sans la Réformation, qui constitue tout de même pour elle un titre inappréciable à la reconnaissance du genre humain, sa puissance s'étendrait à présent du Pas-de-Calais au Bosphore et de la Baltique à la Méditerranée. Ajoutons-y de vastes colonies, car les navigateurs allemands ne se seraient pas laissé devancer par d'autres dans l'exploration et la conquête du nouveau monde.

Mais enfin la mission divine de continuer l'œuvre de Charlemagne et des premiers Césars électifs a

été dévolue à une nouvelle dynastie prédestinée. Une succession de grands princes de la maison de Hohenzollern a refait patiemment le travail historique que le temps avait détruit. En réunissant les tronçons épars du corps germanique, en lui rendant la vie et l'unité, elle lui a restitué toute sa vigueur. Le voici de nouveau maître de sa destinée, libre de poursuivre sa marche irrésistible.

Il ne serait pas difficile de battre en brèche la solidité de cette conception scientifique, dont un des objectifs est de revendiquer des régions, séparées de l'Allemagne depuis des centaines d'années, pour la seule raison qu'elles ont été jadis des fiefs de la couronne impériale. L'empire des Hohenstaufen comprenait des races incompatibles et impossibles à unifier. Colosse d'argile, il s'est effondré et brisé en morceaux. Le pouvoir des empereurs a dépéri en Allemagne même, étouffé par la croissance parasite de principautés féodales et de républiques municipales, alors qu'autour de lui se constituaient en Europe des nationalités fortes et homogènes. La thèse prussienne oublie avec intention que des pays, autrefois rattachés au Saint-Empire, ayant su conquérir et mener, bien avant la Réforme, une existence indépendante, comme les provinces des Pays-Bas, ont gardé depuis lors des idiomes et des institutions propres qui n'étaient ni la langue ni les coutumes de la Germanie. D'autres, tels que les deux Bourgogne ou royaume d'Arles, n'ont conservé aucune trace de leur réunion éphémère à l'agglomération germanique.

Au surplus la caractéristique de cette déformation voulue des événements et des évolutions historiques n'est pas son aspect fantaisiste, mais le but même qu'ont cherché à atteindre ses auteurs. En éclairant le passé d'une lumière factice, combinée d'après les vues d'un patriotisme exalté, ils se sont moins préoccupés de faire œuvre scientifique que de façonner des générations pour les luttes à venir. Le plan qu'ils ont suivi était d'échauffer les sentiments nationalistes, faciles à émouvoir, de la jeunesse universitaire par la résurrection prophétisée d'une grande époque disparue, de lui faire considérer comme insuffisantes les conquêtes d'hier en vue de préparer celles de demain, de lui persuader enfin que la voie triomphale, suivie au siècle dernier, n'avait pas été parcourue jusqu'au bout et qu'elle devait conduire à des victoires plus complètes. L'école prussienne ne pouvait réussir dans sa tâche qu'en désignant en même temps à la haine de ses élèves les nations rivales qu'il était nécessaire d'abattre, afin de faire place à l'Allemagne qu'elle rêvait.

## V

Le plus remarquable représentant de cette école a été Henri de Treitschke, l'hagiographe des Hohenzollern. Depuis le commencement de la guerre, on s'occupe beaucoup de lui en Angleterre

et en France ; on s'est même mis à le lire. On cherche à pénétrer dans ses livres d'histoire et de politique sa pensée ardente, qui a contribué jusqu'à un certain point à l'éclosion de la lutte présente. En les lisant, on reste frappé de leur valeur littéraire ; on est surpris de l'abondance de la documentation et des recherches ; on est forcé d'admirer le soin minutieux, avec lequel ce véritable artiste peint un portrait historique dans tous ses détails. Mais c'est principalement par une éloquence entraînante, provenant sans doute de son sang slave, qu'il a exercé son empire sur la pensée allemande, qu'il a passionné ses auditoires d'étudiants et de gens de toutes les classes de la société. Pendant les vingt dernières années de sa vie, où il professa avec éclat l'histoire moderne à l'Université de Berlin, Treitschke a vu se réaliser un de ses désirs les plus chers, qui était d'être l'éducateur des jeunes générations.

Comme il était entré dans le professorat et dans la politique pendant la crise des duchés (Slesvig-Holstein), au moment où l'Allemagne souffrait les douleurs du dur enfantement de l'unification nationale, son admiration est allée tout droit dès cette époque aux Hohenzollern et à Bismarck. Il comparait avec mépris à la claire volonté de Guillaume Ier et de son ministre l'incurable médiocrité des petits souverains allemands, laquelle, d'après lui, constituait entre eux une ressemblance de famille alarmante. La grandeur de la Prusse, la gloire d'une

nation qui est en même temps une armée et la mission providentielle des Hohenzollern, dynastie sans rivale, à qui aucune autre ne peut être comparée, ces articles de foi forment le credo que cet apôtre de la politique bismarckienne a prêché à ses compatriotes. L'histoire de l'Allemagne retracée par sa plume aboutit à une Germanie unie sous la suprématie de la Prusse. De la glorification de l'unité allemande opérée par l'épée des Hohenzollern l'écrivain prophète s'élève, par une progression naturelle, à la vision d'une Allemagne qui deviendra la première puissance du monde, une fois que son pavillon de guerre aura traversé victorieusement les mers. Quelles limites assigner alors à la domination d'une pareille nation ? Treitschke, en faisant apparaître ces éblouissantes perspectives à l'imagination de ses auditeurs et de ses lecteurs, a été probablement le véritable père de la Weltpolitik, dont Guillaume II et le prince de Bülow ne seraient que les pères adoptifs.

Vous trouverez, dans ses ouvrages tous les lieux communs, chers aux écrivains militaires allemands, sur la nécessité et la moralité de la guerre. Il la célèbre comme la mère nourricière des sentiments héroïques et pour lui le résultat des batailles est le jugement de Dieu. Mais il se distingue, sans parler de la supériorité du talent, des autres historiens qui ont exalté le rôle de la Prusse, par son aversion forcenée pour l'Angleterre. L'orgueil et la jalousie de ce Saxon, devenu Prussien de cœur et

d'âme, ne peuvent pas admettre qu'elle possède le cinquième du globe habitable. Une pareille étendue de puissance lui paraît injustifiée, hors de proportion avec la force réelle de la nation britannique, nation de marchands, qui n'a pas acquis son empire par son courage ou son génie particulier, mais par sa duplicité et son hypocrisie, aidées de la bêtise des autres peuples. Quoi d'étonnant à ce qu'on l'accuse en Angleterre d'avoir miné le terrain de l'entente amicale existant autrefois entre les Anglo-Saxons et les Germains et préparé l'explosion de haine qui, trois ans après sa mort, a disloqué leurs relations, dès le début de la guerre des Boers ?

## VI

Tout près de Treitschke et de ses élèves, dont le plus en vedette en ce moment est Bernhardi, des critiques pénétrants rangent volontiers, en tant qu'inspirateurs des événements actuels, les philosophes allemands du XIXe siècle, les poètes mêmes et jusqu'aux musiciens, dont l'influence posthume s'exerce sur l'Allemagne d'à présent. Ils s'évertuent à montrer ces représentants du génie tudesque comme les premiers auteurs, conscients ou non, des malheurs dont pâtissent aujourd'hui l'Europe et en particulier l'humanité latine ; ils dénoncent le culte enthousiaste que leur rend leur

patrie comme une des causes du vertige d'ambition et d'orgueil qui s'est emparé de leurs admirateurs.

Parce qu'il s'imagine avoir possédé dans Kant, Fichte, Hegel, Schelling, Schopenhauer, Nietzche, les plus grands penseurs, dans Gœthe et Schiller les plus grands poètes; dans Beethoven, Schumann, Bach, Wagner, les plus grands musiciens, parce qu'il se considère comme le premier dans toutes les branches du savoir et de la science, le peuple allemand se croit une race supérieure, prédestinée à maîtriser réellement l'univers, comme il prétend régner déjà, par le rayonnement de ses maîtres, sur le monde intellectuel. Peuple de penseurs, de poètes et de héros, chantent à ses oreilles ses écrivains et ses thuriféraires, peuple d'une supériorité incontestable, tu dois remplir l'avenir des floraisons inépuisables de ta culture. Cela signifie en termes clairs que la puissance matérielle doit accompagner l'autorité spirituelle ; la tête et le bras, l'intelligence et la force de l'Allemagne doivent régir désormais les autres nations et leur infliger l'empreinte indestructible de la kultur allemande.

D'autres esprits chercheurs, en déchiffrant le livre apocalyptique de Nietzche, se sont étonnés d'y lire des prophéties sybillines qui s'appliquent étrangement à la campagne menée par les soldats du kaiser et aux sentiments qui paraissent remplir leurs âmes impitoyables. Inauguration de l'ère des

grandes guerres, apparition de la superbe bête de proie blonde, glorification du mal, mépris de la pitié, tout ce à quoi nous assistons épouvantés était déjà contenu dans les prédictions de Zarathoustra. Ils en infèrent, non seulement que Nietzsche était un grand prophète, mais que la cruelle philosophie de cet halluciné, que guettait la folie, inspire les actes de l'Allemagne, intoxiquée par ses divagations.

Conclusions trop systématiques, oserais-je dire. Il est incontestable que les leçons de ses historiens et de ses philosophes, le génie de ses poètes et de ses musiciens, ont contribué à surexciter l'orgueil allemand, à lui donner une foi aveugle dans la prétendue mission civilisatrice de sa race, à créer cet état d'âme frénétique et dangereux que nous voyons se maintenir en marge de la guerre, après en avoir précédé la déclaration. Bien probable aussi est l'effet qu'aura cette exaltation sur la durée de la lutte. Elle soutiendra, si on la laisse faire, l'élite intellectuelle serrée autour de l'Empereur jusqu'à l'épuisement de tout le sang vigoureux de la nation, jusqu'à la victoire ou l'impuissance finale. Gardons-nous cependant d'ériger en système absolu, d'étendre à tout un peuple les rêves extravagants de quelques classes et de leur attribuer une influence exagérée sur les événements d'hier et d'aujourd'hui.

Bien que les deux tiers environ des citoyens de l'Empire habitent les centres urbains, le nombre de

ceux qui ont fréquenté les universités et les écoles supérieures représente une faible minorité sur une masse de 67 millions. J'admets que cette minorité dirige cette masse, comme le cerveau fait mouvoir tout l'organisme humain ; je veux bien qu'elle ait entraîné à sa suite sans grands efforts, quand l'heure fatale a sonné, les meneurs socialistes qui, tout contaminés qu'ils étaient par les idées impérialistes, n'auraient pas eux-mêmes déclaré la guerre à leurs frères, les travailleurs étrangers. Encore faut-il que les passions guerrières, fruit de l'enseignement historique et de la vanité scientifique, aient rencontré le sourire approbateur et encourageant de l'autorité supérieure, du pouvoir politique incarné dans un seul homme. Si le gouvernement impérial et son chef suprême avaient voulu sincèrement la paix, le mouvement sorti des écoles et des universités, qui poussait à des conflits internationaux, aurait pu être enrayé à temps, endigué, ou forcé d'obliquer sur une voie pacifique du même pas discipliné dont marche l'armée prussienne. Guillaume II n'était pas homme à se laisser imposer par des pangermanistes civils une guerre étrangère, comme avait fait en 1877 Alexandre II sous la pression du panslavisme. En résistant, l'Empereur aurait perdu toute popularité, me répondra-t-on. Cela serait vrai, si les clameurs de la rue, les seules qui feraient impression sur un souverain aussi volontaire avaient été à aucun moment belliqueuses ; mais les masses populaires restaient

pacifiques ou indifférentes. Les rêves de suprématie mondiale, nés dans des cervelles de professeurs et de savants, se seraient dispersés aux quatre vents ou épanchés dans le fatras d'écrits indigestes. L'Empereur a toujours commandé en maître. Il était toujours le monarque, pénétré de ses droits, qui avait écrit sur le livre d'or de l'hôtel de ville de Munich cette maxime orgueilleuse : « Suprema lex regis voluntas esto ! »

Je crois donc beaucoup plus exact de dire d'une manière générale, que les écrivains, les artistes, les savants, les signataires du fameux manifeste des 93, auxquels on fait trop d'honneur en en parlant encore aujourd'hui, tous ceux enfin qui ont exploité suivant des vues ambitieuses les gloires historiques et intellectuelles, ainsi que la grande renommée scientifique de l'Allemagne, n'ont été que les auxiliaires et les complices de la politique impériale.

## VII

L'accroissement incessant de la population de l'Empire exigeait un agrandissement du territoire trop restreint où étouffaient ses habitants, l'annexion de colonies de peuplement, l'ouverture de nouveaux exutoires pour écouler cette vitalité excessive. C'est là, prétendent quelques économistes, une loi biologique et en même temps une

des causes fatales de la guerre. L'Allemagne surpeuplée devait tôt ou tard déborder de ses frontières. Encore une légende qu'on peut détruire par des faits.

La population augmentait, il est vrai, de plus de 800 000 individus chaque année. Mais l'émigration, remède habituel des États pléthoriques, avait été réduite depuis quinze ans à un chiffre de plus en plus maigre. Le nombre moyen des émigrants allemands, dans l'espace de cinq années compris entre 1908 et 1913, a été de 23 312 par an, les trois quarts à destination des États-Unis. Pendant la même période, le nombre moyen des émigrants étrangers passant par les ports allemands s'est élevé annuellement à 215 314 ! Les progrès extraordinaires de l'industrie, qui avait besoin chaque année d'un appoint plus considérable de bras, expliquent la réduction et presque l'arrêt de l'émigration. L'Allemand, trouvant facilement à gagner son pain chez lui et même à y vivre à son aise, n'avait plus de motifs pour s'expatrier.

L'industrialisme à outrance de l'Allemagne a eu une autre conséquence que celle de tarir les sources de l'émigration. Il a dépeuplé les campagnes. En 1912 l'agriculture n'employait plus que 28,6 pour cent de la population. C'est pourquoi elle était obligée de faire appel à une main-d'œuvre étrangère plus abondante et moins coûteuse. Chaque année, sans le concours de 6 à 700 000 ouvriers agricoles, venus de Pologne, de Lithuanie

et de Russie, les champs du Brandebourg et de la Prusse tant occidentale qu'orientale seraient restés en friche et les hobereaux des marches de l'est n'auraient pu ni couper ni engranger leurs moissons. Nous voilà loin d'un excès de population et d'une race affamée, obligée de se jeter sur les campagnes plus fertiles de ses voisins, comme les peuplades germaniques se sont précipitées jadis sur l'appât irrésistible du monde romain.

Avec la prospérité amenée par le développement colossal de l'industrie est apparu un phénomène qui se produit à des degrés divers chez les nations parvenues à la richesse ou simplement à une honnête aisance : la diminution de la natalité. L'Allemagne croyait, bien à tort, être à l'abri de ce fléau. Il n'y a plus guère que les races pauvres qui continuent de pulluler. La science et l'hygiène allemandes ont réussi à compenser momentanément par la diminution de la mortalité, surtout infantile, la perte causée par la diminution des naissances. Mais leur décroissance s'accentuant d'année en année, principalement dans les villes, comme le constatent les statistiques depuis 1906, finira par influer sérieusement sur l'augmentation de la population et la fera descendre, selon toute vraisemblance, au niveau normal auquel se maintient celle des autres nations industrielles.

Il n'y a là rien d'inquiétant en somme pour l'avenir de l'Allemagne. Toutefois son industrialisme, qui est la cause première de cet affaiblisse-

ment du pouvoir prolifique de la race, a été vu de mauvais œil par des hommes de gouvernement. Ils se sont préoccupés de la santé des mâles et de la fécondité des femelles pour des motifs d'ordre militaire. Les ouvriers des villes et des centres d'industrie fournissent une moyenne d'inscrits aptes au service moindre que celle des campagnes ; raison de plus pour encourager l'agriculture. On aperçoit la préoccupation de la guerre dans tous les calculs des hommes politiques allemands.

Quant au gouvernement impérial, son souci le plus apparent n'était pas de chercher des territoires pour les peupler d'émigrants, mais de conserver à la mère patrie ses fils déjà expatriés. Chez ceux qui avaient quitté le sol paternel depuis longtemps, allant s'éparpiller et se fondre dans d'autres races, il s'appliquait à réveiller le sentiment national. Rassembler les forces éparses du germanisme par des liens cachés, tendus à travers les mers, comme les câbles invisibles d'un courant électrique, et les rattacher à l'Empire, telle est l'intention certaine de l'œuvre législative accomplie par le Reichstag en 1913 et telle aussi la tâche prescrite aux agents impériaux diplomatiques et consulaires.

La loi sur la nationalité du 1er juin 1870 stipulait que la nationalité allemande se perdrait par un séjour ininterrompu de dix ans à l'étranger. La loi du 22 juillet 1913, fondée sur le principe du *jus sanguinis* et non plus du *jus loci*, a supprimé cette déchéance. Bien plus, elle permet à un Allemand

de se faire naturaliser dans un autre pays, sans perdre sa nationalité d'origine. Il est des cas où l'acquisition d'une autre patrie est provoquée par des raisons d'intérêt pécuniaire. Cette acquisition est considérée par la nouvelle législation comme une naturalisation fictive, dont l'intéressé n'a pas à se préoccuper, du moment qu'il entend au fond de son cœur rester Allemand et qu'il a obtenu de l'autorité compétente de son État d'origine l'autorisation écrite de conserver sa nationalité, sur l'avis conforme du consul d'Allemagne (art. 25). Enfin, la nationalité d'Empire peut désormais être conférée aux anciens Allemands ainsi qu'à leurs descendants, même s'ils ne sont pas établis sur un territoire allemand (art. 33, n° 2).

En fortifiant par ces mesures les centres d'influence du germanisme partout où ils existaient déjà, aux États-Unis et dans l'Amérique latine, en Extrême-Orient comme en Turquie, le gouvernement impérial ne songeait pas seulement à procurer ainsi des marchés plus largement ouverts aux produits nationaux. Il agissait dans un but aussi politique que commercial. Par la constitution de ces colonies d'un nouveau genre au milieu de nations étrangères, il s'efforçait de dresser, en face de l'empire colonial britannique, objet constant de sa jalousie, un autre empire d'outre-mer purement germanique. L'aigle impérial voulait désormais faire éclore des aiglons allemands de tous les œufs qu'il avait déposés dans des nids étrangers.

## VIII

J'arrive enfin aux causes économiques de la guerre. J'ai le regret d'avouer que je ne puis pas partager l'opinion d'écrivains très distingués qui considèrent ces causes comme les plus importantes et les plus claires. L'Allemagne, d'après eux, se serait décidée à faire la guerre, — à la Russie et à la France, notez-le bien, car il n'était pas question d'autres adversaires avant l'invasion de la Belgique, — pour assurer à son industrie des débouchés indispensables et conjurer une crise économique imminente.

Inutile de reproduire ici des chiffres contenus dans toutes les statistiques, afin de constater une fois de plus l'énorme développement de l'industrie allemande pendant les quarante-quatre années de paix qui se sont écoulées depuis le traité de Francfort. Comme toutes les croissances trop hâtives, ce développement avait des points faibles et inquiétants ; il ne présentait pas l'apparence d'une santé parfaite. Une crise subite, une maladie violente pouvaient produire dans un organisme aussi grandissant des désordres funestes. Trop d'entreprises se fondaient avec l'argent des banques. Les grandes sociétés financières et industrielles enflaient leur capital d'actions et d'obligations dans des proportions telles qu'un ralentissement de la

production risquait de suspendre le paiement des dividendes. Les deux tiers de la population vivaient du produit des usines et des fabriques. Supposez un arrêt de leur activité, accompagné de longs chômages, combien de ménages d'ouvriers auraient manqué de pain ! Par quels cris de détresse se serait traduite la misère populaire ! Le devoir impérieux du gouvernement était donc non seulement de veiller à tenir ouverts les débouchés de l'industrie nationale, mais de la mettre à même d'en acquérir de nouveaux. Déjà des faillites menaçantes avaient été pour lui un avertissement significatif. La surproduction conduit inévitablement à l'emploi de moyens extrêmes pour l'empêcher de se congestionner et de ces moyens les seuls infaillibles étaient la guerre, l'envahissement par la violence des marchés étrangers, l'écrasement des concurrences qui disputaient au travail allemand le monopole dont il avait besoin. — Voilà, imparfaitement résumée, la thèse qu'on soutient en faveur de l'importance prépondérante des causes économiques.

Si de l'industrie nous passons à la grande culture, organisée en Prusse comme une opération industrielle, nous voyons que sa prospérité factice dépendait en grande partie du renouvellement du traité de commerce avec la Russie ; ce traité, conclu à une époque critique, après la guerre russo-japonaise, permettait aux grands propriétaires prussiens, grâce à des primes d'exportation déguisées, d'envoyer leurs blés et leurs seigles jusqu'en Fin-

lande, tandis que la production agricole russe n'entrait en Allemagne qu'après la vente de la récolte allemande.

Eh bien ! à mon sentiment, c'eût été un fort mauvais calcul, pour conquérir le marché français, de commencer par ruiner la France, résultat le plus certain d'une guerre victorieuse. Avant mon départ de Berlin, j'ai ouï parler déjà d'une indemnité de trente milliards pour le moins à exiger de la République vaincue. On ne voulait pas retomber dans l'erreur financière de Bismarck, qui s'est mordu les doigts après 1871, de n'en avoir demandé que cinq. A cette rançon énorme, il aurait fallu ajouter les sommes immenses que la guerre coûterait à la France, la ruine des départements envahis, les destructions opérées par les vainqueurs, tout le bilan sinistre d'un désastre. Avec quoi les vaincus auraient-ils payé les produits dont l'industrie allemande voulait inonder leur pays ? Le pouvoir d'achat de la France après le retour de la paix eût été réduit au minimum, au strict nécessaire. Il ne suffit pas de dire que la guerre devait procurer à l'Allemagne de nouveaux débouchés ; il fallait encore que ces débouchés conservassent des facultés d'absorption et une vitalité considérables. On ne les aurait pas trouvés dans une contrée épuisée à mort par son adversaire. — J'ai peine à croire à la nécessité de conquérir dans des conditions pareilles le marché français.

Industrialiser la France après sa défaite, y créer

des usines et des fabriques sous la direction d'ingénieurs et de contremaîtres allemands, y transporter les méthodes de travail, les perfectionnements et l'organisation qui font merveille de l'autre côté des Vosges, mettre intensivement en valeur les richesses de ce beau sol, c'est aussi un projet que j'ai entendu prêter aux grands industriels d'outre-Rhin. Comment donc ! Ils auraient réveillé ainsi une ancienne rivalité qu'ils avaient presque réussi à écarter de leur chemin ! Au moment où l'industrie allemande souffrait de surproduction et de pléthore, ils lui auraient suscité une concurrente, favorisée, sous bien des rapports, par des avantages naturels et exceptionnels ! En vérité, il m'est impossible de les juger capables de commettre une pareille faute. Mais je conviens volontiers qu'ils ont pu espérer de remplacer la France dévastée et ruinée sur les marchés étrangers où elle occupait une place considérable. Projet, du reste, difficile à exécuter en ce qui concerne les produits spéciaux à l'industrie française.

La Russie battue eût été obligée vraisemblablement de signer un nouveau traité de commerce, plus profitable encore que le précédent à l'agriculture et à l'industrie allemandes. Je doute cependant que, dans le grand empire appauvri, celles-ci eussent trouvé une situation meilleure que celle dont elles jouissaient avant la guerre et les nouveaux débouchés qu'elles réclamaient. Est-il bien sûr également que les ouvriers agricoles slaves

auraient repris en aussi grand nombre le chemin du pays de leurs vainqueurs, pour leur prêter le concours indispensable de leurs bras ? Il ne faut pas faire trop bon marché des rancunes et des haines que laissera derrière elle la guerre dévastatrice, conduite d'après les méthodes de l'état-major de Berlin. Je ne puis pas me persuader, d'ailleurs, que des causes économiques aient eu la moindre influence sur l'attaque préméditée par cet état-major contre la Russie.

L'Allemagne depuis vingt-cinq ans était possédée du désir d'avoir de grandes colonies. Les territoires assez étendus qu'elle détenait en Afrique, loin de les satisfaire, n'avaient fait qu'exciter ses appétits. Un vaste empire continental, sans un domaine colonial adéquat, ne correspondait pas au plan idéal qu'échafaudaient les architectes de sa grandeur future. La conception d'un empire doté de riches colonies leur était inspirée avant tout par l'exemple de l'Angleterre ; mais, comme il n'y avait plus de place libre sous le soleil africain, ils rêvaient de créer, avec les dépouilles de la France, du Portugal et de la Belgique, une Allemagne noire qui deviendrait la servante et l'esclave de leur blonde Germanie.

En ce qui regarde les colonies, il est certain, je l'admets, que des motifs économiques sont venus se superposer aux ambitions de conquête du gouvernement impérial. Sur le terrain colonial j'aperçois très distinctement leur action. Les in-

dustriels voulaient posséder en Afrique, au lieu d'aller les chercher dans des ports étrangers, les matières premières dont ils manquaient, phosphates, minerais, caoutchouc, et le reste. Ils n'étaient pas indifférents non plus au mirage du marché que leur offrait l'Afrique française, Algérie et Tunisie (sans parler du Maroc), où la France importait annuellement des produits d'une valeur de cinq à six cents millions. Pour supplanter d'un seul coup son commerce dans cette magnifique région, déjà toute colonisée, il n'y avait de possible qu'une expropriation par la force. L'Indo-Chine au contraire ne paraissait pas tenter l'avidité allemande, peut-être à cause du péril jaune, dont l'évocation était une des douces manies de l'Empereur, un de ses thèmes favoris de conversation.

Mais, d'autre part, la situation de l'industrie allemande, si aventurée qu'elle parût à des yeux plus expérimentés que les miens, ne réclamait nullement l'emploi d'un remède aussi héroïque qu'une guerre européenne. Que feraient les États-Unis, — vous l'êtes-vous demandé? — eux qui ont été les éducateurs industriels de l'Allemagne, en cas de surproduction de leurs fontes, de leurs aciers, et de rétrécissement de leurs débouchés nécessaires? Ils laisseraient leurs trusts dégorger le marché, écouler l'excès des produits, sacrifier les usines inutiles, épurer la situation, mais ils ne déclareraient la guerre à aucune nation. La concurrence écono-

mique est à tous les degrés une guerre pacifique; elle cause aussi des ruines, qui du moins ne sont pas irréparables. Une accumulation de victoires sanglantes ne délivrerait pas l'industrie allemande du cauchemar continuel de la lutte pour l'existence; elles ne la rendraient pas maîtresse paisible et incontestée du marché mondial. La prospérité commerciale et industrielle d'une nation est toujours menacée par les progrès des autres, par le relâchement de ses propres facteurs et par des circonstances inattendues.

La guerre sans pitié que nous font les soldats du kaiser est surtout, à mon humble avis, une guerre politique. Les causes économiques, en se greffant sur la cause principale, n'ont joué qu'un rôle accessoire. Les projets, conçus à Berlin, apparaissent aujourd'hui avec une clarté telle qu'elle perce tous les nuages qui obscurcissaient notre vue. Que voulait-on, en précipitant deux millions d'hommes sur la France, tandis que les armées russes seraient tenues en échec et qu'on procéderait à l'exécution de la Serbie? Écraser d'abord définitivement la Puissance militaire qui faisait obstacle à l'impérialisme allemand; rejeter la Russie hors des affaires européennes; livrer à l'Allemagne tout le littoral de la mer du Nord; faire d'elle une Puissance méditerranéenne par l'annexion de l'Afrique française; dissoudre les alliances balkaniques et détruire les espérances slaves; donner à l'Autriche-Hongrie la tutelle

et la police de la péninsule des Balkans ; dominer enfin sans conteste à Constantinople et en Turquie jusqu'au golfe Persique. La mise en valeur de l'Afrique centrale, à cause des grands capitaux qu'elle nécessitait, était une œuvre économique de longue haleine, réservée pour un prochain avenir, comme l'achèvement et l'exploitation du chemin de fer de Bagdad. Quelques batailles décisives devaient suffire pour asservir l'Europe continentale, fonder sur ce « Mittel Europäischer Staatenverband », dont parlent ouvertement aujourd'hui les intellectuels germaniques, l'hégémonie politique de l'Allemagne, en laissant l'Angleterre isolée et facile à réduire dans une campagne ultérieure.

---

## CHAPITRE VI

# LA QUESTION DU MAROC

### I

Le gouvernement allemand n'avait pas profité de la guerre des Boers, suivant à un an de distance l'incident de Fashoda, pour se rapprocher de la France. L'hostilité, qui s'était alors âprement manifestée en Allemagne contre l'Angleterre, lui avait servi à obtenir du Reichstag les crédits nécessaires à la construction d'une puissante marine militaire. Mais tout de suite il s'était rendu compte de la nécessité de mettre une sourdine à cette animosité bruyante, en adoptant lui-même vis-à-vis du gouvernement britannique une attitude plus correcte que celle que faisait prévoir le télégramme impérial au président Kruger. Il voulait, comme on le sait, lancer en paix, sans risquer un conflit sur mer, les navires de sa flotte de guerre, la grande pensée de la première partie du règne de Guillaume II.

Après le règlement de la question de l'Afrique du Sud, des événements sont survenus presque sans interruption d'année en année, qui ont contribué

largement à la conflagration actuelle. On peut dire avec certitude qu'ils en ont hâté et précipité l'explosion. Ils se rattachent les uns aux autres par un fil quelquefois à peine visible, mais toujours continu, et se sont développés sur deux théâtres très différents, le Maroc et l'Orient européen.

Les Anglais et les Français applaudissent de concert aujourd'hui à la pensée généreuse et d'une grande prévoyance politique qu'a eue Édouard VII, dès que la paix fut rétablie en Afrique, de tendre la main à la France. Ce noble geste, si conforme aux sentiments que le Souverain britannique avait nourris dès sa jeunesse pour les Français et répondant si bien à la déférente sympathie dont sa personne était entourée dans la société française, a été le prélude et le signal de l'Entente cordiale. La première visite qu'il fit à Paris comme roi, après un intervalle qui dut paraître long à ce vieux Parisien, eut lieu au printemps de 1903, au retour d'une croisière dans la Méditerranée. Un haut fonctionnaire du Foreign Office de la suite de Sa Majesté m'écrivait de Malte quelques semaines auparavant : « Je ne sais trop quel accueil ménage à notre Roi la population parisienne. » L'accueil fut ce qu'il devait être, respectueux et amical. Un an après, le 8 avril 1904, étaient signés des accords qui ont été les premières assises de l'Entente cordiale, mais ils allaient ouvrir du même coup la question marocaine.

Je n'ai pas la prétention de faire ici l'historique

de cette question ; de l'étudier successivement sous tous ses aspects, français, espagnol, méditerranéen, européen ; d'en dérouler les différentes phases, depuis la convention de Madrid jusqu'à celle de Berlin. Il y faudrait pour le moins un volume ; l'affaire marocaine est une mer où je me noierais avec mon lecteur. Je voudrais seulement exposer les conséquences qu'elle a eues sur les relations franco-allemandes, montrer la brèche irréparable que son passage y a ouverte et dont mes yeux ont pu mesurer la largeur.

Les traités ou accords du 8 avril 1904 sont un règlement général de toutes les questions qui divisaient la France et l'Angleterre sur divers points du globe. Ils mettaient fin, en Égypte et au Maroc, à leur long et stérile antagonisme africain, pierre d'achoppement d'un rapprochement entre les deux grandes Puissances occidentales, devenu indispensable au maintien de l'équilibre européen, depuis qu'il était menacé par la prépondérance de l'Allemagne. Par ces accords était reconnue l'autorité que l'Angleterre exerçait en fait sur l'Égypte, après avoir réprimé la révolte d'Arabi-Pacha. La contrepartie consistait dans la reconnaissance de l'influence politique et du développement financier et économique de la France au Maroc. En signant ces actes diplomatiques, M. Delcassé a signé la charte du futur protectorat français sur la plus riche région du nord-ouest de l'Afrique et complété d'un trait de plume le magnifique domaine colonial,

dont la conquête de l'Algérie avait formé le noyau originaire. Une entente, plus délicate à négocier, réserva les droits et les prétentions séculaires de l'Espagne sur la partie du Maroc qui lui fait face. Une convention antérieure avec l'Italie (1902) eut pour résultat le désintéressement de cette dernière, à qui une sphère d'influence avait été reconnue sur une autre étendue du littoral méditerranéen. L'adhésion des Puissances riveraines du bassin occidental de la Méditerranée était de la sorte assurée. Quant aux autres, on leur donna connaissance des accords intervenus entre l'Angleterre et la France et des arrangements pris par cette dernière avec le Makhzen, en conformité de ces accords.

## II

L'Allemagne ne jugea pas suffisant d'être informée par la voie diplomatique des engagements relatifs au Maroc, « estimant que ses intérêts exigeaient qu'elle fût plus directement consultée [1] ». Les signataires des traités du 8 avril avaient-ils donc quelque chose de plus à faire qu'une simple notification, pour éviter que le gouvernement impérial ne mît obstacle à leur application ? C'est l'opinion qu'on professait à Berlin, où je l'ai entendu maintes fois développer, non sans amertume, de la manière suivante :

1. Livre jaune concernant le Maroc, année 1905.

« L'Allemagne n'est pas une Puissance méditerranéenne ; mais elle avait pris part à la Convention de Madrid de 1880 qui a réglé la condition des protégés dans l'empire chérifien et elle avait conclu en 1890 un traité de commerce particulier avec le Makhzen. Ses échanges commerciaux restaient très inférieurs, il est vrai, à ceux de l'Angleterre et de la France, mais dans le mouvement d'extension du commerce germanique, qui se dessinait largement depuis vingt-cinq ans, le Maroc n'était pas considéré par les industriels et les commerçants comme une quantité négligeable. Ils visaient au contraire à y augmenter le chiffre de leurs transactions ; ils tenaient aussi les yeux ouverts sur ses richesses minières. Ils avaient donc avantage à ce que le Maroc demeurât un champ de concurrence européenne complètement indépendant. Peu leur importait qu'il fût livré à l'anarchie ; c'était son état normal, son choléra endémique, qui ne pouvait prendre fin qu'à la longue. Au point de vue politique, le gouvernement impérial devait être enclin à considérer comme une atteinte à son prestige sa mise à l'écart des tractations poursuivies avec d'autres États, pour les amener à reconnaître la validité des traités anglo-français. L'Empereur avait annoncé clairement, dans un discours prononcé le 3 juillet 1900, qu'il ne permettrait pas que le peuple allemand fût laissé de côté, lorsqu'il s'agirait d'une décision à prendre dans les affaires extérieures. L'avenir du Maroc était une de ces

affaires et la plupart des affaires se règlent par un compromis ou un marché. Le consentement de l'Allemagne eût été obtenu en y mettant le prix, en lui offrant, par exemple, des compensations territoriales dans une autre partie de l'Afrique, puisqu'elle bouillait d'une fièvre de colonisation que l'imprévoyance de Bismarck ne lui avait pas permis d'apaiser, lorsqu'il en était encore temps. »

La guerre de 1914 aurait-elle été évitée, si, dix ans plus tôt, la question marocaine, à peine discutée, avait été aussitôt close au moyen d'un accord avec le gouvernement impérial ? Nous n'avons aucune raison de le croire. Sans parler des projets secrets de l'impérialisme allemand, aujourd'hui dévoilés, plusieurs facteurs n'existaient pas en 1904, qui ont contribué à l'ouverture de la crise de 1914, et se sont formés en dehors du Maroc. Les conflits balkaniques, les démêlés austro-serbes, étaient bien suffisants pour faire jaillir les épées hors des fourreaux et enflammer la poudre sèche. Mais les tensions dangereuses qui se sont produites en 1905 et en 1911 n'auraient sans doute pas eu lieu ; l'Europe aurait vécu, pendant ces deux étés orageux, des heures plus tranquilles ; l'animosité, réveillée de plus belle entre les deux nations que séparent les Vosges n'aurait pas atteint le même degré d'irritation et d'acuité. Les conflits marocains ont fait considérer à beaucoup d'Allemands, jusque-là pacifiques, une nouvelle guerre comme un malheur nécessaire.

C'eût été mal connaître la rancune et l'orgueil du caractère germanique, c'eût été ignorer absolument l'envers menaçant du pacifisme dans lequel se drapait Guillaume II, que de croire ce souverain et son peuple capables de pardonner jamais l'oubli volontaire dont ils avaient été l'objet. Il eût donc été prudent à la France et à l'Angleterre d'augmenter toutes deux, dès cette époque, leurs forces militaires, afin de n'être point victimes plus tard du ressentiment d'une rivale avide qu'elles avaient écartée délibérément de l'empire chérifien.

Quant à des compensations territoriales en Afrique, on oubliait à Berlin que l'Allemagne s'était mise alors en grande difficulté d'en demander et même d'en accepter décemment. Pendant le voyage qu'il avait fait en Syrie, au cours de l'automne de 1898, Guillaume II avait prononcé à Damas d'imprudentes paroles. Il avait engagé les trois cents millions de musulmans, épars sur la surface du globe, à compter en tout temps sur l'amitié de l'empereur allemand. Pourquoi se déclarer ainsi le protecteur de l'Islam, au risque d'inquiéter les États ayant des sujets mahométans ? Il suffisait à Guillaume II, au lieu de prendre cette pose de dieu tutélaire, de se dire l'ami des Turcs et des Syriens, puisqu'aussi bien son voyage avait pour principal objectif de faciliter l'envahissement de la Turquie d'Asie par l'industrie et la finance allemandes. Toujours est-il qu'après cette promesse solennelle, l'Empereur allemand risquait d'indigner

ou de faire rire à ses dépens tout l'Islam, s'il avait offert à la France de lui vendre les prétentions de l'Allemagne sur le Maroc et la protection des fanatiques Marocains pour un plat de lentilles africaines.

## III

Pendant près d'un an après l'accord anglo-français de 1904, le Gouvernement impérial cacha son jeu. Il se donna le temps de la réflexion, avant de prendre nettement position contre la France au Maroc. Des publicistes français n'ont pas manqué d'observer que cette évolution eut lieu après la bataille de Moukden. L'Allemagne était dès lors tranquillisée sur l'appui que la Russie pourrait prêter, en cas de conflit, à son alliée d'occident.

Le prince de Bülow s'est vanté d'avoir conseillé à son maître au printemps de 1905 le coup de théâtre de Tanger. Malgré son penchant décidé à se donner en spectacle, Guillaume II hésita, paraît-il, jusqu'au dernier moment devant la gravité de cette démonstration. Enfin il débarqua le 31 mars avec une suite nombreuse dans la vieille cité maugrabine, où il promit aux représentants du Sultan de défendre sa souveraineté et l'indépendance de ses États. Promesse qu'il ne devait pas tenir et qui n'eut d'autres effets que de prolonger les illusions des cheiks marocains et leur résistance

à la France. Répétition sous une forme plus maladroite de la faute commise lors de l'envoi de la dépêche à Kruger, parce qu'elle engageait et compromettait la personne de l'Empereur plus complètement qu'un message télégraphique aux yeux du monde chrétien et du monde musulman.

Les dés étaient jetés. L'attitude du gouvernement impérial contre l'action française devint menaçante ; il se plaça résolument derrière le Maroc, en défenseur de son intégrité et des droits du Sultan, tandis que toute la presse germanique protestait avec une indignation de commande contre la tentative de « tunifier » l'empire du Maghreb. La politique intransigeante de l'Empereur et du chancelier remporta un premier succès, en contraignant M. Delcassé à la retraite et en imposant aux cabinets de Paris et de Londres la réunion d'une conférence à Algésiras, ce qui valut à M. de Bülow le titre de Prince. Mais la conférence elle-même trahit les espérances allemandes.

Le cabinet de Berlin, commentant les résultats obtenus à Algésiras devant le Reichstag ou par la plume de ses rédacteurs officieux, a revendiqué le mérite d'avoir maintenu la souveraineté du Sultan et la liberté commerciale avec son corollaire obligé, le principe de l'adjudication publique sans distinction de nationalité. C'était enfoncer des portes ouvertes, que la conférence n'aurait consenti à fermer en faveur de personne. Il obtint, à vrai dire, un contrôle international de la police et de la

banque d'État marocaines. La France réussit, de son côté, à ne pas laisser discuter les droits qui lui appartenaient dans la région frontière et à se faire réserver de réels avantages dans l'organisation de la banque d'État. Son succès le plus important fut de ne pas permettre qu'une troisième Puissance occupât sur un point quelconque du Maroc une place semblable à celle qu'elle et l'Espagne seules tenaient de leur situation géographique et de leurs intérêts politiques. La police chérifienne dans les ports resta placée sous les ordres d'officiers et de sous-officiers français et espagnols.

Le prince de Bülow a-t-il cru sérieusement alors qu'Édouard VII et M. Delcassé avaient conçu le dessein machiavélique d'isoler et d'encercler l'Allemagne dans un réseau d'alliances, afin de pouvoir l'écraser un jour sous le poids d'une coalition européenne ? Il a réussi à faire partager cette opinion au public allemand et elle règne aujourd'hui encore à Berlin. Une impression bien différente s'impose aux esprits qui ont suivi attentivement le cours changeant de la politique impériale. A Algésiras, Guillaume II, furieux du rapprochement de la France et de l'Angleterre, dont la réussite avait dû lui apparaître comme une chimère irréalisable sur cette terre d'Afrique, théâtre de leurs vieilles compétitions, a essayé brutalement d'y mettre fin, en prouvant aux deux Puissances occidentales l'inanité de leur œuvre diplomatique, sur laquelle l'Allemagne n'avait qu'à souffler pour

qu'elle s'écroulât. Il voulait les renvoyer de la conférence dos à dos, convaincues de leurs vains efforts et mécontentes l'une de l'autre, au moment où l'alliance franco-russe se montrait incapable, comme un arbre stérile, de porter aucun fruit.

La visite à Tanger a été la première manifestation extérieure de la transformation morale que j'ai signalée déjà chez l'Empereur. La part faite en Europe au germanisme grandissant en forces, augmentant sans relâche en population et en richesse, ne lui paraissait pas à la mesure de sa puissance. Et voilà qu'en même temps que se précisaient ses rêves ambitieux, il voyait l'Allemagne habilement expulsée du Maroc, au lieu de conquérir dans ce refuge de la barbarie musulmane, que voulait envahir la civilisation, la première place et la plus grande. L'espoir de l'Empereur, partagé par son peuple, a été de prendre pied au Maroc à la faveur de la conférence. Espoir déçu qui laissa dans son âme un mauvais levain de rancune et de colère.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'avant la réunion de la conférence, à laquelle il attachait tant de prix, et pour l'obtenir de la résistance des deux Puissances contre lui coalisées, Guillaume II ait fait pour la première fois usage de la manière forte. Ses menaces furent encore quelque peu atténuées, mais dans les salons des pourparlers diplomatiques, ses représentants firent déjà surgir la vision d'une Allemagne, cuirassée de son armure

de guerre, casque en tête et l'épée au poing, toute prête à s'en servir. Cette image, nous l'avons revue ensuite en d'autres occasions, avant qu'elle ne devînt une impitoyable réalité.

La conférence offrit à l'Europe le frappant spectacle qui devait se reproduire en 1914 : l'Empire allemand isolé avec son « brillant second » austro-hongrois ; la France, la Russie et l'Angleterre groupées, comme par un pressentiment du danger futur, pour former une digue contre le flot montant du germanisme, première ébauche ainsi de la Triple Entente, dont le nom allait être prononcé. La conférence nous montra enfin une transfuge de la Triplice, passée, comme aujourd'hui, au camp de ses adversaires. L'Italie se permettait là plus qu'un tour de valse, et le prince de Bülow eut tort de qualifier si légèrement cette infidélité éclatante. Après ce premier coup de canif dans le contrat de la Triple Alliance, l'Italie ne se gêna plus pour reprendre sa liberté d'action, chaque fois que son intérêt personnel parut l'exiger.

## IV

Cependant l'enfant mis au monde laborieusement par la conférence n'était pas viable. Pour imposer le respect de l'ordre et le goût de la civilisation aux tribus maures et kabyles d'une sauvagerie invétérée, réprimer l'anarchie, établir une

sécurité inconnue, construire des ports, créer des voies ferrées et des routes, il fallait qu'une Puissance, possédant la force militaire nécessaire, eût reçu le mandat d'agir seule à son gré dans la zone qui lui était réservée. Il ne fallait pas surtout qu'elle y rencontrât l'hostilité toujours en éveil des consuls d'Allemagne ni qu'elle se butât continuellement aux intrigues des sujets et des protégés de cette nation, dont les frères Mannesmann étaient le type le plus complet. Pendant près de deux ans après Algésiras, dix-huit mois remplis de difficultés et d'explications sans cesse renouvelées avec le cabinet de Berlin, qui aurait voulu s'en tenir à la lettre la plus étroite de l'acte de la conférence, la France, amenée à placer des postes militaires sur une partie de l'empire du Mahgreb, fut forcée de disperser à coups de canon les soulèvements et les attaques des tribus. Sans la politique tracassière de l'Allemagne et les excitations de ses agents, y aurait-il eu une occupation de la Chaouia après le guet-apens de Casablanca et aurait-on vu surgir l'incident, qui faillit tourner au conflit, des déserteurs allemands de la Légion étrangère ? Entrée dans l'engrenage marocain, la République était obligée évidemment d'aller jusqu'au bout, quels que fussent ses sacrifices d'hommes et d'argent, sous peine de perdre son prestige et de compromettre son autorité sur les musulmans de l'Afrique française.

Vers la fin de 1908 une politique plus sage et

plus rationnelle commença à prévaloir à la Wilhelmstrasse. L'idée de la prépondérance de la France au Maroc, qui semblait insupportable trois ans auparavant, avait fait des progrès dans l'esprit des dirigeants de l'Office impérial des Affaires Étrangères et prenait à leurs yeux l'aspect d'un sacrifice inévitable. Une déclaration fut échangée le 9 février 1909 entre M. de Kiderlen, gérant intérimaire du département, et l'ambassadeur de France, M. Jules Cambon, aux termes de laquelle le gouvernement impérial affirmait qu'il ne poursuivait au Maroc que des intérêts économiques et reconnaissait que les intérêts politiques particuliers de la France y étaient étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieurs. Décidé à ne pas entraver ces intérêts, il s'engageait à chercher avec le gouvernement de la République, résolu lui-même à ne pas entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands, à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourraient obtenir l'entreprise.

On se rabattait donc à Berlin sur une exploitation économique, partagée avec la France, de l'empire chérifien, puisqu'on ne pouvait pas y exercer une influence politique. Malheureusement cet essai d'entente ne devait pas aboutir ; l'heure ne devait jamais sonner d'une coopération franco-allemande loyale et pacifique. A la suite des incidents des années précédentes, compliqués par l'insécurité de la situation européenne, les relations ne s'étaient pas améliorées entre l'Allemagne et la France.

L'opinion à Paris, dans le public comme au Parlement, était en grande partie hostile à toute association qui aurait ressemblé à une concession faite aux Allemands. La presse germanique du reste n'avait pas désarmé et continuait de dénoncer comme des infractions à l'acte d'Algésiras chaque pas en avant des troupes françaises au Maroc. Dans ces conditions, les ministres français ne jugèrent pas prudent ou opportun de faciliter pour le moment l'exécution des projets, qui leur furent soumis, d'associer les nationaux des deux pays pour la poursuite en commun d'entreprises économiques.

## V

La seconde crise marocaine survint à la fin du printemps de 1911, après la marche sur Fez et l'entrée dans cette ville de la colonne du colonel Brulard. Le gouvernement allemand a toujours nié que cette expédition fût nécessaire : la sécurité des étrangers établis dans la capitale chérifiennne, prétendait-il, n'était pas menacée. Tout autre est la version des autorités françaises : elles affirment, — et il faut les croire, — que la vie des Européens courait à Fez les plus grands dangers. La tournure, plutôt rassurante, que prirent les conversations diplomatiques entamées entre Paris et Berlin au lendemain de cet événement militaire,

malgré l'excitation enfiévrée des esprits en Allemagne et le langage violent des journaux, rendit incompréhensible le coup soudain porté par M. de Kiderlen au gouvernement français sans défiance, l'envoi du « Panther » à Agadir. Il lui aurait suffi d'un peu de patience pour arriver à un résultat satisfaisant. Il avait senti que le jour était venu de régler définitivement la question marocaine. Le grand mot de protectorat, pour désigner l'action politique de la France, ne lui écorchait plus la bouche et venait enfin sur ses lèvres. Mais il demandait en échange des compensations territoriales en faveur de l'Allemagne : « Quand on « veut manger des pêches au mois de janvier, « disait-il, on doit les payer. » Quel chemin la diplomatie allemande n'avait-elle pas parcouru depuis six ans ! Et c'était au moment où le secrétaire d'État avait abattu ses cartes et montré son jeu, c'était après avoir dit à M. Cambon, en prenant congé de lui à Kissingen : « Rapportez-nous quelque chose de Paris ! » qu'il se livrait à un acte de provocation brutale qui pouvait mettre en question la paix européenne !

J'avais été pendant plus de huit ans le collègue de M. de Kiderlen à Bucarest, avant de le retrouver à Berlin. Nos anciennes et cordiales relations m'autorisaient à lui poser des questions que je n'aurais pas adressées, à peine arrivé, à un autre secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. Je lui demandai donc pourquoi il avait fait le coup d'Aga-

dir. Voici son explication, que j'ai pris soin de transcrire, aussitôt après l'avoir quitté :

« Quand je suis arrivé à la Wilhelmstrasse, me dit-il, j'ai assisté, sans pouvoir élever de protestation, aux empiètements successifs de la France au Maroc, qui violaient assurément l'acte d'Algésiras, pacte fondamental des relations des Puissances avec l'empire chérifien. Si le gouvernement de la République avait continué d'avancer avec une lenteur calculée nous aurions dû subir ses usurpations et ronger notre frein. Tantôt il eût invoqué l'hostilité d'un village qui constituait un point stratégique important, pour l'occuper militairement ; tantôt il eût prétexté l'inexactitude des limites géographiques portées sur les cartes, pour en sortir. C'eût été l'envahissement de la tache d'huile. J'ai béni le ciel, continua le secrétaire d'État avec son petit rire malicieux, quand j'ai appris la marche sur Fez, violation flagrante de l'acte d'Algésiras.

« Ce coup de force que l'insécurité des Européens demeurés dans la capitale ne justifiait pas, nous rendit notre liberté d'action. Nous n'avons pas voulu cependant agir, sans faire une dernière tentative pour parvenir à une entente. J'avais répondu par un simple accusé de réception à la notification, adressée au gouvernement impérial, de l'expédition de Fez. Mais quelque temps après, à Kissingen, où M. Cambon était venu me rendre visite, j'ai parlé pour la première fois d'une com-

pensation qui était due à l'Allemagne. Nous admettions qu'il était impossible de ramener la France à l'observation de l'acte d'Algésiras ; nous consentions à lui abandonner le Maroc sous de certaines conditions, mais nous demandions, de notre côté, une cession de territoire en Afrique.

« Cet entretien amical étant resté sans suites, de même qu'on avait éludé à Paris nos propositions en vue d'une coopération de nos nationaux dans les entreprises économiques projetées au Maroc, conformément à notre accord de 1909, nous nous sommes décidés à envoyer le « Panther » à Agadir.

« Cet envoi signifiait à la France la rupture du pacte d'Algésiras, dont elle s'était dégagée la première. L'Allemagne, ayant des protégés dans le sud, voulait dorénavant assumer elle-même leur protection. Mais elle ne se refusait pas à causer en même temps avec la France et à régler une fois pour toutes les conditions de la reconnaissance du protectorat français sur l'empire chérifien.

« C'est là ce qu'avait très bien compris M. Cambon, ajouta M. de Kiderlen, en faisant un grand éloge du représentant de la République. Malheureusement les différents projets de convention, une fois arrêtés à Berlin, étaient toujours remaniés au quai d'Orsay. C'est pourquoi la conversation diplomatique, dont la longueur a énervé l'opinion publique et provoqué des polémiques de presse dangereuses dans les deux pays, au lieu de durer

quinze jours, s'est prolongée pendant quatre mois. »

M. de Kiderlen ne connaissait pas la France, sinon il aurait su que blesser ainsi le sentiment national était un moyen infaillible d'imposer silence aux divergences des partis politiques, de réunir tous les Français dans un même élan de patriotisme et de rendre les plus modérés aussi résolus que les plus exaltés à affronter une guerre, si terrible qu'elle pût être, plutôt que de continuer à subir une existence devenue intolérable par les provocations de l'Allemagne. Mais lui-même ne voulait pas la guerre. L'Empereur, qui ne paraissait pas alors la désirer davantage, s'était tenu visiblement à l'écart des négociations. L'armée allemande, quoique puissamment renforcée par la loi de 1911, n'avait pas encore atteint son maximum de préparation. L'armée française avait pris une avance considérable dans l'utilisation des mitrailleuses et dans l'emploi de l'aviation. Enfin l'Allemagne aurait rencontré cette fois encore, comme à Algésiras, l'Angleterre à côté de la France ; les discours des ministres anglais, MM. Asquith et Lloyd George, dont on avait ressenti autant de surprise que d'irritation à Berlin, ne permettaient aucun doute à cet égard. La perspective d'une guerre navale troublait plus que jamais le monde commercial allemand. Pour toutes ces raisons un accord devait se faire et la paix fut enfin signée. Elle porte le nom de convention du 4 novembre.

## VI

Les garanties, obtenues par l'Allemagne pour ses ressortissants, consistaient principalement dans le maintien de la liberté du commerce et de l'égalité économique, dans la faculté par conséquent de prendre part aux adjudications publiques à conditions égales avec les Français. Elle était assurée aussi que son industrie pourrait s'approvisionner au Maroc en minerai de fer, une des richesses du sous-sol, car aucun droit de sortie ne serait appliqué dans les ports sur ce produit. De son côté, elle promettait de ne pas entraver l'action de la France, prêtant son assistance au Sultan pour l'introduction de réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires. Les lettres explicatives, échangées, le même jour entre l'ambassadeur et le secrétaire d'État, étaient plus formelles encore. « Dans l'hypothèse où le gouver-« nement français, écrivait M. de Kiderlen, croi-« rait devoir assumer le protectorat du Maroc, le « gouvernement impérial n'y apporterait pas d'obs-« tacle. » Une conséquence forcée de cette promesse était la disparition de la juridiction consulaire. « Le gouvernement allemand, disait la lettre « explicative, le jour de l'entrée en vigueur du « nouveau régime judiciaire, après entente avec « les Puissances, consentira en même temps

« qu'elles à la suppression de ses tribunaux con-
« sulaires. »

Les concessions territoriales, stipulées en faveur de l'Allemagne paraissaient à première vue sur la carte d'Afrique assez peu de chose : un morceau de territoire projetant deux bras allongés, qui s'élançaient de la côte de l'Atlantique pour atteindre, l'un, la rive droite du Congo inférieur jusqu'à l'embouchure de la Sanga sur une étendue, à fixer plus tard, de 6 à 12 kilomètres, l'autre, le grand affluent du Congo, l'Oubanghi, au confluent de la Lobay sur une étendue équivalente. Cependant ces deux antennes ou ces deux tentacules, comme on les a appelées plus tard, étaient assez fortes pour accrocher les Allemands au bassin du Congo, d'où ils avaient été écartés jusqu'alors. Voilà ce qui constituait l'importance ou plutôt la gravité de l'acquisition. Au cours des négociations, M. de Kiderlen avait déclaré que son gouvernement faisait de l'accès au Congo une condition *sine quâ non* de l'entente.

Au dernier moment il exigea même la cession à l'Allemagne du droit de préférence ou de préemption que possédait la France sur les territoires de l'ancien État indépendant et qu'elle avait conservé, lorsqu'ils passèrent à la Belgique. Celle-ci n'aurait pu admettre qu'un droit pareil fût cédé à une tierce Puissance sans son assentiment, sans même qu'elle eût été consultée. Le droit de préférence n'est pas une créance ou une hypothèque

transférable à un tiers. Il avait été accordé par le roi Léopold à la France seule, dans des circonstances spéciales, comme un avantage éventuel et en compensation de sa renonciation au droit de premier établissement dans certaines parties du Congo inférieur, dont Brazza et Stanley s'étaient disputé la priorité d'occupation. A plus forte raison la Belgique n'aurait-elle pas compris que l'abandon d'un droit aussi personnel et visant une colonie belge fît partie des stipulations d'un traité relatif au Maroc. Le gouvernement de la République, prévoyant son opposition et en appréciant les raisons, ne consentit pas à ce que le droit de préférence fût mentionné dans les lettres explicatives. Sur le conseil de M. Cambon, l'article XVI suivant, qui, à son avis, constituait pour la Belgique une garantie contre toute spoliation, fut inséré dans le texte de la convention : « Dans le « cas où le statut territorial du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il est défini par l'acte de « Berlin du 26 février 1885, viendrait à être modifié du fait de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, celles-ci devraient en conférer entre « elles, comme aussi avec les autres Puissances « signataires du dit acte. » En réalité, en vertu de cet article, l'exercice du droit de préférence était soumis au contrôle de l'Allemagne.

Le public belge apprit avec une pénible surprise les visées allemandes sur le Congo et la presse donna libre cours à son mécontentement et

à ses craintes. M. de Kiderlen conçut autant de dépit de la divulgation de ses exigences que de l'accueil qu'elles avaient rencontré chez nous. Il ne dissimula pas son irritation à mon prédécesseur, en exagérant à dessein, avec une vivacité calculée, les inquiétudes que lui inspirait le maintien, après ces démonstrations, des bonnes relations entre les deux pays.

C'est ainsi que la Belgique, tandis qu'elle travaillait en toute tranquillité à son œuvre colonisatrice, s'est trouvée atteinte par le conflit sorti du coup d'Agadir. Les prétentions allemandes sur le Maroc avaient fait ricochet dans le bassin du Congo, où nous allions être exposés en deux endroits à un voisinage suspect, étant données l'avidité et l'audace qui caractérisaient les nouveaux venus. Combien nos appréhensions étaient fondées, je crois l'avoir démontré, en relatant dans un autre chapitre les desiderata de la politique africaine des milieux officiels de Berlin.

## VII

« Vous êtes les maîtres au Maroc », avait dit le chancelier à l'ambassadeur de France après la signature de la convention[1]. Était-ce bien vrai ?

1. Dépêche de M. Cambon du 5 novembre, livre jaune de 1911.

L'opinion publique allemande ratifierait-elle cette assurance ? Elle s'était attendue à tout autre chose qu'à la reconnaissance du protectorat français. Elle avait escompté un partage du Maroc entre la France et l'Allemagne ; à cette dernière seraient revenues les fertiles régions du sud, baignées par l'Atlantique. Plus les pourparlers traînaient en longueur, engendrant une surexcitation que le moindre incident pouvait transformer en manifestations belliqueuses, plus se fortifiait l'espoir d'un partage. Rêver d'une colonie, riche en produits de toute espèce, et se réveiller au milieu des marécages de la Sanga et de l'Oubanghi, quelle déception ! Et l'Allemagne cédait, de son côté, quelques territoires dans la région du Tchad ! L'opinion publique détrompée se retourna avec colère contre l'auteur involontaire de cette mystification. Personne ne fut plus impopulaire en Allemagne dans l'automne de 1911 que le malheureux Kiderlen, sur l'énergique habileté duquel on avait trop tablé après le coup d'Agadir qui avait eu un petit air bismarckien. Non seulement la diplomatie allemande, mise en parallèle avec la diplomatie française, fut honnie dans toute la presse bourgeoise, mais on prononça même à la tribune du Reichstag les mots d'humiliation nationale à propos de la fâcheuse convention du 4 novembre.

Nul doute qu'aucun Allemand s'occupant de politique, hormis le chancelier et le secrétaire d'État, n'a considéré cet acte diplomatique comme

un traité définitif. Un armistice provisoire, soit : un temps d'arrêt avant l'irruption de l'Allemagne en Afrique, à la bonne heure ! La convention ne reçut, du reste, qu'un commencement d'exécution. A la Wilhemstrasse, on protestait de la volonté sincère de l'appliquer, mais on refusait de préciser le moment où l'on remplacerait le ministre à Tanger par un consul général, si jamais on s'y résignait, et, ce qui allait sans dire, où l'on renoncerait à la juridiction consulaire. Le Maroc était loin d'être pacifié ; dans l'intérêt même du gouvernement de la République, assurait-on, il ne fallait pas se hâter de considérer les réformes comme accomplies ni les progrès comme réalisés.

Le règlement pacifique du conflit de 1911 a donné en Allemagne une violente impulsion au parti de la guerre, à la propagande du « Wehrverein » et du « Flottenverein », et une plus grande force à leurs revendications. Aux rêves d'hégémonie et de domination l'âcre désir d'une revanche à prendre sur la France vint mêler son amertume. Un succès diplomatique, remporté dans une lutte sournoise, ne signifiait rien. La guerre seule, la lutte à ciel ouvert, pouvait aux yeux de cette gent rancunière résoudre définitivement la question marocaine par l'incorporation du Maroc et de toute l'Afrique française à l'empire colonial qu'elle se flattait d'édifier sur les rivages de la Méditerranée et au cœur du continent noir.

---

## CHAPITRE VII

# LA QUESTION D'ORIENT

### I

La révolution de 1908 avait installé à Constantinople le régime constitutionnel ou, pour mieux dire, sa caricature, en exhumant la constitution de 1876 de la poussière où elle était ensevelie. Le comte d'Aehrenthal qui voulait faire à Vienne de la grande politique, — une politique personnelle à l'instar de celle des hommes d'État de Berlin, — profita des difficultés intérieures créées par l'abolition du despotime hamidien, pour transformer en annexion officielle (7 octobre 1908) le droit d'occupation que le congrès de Berlin avait concédé à l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine. Le prétexte était tout trouvé : François-Joseph ne pouvait pas permettre que les habitants de provinces soumises à son autorité envoyassent des députés au Parlement qui allait se réunir à Constantinople. Le ministre autrichien s'imagina désarmer l'opposition de la nouvelle Turquie en retirant les garnisons austro-hongroises du sandjak de Novibazar; il ne fit qu'affaiblir la

position de son gouvernement dans le prochain conflit.

Ce conflit a rempli tout l'hiver de 1908-1909 et manqué de provoquer une guerre européenne. Il a mis en présence, d'un côté l'Autriche-Hongrie appuyée par l'Allemage, de l'autre, non seulement la Turquie, mais encore la Serbie soutenue par la Russie.

Le cabinet de Belgrade avait adressé aux Puissances une protestation contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qualifiée par lui-même « de profonde injure faite aux sentiments, aux intérêts et aux droits du peuple serbe ». Son apparition dans la querelle diplomatique austro-turque, que singularisait le boycottage en Turquie des marchandises autrichiennes et hongroises, s'expliquait aisément. L'ursurpation commise par le cabinet de Vienne risquait de séparer pour toujours la population bosniaque de celle de la Serbie, à laquelle la rattachait une communauté d'origine. Le peuple serbe ne pouvait assister de sang-froid à la rupture de ces liens du sang, parce qu'elle aurait causé la ruine de ses aspirations nationales les plus chères et l'évanouissement de ses rêves d'agrandissement à venir.

Quant au cabinet de Berlin, nous ne savons pas s'il a été consulté par le comte d'Aehrental sur l'opportunité de l'annexion ou seulement avisé qu'elle allait se faire. Il faut nettement écarter la supposition qu'il ait conseillé lui-même ce mauvais tour

joué à la Turquie. Mais l'a-t-il plus ou moins approuvé ? M. de Kiderlen, appelé alors comme gérant intérimaire à la Wilhelmstrasse et qui ne savait pas cacher ses antipathies, ne parlait du ministre autrichien que sur un ton sarcastique. Il n'était certainement pas partisan de sa politique aventureuse et le gouvernement impérial non plus n'a pas dû la voir d'un œil favorable. En effet la disparition du pouvoir absolu à Constantinople lésait déjà gravement l'influence allemande, fondée sur l'amitié d'Abdul Hamid. Ce moment critique pour la diplomatie de Guillaume II, le ministre de son allié le plus fidèle le choisissait pour déchirer le traité de Berlin, effacer d'un coup de plume la souveraineté nominale du Sultan sur deux anciennes provinces ottomanes, diminuer ainsi son prestige religieux de Kalife aux yeux des musulmans et exciter contre tout le germanisme la colère des Jeunes Turcs ! En même temps le Prince de Bulgarie, d'accord avec le cabinet de Vienne, comme il n'a guère cessé de l'être dans la suite, se proclamait lui-même indépendant.

Mais lorsqu'elle vit l'Autriche-Hongrie engagée dans une querelle avec la Russie, qui était accourue à la rescousse de la Serbie, l'Allemagne n'hésita pas à prendre résolument parti pour son alliée et M. de Kiderlen, le premier, conseilla une démonstration menaçante de l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg, pour mettre fin rapidement au conflit. Sans doute n'était-il pas fâché de prouver

au présomptueux Aehrenthal qu'il ne pouvait se tirer tout seul d'embarras. Le succès qu'eut son conseil, le recul de la Russie suivi de l'abandon par le cabinet de Belgrade de sa protestation contre l'annexion, rendit M. de Kiderlen très populaire dans l'entourage de l'Empereur et le fit considérer comme l'homme de l'avenir. A partir de ce moment, les connaisseurs attendirent de grandes choses de cet ancien familier de la maison de Bismarck, de ce disciple préféré du vieux professeur de diplomatie teutonne, le célèbre Holstein.

Les motifs de l'intervention de l'Allemagne, nous les connaissons. Elle ne pouvait pas laisser ébranler la solidité de la Triplice ; elle avait une dette de reconnaissance à payer à son alliée, qui ne lui avait pas ménagé son appui à la conférence d'Algésiras. Enfin, puisqu'elle s'imaginait être elle-même l'objet d'une tentative d'encerclement de la part de la France, de l'Angleterre et de la Russie, elle tenait à montrer que le geste de porter la main à son épée suffirait à dissiper les illusions de ses adversaires. La politique, ourdie contre elle à Paris et à Londres, s'effondrerait au contact de la réalité, au choc de la puissance militaire allemande. Les risques d'une guerre, quoiqu'on en ait dit à cette époque, n'étaient pas très grands, et sur ce point M. de Kiderlen avait vu juste, lui qui, comme je l'ai fait remarquer déjà, n'avait rien au fond d'un batailleur, même lorsqu'il flattait le

nouveau goût de l'Empereur pour l'emploi de phrases belliqueuses dans des conversations diplomatiques. La Russie n'était pas rétablie des blessures causées par sa lutte avec le Japon et des attentats révolutionnaires qui en avaient été la suite. Le sentiment national en France, à peine remis des surprises provoquées par les complications marocaines, ne se serait pas facilement échauffé pour donner satisfaction aux aspirations de la Serbie. A Londres, il est vrai, le gouvernement et l'opinion avaient condamné sévèrement la violation du traité de Berlin par la diplomatie autrichienne. Mais il y a loin d'une réprobation platonique à une intervention effective.

Cependant l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la pression exercée par le comte de Pourtalès à Saint-Pétersbourg eurent des conséquences beaucoup plus graves qu'on ne l'avait prévu à Berlin. Leur action s'est fait sentir profondément sur la conduite ultérieure du gouvernement du Tzar et leur contre-coup a été visible dans son attitude inflexible, quand un nouveau conflit austro-serbe est venu agiter l'Europe. La crise de 1909 a montré à la Russie tout le prix du rapprochement que l'habileté prévoyante de M. Isvolsky avait réussi, dès 1907, à opérer entre elle et son récent adversaire en Extrême-Orient, entre elle aussi et sa rivale séculaire en Asie centrale, et les accords conclus par cet homme d'État avec le Japon et l'Angleterre ont rendu possibles les alliances d'aujour-

d'hui. La crise de 1909 a eu encore pour résultat de pousser l'empire slave à activer sa réorganisation militaire, en lui démontrant la nécessité de s'armer puissamment contre l'arrogance de ses voisins de l'Ouest. Si l'empereur Guillaume et ses conseillers n'avaient pas eu la mémoire aussi courte, ils auraient été moins surpris qu'ils ne le parurent plus tard de la rapidité des armements russes.

La politique annexionniste du comte d'Aehrenthal, qui mérite d'être dénoncée comme une des causes indirectes de la guerre de 1914, produisit d'autres effets fâcheux pour la monarchie dualiste. La facilité du succès obtenu contribua à abuser les matamores de Vienne et de Budapest sur la vertu du procédé de l'intimidation. Ils se figurèrent que le gouvernement du Tzar, par crainte de trouver encore en face de lui les deux empires germaniques, n'oserait plus se jeter au travers de l'Autriche-Hongrie, si elle avait un jour à châtier la Serbie.

La rencontre de la monarchie des Habsbourg et de la vaillante nation de Kara George sur le terrain bosniaque n'a été en effet que la première passe d'un duel où le plus faible des deux adversaires, forcé à la prudence, allait, en modifiant son jeu, le rendre plus dangereux. Une agitation sourde menée par des sociétés panserbes, qui étaient à l'œuvre depuis longtemps avec des alternatives d'activité et de somnolence, commença dès lors à exciter sans relâche les sentiments séparatistes des

populations de la Bosnie et de la Croatie. Tel fut le résultat le plus clair des hardiesses du comte Aehrenthal, mais la mort l'empêcha d'en être le témoin. Il avait voulu infuser une vigueur nouvelle dans les veines du grand corps affaibli de l'empire austro-hongrois, faire jouer à ce vieillard miné par des maladies sans remèdes un rôle actif sur la scène européenne. Il ne parvint qu'à fomenter l'antagonisme austro-serbe et, en touchant d'une main imprudente à l'œuvre de Bismarck, de Beaconsfield et d'Andrassy, il ralluma la question d'Orient, ce brasier redouté de plusieurs générations de diplomates, qui sommeillait sous les cendres du traité de Berlin.

## II

Deux ans se passent. L'Allemagne les emploie à reconquérir pied à pied à Constantinople le terrain perdu après la déposition d'Abdul Hamid. Son adroit ambassadeur parvient à capter la confiance ombrageuse du comité Union et Progrès, comme il avait fait celle du despote. Les entreprises financières et industrielles allemandes acquièrent chaque année une plus grande envergure en Turquie d'Asie. L'armée turque garde le pli apparent de la discipline prussienne, quoique le corps d'officiers, en perdant le vieil esprit ottoman, héritage de ses devanciers, ait perdu sa qualité la

plus guerrière ; il s'occupe trop de politique et pas assez du soldat. Pendant la crise d'Agadir l'orient européen conserve un aspect paisible, sauf en Crète où l'impatience d'une réunion à la patrie hellénique devient de plus en plus difficile à contenir.

La première puissance qui va détruire cette tranquillité trompeuse est encore une alliée de l'Allemagne, l'Italie. Elle sait qu'à Constantinople le pseudo-régime constitutionnel n'a fait que substituer la tyrannie d'un parti à celle d'un homme et que l'incapacité arrogante des Jeunes Turcs est seule à s'illusionner sur la faiblesse réelle et la décomposition latente de leur pays. L'Italie a hâte après Agadir et la convention franco-allemande de prendre possession du lot qui lui a été réservé dans ses accords avec la France. La crainte de voir des trafiquants allemands solidement installés à Tripoli et à Bengazi précipite peut-être ses décisions. L'expédition de Libye est armée en secret, afin de déjouer à la fois la surveillance de la Turquie et les soupçons de l'Allemagne, qui apprend trop tard les préparatifs militaires menaçant l'intégrité de l'empire ottoman pour essayer de s'y opposer. Cet empire est pour elle un atout encore important dans la partie à jouer plus tard contre la Double Alliance, un auxiliaire sûr chargé de faire une diversion considérable.

Telle est la confiance mutuelle qui règne en 1911 entre les membres de la Triple Alliance ! Mais

la guerre de Libye se traîne en escarmouches, contrairement aux espérances conçues à Rome à ses débuts. Les deux adversaires ne peuvent pas s'étreindre pour se porter des coups décisifs. La Turquie est en état de continuer la lutte sans fatigue et sans pertes réelles, en dehors de l'Afrique, jusqu'au moment où l'Italie transporte le théâtre de ses opérations dans la mer Égée et s'empare de Rhodes et des îles du Dodécanèse. Cette prise lui donne un gage dont elle ne se dessaisira plus et une base navale excellente dans le bassin oriental de la Méditerranée. La capture des îles grecques ne reste pas sans effet pour la paix européenne ; elle excite la jalousie patriotique de la Grèce et active la formation de la Ligue balkanique. Lorsque celle-ci descend en armes du haut des Balkans, la Turquie et l'Italie se décident à signer la paix d'Ouchy, à l'instigation de l'Allemagne.

Si le cabinet de Vienne a remis au jour la question d'Orient en 1909, celui du Quirinal a contribué en 1911 à la maintenir en vie. Il est de plus l'inventeur d'un procédé pour rendre la guerre inévitable : l'ultimatum envoyé en pleine paix avec un délai si court et dans des termes si impérieux qu'il est impossible d'y répondre autrement que par un recours aux armes. Les États balkaniques et surtout l'Autriche-Hongrie vont s'inspirer de ce modèle.

## III

La formation de la confédération ou ligue balkanique, patronnée secrètement par la diplomatie russe, a-t-elle été connue des cabinets de Berlin et de Vienne ? J'inclinerais à penser qu'ils n'en furent informés qu'au moment où les confédérés étaient prêts à entrer en campagne ; sinon ils auraient cherché à les désunir ou à les arrêter, puisque l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient un même et puissant intérêt à conserver la Turquie intacte, disposant non seulement de ses forces militaires, mais de ses ressources financières. C'était bien assez de sa lutte avec l'Italie qui menaçait de s'éterniser. Mais lorsque les Monténégrins, lancés en enfants perdus, eurent commencé les hostilités, le gouvernement allemand prit vite son parti de cette nouvelle complication. La victoire des Turcs pour lui n'était pas douteuse. Les officiers en retraite, collaborateurs des journaux berlinois, établissaient avec force renseignements et chiffres à l'appui la supériorité écrasante de l'armée ottomane. Elle ne ferait qu'une bouchée des Serbes et des Grecs, qui étaient toujours les vaincus de Slivnitza et de Domokos. L'armée bulgare opposerait plus de résistance, mais elle manquait du nombre et de l'instruction nécessaires. On se rallia donc provisoirement à Berlin à la proposition faite par le

cabinet de Paris de ne point tolérer de changements au statut territorial des Balkans. On parut l'accepter, sauf à adopter plus tard, quand la victoire se serait prononcée en faveur du Croissant, les idées du cabinet de Vienne, peu disposé à ménager les confédérés.

Si jamais guerre a paru être, avant ses débuts, une effusion de sang inutile, ce fut bien celle-là. Au reste l'illusion ne dura que quelques jours. Je dînais chez M. de Kiderlen le soir où lui fut apportée la nouvelle de la déroute des Turcs à Kirkilissé. Comment peindre sa stupéfaction? Il ne voulait pas croire qu'une position fortifiée et défendue par d'excellents soldats eût été emportée en quelques heures par une armée de paysans. Il lui fallut bien pourtant admettre l'écrasement de la puissance ottomane après la victoire éclatante des Serbes à Koumanovo et l'entrée des Grecs à Salonique. Mais la surprise la plus cuisante pour l'amour-propre germanique fut d'entendre vanter le matériel français dont les alliés étaient munis aux dépens des canons Krupp de l'armée vaincue et vilipender la tactique allemande, enseignée avec tant de soins par le maréchal von der Goltz aux officiers ottomans. Premières pierres lancées contre deux réputations jusque-là inébranlables et qu'on défendit énergiquement à Berlin.

Les désastres des Turcs avant l'armistice eurent un effet moral extraordinaire en Allemagne. Le nouveau principe, mis en avant par les amis des

vainqueurs : « les Balkans aux Balkaniques », parut admis sans trop de résistance par le gouvernement impérial et par la presse. Une dédaidaigneuse indifférence pour la Turquie et ses malheurs remplaça subitement la belle amitié d'antan. L'Empereur, prompt à se dégoûter des faibles et à se tourner vers les forts, fut un des premiers à opérer cette volte-face intéressante. La diplomatie de la Wilhelmstrasse s'appliqua avant tout à calmer l'exaspération et les velléités d'intervention de celle du Ballplatz ; elle lui prêchait d'abandonner la Turquie à son sort. On m'a rapporté de source sûre que Guillaume II, en prenant congé de l'archiduc héritier, venu à Berlin pour conférer avec lui, sous prétexte d'assister à une chasse impériale, lui avait crié au moment où le train s'ébranlait : « Surtout pas de bêtises » !

L'empire ottoman réduit à ses possessions asiatiques avec Constantinople comme tête de pont en Europe, c'est une solution qu'on a considérée à Berlin pendant tout l'hiver, après et même avant la prise d'Andrinople, comme très acceptable. L'abandon de ses provinces européennes, devenues une charge pour le trésor ottoman, laisserait la Turquie libre de consacrer toutes ses ressources à l'exploitation de ses domaines incultes d'Anatolie et de Syrie où gisait sa véritable richesse. Le Croissant brillerait d'un plus vif éclat dans le ciel d'Asie. La presse de Berlin le laissait entendre à ses amis de Constantinople en guise de consolation. Comme

la finance et l'industrie allemandes avaient enfoui dans les vilayets d'Asie d'énormes capitaux pour la construction de voies ferrées et l'irrigation des concessions de terrains attenantes, la plus sérieuse préoccupation du gouvernement impérial semblait être maintenant de veiller au succès de ces entreprises. Les directeurs de la Deutsche Bank, concessionnaire du chemin de fer de Bagdad, étudiaient attentivement les moyens de sauver les épaves du naufrage de la Turquie et de régler les questions financières, réservées déjà à une conférence qui devait se tenir à Paris.

## IV

Pendant l'hiver la conférence des ambassadeurs, réunie à Londres sous la présidence de sir Ed. Grey, avait révélé chez les grandes Puissances un désir sinon égal, du moins général, d'éviter en restant d'accord des complications européennes et de mettre fin le mieux possible à la lutte balkanique, en persuadant au gouvernement ottoman de consentir aux sacrifices nécessaires. Leur concorde rassurait l'opinion publique. La paix finale, préparée par les laborieux efforts des ambassadeurs, apparaissait de plus en plus prochaine, malgré la rupture de l'armistice et la reprise des hostilités par les Jeunes Turcs, qu'un complot militaire avait ramenés au pouvoir. Tout au plus regrettait-on,

sans y apercevoir encore le danger d'un nouveau conflit, le refus maladroit, opposé à Londres par le délégué bulgare, M. Danew, aux rectifications de frontières réclamées par la Roumanie, qui s'inquiétait, pour le maintien de l'équilibre dans les Balkans autant que pour sa sécurité personnelle, de la constitution d'une grande Bulgarie. Mais voici que dans le courant de mars la situation s'assombrit, le ciel s'enveloppe de nuages et un désaccord, rappelant le souvenir des plus mauvais jours de l'été de 1911, se manifeste entre la Duplice et la Triplice. D'où provenaient ces symptômes ? Du réveil mènaçant du cabinet de Vienne, qui ne pouvait voir sans colère les progrès des Serbes et leur apparition sur les rivages de l'Adriatique, comme aussi de la tension qui se préparait entre la France et l'Allemagne à l'annonce du dépôt de leurs nouveaux projets de loi militaires.

L'expulsion des Serbes de l'Adriatique et l'érection d'une barrière contre l'avance sur les bords de cette mer du slavisme et de l'hellénisme étaient un programme capable de concilier, avec l'aide du cabinet de Berlin, les intérêts presque toujours divergents de ses alliés. L'Italie, favorable aux Etats balkaniques, mais soucieuse avant tout de maintenir l'équilibre austro-italien dans l'Adriatique, une des raisons de sa participation à l'alliance triplicienne, n'était pas disposée à tolérer l'extension de la puissance maritime des Grecs le long de cette mer, en laissant occuper par eux l'ex-

cellent port albanais de Valona, pas plus qu'elle n'entendait aider à la naissance sur cette même côte orientale d'un foyer de propagande serbe qui eût embrasé plus tard les éléments slaves de la Dalmatie et de l'Istrie. La Triple Alliance s'empara adroitement du principe employé contre la Turquie : « les Balkans aux Balkaniques », pour exiger la création d'une Albanie indépendante, assemblage hétéroclite de tribus professant trois religions différentes et séparées par des haines séculaires. Le nouvel État, d'après une entente conclue entre la Consulta et le Ballplatz, devait vivre sous la double tutelle de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie qui y exerceraient une sorte de condominium. Comme d'autres essais du même système qui ont duré plus longtemps, celui-ci était condamné, après une existence éphémère, à dégénérer en rivalité ouverte.

Impatient de venger les échecs de sa politique balkanique et se sachant soutenu par Berlin, le cabinet de Vienne se décida à envoyer le 20 mars une note comminatoire au Monténégro, à qui la complicité d'Essad Pacha, défenseur de Scutari, allait bientôt livrer cette place. La note fut suivie de l'apparition d'une escadre autrichienne sur les côtes albanaises et monténégrines. On se rappelle l'emballement dont fut saisi à cette nouvelle le sentiment public tant en France qu'en Russie en faveur des Serbes et des Monténégrins, agitation de surface qui ne remua pas les couches profondes

de la population. Si les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg avaient obéi aux injonctions d'une partie de leur presse, ils se seraient trouvés tout à coup au seuil d'une guerre, engagée sur un très mauvais terrain, où le cabinet de Saint-James, indifférent alors à la Serbie, ne les aurait pas suivis, tandis qu'ils auraient eu en face d'eux le bloc uni et formidable de la Triple Alliance. A Berlin l'imminence de cette guerre apparut si clairement au gouvernement impérial qu'il fit prévenir les officiers et les hommes de la réserve de se tenir prêts pour l'appel de la mobilisation.

Heureusement les dirigeants de la politique de la Double Alliance aperçurent le péril assez à temps pour l'éviter. Ils adhérèrent au compromis proposé à la conférence de Londres, qui ne laissait aux deux États serbes que les districts d'Ipeck, de Diakowo et de Prizrend, Scutari étant réservé à la future principauté d'Albanie. Devant la volonté unanime des grandes puissances et malgré les protestations indignées de quelques journaux russes et français, le roi de Monténégro se résigna, au commencement de mai, à évacuer Scutari où tinrent garnison des détachements de troupes des Puissances. Le 30 du même mois un traité turco-balkanique était signé à Londres. L'Europe croyait pouvoir respirer. Elle se trompait étrangement ; la paix n'était que provisoire.

## V

Pour démontrer au Reichstag la nécessité de la nouvelle loi militaire déposée le 18 mars précédent et dont j'ai parlé ailleurs[1], l'exposé des motifs en faisait remonter la première pensée dans l'esprit du gouvernement impérial aux premières victoires de la Ligue balkanique. L'Autriche-Hongrie, paralysée par ce nouveau groupement, allié probable de la Russie, ne pourrait plus prêter une aide aussi efficace à l'Allemagne et celle-ci, réduite à ses seules forces, serait obligée de faire face à ses adversaires sur deux fronts opposés.

La campagne des Balkans n'a pas fait naître pour l'Allemagne le besoin d'augmenter ses armements ; ce projet existait antérieurement et le gros matériel que les crédits de la nouvelle loi devaient solder était déjà commandé à Krupp ; d'autres dépenses avaient été également engagées. Mais la lutte balkanique a été pour l'état-major de Berlin un mauvais exemple, elle lui a servi de stimulant, de coup de fouet, pour hâter le déclenchement d'une guerre générale. Toutefois, avant d'en venir aux mains avec les ennemis de l'est et de l'ouest, il voulait donner à l'armée ses derniers perfectionnements, dont quelques-uns ont pu lui être suggérés par l'expérience des récents événements militaires.

1. Chapitre III.

Symptôme curieux, le 7 avril, dans son discours explicatif de la loi, le chancelier ne fit aucune allusion à l'Italie ni à la coopération des armées italiennes. Était-ce par un dédain injustifié de leur valeur combative ? Nullement, car il se serait bien gardé de froisser une alliée naturellement susceptible. N'était-ce pas plutôt qu'en montrant à ses auditeurs l'Autriche-Hongrie aux prises avec les nouveaux confédérés sur ce terrain brûlant de la péninsule balkanique, où une victoire de la monarchie dualiste aurait forcément modifié l'équilibre austro-italien qui était une des conditions de la Triple-Alliance, il jugeait plus prudent de ne point parler de l'Italie ? Nous savons aujourd'hui par la publication du Livre vert de M. Sonnino que l'article 7 du traité prévoyait pour l'Autriche-Hongrie l'obligation de s'entendre préalablement avec son alliée de Rome, si le statu quo balkanique venait à être modifié de son fait par une occupation temporaire ou durable de territoires, la même obligation incombant naturellement à l'Italie. Nous percevons mieux maintenant les difficultés qu'aurait rencontrées une participation italienne à une guerre générale destinée à s'étendre, suivant les prévisions ou les désirs des deux empires du centre, à l'intérieur des Balkans. Mieux valait donc passer cette coopération sous silence. Mais, chose étrange, aucune voix au Reichstag ni dans la presse ne réclama contre l'omission par le chancelier de l'alliée latine.

Au surplus, lorsqu'il fut évoqué par M. de Bethmann-Hollweg, le spectre de la confédération balkanique n'était rien moins que redoutable. Le danger signalé allait s'évanouir en fumée et les confédérés, au lieu de se partager leur butin en frères, ne songeaient déjà plus qu'à se le disputer les armes à la main. Le Chancelier, si mauvais que fussent ses renseignements de source diplomatique, ne pouvait guère l'ignorer. La loi militaire de 1913 était le dernier chapitre d'un ouvrage méthodiquement élaboré par l'état-major ; les événements de l'automne de 1913 n'ont fourni que le prétexte et la mise en scène nécessaires à son apparition.

Cependant au printemps de 1913 Guillaume II, quoiqu'il se fût tenu aux côtés de ses alliés dans l'affaire de Scutari, ne paraissait pas désirer une guerre immédiate. Raisons militaires et raisons de famille s'unissaient pour la faire retarder. La nouvelle loi avec sa couverture financière n'était pas encore votée par le Reichstag et l'Empereur voulait célébrer en paix dans sa capitale la vingt-cinquième année de son règne, en même temps que le mariage de sa fille avec le duc Ernest de Cumberland.

Aux fêtes nuptiales avaient été invités, outre les familles des fiancés, les souverains de Russie et de la Grande-Bretagne en qualité de parents. C'était une occasion, choisie sans doute à dessein, pour tenter une dernière fois d'isoler la France

républicaine des monarchies de la Triple Entente. Le soir du gala de l'Opéra, Guillaume II rayonnant apparut dans la loge impériale, accompagné de l'Impératrice et de l'heureuse fiancée, entouré du tzar Nicolas, du roi George, de la reine Mary, et suivi du jeune héritier de la maison des Guelfes, qu'une inclination de son cœur autant qu'une adroite politique avait réconcilié avec les Hohenzollern, quoiqu'ils eussent détrôné son grand-père. Quel triomphe pour le monarque allemand, à qui la fortune semblait décidément prodiguer tous ses sourires! L'image inoubliable de ce bonheur presque insolent nous ramène à l'esprit, par un rapprochement historique qui s'impose, le souvenir des célèbres représentations d'Erfurth. Là aussi un César, couronné, celui-là, par la victoire, ayant derrière lui un parterre de rois, s'entretenait amicalement devant un public chamarré avec un Empereur de Russie. Mais, après Erfurth, Napoléon mit quatre ans à se brouiller avec Alexandre et une année seulement s'était écoulée que Guillaume II faisait tourner en inimitié implacable la franche cordialité de ses hôtes, devenus les défenseurs de deux petites nations injustement opprimées.

## VI

Le projet de loi rétablissant le service militaire de trois ans a été la réplique immédiate du gouver-

nement de la République au sacrifice exigé des contribuables allemands, afin d'établir d'une façon écrasante la supériorité de l'armée impériale. Lorsque l'incertitude d'un vote favorable du Parlement français fut dissipée, la surprise, causée d'abord par cette riposte, fit place en Allemagne à une véritable indignation ; elle aurait paru risible, s'il ne s'était agi d'un sujet aussi sérieux. Vous auriez pensé, à lire les feuilles berlinoises, que l'Empire seul avait le droit de s'armer pour sa défense et qu'un droit pareil n'existait pas pour la France. Dans certains salons le rétablissement du service de trois ans était qualifié de provocation au germanisme ! Le mot d'ordre fut donné aux journaux de brouiller les dates et d'affirmer que le projet français était antérieur au projet allemand. Mensonge évident, colporté par toute la presse, à l'exception des organes socialistes, comme une accusation accablante contre la France. Le Dr Th. Schiemann soutint même dans la *Gazette de la Croix* que le service de trois ans avait été imposé par le gouvernement du Tzar à M. Poincaré, pendant la visite que le Président avait faite l'été précédent à Saint-Pétersbourg, étant alors ministre des Affaires Étrangères. C'était le prix exigé par la Russie pour sa coopération militaire et le maintien de l'alliance.

Le danger de cette excitation voulue du chauvinisme teuton consistait, aux yeux d'un observateur étranger, dans la durée qu'allait vraisembla-

blement avoir la discussion simultanée des projets des loi devant les Parlements des deux pays. Aux attaques de la presse germanique la presse française répondait sur un ton également acerbe. Si au cours des débats parlementaires des incidents malheureux venaient à se produire, le cabinet républicain aurait-il à Paris assez de maîtrise sur l'opinion publique, le gouvernement impérial à Berlin assez d'action sur les pangermanistes, pour pouvoir y apporter des solutions promptes et amicales ? Personne n'a oublié l'émotion pleine de soupçons qui s'était emparée des esprits en France, lorsque quelque temps auparavant, au mois d'avril, un Zeppelin, après avoir survolé une partie de la frontière, s'était abattu inopinément à Lunéville. L'incident de Nancy fut plus difficile à aplanir. Grâce à son sang-froid le cabinet Barthou, à la suite de la bagarre qui avait eu lieu entre des étudiants de cette ville et des touristes allemands, sut prévenir par des sanctions rapides la demande d'explications et d'excuses, qu'un journal très échauffé, l'officieuse *Gazette de Cologne*, conseillait à M. de Jagow d'adresser au gouvernement de la République. L'été survint pourtant, sans qu'une catastrophe eût éclaté, et les deux projets de loi, l'allemand et le français, furent votés dans une atmosphère politique troublée, qui sentait déjà la poudre.

Un indice des plus inquiétants du mauvais vouloir du gouvernement de Guillaume II envers la

France et des sentiments hostiles qu'il laissait cultiver dans le pays, comme pour produire une moisson de haine, a été la persistance de la légende relative aux cruautés subies par des soldats allemands de la Légion étrangère. Rien ne lui eût été plus facile que de nier officiellement ces traitements barbares, ainsi que le prétendu raccolage auquel se livraient en Allemagne des agents de ce corps célèbre, de faire taire enfin les vertueuses protestations que soulevait son existence. Non seulement il ne le fit pas, mais il toléra même, tant qu'elle ne lui eut pas été dénoncée, la représentation sur une scène de la capitale d'une pièce où l'uniforme français des légionnaires était bafoué. On aurait pu comparer la Légion étrangère à un cautère entretenu par les autorités allemandes, pour envenimer, quand il leur plairait, leurs rapports avec la France.

## VII

Si ces froissements dangereux préoccupaient pardessus tout ceux qui, comme moi, faisaient dépendre la paix de l'Europe de l'état des relations entre l'Allemagne et la France, il semble bien qu'à ce moment-là l'attention du public européen ait été plutôt attirée par les graves événements dont la péninsule des Balkans devint le théâtre peu après le traité de Saint-James du 30 mai. Un nou-

veau conflit s'y préparait. Il put, comme les précédents, être localisé, mais il laissa des ferments de rancune et de haine qui se développèrent silencieusement pendant l'hiver, pour contribuer l'été suivant à l'éclosion d'une guerre générale.

Une très lourde part de responsabilité revient à la diplomatie autrichienne dans la seconde lutte balkanique. Elle ne pouvait pas se résigner à faire bonne mine à mauvais jeu ni supporter le voisinage d'une Serbie grandie en puissance et en prestige. Les disputes des confédérés pour le partage de la Macédoine lui ont procuré l'occasion qu'elle guettait depuis les désastres ottomans. C'est elle, — nul doute n'existe plus à ce sujet, — qui a poussé la Bulgarie à attaquer ses alliés de la veille, en lui promettant de retenir la Roumanie dans l'inaction. Elle ne s'est pas dit qu'elle sacrifiait ainsi un allié fidèle dans la région avancée du bas Danube, un centre de culture occidentale qui y résiste seul à l'influence du slavisme, ni que l'avenir de l'État roumain aurait été sérieusement compromis par l'existence d'une trop forte Bulgarie. Son porte-parole à Bucarest, le prince Charles de Furstenberg, est allé, à ce que nous a appris M. Take Jonescu, jusqu'à l'intimidation, afin d'empêcher l'intervention des troupes roumaines. Peines perdues ! Tous les calculs autrichiens ont été faussés par les victoires des Grecs et des Serbes et par leur alliance avec les Roumains.

Le roi Carol avait conduit pendant quarante-sept ans avec autant de sagesse que de bonheur les destinées de son jeune royaume. Mais sa clairvoyance habituelle lui fit défaut au début des hostilités balkaniques. Il avait cru, comme les Allemands, à la victoire des Turcs et la fortune, qui passe bien à tort pour n'aimer point les vieillards, sembla lui refuser pendant l'hiver le moyen de réparer son erreur. Sa popularité même en avait souffert auprès de ses sujets. Cependant le printemps s'achevait à peine que la fortune changeante lui offrit une compensation inespérée. Cette fois le vieux monarque saisit au vol l'occasion qui lui était fournie par l'excès d'ambition de son rival en habileté politique, le tzar de Bulgarie. Dût la convention secrète qui le liait à l'Autriche être déchirée, dût la grande amitié qu'avait pour lui François-Joseph en être cruellement altérée, le roi Carol alla de l'avant et il eut ainsi l'orgueil de dicter aux Bulgares, réduits à merci par l'entrée en campagne de ses troupes, sans qu'il en coûtât une seule goutte de sang roumain, le traité de Bucarest. Lorsque le cabinet de Vienne émit la prétention de soumettre ce traité à la révision des Puissances, le roi s'y opposa fièrement. Sans doute était-il secrètement assuré de l'appui de l'Allemagne, résolue à ménager la Roumanie pour la retenir sous l'influence germanique, car il télégraphia sa reconnaissance à l'empereur Guillaume dans cette phrase qui n'a pas besoin de commentaires : « Grâce à toi la paix restera définitive. »

Le cabinet de Berlin n'avait donc pas suivi celui de Vienne dans sa tortueuse politique d'intrigues à Sofia et à Bucarest. Comme M. Zimmermann me le disait alors, le gouvernement impérial se contentait de garder la neutralité vis-à-vis des Balkaniques, en s'abstenant d'intervenir autrement que par des conseils dans la fureur de leurs querelles. Il n'y a aucune raison de douter de la sincérité de cette affirmation. En effet la règle de conduite, adoptée par l'Allemagne, était d'autant plus habile qu'elle favorisait le relèvement militaire de la Turquie. Le succès du complot qui avait mis la dictature entre les mains d'Enver-bey et des jeunes Turcs avait été appris avec plaisir à Berlin. Après que le tzar Ferdinand eut commis l'imprudence de retirer la garnison bulgare d'Andrinople pour tenir tête à ses ennemis en Macédoine, la seconde capitale des Ottomans retomba sans coup férir en leur pouvoir. Le gouvernement allemand refusa, après ce facile fait d'armes, de se joindre aux puissances de la Triple Entente, en vue d'obliger les Turcs à lâcher prise et à s'en tenir à la frontière fixée à Londres, sous la menace de mesures de coercition ou de pression, bien difficiles du reste à exécuter, de sorte que le traité de Saint-James, à peine signé, put être impunément déchiré. La reconnaissance de cet appui moral devait faire oublier à la Turquie l'abandon où son ancienne protectrice l'avait laissée à l'époque de ses premiers revers. Enfin,

sous les auspices de la diplomatie allemande, plus écoutée que jamais à Constantinople, la paix fut scellée par un traité qui enleva aux Bulgares la plus grande partie de leurs conquêtes en Thrace.

Jusqu'à quel point, au lendemain de la paix de Bucarest qu'il avait approuvée, le cabinet de Berlin s'est-il associé à la démarche dont M. Giolitti a apporté la curieuse révélation au Parlement italien ? L'Autriche-Hongrie, pressée d'agir, aurait voulu écraser la Serbie en plein triomphe. Dès le 9 août 1913, elle faisait des ouvertures dans ce but au cabinet du Quirinal qui refusa de prêter l'oreille à ses suggestions. Ce ne fut là probablement qu'un coup de sonde resté sans résultat. Si l'Allemagne avait jugé le moment propice pour rouvrir encore une fois la question des Balkans et réaliser du même coup ses ambitions européennes, elle aurait passé outre aux répugnances et au refus de l'Italie ; elle serait partie en guerre avec son impatiente alliée, comme elle l'a fait un an plus tard. Mais l'heure n'avait pas encore sonné, selon le jugement de l'Empereur, pour l'exécution de ses vastes projets.

## VIII

Pendant l'hiver suivant, un fait caractéristique a montré aux plus clairvoyants l'importance que la Turquie et sa réorganisation militaire avaient acquise de nouveau aux yeux de l'état-major de

Berlin. Un général allemand des plus capables, Liman von Sanders, fut envoyé avec une nombreuse mission à Constantinople, pour y prendre le commandement du 1er corps, réinstruire à l'allemande le soldat turc et réinstaller les services auxiliaires. Sur les réclamations de l'ambassadeur du Tzar, on se contenta de changer son titre en celui d'inspecteur général avec le grade de maréchal. En même temps, Enver-bey, dont le dévouement à l'Allemagne était notoire, devenait ministre de la guerre et pratiquait immédiatement une coupe sombre dans les rangs des officiers supérieurs. Qu'indiquaient cette nomination d'un Allemand à la tête de l'armée et cette épuration radicale du cadre des généraux, sinon le dessein de rendre les forces militaires de la Turquie aptes à remplir le plus rapidement possible sous des chefs absolument sûrs le rôle qui leur était réservé en de prochaines hostilités ?

Guillaume II s'est complètement désintéressé en revanche du sort de l'Albanie, qu'il avait aidé puissamment à mettre au monde. Mieux éclairé sans doute que ses alliés sur la viabilité de ce produit malingre de leur diplomatie, il n'avait pas approuvé qu'un prince allemand briguât la couronne albanaise et s'embarquât dans cette folle aventure ; il l'avait laissé se faire patronner par la cour de Vienne. Après les premiers incidents tragi-comiques du siège de Durazzo, le malheureux prince de Wied fut lestement lâché par le gouver-

nement impérial, honteux du ridicule que son équipée faisait rejaillir sur le nom allemand.

Au cours des derniers mois qui précédèrent le cataclysme final, les relations devinrent plus étroites encore et les échanges de vue plus fréquents entre les cours de Berlin et de Vienne. Guillaume II et l'archiduc héritier, le vrai directeur de la politique austro-hongroise, ne négligent alors aucune occasion de se voir et de causer. On dirait des conciliabules de complices discutant le grand coup qu'ils préparent. En avril le Kaiser rend visite au Kronprinz autrichien à Miramar, en juin à Konopischt, en Bohême, où il se fait accompagner de son secrétaire d'État à la marine. La curiosité du public et l'intérêt des diplomates sont excités par ces témoignages d'une amitié trop vive pour n'être pas inquiétante. Pendant l'excursion à Konopischt, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres est chargé de rassurer le Foreign Office sur la présence de l'amiral de Tirpitz dans la suite de l'Empereur : cette visite n'a aucun but militaire. Qui s'excuse s'accuse ! L'amiral ne s'est évidemment pas déplacé pour aller respirer le parfum des roses de Bohême. Mais qui nous dira jamais le sujet de ces entretiens, dont un des participants est déjà dans la tombe ? A-t-on à Konopischt remanié la carte de l'Europe centrale et des Balkans, préparé aux escadres austro-allemandes la maîtrise de la Méditerranée, fixé l'époque du branle-bas général ? L'archiduc paraissait le plus ardent à

désirer la guerre, si tant est qu'on ait pu déchiffrer l'âme de ce prince impénétrable, et, par un arrêt du ciel, il n'a pas vu l'accomplissement des projets qu'il avait froidement combinés avec ses hôtes, au milieu des parterres en fleurs de son château seigneurial.

Au printemps de 1914 l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui ont chacune une revanche à prendre, l'une au Maroc, l'autre dans les Balkans, sont parvenues à l'apogée de leur préparation militaire. L'armée allemande est tout à fait prête et l'armée austro-hongroise autant qu'elle peut l'être. Les dirigeables et les avions n'attendent qu'un signal pour s'envoler de leurs hangars ; l'artillerie lourde est rangée, monstrueuse, dans les parcs de siège. Seul, le prétexte d'une guerre fait encore défaut. Mais, comme l'avait écrit le Dr Th. Schiemann dans son journal, pour avoir une guerre avec la France, il suffisait de lâcher l'Autriche contre la Serbie. Parole prophétique, dont un crime politique va démontrer l'exactitude, en même temps qu'il donnera à Guillaume II le prétexte nécessaire pour s'ériger devant l'Europe en vengeur et en justicier.

---

## CHAPITRE VIII

# LA SEMAINE TRAGIQUE

### I

L'archiduc François-Ferdinand passera dans l'histoire sans avoir livré son secret. On lui a prêté de grands desseins politiques, surtout à cause de son amitié avec Guillaume II. En réalité que sait-on de lui ? Qu'il avait une volonté forte et entêtée, qu'il était très clérical, très autrichien, mal disposé pour les Hongrois au point de n'avoir pas de relations avec leurs hommes d'État, et qu'il n'aimait pas l'Italie. On lui a attribué des sympathies pour les éléments slaves de la monarchie ; on a prétendu qu'il rêvait de constituer à la place de l'empire dualiste, afin de faire contrepoids à l'influence magyare, un État « trialiste », dont le troisième facteur aurait été formé en majeure partie des provinces slaves détachées de la couronne de Saint-Étienne. Au lendemain de son assassinat, la *Gazette de Voss* a combattu cette supposition avec des arguments qui m'ont paru pleins de bon sens. L'archiduc était trop intelligent, disait la feuille berlinoise, pour ne pas comprendre qu'il susciterait

ainsi à l'Autriche deux rivalités au lieu d'une et que les populations serbes subiraient l'attraction de Belgrade plutôt que celle de Vienne. La Serbie deviendrait le Piémont des Balkans ; elle attirerait à elle les Slaves de la vallée du Danube par un phénomène de cristallisation analogue à celui qui s'est produit dans la péninsule italienne.

L'archiduc, acquérant d'année en année plus d'autorité et d'influence sur le gouvernement de l'Empire, à mesure que la volonté de son oncle s'affaiblissait sous le poids des ans, avait réussi dans ses efforts pour doter l'Autriche-Hongrie d'une nouvelle marine de guerre, contrefaçon sur une moindre échelle de celle de Guillaume II, et pour réorganiser l'armée active, toujours à l'imitation de l'Allemagne. On lui reprochait, au sein de certaines coteries, de ne pas se tenir assez dans la pénombre et de ne pas montrer beaucoup de tact ni de ménagements en sa façon de se substituer au fantôme d'Empereur qui vieillissait doucement à Schoenbrünn, entouré de la vénération de ses sujets de races diverses. On lui reprochait également de placer dans les grands postes civils et militaires trop d'hommes à sa dévotion.

Nous pouvons nous imaginer que ce prince, frappé du déclin graduel de la monarchie, aurait tenté de lui rendre la vigueur qui l'abandonnait et que, même avant de ceindre la couronne impériale, son premier souci était de maintenir d'une main ferme le faisceau des nationalités, hostiles entre

elles et toujours mécontentes, dont se compose l'empire dualiste. A l'extérieur, nous pouvons supposer qu'il avait à cœur de donner à l'Autriche-Hongrie une place moins effacée et de premier rang; qu'il la voulait par-dessus tout prépondérante sur le cours du Danube comme dans les Balkans; qu'il aspirait même à lui ouvrir le chemin de Salonique et de la mer d'Orient, fût-ce au prix d'un heurt avec la Russie. Cet antagonisme des deux empires voisins a dû faire souvent le sujet des entretiens de François-Ferdinand avec Guillaume II.

La gloire militaire, le prestige conquis sur les champs de bataille, l'archiduc en avait besoin pour asseoir sans opposition sa compagne sur le trône impérial et faire de ses enfants les héritiers des Césars. On le soupçonnait en effet, en Autriche et à l'étranger, de ne vouloir point observer le pacte de famille qu'il avait souscrit, lors de son mariage avec la comtesse Sophie Chotek. Il le regardait peut-être comme un contrat entaché de nullité, à cause de la contrainte qu'il avait subie. Les honneurs successifs, qui avaient tiré la duchesse de Hohenberg de l'obscurité, où est confinée d'ordinaire l'épouse morganatique d'un prince allemand, pour l'amener tout près des marches du trône, étaient un indice que son ascension ne s'arrêterait pas à mi-chemin. L'archiduc passait, comme Guillaume II lui-même, pour être le modèle des maris et des pères. Il était de ces princes qui adorent leurs enfants, mais

qui sont très capables, poussés par des ambitions politiques, d'envoyer les enfants des autres à la boucherie. Admirable matière à développer dans des prédications socialistes et républicaines.

J'ai rencontré plusieurs fois l'héritier de la couronne impériale d'Autriche, notamment à Vienne, en 1910, où j'avais l'honneur d'accompagner mon souverain, et deux ans plus tard à Munich aux obsèques du Prince Régent. Chaque fois la mine renfrognée de ce Habsbourg aux traits lourds, plutôt corpulent, très différent du type héréditaire élancé de ses ancêtres, m'a curieusement frappé. L'abord n'était certainement pas engageant ni la physionomie sympathique. La duchesse de Hohenberg que j'ai retrouvée faisant avec grâce les honneurs du palais du Belvédère, après l'avoir connue, petite fille, dans la maison de son père, ministre d'Autriche à Bruxelles, avait conservé en sa haute situation la simplicité souriante de la famille Chotek ; ce qui n'excluait pas sans doute chez elle, pour elle-même et surtout pour l'aîné de ses fils, une ambition allant jusqu'à la vision d'une double couronne.

## II

La nouvelle de l'assassinat de l'archiduc et de sa femme, inséparables jusque dans la mort, éclata à Berlin, l'après-midi du dimanche 28 juin,

comme un coup de tonnerre inattendu au milieu d'une calme journée d'été. Je me rendis aussitôt à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, pour exprimer à l'ambassadeur toute l'horreur dont m'avait frappé ce drame sauvage. Le comte Szögyény, doyen du corps diplomatique, était à la veille de quitter son poste où il résidait depuis plus de vingt ans, honoré de tous ses collègues. On se disait à l'oreille que son remplacement avait été exigé par l'archiduc François-Ferdinand, préoccupé de rajeunir les cadres diplomatiques. Je trouvai l'ambassadeur accablé par l'affreuse nouvelle. Il paraissait rempli d'angoisse à la pensée de son vieux souverain, qu'entouraient tant de cercueils, et de l'empire dualiste, privé de son pilote le plus capable, n'ayant plus pour le diriger qu'un octogénaire appuyé sur un jeune homme de vingt-six ans. Je quittai l'ambassade avec M. Cambon, qui s'était rendu chez son collègue dans la même pensée, en m'entretenant avec lui des conséquences européennes, encore impossibles à prévoir, qu'aurait cet effroyable événement.

Dès le lendemain, le ton de la presse berlinoise, commentant le drame de Serajevo, fut très menaçant. Elle s'attendait de la part du cabinet de Vienne à une demande immédiate de satisfactions formulée à Belgrade, si des sujets serbes, comme elle le croyait, se trouvaient impliqués dans la genèse et l'exécution du complot. Mais jusqu'où iraient ces satisfactions et sous quelle forme seraient-

elles exigées ? Toute la question était là. La nouvelle, lancée par l'officieux *Lokal Anzeiger*, d'une pression exercée par le ministre d'Autriche-Hongrie, en vue d'obtenir du gouvernement serbe l'ouverture de poursuites contre les menées anarchistes dont l'archiduc et sa femme avaient été victimes, ne surprit personne, mais ne fut pas confirmée. Tout au contraire un vent d'apaisement parut bientôt souffler de Vienne et de Budapest, qui calma subitement l'excitation des journaux. Un mot d'ordre sembla avoir été donné de laisser se refroidir la colère et l'émoi du public. Le gouvernement austro-hongrois, nous apprenaient les agences télégraphiques, procédait avec calme à l'instruction du procès des meurtriers. Le langage tenu à Vienne au corps diplomatique par le comte Berchtold, à Budapest au Parlement par le comte Tisza, était rassurant et permettait de compter sur un dénouement pacifique.

A la Wilhelmstrasse aussi, on s'exprimait en termes très mesurés sur les sanctions qui seraient demandées à la Serbie. M. Zimmermann, sans avoir connaissance, me disait-il, des résolutions arrêtées à Vienne, pensait qu'une démarche ne serait faite à Belgrade qu'après que le gouvernement austro-hongrois aurait réuni les preuves de la participation de sujets ou de sociétés serbes à la préparation du crime de Serajevo. Le sous-secrétaire d'État s'était expliqué dans le même sens avec l'ambassadeur de Russie, accouru pour l'en-

tretenir des craintes que lui inspirerait, en vue du maintien de la paix, toute tentative de contraindre la Serbie à prendre des mesures contre les sociétés serbes, si elles étaient accusées de menées insurrectionnelles en Bosnie et en Croatie. M. Zimmermann avait déclaré à M. de Sverbéew qu'à son sentiment le meilleur conseil à donner à Belgrade était de mettre fin à l'activité néfaste de ces sociétés et de punir les complices des assassins de l'archiduc. — Un pareil langage traduisait dans sa modération l'opinion générale.

Mais l'Empereur, ami personnel de l'archiduc, de quelle façon retentissante son chagrin et sa colère allaient-ils éclater ? Tous les yeux étaient tournés du côté de Kiel, où la fatale nouvelle atteignit Guillaume II, tandis qu'il prenait part, à bord de son yacht, à une course de bateaux à voile. Il changea de visage et on l'entendit murmurer : « Tout l'effort de ma vie depuis vingt-cinq ans est donc à recommencer ! » Paroles énigmatiques qu'on peut interpréter de diverses manières. A l'ambassadeur d'Angleterre, qui se trouvait aussi à Kiel avec l'escadre britannique revenant de la Baltique, il dit cette phrase plus significative : « C'est un crime contre le germanisme. *Es ist ein Verbrechen gegen das Deutschtum.* » Ces mots annonçaient probablement que l'Allemagne, se croyant lésée par le crime de Serajevo, en poursuivrait le châtiment, en se solidarisant avec l'Autriche. Mais Guillaume II, plus maître de soi qu'à l'ordinaire, ne se laissa pas

aller en public à d'autres manifestations verbales.

Sa venue était annoncée à Vienne pour les obsèques de l'archiduc. Quels motifs l'empêchèrent-ils d'apporter au défunt ce dernier témoignage d'une amitié qui, de politique, était devenue réelle et même sentimentale, avec une nuance de protection habituelle à l'Empereur ? Il prétexta une indisposition, mais sans doute fut-il écœuré des misérables chicanes d'étiquette, au moyen desquelles le grand maître de la Cour, le prince de Montenuovo, refusa de donner un éclat convenable aux funérailles de l'héritier du trône et de sa femme morganatique. Dans ces conditions, on ne devait désirer à Vienne ni la présence de Guillaume II, ni ses critiques.

L'Empereur partit, dès le commencement de juillet, pour sa croisière accoutumée sur les côtes de Norvège et nous respirâmes à Berlin. S'il s'éloignait ainsi paisiblement du continent, c'est que l'orage près de fondre sur la Serbie s'éloignait aussi de la vallée du Danube. Telle fut, j'imagine, la pensée du gouvernement britannique, qui ne renvoya pas à Berlin son ambassadeur déjà en congé. D'autres diplomates, parmi lesquels l'ambassadeur de Russie, prirent comme d'habitude leurs vacances annuelles. Mais l'Empereur, au fond des fiords norvégiens, était tenu au courant du coup de théâtre machiné en secret par le cabinet de Vienne. Le prochain ultimatum à la Serbie lui était télégraphié directement par son ambassadeur,

M. de Tschirsky, agent actif, partisan zélé d'une politique hostile à la Russie et qui, dès le premier moment, avait désiré la guerre [1]. La résolution de Guillaume II, si elle n'a pas déjà été prise à Kiel, fut arrêtée, sans doute, au cours de sa croisière. Son départ pour le Nord n'était qu'un leurre, un moyen de donner le change à l'Europe et à la Triple-Entente, en leur inspirant une sécurité exagérée. Tandis qu'on le croyait occupé à détendre ses nerfs et à réparer ses forces au souffle salin de l'Océan, il se réservait de reparaître inopinément sur le théâtre des événements, afin de précipiter le dénouement de la tragédie, dont les premières scènes allaient se jouer en son absence.

## III

Pendant ces premières semaines de juillet, nous n'avons pas vécu à Berlin, mes collègues et moi, dans une fausse tranquillité. A mesure que se prolongeait le calme trompeur causé par le silence du Cabinet de Vienne, nous éprouvions une sorte de malaise et de sourde inquiétude, mais nous étions loin de prévoir que, du jour au lendemain, nous serions jetés en pleine tourmente diplomatique où, après une semaine d'angoisses tragiques, nous assisterions, impuissants et muets, au naufrage de la paix et de nos suprêmes espérances.

1. Voir notamment les rapports 141 et 161 de sir M. de Bunsen à sir Ed. Grey (*Great Britain and the european crisis*).

L'ultimatum, remis sous forme de note le 23 juillet au cabinet serbe par le baron de Giesl, ne nous fut révélé par la presse berlinoise que le lendemain dans son édition du matin. Ce nouveau coup de foudre dépassait ce que nos imaginations avaient conçu de plus alarmant. La secousse fut si inattendue que certains journaux déconcertés parurent trouver les imputations du cabinet de Vienne excessives : « L'Autriche-Hongrie, disait la *Gazette de Voss*, aura à justifier les graves accusations qu'elle formule contre la Serbie et son gouvernement, en publiant les résultats de l'instruction judiciaire de Serajevo. »

Ma conviction, partagée par plusieurs de mes collègues, fut que les hommes d'État autrichiens et hongrois ne s'étaient pas décidés à risquer un coup pareil contre un royaume balkanique, sans avoir consulté leurs collègues à Berlin ni s'être assurés de l'assentiment de l'empereur Guillaume. La crainte et l'horreur qu'il a des régicides et un vif sentiment de confraternité dynastique pouvaient expliquer qu'il eût laissé les mains libres à ses alliés, malgré le danger à prévoir d'un conflit européen. Il ne s'agissait de rien de moins en effet. Que la Russie se désintéressât du sort de la Serbie jusqu'à tolérer une atteinte aussi audacieuse à son indépendance et à sa souveraineté ; que le cabinet de Saint-Pétersbourg reniât le principe, proclamé encore deux mois auparavant à la Douma par M. Sazonow : les Balkans aux Balkaniques ; que

le peuple russe, enfin, répudiât tout à coup les attaches séculaires, les liens du sang qui l'unissaient aux populations slaves de la péninsule, ces suppositions ne me vinrent pas un seul instant à l'esprit.

L'impression pessimiste du corps diplomatique grandit le lendemain, 25, par l'effet des propos qui lui furent tenus à la Wilhelmstrasse. MM. de Jagow et Zimmermann disaient qu'ils avaient ignoré le contenu de la note austro-hongroise, ce qui était jouer sur les mots : ils n'en avaient pas connu, je le veux bien, les termes mêmes, mais ils étaient au courant de son esprit et de ses revendications. Ils ajoutaient du reste immédiatement que le gouvernement impérial approuvait la conduite de son allié et ne trouvait pas le ton de sa communication trop rude. La presse berlinoise, de son côté, sauf toujours les organes socialistes, était revenue de son étonnement de la veille ; elle faisait chorus aux feuilles de Vienne et de Budapest, dont elle publiait des extraits, et envisageait froidement l'éventualité d'une guerre, en exprimant l'espoir qu'elle resterait localisée.

Combien minces et ténus, à côté de l'attitude du gouvernement et du langage des journaux, apparaissaient les indices d'une solution pacifique ! Ils provenaient tous de l'impression ressentie au dehors de l'Allemagne et rapportée par les télégrammes de l'étranger. Le sentiment public en Europe ne comprenait pas la nécessité de pareils moyens d'in-

timidation pour obtenir des satisfactions, dont la discussion était incontestablement l'affaire de la diplomatie. Il semblait impossible que le comte Berchtold ne tînt pas compte du mouvement spontané de réprobation qui se manifestait contre son ultimatum partout ailleurs qu'à Berlin. Une demande modérée aurait paru juste ; l'étendue et la nature des sanctions exigées étaient jugées inacceptables et la forme d'une brutalité sans exemple.

Plus je réfléchissais à la situation redoutable créée par la connivence des diplomaties allemande et austro-hongroise, plus je me persuadais que la clef de cette situation était à Berlin, comme l'a dit un peu plus tard M. Sazonow, et qu'il ne fallait pas chercher ailleurs la solution du problème. Mais, alors, si le choix entre la paix et la guerre était laissé à l'arbitraire de l'empereur Guillaume, dont l'influence sur son allié de Vienne avait toujours été décisive, étant donné ce que je savais des dispositions personnelles de Sa Majesté et des desseins du grand état-major, aucun doute n'était plus possible quant au dénouement, aucun espoir ne devait plus subsister d'un arrangement pacifique. Je fis part de cette prévision désolante à l'ambassadeur de France, que j'allai voir à la fin de cette journée. Comme moi, M. Cambon, n'avait pas d'illusions. Le soir même, j'écrivis à mon gouvernement, pour lui exposer toutes mes appréhensions et l'engager à se tenir sur ses gardes. Ce rapport, daté du 26, je le confiai, par mesure de précaution, à l'un de

mes secrétaires qui partit aussitôt pour Bruxelles. Le lendemain, de bonne heure, ma dépêche était entre les mains du ministre des Affaires étrangères.

« L'ultimatum à la Serbie, y disais-je, est un coup préparé entre Vienne et Berlin ou plutôt imaginé ici et exécuté à Vienne. La vengeance à tirer de l'assassinat de l'archiduc héritier et de la propagande panserbiste ne servirait que de prétexte. Le but poursuivi, outre l'anéantissement de la Serbie et des aspirations jougo-slaves, serait de porter un coup mortel à la Russie et à la France, avec l'espoir que l'Angleterre resterait à l'écart de la lutte. Pour justifier cette présomption, je dois vous rappeler l'opinion qui règne dans l'état-major allemand, à savoir qu'une guerre avec la France et la Russie est inévitable et prochaine, opinion qu'on a réussi à faire partager à l'Empereur. Cette guerre, ardemment souhaitée par le parti militaire et pangermaniste, pourrait être entreprise aujourd'hui dans des conditions extrêmement favorables pour l'Allemagne et qui ne se présenteront probablement plus de sitôt. »

Après un exposé de la situation et des questions qu'elle soulevait, mon rapport contenait la conclusion suivante :

« Ces questions troublantes, nous devons aussi nous les poser et nous tenir prêts aux pires éventualités, car le conflit européen dont on parlait toujours, en se flattant qu'il n'éclaterait jamais, devient aujourd'hui une réalité menaçante. »

Les pires éventualités étaient, dans ma pensée, la violation d'une partie de notre territoire et l'obligation pour nos soldats de disputer le passage aux belligérants. Pouvait-on espérer qu'avec les dimensions que prendraient les hostilités entre la France et l'Allemagne, la Belgique resterait à l'abri de toute atteinte de la part de l'armée allemande, de toute tentative d'utiliser pour le succès de son offensive quelques-unes de ses routes stratégiques ? Je n'osais pas me le figurer. Mais de là à une invasion complète de mon pays, préparée de longue main et exécutée avant le début de toute opération de guerre, il y avait un abîme, que ma raison ne jugeait pas le gouvernement impérial capable de franchir de gaieté de cœur, à cause des complications européennes qu'un mépris aussi inconsidéré des traités ne manquerait pas d'entraîner.

## IV

L'idée d'une guerre préventive n'a pas cessé de s'imposer à mon esprit jusqu'à la fin de la crise. Mais d'autres chefs de mission, s'ils éprouvaient la même anxiété que moi relativement à son aboutissement, n'étaient pas de mon avis sur la préméditation dont j'accusais l'Empereur et les chefs de l'armée. Je n'étais pas allé seulement interroger l'ambassadeur de France, de qui le jugement sûr avait toujours beaucoup de poids à mes yeux. J'avais

rendu visite aussi à son collègue d'Italie, très au courant de la politique allemande, diplomate avisé, qui me faisait songer à ces subtils agents des républiques italiennes du XVIe siècle.

D'après M. Bollati, le gouvernement allemand, d'accord en principe avec le cabinet de Vienne sur la nécessité d'une punition à infliger à la Serbie, ne connaissait pas à l'avance les termes violents de la note autrichienne, inusités dans le langage des chancelleries. A Vienne comme à Berlin, on était persuadé que la Russie, malgré les assurances officielles échangées tout récemment entre le Tsar et M. Poincaré au sujet de la préparation complète des armées des deux alliées, était hors d'état de soutenir une guerre européenne et qu'elle n'oserait pas se lancer dans une si périlleuse aventure. Situation intérieure inquiétante, menées révolutionnaires, armement incomplet, voies de communication insuffisantes, toutes ces raisons devaient forcer le gouvernement russe à être le témoin impuissant de l'exécution de la Serbie. Même opinion rassurante à Berlin et à Vienne, en ce qui concernait, non pas l'armée française, mais l'esprit qui régnait à Paris parmi le monde gouvernemental.

« Au point où en sont les choses, ajouta l'ambassadeur, les esprits sont tellement montés à Vienne qu'il est impossible de les calmer. En outre, le cabinet austro-hongrois poursuit dans l'anéantissement de la puissance militaire de la Serbie une revanche personnelle. Il ne veut pas se rendre compte des

fautes qu'il a commises lui-même pendant la guerre balkanique, ni se contenter des succès partiels obtenus alors avec notre concours, qu'on peut juger comme on voudra, mais qui n'en ont pas moins été des victoires diplomatiques. Le comte Berchtold ne voit aujourd'hui que l'insolence de la Serbie et les critiques dont il a été l'objet en Autriche même. Il voudrait les transformer en applaudissements par ce coup de force, très inattendu d'un homme tel que lui. »

L'ambassadeur estimait qu'on se faisait illusion à Berlin sur la décision que prendrait le gouvernement du Tsar. Celui-ci se trouverait acculé à la nécessité de tirer l'épée, pour conserver son prestige aux yeux des Slaves. Son inaction, en présence de l'entrée en campagne de l'Autriche, équivaudrait à un suicide. M. Bollati me laissa aussi entendre qu'une guerre générale ne serait pas populaire en Italie. Le peuple italien n'avait pas intérêt à l'écrasement de la puissance russe qui est l'ennemie de l'Autriche ; il avait besoin de se recueillir en ce moment, pour résoudre d'autres questions qui le préoccupaient davantage.

L'aveuglement du cabinet autrichien en ce qui regardait l'intervention de la Russie a été confirmé par la publication de la correspondance des représentants à Vienne de la France et de la Grande-Bretagne. La population viennoise exultait de joie à l'annonce de l'expédition contre les Serbes, simple promenade militaire assurément. Le spectre

du danger russe n'a pas troublé une seule nuit le sommeil du comte Berchtold, esprit léger, qui faisait alterner agréablement les distractions d'une vie de plaisirs avec les lourdes responsabilités du pouvoir. Sa grande confiance était partagée par l'ambassadeur d'Allemagne, son conseiller le plus écouté. Il semble inadmissible pourtant que le ministre autrichien n'ait pas entrevu la possibilité d'un conflit avec l'empire slave, mais ayant l'Allemagne pour partenaire, son aplomb de beau joueur le poussait à tenir le coup.

A Berlin, l'opinion que la Russie était incapable de faire face à une guerre européenne régnait non seulement dans le monde officiel et dans la société, mais chez tous les industriels qui avaient la spécialité de la construction du matériel militaire. M. Krupp von Bohlen, le plus qualifié d'entre eux pour émettre un avis, proclamait le 28 juillet, à une table voisine de la mienne à l'hôtel Bristol, que l'artillerie russe n'était ni bonne ni complète, tandis que celle de l'armée allemande n'avait jamais été d'une qualité aussi supérieure. Ce serait une folie de la part de la Russie, concluait le grand fabricant de canons, d'oser faire la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche dans ces conditions.

## V

Le corps diplomatique étranger était tenu dans une ignorance plus ou moins complète des pour-

parlers poursuivis depuis le 24 par l'Office impérial des Affaires étrangères avec les cabinets de la Triple-Entente. Cependant, aux diplomates, qui venaient constamment chercher des nouvelles à la Wilhelmstrasse, la crise était exposée sous un jour très favorable à l'Autriche et à l'Allemagne, pour influencer l'opinion des gouvernements qu'ils représentaient. Dans un court entretien que j'avais eu le 26 avec M. de Stumm, directeur de la politique, il avait résumé ses explications par ces mots : « Tout dépend de la Russie. » J'aurais cru plutôt que tout dépendait de l'Autriche et de la façon dont elle exécuterait ses menaces à la Serbie.

Le lendemain je fus reçu par M. Zimmermann qui reprit le même thème, en le développant depuis l'origine du conflit.

« Ce n'est pas à notre instigation, me dit-il, ni d'après notre conseil, que l'Autriche a fait la démarche que vous savez auprès du cabinet de Belgrade. La réponse n'a pas été satisfaisante et aujourd'hui l'Autriche mobilise. Elle ne peut plus reculer sous peine de déchéance à l'intérieur comme à l'extérieur de la monarchie. C'est pour elle maintenant une question d'existence. Il faut qu'elle coupe court à la propagande audacieuse qui tend à sa désagrégation intérieure par l'insurrection des provinces slaves de la vallée du Danube. Elle a enfin à venger d'une façon éclatante l'assassinat de l'archiduc héritier. Pour toutes ces causes la Serbie doit recevoir, au moyen d'une expédition

militaire, une sévère et salutaire leçon. Une guerre austro-serbe est donc impossible à éviter.

« L'Angleterre nous a demandé de nous joindre à elle, à la France et à l'Italie, afin d'empêcher que la lutte ne s'élargisse et qu'un conflit n'éclate entre l'Autriche et la Russie. Nous avons répondu que nous ne demandions pas mieux que de contribuer à circonscrire l'incendie, en parlant dans un sens pacifique à Pétersbourg et à Vienne, mais que nous ne pouvions pas agir sur l'Autriche pour l'empêcher d'infliger une punition exemplaire à la Serbie. Nous avons promis à nos alliés autrichiens de les y aider et de les soutenir, si une autre nation cherchait à y mettre obstacle. Nous tiendrons notre promesse. Si la Russie mobilise son armée, nous mobiliserons immédiatement la nôtre et alors ce sera une guerre générale, une guerre qui embrasera toute l'Europe centrale et même la presqu'île balkanique, car les Roumains, les Grecs, les Bulgares et les Turcs ne pourront pas résister à la tentation d'y prendre part.

« J'ai dit hier, poursuivit M. Zimmermann, à M. Boghitchévitch (c'était l'ancien chargé d'affaires de Serbie, de passage à Berlin, où il était très apprécié pendant la guerre balkanique), que le meilleur conseil que je pusse donner à son pays était de n'opposer à l'Autriche qu'un simulacre de résistance et de conclure la paix au plus vite, en acceptant toutes les conditions du cabinet de Vienne. J'ai ajouté que, si une guerre générale

éclatait et qu'elle tournât à l'avantage de la Triplice, la Serbie cesserait vraisemblablement d'exisrer comme nation ; elle serait rayée de la carte de l'Europe. Mais j'espère encore qu'une conflagration pareille pourra être évitée et que nous réussirons à dissuader la Russie d'intervenir en faveur de la Serbie, dont l'Autriche est résolue à respecter l'intégrité, une fois qu'elle aura obtenu satisfaction. »

J'objectai au sous-secrétaire d'État que, d'après certains de mes collègues qui avaient lu la réplique du cabinet de Belgrade, celle-ci était une capitulation complète devant les exigences autrichiennes, auxquelles satisfaction était donnée avec des restrictions de peu d'importance. M. Zimmermann me répondit qu'il n'avait pas connaissance de cette réponse (remise déjà depuis deux jours au ministre d'Autriche à Belgrade !) et que, d'ailleurs, rien ne pourrait plus empêcher une démonstration militaire austro-hongroise.

Le document serbe ne fut publié que le 29 par les journaux de Berlin. La veille, ils avaient tous reproduit un télégramme de Vienne annonçant que cette soumission apparente était absolument insuffisante. Les concessions immédiates du Cabinet Pachitch, auxquelles on ne s'était pas attendu à l'étranger, ne firent aucune impression en Allemagne où l'on s'obstinait à ne voir que par les yeux de l'Autriche.

La thèse, soutenue par M. Zimmermann, n'était défendable que si l'on admettait cette première pro-

position, à savoir qu'aucune Puissance n'avait le droit de s'immiscer dans le procès intenté par l'Autriche-Hongrie à la Serbie ni d'embrasser la défense de la coupable. C'était tout simplement abolir le rôle historique de la Russie dans les Balkans. C'était aussi, par une logique fatale, prononcer d'avance la condamnation de chaque petit État qui aurait le malheur d'avoir une contestation avec une grande Puissance. D'après les principes du cabinet de Berlin, il faudrait laisser celle-ci procéder librement à l'exécution de son faible adversaire. L'Angleterre n'aurait donc eu aucun droit de voler au secours de la Belgique envahie par l'Allemagne, comme la Russie de protéger la Serbie menacée par l'Autriche.

La Russie devait se contenter, prétendait-on à la Wilhelmstrasse, de l'assurance que l'Autriche ne toucherait pas à l'intégrité territoriale de la Serbie ni à sa vie future d'État particulier. Promesse dérisoire, quand tout le pays aurait été mis à feu et à sang. Après une correction aussi *exemplaire*, le royaume serbe était condamné à tomber dans le vasselage de sa terrible voisine, à végéter, humble et tremblant, sous l'œil méfiant du ministre austro-hongrois, transformé à Belgrade en proconsul. Le comte Mensdorff n'a-t-il pas soutenu à sir Edouard Grey qu'avant la guerre des Balkans la Serbie était considérée comme gravitant dans la sphère d'influence de l'empire dualiste? Le retour au passé, à l'obéissance docile du roi Milan, était le minimum de ce qu'on eût réclamé à Vienne.

Mais la version répandue par la chancellerie impériale avait encore un autre but que celui d'éclairer les gouvernements étrangers. Répétée à satiété par la presse, elle visait à égarer l'opinion allemande. Dès le début de la crise, M. de Bethmann-Hollweg et ses adjoints s'ingénièrent adroitement à tromper leurs compatriotes, à intervertir les rôles, à rejeter d'avance, si la situation empirait, l'odieux de la provocation et la responsabilité de la catastrophe sur la Russie, parce que cette Puissance se mêlait d'une opération de police qui ne la regardait pas. Manœuvre prévoyante, dont le résultat a été de faire marcher au moment voulu derrière l'Empereur toute l'Allemagne sans distinction de classes ni de partis, persuadée qu'elle était d'une agression préméditée du tsarisme, comme je l'ai expliqué dans un chapitre précédent.

## VI

Le jeu de la diplomatie allemande pendant ces premiers jours de la crise, qui vont du 24 au 28 juillet, a déjà été mis en lumière : menaçant au début, nonchalant ensuite, affectant même quelque optimisme, et par sa résistance passive faisant échouer tous les efforts et toutes les propositions des cabinets de Londres, de Paris et de Saint-Pétersbourg. Gagner du temps, traîner les négociations en longueur, semble avoir été la tâche

dévolue à la complice de l'Autriche-Hongrie, afin de favoriser une action rapide de cette dernière et de placer la Triple-Entente devant l'irrémédiable, devant des faits accomplis : l'occupation de Belgrade et la soumission des Serbes. Mais les choses ne marchèrent pas comme on l'avait espéré à Berlin et à Vienne et l'attitude résolue de la Russie, qui avait mobilisé son armée dans quatre districts du Sud, en réponse à la mobilisation partielle autrichienne, fit réfléchir les tacticiens de la Wilhelmstrasse. Leur langage et leurs dispositions s'adoucirent singulièrement le cinquième jour, le mardi 28. Rappelons en passant qu'en 1913, pendant les hostilités balkaniques, l'Autriche et la Russie avaient procédé également à quelques mobilisations partielles, sans qu'une guerre entre elles en eût résulté ni même qu'elle eût été sur le point d'éclater.

Le 26 au soir, la rentrée de l'Empereur est annoncée à Berlin. Pourquoi ce retour subit? Je ne crois pas me tromper, en disant qu'à cette nouvelle le sentiment général parmi les acteurs ou les témoins du drame fut une grande appréhension. Nos cœurs se serrèrent et nous eûmes l'intuition que nous touchions au moment décisif. Il en fut de même à la Wilhelmstrasse. M. Zimmermann ne cacha pas au chargé d'affaires britannique le regret que lui causait ce retour, décidé par Guillaume II, sans consulter personne.

Cependant nos craintes ne parurent pas d'abord

être justifiées. La journée du 28 marqua une détente plus accentuée de la raideur intransigeante de l'Allemagne. L'ambassadeur d'Angleterre, rentré la veille à Berlin, est appelé le soir chez le chancelier qui, tout en refusant la conférence des quatre Puissances proposée par sir Edward Grey, promet d'employer tous ses bons offices pour amener la Russie et l'Autriche à discuter entre elles la situation sur un ton amical. « Une guerre entre les grandes Puissances doit être évitée. » Ce sont ses dernières paroles. Il est très probable que le chancelier désirait alors sincèrement le maintien de la paix et que ses premiers efforts, en voyant le danger s'approcher de plus en plus, ont réussi à contenir pendant quarante-huit heures l'impatience de l'Empereur. Le télégramme, adressé par Guillaume II au Tsar le soir du 28, est amical, presque rassurant. « En souvenir de la cordiale amitié, lui mande-t-il, qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. »

Quelle explication faut-il chercher ensuite au brusque revirement qui s'est opéré le lendemain à Berlin ou plutôt à Potsdam, et au langage étrange tenu par le chancelier le 29 au soir à sir Ed. Goschen ? Il ne s'agit plus dans cette scène nocturne des conditions imposées par l'Autriche à la Serbie, ni même seulement d'une guerre possible entre la Russie et l'Autriche. Le foyer incendiaire s'est

subitement déplacé ; le danger a franchi d'un bond toute la largeur de l'Europe, du Sud-Est au Nord-Ouest. Que veut savoir immédiatement M. de Bethmann-Hollweg, qui revient de Potsdam où s'est tenu un conseil sous la présidence de l'Empereur ? C'est si la Grande-Bretagne consentirait à rester neutre dans une combustion européenne, pourvu que l'Allemagne, en cas de victoire, respectât l'intégrité territoriale de la France. Et les colonies françaises ? questionne l'ambassadeur avec beaucoup de présence d'esprit. Le chancelier ne peut pas faire de promesse à leur sujet, mais il n'hésite pas à déclarer que l'Allemagne respectera l'intégrité et la neutralité de la Hollande. Quant à la Belgique, l'action de la France déterminera les opérations que l'Allemagne sera forcée d'entreprendre sur son territoire, mais après la guerre la Belgique conservera son intégrité, si elle ne s'est pas rangée du côté des ennemis de l'Allemagne.

Voilà donc le honteux marché auquel on conviait l'Angleterre, alors qu'aucun des négociateurs n'avait osé prononcer les mots précis de guerre européenne ni en évoquer l'image effrayante. Cet entretien était la conséquence immédiate du pas décisif que la diplomatie allemande avait fait le même jour à Saint-Pétersbourg ; il nous a été révélé par les documents diplomatiques imprimés d'après les ordres des gouvernements belligérants et tous d'accord sur ce poignant épisode. Ce jour-là, M. Sazonow reçoit à deux reprises la visite de l'ambassa-

deur d'Allemagne, qui vient lui faire une demande enveloppée de menaces. Le comte de Pourtalès insiste pour que la Russie se contente de la promesse, garantie par l'Allemagne, que l'Autriche ne portera pas atteinte à l'intégrité de la Serbie. M. Sazonow refuse, car la Serbie deviendrait la vassale de l'Autriche, et alors une révolution éclaterait en Russie. Le comte de Pourtalès appuie son exigence de l'avertissement que l'Allemagne mobilisera, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires, et la mobilisation de l'armée allemande, c'est la guerre. Le second entretien, qui eut lieu à deux heures du matin, ne fut, quant à son résultat négatif, que la répétition du premier, malgré un dernier effort, une dernière proposition de M. Sazonow pour conjurer la crise. Sa capitulation, devant la sommation brutale de l'Allemagne, eût été l'aveu de l'impuissance de la Russie.

L'empereur Guillaume, ayant repris en mains depuis l'avant-veille la conduite des affaires, c'est bien à lui, pressé d'en finir, poussé par l'état-major et les généraux, qu'il faut faire remonter la responsabilité de cette démarche insolente qui a rendu la guerre inévitable. « Les chefs de l'armée insistaient », a dit un peu plus tard M. de Jagow à M. Cambon pour toute explication. Le chancelier et avec lui le secrétaire et le sous-secrétaire d'État se sont ralliés à cette dangereuse manœuvre, dans leur impuissance à faire adopter des procédés plus conciliants et moins expéditifs. Il n'y a là rien de sur-

prenant, mais ils n'ont dû le faire qu'à regret et à contre-cœur. S'ils ont cru au succès de ce moyen sommaire de clore la discussion diplomatique, ils se sont trompés aussi grossièrement que le comte de Pourtalès, qui les avait mal renseignés sur la détermination du gouvernement du Tsar de ne pas sacrifier la Serbie. Cet honnête homme du moins, lorsqu'il reconnut les conséquences fatales de son erreur, ne fut pas maître de son émotion : sensibilité bien rare chez un Allemand et qui est toute à son honneur.

Mais l'Empereur et son conseil de généraux, quel était leur état d'âme en ce moment psychologique ? Qui le saura jamais exactement ? Dans l'intérêt militaire qui primait tous les autres à leurs yeux, ils devaient se réjouir de la réponse de M. Sazonow, car ils n'auraient jamais retrouvé une occasion aussi propice de vaincre la Russie et d'en finir avec elle. En 1917 la réorganisation de l'armée russe aurait été achevée, son parc d'artillerie au grand complet et un nouveau réseau de voies stratégiques lui aurait permis de jeter sur les deux Empires germaniques des flots de combattants fournis par une population inépuisable. La lutte avec le colosse du Nord, malgré la supériorité technique dont se targuait l'armée allemande, aurait été vraisemblablement le triomphe de la force. En 1917 aussi le service de trois ans, produisant tous ses effets, aurait donné à la France des troupes de première ligne plus nombreuses et mieux instruites.

Guillaume II ne pouvait pas, d'un autre côté, se faire illusion sur les suites de la pression qu'il exerçait pour la seconde fois à Saint-Pétersbourg. Eût-elle réussi en 1914 comme en 1909, le conflit entre l'Allemagne et le grand Empire slave n'eût été qu'ajourné, au lieu d'être définitivement écarté. Comment le Tsar, comment le peuple russe, auraient-ils pu pardonner au Kaiser une seconde humiliation ? S'ils l'avaient dévorée en silence, c'eût été pour attendre l'heure de la revanche et ils auraient choisi pour se venger le moment où la Russie, en possession de toutes ses ressources, aurait pu engager la partie avec toutes les chances de la gagner.

L'on m'objectera peut-être que l'Empereur allemand, croyant que dans la balance le poids de son épée l'aurait emporté sur les hésitations du Tsar, avait prévu la colère de la nation slave contre son souverain trop timoré et escompté les explosions révolutionnaires qui auraient paralysé pour longtemps les velléités belliqueuses du gouvernement russe, si elles n'avaient pas balayé auparavant le trône des Romanow. Je répondrai que ce calcul machiavélique ne pouvait pas entrer dans l'esprit d'un prince aussi imbu que Guillaume II de la solidarité monarchique et pénétré d'une horreur instinctive des attentats antidynastiques et des révolutions.

Non, l'Empereur a voulu, avec les autorités militaires dont il prenait conseil, profiter de cir-

constances impatiemment attendues et que la fortune capricieuse pouvait fort bien ne plus offrir à son ambition. Tout le prouve, jusqu'à sa hâte fébrile, dès que la réponse de M. Sazonow lui eut été communiquée, de connaître les intentions de l'Angleterre et de lui proposer le jour même un marché pour acheter sa neutralité. C'est pourquoi M. de Bethmann-Hollweg a reçu l'ordre de convoquer dans la nuit du 29 l'ambassadeur britannique. L'Empereur n'avait pas la patience d'attendre jusqu'au lendemain, tant il était pressé d'agir. Cette précipitation est-elle le fait d'un homme qui a éprouvé une déception inattendue ? S'il ne désirait pas la guerre, n'aurait-il pas cherché à reprendre, avec la Russie, des négociations sur une base plus acceptable pour sa dignité de grande Puissance, quoi qu'il en pût coûter à son propre orgueil de n'avoir point réussi à l'intimider ?

## VII

La tentative manquée d'intimidation à Saint-Pétersbourg et les offres faites à l'ambassadeur britannique, comme si l'inaction de la Grande-Bretagne avait été à l'enchère, eurent des effets qu'il n'était pas difficile de prévoir.

A Londres, l'indignation de sir Ed. Grey se répandit immédiatement dans la réponse télégra-

phiée, le 30 juillet, à sir Ed. Goschen : « Ce serait une honte pour nous, lui disait-il, de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une honte de laquelle la bonne renommée de notre pays ne se relèverait pas. Le chancelier nous demande aussi en fait de soumettre à un marchandage toutes les obligations ou tous les intérêts que nous pourrions avoir à la neutralité de la Belgique. Nous ne pouvons pas non plus, en aucune façon, accepter cet autre marché. »

Mais par les ouvertures audacieuses de M. de Bethmann-Hollweg les préoccupations du Cabinet britannique se trouvaient désormais attirées sur le sort que le gouvernement impérial réservait à notre pays dans la guerre qu'il préparait. Pour arracher son masque à la politique allemande, le moyen le plus sûr était de lui poser une question catégorique. Le 31 juillet, sir Ed. Grey, s'inspirant de l'exemple du Cabinet Gladstone en 1870, s'adressait à la fois à l'Allemagne et à la France, afin de savoir si elles respecteraient la neutralité belge et il faisait dire à la Belgique que l'Angleterre comptait qu'elle défendrait de tout son pouvoir sa neutralité.

La réponse du gouvernement de la République fut immédiate et franche. Il était résolu à respecter la neutralité belge et n'agirait autrement, en vue d'assurer sa propre défense, qu'au cas où une autre Puissance violerait cette neutralité. Le gouvernement belge, de son côté, s'empressa d'assu-

rer le ministre britannique de sa résolution de se défendre énergiquement, si son territoire venait à être envahi.

Mais à Berlin, le secrétaire d'État se déroba aux questions de sir Ed. Groschen. Il avait besoin de consulter l'Empereur et le chancelier. A son sentiment, une réponse quelconque risquerait de dévoiler une partie du plan de campagne en cas de guerre. Il lui paraissait douteux qu'on pût en donner une. — Cette façon de parler était parfaitement claire dans son ambiguïté. Ainsi en jugea sir Ed. Grey. Il déclara, dès le lendemain, à l'ambassadeur d'Allemagne que la réponse de son gouvernement était très regrettable et ne lui cacha pas que la neutralité belge avait une grande importance aux yeux de l'opinion publique anglaise, qui serait difficile à contenir si la Belgique était attaquée.

Ce même jour, 1er août, d'après les instructions de mon gouvernement, je donnai lecture et laissai copie au sous-secrétaire d'État d'une dépêche préparée à l'avance et adressée aux ministres belges auprès des Puissances garantes de notre neutralité. Il y était dit que la Belgique, ayant observé avec la plus scrupuleuse exactitude les devoirs d'État neutre que lui imposaient les traités du 19 avril 1839, s'attacherait inébranlablement à les remplir ; qu'elle avait confiance, les dispositions amicales des Puissances à son égard ayant été affirmées si souvent, de voir son territoire demeu-

rer hors de toute atteinte, si des hostilités venaient à se produire à ses frontières. Le gouvernement belge ajoutait qu'il n'en avait pas moins pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'observation de sa neutralité, mais qu'elles n'avaient été inspirées ni par le dessein de participer à une lutte armée des Puissances, ni par un sentiment de défiance envers aucune d'elles [1].

M. Zimmermann écouta sans mot dire la lecture de ce document, où respirait la loyale confiance de mon gouvernement dans les intentions de l'Allemagne, et prit acte de ma communication. Son silence ne me surprit pas, car je venais d'être informé de la réponse évasive de M. de Jagow à la question du gouvernement britannique concernant la Belgique ; mais il confirma toutes mes craintes. Le sourire embarrassé de mon auditeur en disait autant, du reste, que son mutisme.

Dès le 30, la Russie et l'Allemagne, — conséquence inévitable des conversations du 29, — poursuivirent activement leurs préparatifs militaires. Quels furent au juste ces préludes de la mobilisation allemande ? Il était impossible de le savoir exactement à Berlin. Des bruits divers circulaient, présages de sinistre augure. Nous entendions parler de régiments en marche, dirigés des provinces du Nord sur le Rhin. Nous apprenions que des avertissements étaient remis aux hommes

1. Livre gris belge, annexe au n° 2.

de la réserve de se tenir prêts à partir. En même temps les communications postales avec la Belgique et la France étaient coupées. A la Wilhelmstrasse, on me dépeignait ainsi la situation : « L'Autriche répondra par une mobilisation générale de son armée à la mobilisation partielle de la Russie. Il est à craindre que celle-ci ne mobilise alors toutes ses forces, ce qui obligerait l'Allemagne à en faire autant. » Dans la nuit du 30 au 31, la mobilisation générale fut en effet décrétée en Autriche.

Néanmoins les pourparlers pacifiques continuèrent entre Vienne et Pétersbourg le 30 et le 31, quoique, en Russie, ce dernier jour, pour répliquer à la fois à la mobilisation autrichienne et aux préparatifs allemands, une mobilisation générale, comme on s'y attendait à Berlin, eût été ordonnée. Ces pourparlers semblèrent même, dans la journée du 31, avoir quelque chance d'aboutir. Le cabinet de Vienne mesurait mieux la profondeur du péril, où son aveugle présomption et les conseils de son alliée allaient l'entraîner. Il déclarait consentir à discuter le fond même de sa Note à la Serbie, et M. Sazonow répondait aussitôt avec satisfaction qu'il était désirable que la discussion eût lieu à Londres, sous la direction du gouvernement britannique et avec la participation des grandes Puissances[1].

Une entente allait-elle donc s'établir *in extremis*

1. Livre jaune, n° 120.

entre les seuls gouvernements véritablement intéressés dans la question serbe, et une lueur de paix réapparaître à l'horizon ? On avait compté sans l'Empereur allemand. Il ne l'entendait pas ainsi. Subitement, sur les incitations de l'état-major et après une réunion du Conseil fédéral prescrite par la Constitution, il lança le décret du « Kriegsgefahrzustand », l'état de danger de guerre, premier acte de la mobilisation générale, sorte d'état de siège qui substituait les autorités militaires aux autorités civiles en ce qui regardait les services publics (voies de communication, postes, télégraphes, téléphones).

Cette grave décision nous fut annoncée le 31 par une édition spéciale du *Berliner Lokal Anzeiger*, distribuée à tous les coins de rue, et dont voici la traduction :

« La Russie veut la guerre !

« Nous recevons à l'instant, — deux heures de l'après-midi, — de source officielle, la nouvelle suivante, grosse de conséquences :

« De Pétersbourg, l'ambassadeur allemand a fait savoir aujourd'hui que la mobilisation générale de l'armée et de la flotte russe avait été ordonnée. C'est pourquoi Sa Majesté l'Empereur Guillaume a décrété l'état de danger menaçant de guerre. Sa Majesté s'établira aujourd'hui à Berlin.

« L'état de danger menaçant de guerre constitue le préliminaire immédiat de la mobilisation générale, en réponse à la menace suspendue aujourd'hui déjà sur l'Allemagne par la mesure du Tsar. »

Comme un naufragé s'accroche à une épave, ceux qui, à Berlin, se voyaient avec terreur en présence d'une catastrophe imminente se cramponnaient à une suprême espérance : la mobilisation générale allemande n'était pas encore ordonnée ; qui sait si, au dernier moment, une inspiration heureuse du cabinet britannique, le plus ardent défenseur de la paix, ne ferait pas tomber les armes des mains prêtes à s'en servir ? Mais l'Empereur dissipa encore, par la rapidité de ses résolutions, cette folle illusion. Le 31, à sept heures du soir, une sommation fut adressée au gouvernement russe de démobiliser aussi bien sur la frontière autrichienne que sur la frontière allemande. Un délai de douze heures lui était laissé pour y répondre.

Il était manifeste que la Russie, qui avait refusé deux jours auparavant d'interrompre ses préparatifs militaires, n'accepterait pas l'ultimatum allemand sous la forme impérieuse et avec le minime délai qui le rendaient encore plus injurieux. Cependant, comme aucune réponse de Saint-Pétersbourg n'était arrivée le lendemain dans l'après-midi, MM. de Jagow et Zimmermann (je le tiens de ce dernier) coururent chez le chancelier et chez l'Empereur, afin d'obtenir que l'ordre de la mobilisation générale ne fût pas lancé encore et que Sa Majesté attendît jusqu'au jour suivant. Ils allèguèrent, à l'appui de leurs instances, que les communications télégraphiques avec Saint-Pétersbourg

étaient sans doute coupées, ce qui expliquerait le silence du gouvernement du Tsar. Peut-être espéraient-ils encore, contre toute espérance, une proposition conciliante de la Russie. Ce fut la dernière manifestation de leur pacifisme expirant ou le dernier réveil de leur conscience. Leurs efforts se brisèrent contre l'opposition irréductible du ministre de la Guerre et des chefs de l'armée, qui représentèrent à l'Empereur les conséquences fâcheuses d'un retard de vingt-quatre heures. L'ordre de mobilisation de l'armée et de la flotte fut donné à cinq heures de l'après-midi et porté aussitôt à la connaissance du public par une édition spéciale du *Lokal Anzeiger*. La mobilisation devait commencer le 2 août. Le 1er, à sept heures dix du soir, la déclaration de guerre de l'Allemagne était remise à la Russie.

Le cabinet de Berlin dut recourir, comme on le sait, à d'invraisemblables prétextes, tels que la constatation par les autorités militaires allemandes d'actes d'hostilité commis sur le territoire de l'empire par des aviateurs français, pour pouvoir, deux jours après, motiver sa déclaration de guerre à la France. Quoique l'Allemagne s'efforçât de rejeter la responsabilité de la catastrophe sur la Russie, aucun doute ne peut subsister aujourd'hui : c'est bien sa voisine de l'Ouest qu'elle voulait avant l'autre attaquer et anéantir. Pauvre France ! disaient avec une commisération hypocrite les journaux de Berlin, en reconnaissant que la conduite

du gouvernement français, pendant toute la durée de la crise, avait été parfaitement correcte, et qu'il avait travaillé sans relâche à la conservation de la paix. Pendant que ses gouvernants remplissaient ainsi jusqu'au bout ce haut devoir d'humanité, la France donnait au monde un spectacle saisissant, celui d'une nation regardant sans émoi et sans crainte grandir d'heure en heure un péril qu'elle n'avait pas suscité, et, esclave de sa parole, froidement décidée à suivre le destin de son alliée sur les champs de bataille. Elle offrait en même temps à l'Allemagne, qui avait escompté follement son désarroi et ses dissensions politiques, l'image de tous ses enfants étroitement unis dans une résolution invincible, la défense de la patrie odieusement attaquée. Ce n'est pas la seule surprise qu'elle lui réservait ; sa résistance de granit allait bientôt transformer la lutte et faire échouer tous les calculs de la stratégie allemande.

Personne ne s'était employé plus énergiquement ni avec plus d'intelligence que le représentant de la République à Berlin à éteindre l'incendie allumé par l'Autriche et son alliée. « Ne trouvez-vous pas, me disait l'ambassadeur d'Angleterre dans le train qui nous emportait le 6 août, loin de la capitale allemande, que l'attitude de M. Cambon a été admirable ? Rien n'a pu altérer, pendant ces terribles journées, son sang-froid, sa présence d'esprit et sa perspicacité. » Je ne saurais mieux faire, pour exprimer ma propre admiration, que de répé-

ter ici le jugement d'un diplomate aussi compétent que sir Ed. Goschen, qui a pris lui-même une part des plus actives à l'œuvre du salut européen, tentée en vain par les gouvernements de la Triple-Entente.

## VIII

La population de Berlin avait suivi avec un énorme intérêt, mais sans aucune apparence d'enthousiasme patriotique, le développement de la crise. Ces belles journées d'été s'étaient écoulées aussi paisibles qu'à l'ordinaire. Le soir seulement, plusieurs centaines de jeunes gens arpentaient les voies du centre, en chantant gravement des hymnes nationaux, et se dispersaient, après avoir poussé quelques « hoch ! » devant les ambassades d'Autriche-Hongrie et d'Italie et le palais du chancelier. Le 2 août, j'ai observé l'animation du public endimanché qui encombrait le large boulevard du Kurfürstendam ; il lisait attentivement les éditions spéciales des journaux, puis chacun vaquait à ses plaisirs habituels, parties de tennis pour les jeunes gens et les jeunes filles, longues beuveries dans les brasseries, pour les bourgeois et leurs familles. Quand l'automobile impérial passait comme un éclair sous les « Linden », il était salué de vivats assez nourris, mais nullement frénétiques. Il a fallu les excitations de la presse contre la

Russie, provocatrice de la guerre ; les discours trompeurs de l'Empereur et du chancelier et les publications truquées du gouvernement, pour allumer un patriotisme plutôt lent à s'enflammer. Il s'est manifesté surtout, à la fin de mon séjour, par des insultes aux malheureux Russes qui traversaient la ville, regagnant leur pays en toute hâte, et par d'ignobles outrages au personnel de l'ambassade du Tsar, lorsqu'il a quitté Berlin.

Si la masse du peuple allemand, ignorante des intentions pacifiques de la Russie, a été facile à abuser, il n'y a pas là de quoi nous étonner. Mais les classes supérieures, mais les esprits avertis, n'ont pas pu être dupes des mensonges officiels. Le gouvernement du Tsar, — ils le savaient aussi bien que nous, — avait un intérêt capital à ne pas entamer la lutte. En vérité, il est puéril de discuter cette question. Encore une fois, dans le calcul de Guillaume II et de ses généraux, l'affaire serbe a été un piège tendu à l'Empire du Nord, avant que la croissance de ses forces militaires en eût fait un adversaire invincible.

Nous nous sommes anxieusement demandé, à Berlin, si une déclaration formelle du gouvernement britannique de ne pas rester étranger au conflit n'aurait pas arrêté l'Allemagne, tandis que l'incertitude qui régnait au sujet de son intervention l'a certainement encouragée. Nous eûmes même l'espoir, — l'espace d'un moment ! — que sir Ed. Grey allait détruire les illusions dont tout

le peuple allemand aimait à se nourrir. L'honorable secrétaire d'État a dit, en effet, au prince Lichnowsky, le 29 juillet, que la question austro-serbe pourrait prendre une telle amplitude, que tous les intérêts européens y seraient impliqués ; il l'a engagé à ne pas supposer, d'après le ton amical de leurs conversations, que l'Angleterre ne s'associerait pas à une action générale. Sans doute, si, dès le début, elle avait pris ouvertement position à côté de la Double-Alliance, elle aurait pu enrayer le cours fatal des événements. Telle est du moins l'opinion la plus répandue, car une guerre maritime n'entrait certainement pas dans les plans de l'Empereur et de l'amiral de Tirpitz, et elle était le cauchemar du commerce allemand. Mais, à la date du 29, une menace directe de l'Angleterre, un rugissement soudain du lion britannique, n'auraient plus, je le crois, fait reculer Guillaume II. Le souvenir de l'incident d'Agadir était trop cuisant pour l'orgueil germanique. L'Empereur aurait craint de perdre tout prestige aux yeux d'une partie de ses sujets, si, sous les injonctions anglo-saxonnes, il avait renoncé à aller plus avant, donnant ainsi créance aux reproches de ceux qui l'accusaient de ne faire qu'une politique de bluff et d'intimidation. L'Allemagne aboie, mais ne mord pas, disait-on à l'étranger, ce qui était bien pour l'exaspérer. Un avertissement comminatoire dans la bouche de sir Ed. Grey n'aurait servi qu'à précipiter l'offensive des armées du Kaiser, afin de

rendre l'intervention des forces et de la marine anglaises inefficace sur l'issue de la campagne, qu'on voulait, à Berlin, rapide et décisive.

Nous savons de reste, par la lecture des dépêches et des discours du secrétaire d'État britannique, avec quels ménagements il devait traiter l'opinion publique de son pays et celle de la majorité du Parlement. Une guerre dans les Balkans n'intéressait pas la nation anglaise et la querelle du Teuton et du Slave la laissait indifférente. Elle n'a commencé à s'émouvoir réellement que lorsqu'elle a compris l'imminence du danger que courait l'existence de la France, et elle n'a répondu avec chaleur aux appels éloquents de M. Asquith et de sir Ed. Grey que le jour où elle a su les Allemands aux portes de Liége, d'où ils menaçaient à la fois Paris et Anvers, « ce pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre ».

Si l'on se place à un point de vue purement moral, on doit reconnaître que la grande majorité du peuple anglais a une âme profondément religieuse, mais d'un idéal chrétien qui n'a rien à voir avec la religiosité guerrière du Kaiser et de ses sujets. Ses idées simplistes et ses principes puritains lui font condamner toute politique qui déchaîne le fléau de la guerre. Sa répugnance à laisser la Grande-Bretagne s'engager dans une lutte continentale n'a pris fin que devant l'acte de lâcheté commis par l'Allemagne contre l'impuissance d'un petit peuple libre ; elle s'est transformée en un désir inflexible

de punition et de vengeance, en apprenant les hauts faits de la soldatesque allemande en Belgique.

C'est cette nation, douée d'une véritable grandeur morale, que les orateurs et les pamphlétaires ennemis osent accuser aujourd'hui d'avoir organisé la coalition qui barre la route à leurs ambitions ; c'est la main de l'Angleterre qu'ils dénoncent tissant la trame des intrigues prétendument ourdies contre leur patrie. Ils ne connaissent pas mieux la nation britannique que ne la connaissaient Treitschke et ses disciples, quand ils prétendaient qu'elle n'est qu'un ramassis de marchands âpres au gain et dénés de vertus militaires ; ils la jugent aussi mal que le faisait M. de Bethmann-Hollweg, qui s'indignait qu'elle attachât tant de valeur à un traité suranné. Les préliminaires de la guerre actuelle ont montré l'honnêteté et les scrupules de la diplomatie anglaise à côté de la mauvaise foi de la diplomatie germanique ; ils ont mis en belle lumière la loyauté de la Grande-Bretagne et de ses ministres du regard de la duplicité de l'Allemagne et de ses fonctionnaires impériaux.

---

## CHAPITRE IX

# LA NEUTRALITÉ BELGE ET L'INVASION DE LA BELGIQUE

### I

La violation de la neutralité de la Belgique a fait éclore toute une floraison de livres, de brochures, d'articles de journaux et de revues. Les uns flétrissent avec indignation, les autres défendent avec impudence l'acte du gouvernement allemand. Les commentaires, publiés à cette occasion, des traités du 19 avril 1839 ont appris à beaucoup de Belges qui l'ignoraient la véritable signification de la neutralité permanente de leur pays. Elle n'était pas un bienfait du ciel concédé au nouvel État, qui s'était constitué lui-même après le soulèvement des provinces flamandes et wallonnes contre la maison d'Orange. En le reconnaissant comme royaume indépendant et en lui garantissant la jouissance d'une neutralité perpétuelle, les cinq Puissances qui faisaient alors la loi à l'Europe lui avaient

donné un caractère spécial, comme s'il eût été une invention de leur diplomatie[1]. La neutralité de la Belgique devait bien la préserver des convoitises de ses voisins, mais elle était destinée aussi à servir les intérêts des grandes Puissances par la conservation de l'équilibre européen. Ainsi était réparée la brèche faite à l'œuvre du congrès de Vienne, lorsque, sous l'effort des Belges, s'était effondrée la création artificielle du royaume des Pays-Bas.

Nous assurer indéfiniment les avantages de la paix, c'était nous imposer en même temps des devoirs égaux envers chacun des garants de notre neutralité, nous interdire par conséquent de nous laisser entraîner par des calculs personnels ou des intérêts politiques vers aucun d'eux en particulier. Les signataires belges des traités de 1839 n'avaient pas compris autrement les devoirs d'un État perpétuellement neutre et leur adhésion attestait que leurs successeurs s'y conformeraient toujours. Tous les Belges sont convaincus qu'aucun de leurs ministres depuis lors n'a failli aux engagements qui portent la signature de ses loyaux prédécesseurs.

Il y a plus de vingt-cinq ans, le roi Léopold II, sur la production de documents fabriqués par deux faussaires, Mondion et Nieter, fut accusé avec persistance par des publicistes parisiens, non dépourvus d'autorité, d'avoir conclu une convention

1. Voir le livre si documenté et si concluant de M. Waxweiler : *La Belgique neutre et loyale*, Lausanne, Payot et Cie, et la brochure de M. van den Heuvel, ministre d'État : *De la violation de la neutralité belge*, Paris, Louis de Soye.

secrète avec l'Allemagne contre la France. Combien ces écrivains connaissaient mal notre Roi et ses véritables sentiments à l'égard de nos inquiétants voisins de l'Est ! Peu de chefs d'État avaient percé à jour mieux que lui leurs ambitions encore inavouées. Avec sa merveilleuse connaissance des hommes, il avait lu, comme dans un livre ouvert, dans le caractère changeant et dominateur de Guillaume II. Une des dernières recommandations qu'il me fit l'honneur de m'adresser fut de me défier, quand j'irais en Allemagne, des amabilités allemandes. Les imputations contre la loyauté politique du second roi des Belges s'éteignirent d'elles-mêmes, telles qu'un feu sans aliment, une fois qu'il eut recommencé ses visites, longtemps interrompues, à Paris, où l'on apprit à le mieux connaître.

Un traité secret d'alliance militaire était-il en pratique impossible à conclure par un souverain belge ? Nous avons appris au début de cette guerre qu'il en existait un entre le roi de Roumanie et l'empereur d'Autriche, dirigé contre la Russie et approuvé, chaque fois qu'il avait besoin d'être renouvelé, par le premier ministre roumain, libéral ou conservateur. Du temps que je représentais le gouvernement belge à Bucarest, l'existence de ce traité était niée ou affirmée avec une égale énergie par plusieurs de mes collègues. Le ministre de Russie, M. de Fonton, n'y voulait pas croire ; c'est le seul point sur lequel il ne s'accordait pas avec son ami et allié, M. Arsène Henry, le représentant

de la France. Le traité n'en était pas moins très réel, mais son existence cachée n'a pas supporté l'épreuve de la lumière. Le roi Carol n'avait pas outrepassé son droit constitutionnel en signant cette convention inutile, comme le prouvait le contre-seing du ministre responsable. Pourquoi ce qui est permis en Roumanie ne l'était-il pas en Belgique?

Pour une raison péremptoire : la Roumanie n'est pas un État neutre comme la Belgique. Le roi Carol pouvait choisir ses alliances secrètes, suivant les calculs de sa politique ou les impulsions de son atavisme, un roi des Belges ne le pouvait pas. Les actes diplomatiques sanctionnés par nos Princes ont toujours été accomplis en plein soleil. A supposer, ce qui serait faire injure à sa mémoire, que le roi Léopold n'eût pas voulu observer les traités de 1839, ou que le roi Albert, qui est l'honneur même, ait eu une pensée aussi noire, ni l'un ni l'autre n'aurait trouvé de ministre pour contre-signer une convention occulte avec la France, l'Angleterre ou l'Allemagne. Sans la signature d'un ministre belge responsable, aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet, dit formellement l'article 64 de notre constitution. Un traité revêtu seulement du seing royal n'aurait été qu'un de ces chiffons de papier immortalisés par M. de Bethmann-Hollweg.

Un traité secret, alors que notre gouvernement délibère, discute, agit au grand jour, sous le contrôle vigilant de l'opposition parlementaire et de l'opinion publique! Une convention militaire, négociée

pour la défense du pays, — ce qui ne dépasserait pas le droit, d'après la doctrine courante, d'un État neutralisé, — mais en opposition avec la conviction enracinée chez nous jusqu'ici de la vertu souveraine de notre neutralité ! Un engagement mystérieux, contraire à l'esprit amical et confiant qui présidait à nos relations avec chacune des Puissances garantes ! Pas un des hommes d'État qui ont eu l'honneur de succéder aux Frère-Orban, aux Malou, aux Beernaert, nos grands ministres d'autrefois, n'aurait consenti, j'en suis persuadé, à y apposer sa signature.

## II

A deux reprises, durant ces dernières années, des attachés militaires britanniques à Bruxelles ont fait *motu proprio* des démarches auprès d'officiers supérieurs belges, à l'effet de savoir si nous avions envisagé, au cas d'une guerre européenne, l'éventualité d'une marche en avant de l'armée allemande, cherchant à se frayer un passage à travers la Belgique, et si nos moyens de résistance étaient suffisants.

En 1906, le lieutenant-colonel Barnardiston eut plusieurs entretiens avec le général Ducarne, chef de notre état-major, au sujet de la coopération d'une armée anglaise à la défense de notre territoire ; c'était au lendemain de la première alerte, causée

par la politique, grosse de menaces, de l'Allemagne dans la question marocaine. Le général belge n'avait pas de motifs pour se refuser à ces conversations privées, strictement confidentielles et militairement intéressantes. Mais il n'avait pas non plus reçu le mandat de les poursuivre au nom du gouvernement du Roi. Il en adressa un rapport écrit à son chef, le ministre de la guerre, après qu'elles eurent pris fin. Son travail contient en marge cette annotation capitale, omise à dessein par les autorités allemandes dans le texte du document, quand elles en ont publié l'automne dernier la traduction : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne. »

Le gouvernement belge ne laissa pas d'être fort étonné de l'initiative prise par l'attaché militaire anglais, mais il n'était pas en son pouvoir d'empêcher un officier étranger d'exprimer des craintes personnelles sur les intentions hostiles d'un gouvernement voisin et ami de la Belgique. Toujours confiant dans la garantie due depuis 1839 à notre neutralité par les Puissances, au nombre desquelles figurait la Prusse, c'est-à-dire aujourd'hui l'Allemagne, fille de l'État prussien et héritière de ses obligations, il résolut de ne donner aucune suite aux confidences du lieutenant-colonel Barnardiston. Celui-ci avait rapporté les idées de l'état-major anglais ; ses conversations, — il le reconnaissait lui-même — ne pouvaient pas lier son gouvernement. Vous remarquerez que les

officiers britanniques voyaient très clair, dès cette époque, dans les projets de l'Allemagne. L'invasion de la Belgique a été un fait de guerre prévu à Londres depuis dix ans.

Quelques années après, en avril 1912, le lieutenant-colonel Bridges, autre attaché militaire anglais à Bruxelles, eut un entretien sur le même sujet avec le général Jungbluth, qui dirigeait alors notre état-major. Cette démarche prouverait, s'il en était besoin, l'inexistence d'un engagement secret antérieur entre l'Angleterre et notre pays. Tout en causant, l'Anglais dit que, lors des derniers événements (1911), son gouvernement aurait débarqué des troupes en Belgique, même si leur concours n'avait pas été sollicité. C'est la pure doctrine du droit des gens, d'après laquelle l'intervention de l'État garant doit se produire d'office, s'il la juge nécessaire, et même malgré l'opposition de l'État neutre. A cette prétention, le général Jungbluth opposa aussitôt la thèse qui a toujours été soutenue par les autorités belges : le consentement préalable de la Belgique est indispensable. Le lieutenant-colonel Bridges n'insista pas, et les choses en restèrent là.

Le gouvernement belge, averti par un rapport du chef de l'état-major, ne le chargea pas de continuer la conversation. Pas plus en 1912 qu'en 1906, il n'y a eu de convention conclue ni même discutée entre la Belgique et l'Angleterre, ou entre la Belgique et la France, qui ne nous avait pas offert son aide militaire pour défendre notre neutralité. Le

gouvernement belge, d'autre part, n'avait pas à informer le Cabinet de Berlin de ces entretiens privés. Assez de causes de dissentiments existaient entre les grandes Puissances nos voisines, sans qu'il vînt jeter entre elles un nouvel élément de suspicion, un nouveau brandon de discordes, consistant dans les propos d'attachés militaires étrangers, sans doute très zélés !

J'ajouterai en passant, — détail encore inédit, — que le général Jungbluth, invité à assister cette même année aux manœuvres de l'armée anglaise, où, par l'ancienneté de son grade, il aurait occupé la première place parmi les officiers étrangers, crut devoir décliner cette invitation. Il ne fallait pas qu'on pût interpréter au dehors la présence du général en Angleterre comme l'indice, si faible fût-il, d'une entente entre les états-majors des deux pays. Quel excès de scrupule, pensera-t-on aujourd'hui !

Une année auparavant (novembre 1911), le gouvernement belge avait communiqué à son ministre à Berlin, le comte Greindl, un travail sur les mesures à prendre en cas de guerre franco-allemande. Mon prédécesseur avait émis l'avis qu'il convenait d'envisager, entre autres hypothèses, celle d'une entrée des forces anglaises ou françaises en Belgique. Réponse très naturelle de la part d'un vieux diplomate, à qui cinquante années d'une carrière exceptionnellement utile à son pays avaient laissé, outre une expérience consommée, un cer-

tain scepticisme à l'endroit des grandes Puissances. Les unes comme les autres lui paraissaient à craindre, quand leurs intérêts ennemis menaçaient la libre existence des petits États.

Voilà les griefs, cent fois ressassés depuis des mois, qu'a brandis le gouvernement allemand, afin de se justifier et de laisser croire au monde civilisé que la Belgique avait la première manqué aux devoirs d'un État neutre et traité dans l'ombre avec l'Angleterre et la France. La clameur d'indignation qui salua en Europe, et surtout aux États-Unis, l'envahissement de notre pays, avait déconcerté le chancelier et son entourage. Comment légitimer cette brutalité de traitement, aggravée par les crimes d'une soldatesque effrénée ? Des fouilles persévérantes, pratiquées dans les archives des ministères belges, amenèrent la découverte, parmi les papiers de l'état-major, des rapports Ducarne et Jungbluth, ainsi que d'une copie de celui du comte Greindl. Trouvaille inespérée ! Vite la *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'empresse de la communiquer au public, en se plaignant que la Belgique eût fait une convention militaire avec l'Angleterre, sans en donner avis à l'Allemagne et sans en proposer une autre du même genre à cette Puissance, en prévision d'une agression française ou anglaise. L'organe de la Wilhelmstrasse, ne pouvant fournir de la convention aucune preuve, pour la bonne raison qu'elle n'existait pas, se permit d'altérer le rapport Ducarne en traduisant le

mot conversation dans cette phrase : « Notre conversation est confidentielle, » par « Abkommen, » qui signifie convention. Grâce à ce faux, la crédulité germanique, accoutumée à accepter les yeux fermés tout ce qui porte l'estampille du gouvernement, n'a plus voulu douter de la traîtrise de la Belgique. Des jurisconsultes teutons ont publié à cette occasion de pesantes consultations contre notre malheureux pays, qu'il ne suffit pas de saccager et de détruire : on le veut encore déshonorer.

Si bien que le chancelier ne craignit pas de soutenir devant le Reichstag, quelques mois plus tard, qu'il avait déjà, le 4 août, des indices de la trahison de notre gouvernement envers l'Allemagne, avant d'en posséder des preuves écrites. Est-il croyable que, dans son discours du 4 août, il n'ait pas soulagé sa conscience de tout remords en parlant de ses soupçons ? Est-il compréhensible que M. de Jagow, lorsque je suis allé lui demander l'explication de l'attentat exécuté contre la Belgique, ne m'ait pas jeté au nez les fameux indices relatifs à nos méfaits, au lieu de reconnaître l'irréprochabilité de notre conduite ? Entré résolument dans la voie du mensonge, afin de repêcher du naufrage l'honneur de son pays, M. de Bethmann-Hollweg y a fait rapidement des progrès étonnants. A des journalistes américains, débarqués à Berlin à la recherche de la vérité sur les horreurs de cette guerre, il a eu le triste courage de raconter que des jeunes filles belges, après les premiers combats,

s'amusaient à crever les yeux des blessés allemands[1]. Avait-il vraiment conscience de l'infamie de cette accusation sans preuves ? Toute l'honnêteté privée du philosophe de Hohen-Finow ne le lavera pas de ses calomnies politiques.

Pas n'est besoin d'ajouter que le gouvernement britannique n'a jamais eu l'intention de violer la neutralité de la Belgique en y envoyant des troupes, aussi longtemps que cette neutralité aurait été respectée. Cela ressort clairement d'une dépêche, rendue publique aujourd'hui, qui fut écrite au mois d'avril 1913 par sir Ed. Grey au ministre d'Angleterre à Bruxelles, pour être communiquée au ministre des Affaires étrangères.

## III

Depuis l'avènement du roi Albert jusqu'à la violation du territoire belge, l'attitude de l'Allemagne envers la Belgique a toujours semblé amicale. Toutefois, dans des déclarations qu'il fut amené à faire au sujet du respect de notre neutralité, le Gouvernement impérial s'attacha à endormir nos inquiétudes, quand elles s'éveillaient malgré nous, sans se compromettre par des asssurances trop formelles.

1. Communication faite par le chancelier, le 6 septembre 1914, aux représentants des grandes agences américaines, United Press et Associated Press.

L'Allemagne avait reconnu, une des premières, l'annexion du Congo à la Belgique. Quel meilleur témoignage, dira-t-on, pouvait-elle lui donner de sa bienveillance? Reste à savoir si cet empressement n'a pas été un calcul très réfléchi. Le Congo, annexé à un État faible, était une proie plus facile à saisir un jour que s'il était venu doubler l'empire africain de la France, en vertu du droit de préemption, consenti par le roi Léopold à la République. Dans le cas, présumable aussi, d'un partage de l'État indépendant, par suite de la répugnance qu'auraient pu montrer la Belgique et peut-être aussi la France à s'embarrasser d'une charge aussi lourde, qui sait si l'Allemagne aurait réussi à s'adjuger les plus riches morceaux? Il était donc habile d'encourager pour commencer le zèle colonisateur du peuple belge, en attendant le moment de le refroidir et d'y mettre fin.

Mais Léopold II nous avait laissé avec son domaine tout un écheveau de difficultés à débrouiller, en ce qui concernait les limites de la colonie. Dès que les négociations, habilement conduites au début du nouveau règne pour la fixation des frontières du Congo et de l'Afrique orientale allemande, touchèrent à leur fin, notre jeune souverain voulut donner à l'Empereur une preuve de ses sentiments personnels et de son sincère désir d'entretenir avec l'Allemagne de bonnes relations aussi bien en Afrique qu'en Europe. Il lui fit, avec la Reine, une visite officielle à la fin du mois de mai 1910.

J'étais de la suite de Leurs Majestés. La réception à Potsdam fut très cordiale et d'un caractère plutôt intime, en dehors des deux parades habituelles du printemps, auxquelles assistèrent nos souverains, et des banquets militaires qui les suivirent. Malheureusement une indisposition de l'Empereur enleva à cette visite la plus grande partie de son intérêt pour les spectateurs curieux, comme je l'étais, d'observer l'expression du masque impérial.

Au dîner de la Cour, le Kronprinz lut le discours préparé pour son père et souhaita la bienvenue au couple royal belge. Le passage le plus saillant fut l'allusion au bonheur qu'une Princesse d'une maison allemande avait apporté au foyer conjugal de notre Roi et le rappel des liens de consanguinité existant entre les deux familles, à côté des souvenirs historiques qui unissaient les deux pays. Le roi Albert dans sa réponse loua surtout l'Empereur pacifique, consacrant son existence au bien-être de ses sujets et au développement économique de l'Allemagne. C'est bien ainsi, sous les traits d'un Salomon ou d'un Titus, qu'il apparaissait alors aux regards confiants des Belges et ce compliment (dont il devait être rassasié !) n'était pas, pensions-nous, de nature à lui déplaire.

Les souverains allemands n'attendirent pas à l'année suivante pour rendre aux nôtres leur visite du printemps. Ils arrivèrent à Bruxelles à la fin d'octobre, accompagnés de leur fille unique. La présence de la jeune princesse était un gage de

plus de la chaude amitié que leur inspiraient le roi Albert et la reine Élisabeth. Guillaume II, dans son toast officiel comme dans ses entretiens particuliers, se montra touché à l'extrême de l'accueil qu'il recevait, plein de sympathie pour le peuple belge et pour ses succès dans le domaine de l'industrie et du commerce, qui venaient de s'affirmer avec éclat à l'Exposition internationale de Bruxelles. Bonhomie, amabilité, chaleur, toute sa lyre résonna, avec son rire guttural, aux oreilles charmées de ses auditeurs. Comment ceux-ci n'auraient-ils pas été convaincus de la bienveillance du puissant Empereur à leur endroit !

Visibles efforts pour attirer la cour de Belgique et la société belge vers l'Allemagne, surprise causée par notre prospérité, telles sont les impressions que nous laissèrent le visage mobile et le sourire engageant de l'auguste visiteur. Bruxelles, déshabitué de recevoir des personnages royaux, s'était mis en frais en l'honneur de ces hôtes de marque. Quand l'Empereur eut contemplé du haut du balcon de l'Hôtel de Ville le spectacle incomparable de la grand'place, il dit à l'Impératrice : « Nous ne nous attendions à rien d'aussi beau ! » Revenant d'une promenade à Tervueren sur la magnifique chaussée construite par le feu Roi, il s'étonnait du nombre des villas qui bordent la route et supputait les revenus de leurs propriétaires. Il est imprudent de faire étalage de sa richesse devant un étranger, surtout si cet étran-

ger est un monarque voisin, chef d'une armée de cinq millions d'hommes. La Belgique, que Guillaume II n'avait plus vue depuis trente-deux ans, a dû lui sembler un beau fleuron, digne d'être ajouté à sa couronne.

Le Livre gris publié par le gouvernement belge rend compte (n° 11) d'un message du chancelier transmis par le ministre d'Allemagne à notre département des Affaires étrangères, qui avait suggéré en 1911, au cours de la polémique soulevée par le projet du gouvernement néerlandais de fortifier Flessingue, l'idée d'une déclaration publique du gouvernement allemand relative à la neutralité de la Belgique. M. de Bethmann-Hollweg fit savoir que l'Allemagne n'avait pas l'intention de la violer, mais qu'une déclaration publique affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France, qui porterait, ainsi éclairée, toutes ses forces sur sa frontière de l'Est. Le chancelier se retranchait déjà en 1911 derrière le prétexte du plan de campagne qu'il serait dangereux de dévoiler, pour refuser de se lier les mains par une promesse solennelle. La veille de la guerre, M. de Jagow ne répondit pas autrement à sir Ed. Goschen, chargé d'obtenir de lui l'assurance que notre neutralité serait respectée par les troupes allemandes.

Bien vague aussi était le langage de M. de Kiderlen en 1912. A peine avais-je pris possession de mon poste à Berlin, qu'il se plaignit à moi de l'émotion qui s'était manifestée en Belgique pen-

dant la crise d'Agadir. Nous avions, par simple mesure de précaution, mis nos places forces en état de défense. « Rien ne motivait, me dit le secrétaire d'État, la crainte que l'Allemagne violât votre territoire ou celui de vos voisins néerlandais. » C'étaient là de belles paroles, mais ce n'était rien de plus.

Un an plus tard, le 29 avril 1913, M. de Jagow, pressé par un socialiste, à la Commission du Reichstag, de s'expliquer sur la neutralité de la Belgique, répondit laconiquement que cette question était déterminée par des conventions internationales et que l'Allemagne respecterait ces conventions. Il refusa obstinément d'en dire davantage à un autre membre de la Sociale démocratie, qu'une déclaration aussi sommaire n'avait pas satisfait.

Il est vrai que le ministre d'Allemagne à Bruxelles et l'attaché militaire se sont efforcés, jusqu'au dernier moment avant la remise de l'ultimatum, d'épaissir le bandeau qu'ils avaient eu l'ordre d'appliquer sur la clairvoyance des autorités belges. Le 2 août encore, tous deux se portaient garants des dispositions amicales du gouvernement impérial, de ce gouvernement qui accuse aujourd'hui la Belgique de duplicité et de trahison à son égard.

Les écrivains militaires allemands ont usé d'une tout autre franchise. L'enfant terrible du parti de la guerre, le général de Bernhardi, dans son livre

qu'on aime toujours à citer, parce qu'il est la confession véridique des instincts rapaces de la caste des officiers, traite dédaigneusement d'hérésie politique la conception juridique de la neutralité permanente et de rempart de papier la protection qu'elle confère. S'en prenant à la Belgique, il insinue qu'elle pourrait bien avoir elle-même détruit sa neutralité. Comment cela ? Par des traités secrets avec des ennemis de l'Allemagne ? Vous n'y êtes pas : en devenant une Puissance coloniale. « On peut se demander, dit le casuiste militaire, si l'acquisition du Congo n'a pas été, *ipso facto*, une rupture de la neutralité belge, car un État qui, théoriquement au moins, est préservé de tout danger de guerre, n'a pas le droit d'entrer dans des compétitions politiques avec d'autres États. » Bernhardi oublie volontairement que ces autres États, à commencer par l'Allemagne, avaient reconnu l'annexion du Congo à la Belgique, sans dénoncer en même temps les traités qui garantissaient la neutralité belge. Mais l'idée de la violer faisait son chemin, sous l'empire de ces sophismes, dans le monde intellectuel allemand. Lorsque le gouvernement impérial est passé de la théorie à la pratique, il a recueilli en Allemagne d'unanimes applaudissements.

## IV

La situation géographique de la Belgique, dépourvue de frontières naturelles, lui imposait, à elle seule, des mesures de défense : la construction de places fortes et l'entretien d'une bonne armée. L'histoire des siècles passés rappelait au peuple belge, comme un avertissement pour l'avenir, que ses plaines avaient été le champ de bataille préféré des luttes de la maison de France et de la maison d'Autriche, le théâtre des premières victoires de la République et le tombeau de l'Empire napoléonien. Notre pays fut préservé miraculeusement en 1870 de tout danger par le sacrifice d'une armée française, qui subit la capitulation de Sedan, plutôt que de chercher un refuge sur un territoire neutralisé. La proximité de la guerre future, dont la menace a toujours persisté aux heures les plus paisibles de la fin du siècle dernier, commandait impérieusement à nos gouvernants de prendre de grandes précautions militaires.

La conservation de notre neutralité l'exigeait également. Un État neutre en effet est tenu de se défendre, s'il est attaqué. C'est un devoir qu'il contracte envers tous ses garants, pour maintenir l'équilibre d'intérêts, qui est à leurs yeux la raison d'être de son existence. En d'autres termes, une

neutralité incapable de se défendre n'est plus qu'une fiction diplomatique.

Nos différents gouvernements, catholiques ou libéraux, ont dû tour à tour se pénétrer de cette obligation. Le progrès des armements, — si l'on peut appeler de ce nom le développement monstrueux des moyens de destruction, — a fait peser sur les Belges, comme sur leurs voisins, des charges militaires de plus en plus lourdes. Un système défensif, qui paraissait suffisant en 1870, ne l'était plus dix ans après, vu l'augmentation du nombre des combattants, de la puissance et de la portée de l'artillerie, tant en France qu'en Allemagne. A Anvers, forteresse et camp retranché, notre seule place de guerre, appelée par nous notre réduit national, il fallut ajouter les forts de Liége et de Namur, points d'arrêt, qui devaient barrer la vallée de la Meuse. Les spécialistes s'accordaient à l'indiquer comme la route naturelle d'une armée cherchant à pénétrer d'Allemagne en France et *vice versa*, sans se heurter aux défenses érigées des deux côtés des Vosges. Les forts à coupole d'acier de Liége et de Namur, œuvre de notre grand ingénieur militaire Brialmont, dont la réputation était européenne, ont été considérés pendant un certain temps comme le dernier mot de l'art de la fortification. Après des discussions approfondies qui durèrent deux ans, le Parlement belge décida en 1906 de consacrer une somme de 63 millions à réédifier le système démodé de la défense d'An-

vers ; quinze nouveaux forts furent construits sur les deux rives de l'Escaut, sans compter douze ouvrages avancés, et les dépenses ne s'arrêtèrent pas là.

L'armée belge est restée jusqu'en 1909 sur le pied de 100.000 hommes, recrutés par des engagements volontaires et par la conscription où le remplacement était autorisé, mode suranné et peu démocratique. Ce chiffre était manifestement insuffisant pour l'entretien d'une armée de campagne et d'une armée de forteresse, deux éléments indispensables de notre défense. Mais le sentiment de la majorité de la population se maintenait hostile à l'introduction du service personnel, non par haine du métier des armes, — car le Belge a toujours été un brillant soldat, — mais par aversion pour la caserne et par crainte des promiscuités qu'elle risque d'entraîner. D'un autre côté, chez beaucoup de nos concitoyens, la confiance dans l'inviolabilité, dont les traités de 1839 avaient revêtu la Belgique, subsistait inébranlable, comme la foi dans un dogme. Leur attention d'industriels et de commerçants entreprenants n'embrassait que le champ restreint de leurs affaires. Les complications politiques, se succédant d'année en année depuis le début du siècle, ne parvenaient pas à ébranler leur robuste optimisme qui jugeait les sacrifices militaires inutiles.

Heureusement les périls dont la Belgique était entourée n'ont pas échappé à l'observation vigi-

lante de nos souverains. Léopold II n'a pas été seulement le génial créateur de l'État du Congo, le principal instigateur de l'épanouissement économique du peuple belge qui, toutes proportions gardées, est aussi remarquable que celui de la nation germanique ; il a été également un grand patriote. Son patriotisme n'a laissé échapper aucune occasion importante dans notre vie publique d'adjurer les Belges de faire le nécessaire pour l'augmentation en premier lieu de leurs moyens défensifs et ensuite de leurs forces militaires. Ses appels ont été heureusement entendus ; un progrès considérable a été réalisé le jour où le Cabinet Schollaert a fait voter la règle d'un fils par famille désigné pour le service, premier pas dans la voie de l'obligation militaire généralisée. Le vieux Roi était sur son lit de mort, quand le premier ministre lui présenta la loi à signer ; d'une main défaillante il y traça son nom, puis il s'endormit du dernier sommeil, conscient d'avoir rempli son devoir envers son pays.

Son successeur s'est voué avec la même ardeur patriotique à l'accomplissement de la même tâche, qu'il s'était juré de mener jusqu'au bout. Il n'y a pas de thème où l'éloquence naturelle du roi Albert se soit exercée avec plus d'à-propos que celui de la nécessité de maintenir l'armée à la hauteur des responsabilités qui lui incomberaient un jour. Les événements de 1911 et de 1912 montraient du reste aux plus aveugles combien notre nouveau

souverain voyait juste ; ils ont chassé la chimère de la paix de bien des cervaux politiques, obscurcis par la fumée d'illusions trop généreuses. La loi établissant le service général fut votée en mai 1913. M. de Broqueville, qui l'avait brillamment défendue devant les Chambres, eut l'insigne honneur d'écrire son nom au-dessous du nom royal sur une des pages les plus importantes de l'histoire intérieure de notre pays.

C'est donc un an avant l'invasion allemande que cette loi si nécessaire a réuni au Parlement belge la majorité des votes. Si nous avions voulu, il y a quelques années, signer un pacte secret avec l'Angleterre et avec la France, ne pensez-vous pas que leurs gouvernements y eussent inscrit, comme première condition, le renforcement de notre trop faible armée ? La nouvelle loi devait fournir un contingent annuel de 33 à 35.000 hommes et, après qu'elle aurait produit tous ses effets, nous pouvions compter au jour du danger sur un total de 340.000 combattants, non compris des volontaires en nombre variable. Mais les effectifs prévus n'auraient été obtenus qu'en 1925. L'an dernier, l'armée belge, au moment de l'entrée en campagne, a eu 226.000 hommes environ, plus 4.500 officiers et 4.170 gendarmes, à opposer au torrent d'invasion.

L'établissement du service général en Belgique n'a pas été vu de bon œil en Allemagne. Il aurait dû au contraire réjouir l'Empereur, qui s'était plaint en Suisse, pendant sa visite de l'automne précé-

dent, de l'insuffisante protection, — due à la faiblesse de notre armée, — de sa frontière du Nord-Ouest, en comparaison du rempart que lui procuraient au Sud les troupes solides de la Confédération. Les journaux allemands accueillirent la nouvelle de notre réorganisation militaire sans l'entourer de commentaires malveillants, mais il n'en fut pas de même des cercles d'officiers. J'ai pu en juger par le langage que m'a tenu le baron de Zedlitz, colonel d'un régiment de dragons de la Garde et petit-fils, par sa mère, d'un ministre de Belgique à Berlin. Ses sympathies belges, héritage maternel, l'ont poussé sans doute à m'ouvrir son cœur : « A quoi bon augmenter le nombre de vos soldats ? me dit-il un jour. Avec votre petite armée, vous n'auriez pas songé à nous disputer le passage dans une guerre contre la France. Après la victoire, les parties de votre pays occupées par nos troupes vous auraient été rendues. L'accroissement de vos effectifs pourrait vous inspirer la prétention de nous tenir tête. Si un seul coup de fusil était tiré sur nous, Dieu sait ce qu'il adviendrait de la Belgique ! » C'était parler en ami, mais non en soldat. Je répondis au colonel qu'on nous respecterait encore moins, si nous avions la lâcheté de ne pas nous défendre, et que nous étions bien résolus à recevoir l'envahisseur, quel qu'il fût, à coups de canon. J'eus l'occasion de répéter plusieurs fois cette dernière phrase. On m'écoutait en souriant, mais on ne me croyait pas.

## V

Le passage des belligérants à travers la Belgique était devenu le thème favori de toutes les plumes qui traitaient la question de la guerre future avec plus ou moins de compétence en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas et dans notre pays. Les préparatifs d'invasion, poursuivis au grand jour par le gouvernement allemand, stimulaient les controverses. Dix lignes de chemin de fer existaient déjà en 1911, à une ou deux voies, partant de la région de l'Eifel pour aboutir à la frontière belge ou au grand-duché de Luxembourg; quatre autres étaient en construction, quatre encore en projet. La plupart de ces lignes, inutiles au trafic, n'avaient qu'un but stratégique. Des gares complètement outillées, des quais d'embarquement pour les troupes, étaient édifiés avec l'organisation et la méthode dont nos voisins sont coutumiers. Un vaste camp de concentration, possédant un champ de tir pour l'artillerie, avait été établi à Elsenborn, près de Malmédy, à deux pas de notre frontière. Par quelle voie le flot des envahisseurs allait-il se précipiter?

Des opinions se prononçaient pour le passage par la trouée de la Meuse, le long des deux rives du fleuve. Comme l'armée allemande avait l'avantage d'une mobilisation plus rapide, c'est à elle qu'on attribuait généralement le dessein de prendre

l'offensive sur cette partie du territoire belge. Quant à l'invulnérabilité ou simplement à la capacité de résistance de nos ouvrages fortifiés, aucun doute n'était venu encore ébranler la confiance qu'ils nous inspiraient. On ne connaissait pas les progrès réalisés dans la balistique en Allemagne et en Autriche, les terribles résultats obtenus par le travail persévérant des usines de Krupp et de Skoda ; on ne soupçonnait pas l'existence des mortiers allemands de 42, ni celle des autrichiens de 305, capables d'écraser en quelques heures un fort de béton et d'acier sous le poids de projectiles de près de 1.000 kilos.

D'autres écrivains ont limité la marche des Allemands à la rive droite de la Meuse, à travers le Luxembourg belge, malgré l'insuffisance des routes et les difficultés que la nature accidentée du terrain opposerait à une offensive rapide. Le Luxembourg, éperon avancé de notre territoire dans la région des Ardennes, paraissait impossible à défendre par un corps belge, qui aurait été trop éloigné de la base d'opérations.

Des prophètes militaires, tels que le général Déjardin en Belgique et le général Maitrot en France, annonçaient avec beaucoup de clairvoyance que l'ennemi opérerait principalement en grandes masses sur la rive gauche de la Meuse, où il aurait tout le champ nécessaire pour se déployer.

Mais, en définitive, le plan de l'état-major allemand n'avait pas été pénétré dans toute son

ampleur. La très grande majorité des publicistes, jouissant de quelque autorité, ne faisaient passer par la Belgique qu'une partie seulement, l'aile droite, de l'armée marchant contre la France. Ils n'avaient pas deviné l'audacieuse manœuvre, à développements immenses, que nous avons vu exécuter : laisser un rideau de troupes le long des Vosges et franchir la Meuse sur plusieurs points avec les trois quarts de l'armée, depuis Visé jusqu'à Dinant, enlever Liége et Namur d'assaut, s'il le fallait, marcher sur Bruxelles en balayant l'armée belge, au cas où elle aurait résisté, et de là se rabattre vers le Sud par les différentes voies conduisant à Paris. Tout le Nord de la France était dépourvu de défenses, hormis la place forte de Maubeuge. Les plaines de la Belgique traversées, la route de Paris était ouverte.

Qu'on s'imagine, non pas un fleuve ni un torrent, mais une véritable mer d'hommes, se répandant sur notre pays depuis la Hollande jusqu'au Luxembourg, un million et demi, deux millions de soldats ! Contre l'irruption en Belgique d'une telle avalanche, des dispositions militaires n'avaient pas été prises. D'après une note officielle du gouvernement de la République, la totalité des forces françaises étaient orientées au début de la guerre face à l'Allemagne, de Belfort à la frontière belge.

La première condition du succès d'un plan d'offensive aussi hardi était le secret. Aussi a-t-il été bien gardé. Le haut commandement allemand

s'est ingénié à laisser errer les opinions et à dépister le flair des attachés militaires étrangers. Un trompe-l'œil, sur quoi il comptait vraisemblablement, était la façon dont étaient disposés les cantonnements des 25 corps d'armée. La carte où ils figuraient nous montrait une dizaine d'entre eux massés en Alsace-Lorraine, dans le Palatinat et le grand-duché de Bade, prêts à se jeter de ce côté-là sur la France. Un seul corps, dont le commandement résidait fort loin, à Coblence, était garnisonné le long de la frontière belge et hollandaise. Quelle apparence qu'on tenterait d'entrer en Belgique avec des forces aussi réduites ! Mais les corps de la Westphalie, du Hanovre, du Holstein même, pouvaient facilement glisser vers l'Ouest sur de multiples voies ferrées. Ce sont les deux premiers, avec celui de Coblence, qui ont franchi la Meuse et attaqué Liége, sous la direction du général von Emmich, chef réputé, commandant à Hanovre. L'état-major n'a certainement pas attendu l'ordre de mobilisation générale pour concentrer cette avant-garde à Cologne et à Aix-la-Chapelle.

## VI

Le gouvernement belge, dès les premiers jours du conflit austro-serbe, n'avait pas hésité à prendre les mesures de précaution et de vigilance, que commandait la situation exposée de la Bel-

gique. Le 29 juillet, l'armée était mise sur le pied de paix renforcé; deux jours après, mobilisation générale; 180 000 hommes étaient rappelés sous les drapeaux. Grâce à la promptitude de ces décisions, l'orage qui se préparait en secret ne nous a pas surpris sans défense.

Le Cabinet de Bruxelles a ignoré cependant, — comme moi à Berlin, — le marchandage auquel s'est livré le gouvernement allemand, pendant les dernières péripéties de la crise, pour arracher à l'Angleterre la promesse de rester neutre. La France et la Belgique tour à tour en ont fait les frais. Le chancelier, dans son entretien du 29 juillet avec sir Ed. Goschen, s'était borné à assurer que notre pays conserverait son intégrité territoriale, sans garantie pour son indépendance et pourvu qu'il ne prît pas parti contre l'Allemagne. Cet engagement devait suffire, selon lui, à retenir les Anglais, peu disposés à affronter les dangers d'une guerre continentale et n'ayant à redouter ni le démembrement de la France ni la disparition du petit royaume belge, dans le rôle passif de spectateurs désintéressés. Tout de même, le 4 août, au matin, comme il a appris que la Belgique s'apprête à une résistance vigoureuse, le chancelier comprend la nécessité de calmer les esprits à Londres par une grosse surenchère. Il télégraphie à l'ambassadeur allemand de dire bien vite à sir Ed. Grey qu'en tout état de cause l'Allemagne ne s'annexera aucune partie du territoire belge. Le même

jour, dans l'après-midi, inquiet du silence britannique, il répète au Reichstag, en l'amplifiant, l'assurance donnée à l'Angleterre : « Tant que la Grande-Bretagne restera neutre, nous respecterons l'intégrité et l'*indépendance* de la Belgique. »

Il était trop tard. Une faute irréparable avait été commise le 2 au soir ; c'était la remise au ministre des Affaires étrangères belge d'une note très confidentielle, le plus brutal des ultimatums. Pas un mot, dans ce document, des traités de 1839 ni de la neutralité de la Belgique, mais une allusion sans précision aucune au dessein de la France d'emprunter le territoire belge en marchant contre l'Allemagne, ce qui impose à celle-ci l'obligation d'accourir à notre secours. Puis viennent des promesses, si la Belgique trahit ses devoirs de neutre ; par un euphémisme diplomatique, la lâcheté qu'on exige d'elle est qualifiée de neutralité bienveillante. L'intégrité et l'indépendance du royaume dans toute leur étendue seront respectées (quoiqu'on ne stipule rien expressément au sujet du Congo) ; le territoire sera évacué après la conclusion de la paix ; les troupes allemandes paieront leurs réquisitions argent comptant et une indemnité sera versée pour chaque dommage qu'elles causeront. Les menaces sont réservées pour la fin, *in cauda venenum*. En cas de résistance armée, d'obstacles apportés à la marche des Allemands, de destruction de routes chemins de fer et ouvrages d'art, la Belgique sera

traitée en ennemie. Ce seul mot en dit assez sur le sort qui lui est réservé.

Tout avait été savamment calculé en vue d'augmenter la dépression morale que cet ultimatum foudroyant était destiné à provoquer. Sa soudaineté d'abord, après les affirmations hypocrites et endormantes du représentant de l'Allemagne à Bruxelles; le délai de douze heures prescrit pour y répondre et jusqu'au moment choisi pour sa remise, sept heures du soir. La nuit qui porte conseil agirait sans doute par ses ténèbres troublantes sur les nerfs des malheureux, obligés de choisir entre une ignominie et un suicide. Tous ces calculs ont été vains. Dans le conseil de la Couronne, convoqué aussitôt au palais royal, aucune défaillance ne s'est produite. Il y avait là, à côté des ministres à portefeuille, des ministres d'État, pleins d'une légitime considération pour notre voisin de l'Est et disposés jusqu'alors à avoir confiance dans la loyauté de ses intentions. Plus leur déception a été cruelle, plus amer a dû être leur ressentiment contre l'imposteur qui se moquait des engagements les plus solennels. Le Roi, animé d'une calme volonté de faire tout son devoir, demanda d'abord que les autorités militaires exposassent les possibilités de la défense, sans rien cacher de la terrible tâche imposée à notre armée. L'état-major entendu, le même souffle d'héroïsme entraîna tout le conseil, comme il devait le lendemain soulever le Parlement et la nation. Séance tenante, la

réponse à la note allemande, dont un projet avait été déjà préparé par le Département des Affaires Étrangères, est arrêtée et reçoit l'approbation de l'assistance. Le lendemain matin, avant l'expiration du délai, elle est portée au ministre d'Allemagne et tout est dit. Tout ce drame poignant n'avait duré que quelques heures.

La réponse du Gouvernement du Roi, qu'aucun Belge n'a lue sans avoir les yeux mouillés d'une admiration patriotique, est aussi noble, aussi digne, — je puis le proclamer sans crainte d'être contredit, — que le langage de l'Allemagne était faux et embarrassé. Elle écarte en quelques mots les prétextes inventés par le Cabinet de Berlin ; elle dédaigne une plainte inutile ; elle ne cherche aucun faux-fuyant, aucun biais diplomatique, afin d'éviter des paroles irrévocables ; elle va droit au but. Après avoir affirmé la fidélité d'un passé sans reproche aux obligations internationales de la Belgique, elle laisse entendre fièrement que le Gouvernement belge choisit sans hésiter la voie du devoir et de l'honneur : « En acceptant, dit-elle, les propositions qui lui sont notifiées, il sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs envers l'Europe. Il est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit. »

Que va faire le roi Albert ? Il connaît trop bien l'Allemagne pour n'être pas certain que l'échec de sa sommation sera suivi d'une ruée terrible et

immédiate de son armée. Notre souverain avait adressé, trois jours auparavant, une lettre personnelle à Guillaume II : il lui rappelait, en s'autorisant de l'amitié dont l'Empereur faisait montre envers lui, le droit qu'avait la Belgique de voir sa neutralité respectée. Cet appel n'avait pas remué le cœur insensible du Kaiser. Le 3 août, le roi Albert se tourne vers le roi d'Angleterre et lui télégraphie : sans doute pour réclamer d'urgence son appui militaire, car l'orage se rapproche d'instant en instant ? Non pas, pour demander son intervention diplomatique. N'est-ce pas là une preuve irréfutable que la loyale Belgique n'avait pas cherché par une alliance secrète à s'abriter dans les bras de l'Angleterre contre les coups du colosse allemand ?

Au représentant de la République française, qui, mis au courant des événements, s'empresse de lui offrir spontanément le secours de la France, notre ministre des Affaires étrangères répond, de son côté, par des remerciements ; mais il décline pour le moment tout appui : le Gouvernement belge se réserve d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aura lieu de faire. Ce n'est que le lendemain soir, quand chaque heure envolée avait une importance angoissante, et après qu'il a appris l'entrée en Belgique depuis le matin des envahisseurs, qu'il fait appel avec un sang-froid admirable, l'attentat accompli, à l'Angleterre, à la France et à la Russie, pour coopérer à la défense de notre territoire.

Où trouverait-on un pareil souci d'observer jusqu'au dernier moment les règles imprescriptibles imposées par les traités et de rester fidèle, en présence d'un péril de mort, à la neutralité jurée ?

## VII

J'avais appris, le 2 août, par notre attaché militaire, qui tenait la nouvelle d'un officier de la maison de l'Empereur, l'occupation du grand-duché de Luxembourg. La direction prise par l'armée allemande ne me laissait aucune illusion quant à l'envahissement prochain du Luxembourg belge, et je télégraphiai à mon gouvernement mes impressions pessimistes. Cependant, je n'avais pas mesuré toute l'étendue du malheur qui allait fondre sur ma patrie. En recevant, le lundi soir 3 août, le télégramme officiel m'informant de l'ultimatum allemand et de la réponse qui y avait été faite, mon premier sentiment fut la stupeur, puis l'indignation ; mais je m'efforçai de n'en laisser rien voir à mes jeunes secrétaires, pour ne pas augmenter inutilement leur émotion et leur colère. Après les avoir exhortés au calme et au sang-froid, je passai une partie de la nuit à réfléchir aux questions que je voulais poser le lendemain, dès la première heure, au secrétaire d'État, car il me paraissait impossible de ne pas exiger de lui des explications immédiates sur l'acte inqualifiable du gouvernement allemand.

L'empressement que M. de Jagow mit à me faire savoir, le mardi matin, qu'il m'attendait au ministère, me prouva qu'il était aussi impatient que moi d'avoir cet entretien décisif. Quand j'arrivai, à neuf heures, le vieux bâtiment était encore désert, mais le secrétaire d'État travaillait déjà dans son bureau. Je ne reproduirai pas ici notre conversation, qui a été divulguée par le livre, accablant pour l'Allemagne, de mon compatriote, M. Waxweiler : *La Belgique neutre et loyale.*

Dès les premières paroles échangées, je m'aperçus que nous parlions chacun un langage différent et que nous ne pourrions pas nous comprendre, comme si c'eût été deux langues étrangères. J'invoquai l'honneur de la Belgique, — l'honneur aussi indispensable à une nation qu'à un particulier ! — ses devoirs de neutre, sa conduite toujours parfaitement loyale envers l'Allemagne, — à quoi le secrétaire d'État s'empressa de rendre justice, — et l'impossibilité où elle était de faire à la proposition du gouvernement impérial une autre réponse que celle qu'elle lui avait notifiée. Il dut le reconnaître, mais avec effort et seulement en tant qu'homme privé, distinction subtile pour ne pas compromettre sa personnalité officielle.

Il me répondit par des raisons brutales qui lui paraissaient sans réplique : question de vie ou de mort pour l'Allemagne, nécessité de passer par la Belgique, afin d'écraser la France le plus rapidement possible, difficulté de forcer la frontière fran-

çaise, trop fortifiée. Il me répéta l'engagement de respecter l'indépendance de mon pays et de l'indemniser. C'était, je pense, la leçon apprise du chef de l'état-major qu'il me récitait mot pour mot. A ces motifs stratégiques et à ces promesses alléchantes s'ajoutaient son regret personnel, ceux de l'Empereur et de son gouvernement, d'être contraints d'en venir là. Il me semblait étonné du peu d'impression que produisait son langage. Quand j'annonçai l'intention de quitter Berlin et de demander mes passeports, il se récria : il ne voulait pas rompre ses relations avec moi ! Qu'avait-il espéré de cet entretien, et qu'espérait-il encore ?

En me retirant, je lançai la flèche du Parthe que je tenais en réserve : la violation de la neutralité belge vaudrait à l'Allemagne une guerre avec l'Angleterre. M. de Jagow, qui m'avait parlé avec agitation, d'un ton pressant, qu'il s'efforçait de rendre persuasif, eut alors un haussement d'épaules. Mon trait s'émoussait, — *telum imbelle, sine ictu*, — sur un adversaire cuirassé de résolution ou d'indifférence.

Dans le courant de l'après-midi, le discours de l'Empereur au Reichstag convia les représentants de la nation à l'aider à soutenir victorieusement une guerre imposée à l'Allemagne ! Guillaume II ne faisait aucune allusion à la violation de la neutralité belge, mais il appelait sur ses armées la protection du Très-Haut, son confident habituel. Le chancelier prit ensuite la parole ; plus sincère qu'il

ne l'a été depuis lors, il reconnut sans hésitation le tort injustifié fait à la Belgique, et promit de le réparer, après que le but militaire aurait été atteint.

Je ne m'étais pas trompé cependant, lorsque j'avais prédit à M. de Jagow une guerre avec l'Angleterre, garante de notre neutralité. Le même soir, je dînai seul au Kaiserhof, en proie, — on se l'imagine, — aux plus sombres pressentiments. Au sortir du restaurant, je croisai une automobile du *Berliner Tageblatt* qui me jeta une poignée de feuilles imprimées. J'y lus, en admirant la rapidité avec laquelle ma prédiction s'était réalisée, que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne et que son ambassadeur avait remis, peu d'heures auparavant, un ultimatum au gouvernement impérial. Il me vint aussitôt à l'esprit de courir à l'ambassade, pour obtenir quelques éclaircissements sur cette grande nouvelle. Était-ce donc ainsi que la Providence répondait aux invocations de son favori ?

La partie de la Wilhelmstrasse où est situé l'hôtel du gouvernement britannique était remplie de monde. Des bourgeois et des bourgeoises, convenablement habillés, hurlaient avec fureur leur chant préféré, *Deutschland über alles !* A l'hymne national succéda une bordée de sifflets, puis une grêle de projectiles, morceaux de briques ou de charbon, les seules pierres à ramasser dans les rues asphaltées de Berlin. Les vitres du rez-de-chaussée de l'ambassade volèrent en éclats, sous l'œil complai-

sant de deux agents de police, postés de chaque côté de la porte. J'en avais vu et entendu assez. Tandis que je m'acheminais vers ma demeure, un rayon d'espérance se glissait dans mon cœur torturé d'angoisse et de douleur, car j'apercevais, surgissant au bord de l'horizon ensanglanté, le visage menaçant de la Némésis britannique.

## VIII

L'invasion de la Belgique a été une faute politique et militaire. Politique, est-il besoin d'insister là-dessus, parce qu'elle a déterminé, déclenché immédiatement, l'intervention armée de l'Angleterre, qui aurait eu lieu fatalement sans doute aux côtés de la France, mais non pas tout de suite au début des hostilités. Militaire, car la résistance héroïque et imprévue de l'armée belge a fait échouer la marche précipitée sur Paris, c'est-à-dire le plan initial de l'état-major allemand.

Le gouvernement impérial ne s'attendait à aucune résistance de notre part. Le cœur nous manquerait, croyait-il, devant l'épouvantail soudainement démasqué de l'immense armée allemande. En voulez-vous la preuve? La ville de Liége a été attaquée par trois corps d'avant-garde, qui n'avaient avec eux aucune pièce de siège pour réduire ses forts. Ils s'imaginaient entrer toutes portes ouvertes, drapeau au vent et tambour battant, reçus en

triomphateurs, presque en amis. Leur erreur dissipée, les Allemands se sont rués à l'assaut des forts ; ils ont essayé de les enlever de vive force et ont laissé 36 000 morts sur le terrain. Quand Liége fut enfin occupé, il leur a fallu perdre une dizaine de jours pour se réorganiser, avant de reprendre, munis cette fois de toute leur artillerie, leur marche en avant. Ce répit forcé a modifié le premier résultat de la campagne. Toutes les étapes avaient été marquées d'avance par l'état-major, sans tenir compte de l'armée belge, Liége, Namur, Mons, Charleroi,... la dernière étant l'entrée du Kaiser dans Paris.

Si nos ennemis se sont mépris à ce point sur notre résolution de les combattre, ils doivent s'en prendre à leurs diplomates et à leurs attachés militaires, à leurs journalistes et à leurs espions. Les derniers ministres d'Allemagne à Bruxelles étaient certainement de la même école que M. de Jagow ; la psychologie du peuple belge ne les intéressait pas et leur dédain du petit pays, où ils étaient reçus à bras ouverts, n'avait d'égal, je le présume, que le désir de quitter bientôt sa capitale, parce qu'elle n'était pour leur ambition que l'antichambre d'une ambassade. Mais leurs attachés militaires ? N'ont-ils donc vu dans nos soldats que des mannequins de parade et dans nos officiers que des héros de concours hippique ? Plus étrange encore est le manque de sagacité des correspondants de journaux allemands. Ils notaient soigneusement

les menus faits de notre vie publique, mais ils nous jugeaient de parti pris, avec l'orgueil d'une grande nation qui a conquis elle-même son unité de fraîche date. Ils ne distinguaient dans le peuple belge que la juxtaposition de deux races ennemies, accouplées malgré elles et vouées à une séparation complète ; un peuple n'ayant qu'une existence géographique. Les querelles des Flamands et des Wallons étaient dépeintes dans leurs correspondances comme le fruit de haines irréconciliables et les luttes des partis politiques comme des batailles sans merci, car ils n'y voulaient voir que le profit que le germanisme en pourrait tirer. Mais l'amour de tous les Belges pour leur indépendance a échappé à ces observateurs établis chez nous, qui disséquaient avec soin notre corps social, sans y découvrir une âme nationale. Jamais les Belges n'ont paru plus divisés que pendant la période qui a précédé la guerre et jamais ils n'ont été réellement plus unis dans un dévouement égal à leur patrie commune.

Qu'aurions-nous gagné à nous incliner devant les menaces allemandes ? Quelle confiance pouvions-nous avoir dans les promesses d'un gouvernement qui déchirait sans vergogne un traité solennel, pour faciliter à son armée l'accès d'un territoire ennemi ?

Entrés chez nous en amis, les Allemands, après la victoire, n'en seraient jamais sortis. Que ceux qui en doutent contemplent l'explosion de convoitises, provoquée dans toutes les classes de la population germanique par l'envahissement de la Bel-

gique. Intellectuels armés de prétendus droits historiques, industriels jaloux de notre concurrence économique, commerçants avides d'accaparer notre marché, donnent aujourd'hui la main aux socialistes, férus, comme les autres, de l'idéal d'une plus grande Allemagne, pour réclamer en chœur notre annexion. Les prétextes n'auraient pas manqué au cabinet de Berlin, résolu à trahir une fois de plus sa parole : le besoin d'occuper tout le littoral de la mer du Nord, comme base navale contre l'Angleterre, l'importance stratégique et commerciale du port d'Anvers, peut-être aussi des conflits inévitables entre les autorités belges et les autorités allemandes qui auraient présidé à l'occupation d'une partie du pays. Jusqu'où, d'ailleurs, cette occupation ne se serait-elle pas étendue? Quel coin du sol nous aurait-on laissé pour y planter notre drapeau national?

A mettre les choses au mieux, on nous aurait priés, la guerre finie, d'un ton insinuant mais en même temps sans réplique, de faire partie de la Confédération germanique. D'abord une union douanière, l'entrée dans le Zollverein, avant que l'incorporation complète, — le *dignus est intrare* dans le Saint-Empire, — eût été prononcée par notre futur César, sur l'avis du Conseil fédéral et suivant les progrès de notre germanisation. On n'aurait pas attendu cet heureux jour pour contrôler et fixer la production de nos usines et de nos charbonnages en les affiliant aux syndicats d'outre-

Rhin, pour organiser l'activité du port d'Anvers sans nuire aux ports allemands et limiter son hinterland commercial, pour surveiller notre vie journalière, empêcher nos manifestations nationales, inculquer la discipline allemande à notre armée, domestiquer notre gouvernement et notre diplomatie. On nous aurait tout de suite débarrassés du Congo, trop lourd pour nos épaules. On nous eût enfin imposé l'allemand, comme troisième langue, destinée à devenir bientôt la langue officielle. Plusieurs fois il m'est arrivé, en lisant dans nos journaux les fâcheuses polémiques soulevées par la rivalité de nos deux langues, de dire à mes jeunes collaborateurs : « On ne paraît pas se douter chez nous qu'on est menacé de voir un jour l'allemand devenir la langue enseignante à l'université de Gand. »

Dans ce rattachement à leur empire, qui eût été considéré par tous les Teutons comme un honneur pour nous, comme la récompense de notre neutralité amicale, notre forme de gouvernement aurait couru le moins de risques. Guillaume II, à l'exemple de Bismarck, n'est pas homme à démolir inutilement des trônes ; il préférera toujours les lier au sien par les chaînes solides de la vassalité.

Le même sort attendait la Hollande, quoique M. de Jagow, la veille de la remise à Bruxelles de l'ultimatum allemand, eût pris soin d'assurer au ministre des Pays-Bas que la neutralité de son pays serait respectée. La Hollande n'a-t-elle pas

été dans le passé un des joyaux des anciens Césars germaniques ? Accoudée au bord de la mer du Nord, étendue à l'embouchure du plus grand fleuve allemand, n'en commande-t-elle pas le cours ? Une annexion, — violente ou déguisée, — de la Belgique ne devait-elle pas, suivant l'opinion du chancelier exprimée dans son télégramme du 4 août au prince Lichnowsky, entraîner un traitement semblable de sa voisine ? La conversation, où M. Zimmermann a fait maladroitement miroiter au regard du socialiste néerlandais Troelstra l'invitation qui serait adressée à la Hollande, après la guerre, d'entrer dans le Zollverein, premier stage de la germanisation, a achevé de dessiller les yeux de nos amis hollandais sur les desseins de l'Allemagne à leur sujet. Le roi de Bavière s'est chargé de les leur ouvrir encore davantage, en proclamant, avec la rude franchise des paysans du Danube, qu'il fallait aux Allemands tout le cours du Rhin jusqu'à la mer, ce qui impliquerait l'occupation de l'embouchure de la Meuse et de l'estuaire de l'Escaut. Et le Danemark, qui possède une des clefs de la Baltique, peut-il ignorer, après la cruelle expérience qu'il en a faite, les appétits dévorants de son formidable voisin ?

Ce tableau, nullement chargé, des félicités qui nous étaient réservées, en cas de victoire germanique, doit montrer à mes concitoyens que, pour y échapper, notre Roi et notre gouvernement ont suivi la seule voie qui restât ouverte dans un cal-

vaire hérissé de douleurs, celle de l'honneur. Il fallait en effet défendre les armes à la main, au prix du sang le plus pur de la nation, une indépendance, que les Allemands, vainqueurs de la France, nous auraient refusée avec d'autant plus de mépris que nous aurions eu la faiblesse de les écouter et la lâcheté de leur obéir.

---

# CONCLUSION

Un souverain, monté très jeune sur le trône le plus en vue de l'Europe, trop sûr déjà de son génie, impatient de gouverner sans lisières et sans tutelle, pacifique par tempérament et par raison, mais d'un pacifisme casqué, cuirassé, qui aimait à s'épancher en paroles inutilement menaçantes. Le même prince, vingt-cinq ans plus tard, gonflé d'orgueil en voyant le développement prodigieux de son pays, auquel il avait certainement contribué par le maintien de la paix, mais converti graduellement aux projets de domination et aux idées de conquêtes qu'on lui soufflait à l'oreille ; mal éclairé, faute de renseignements exacts et d'un bon jugement personnel sur l'état des esprits comme sur les forces de résistance chez ses voisins ; prêt délibérément à saisir la première occasion propice pour déchaîner une guerre où le triomphe lui apparaissait certain et le risque presque nul ; auteur responsable, puisqu'il a en mains la toute-puissance, des calamités et des horreurs de l'heure présente, conséquences d'un militarisme sans entrailles et de l'ambition démesurée d'une dynastie qui se croit appelée à régir le monde.

Une famille royale, dénuée de relief et de prestige, reléguée dans l'ombre que projetait derrière elle la personne rayonnante de l'Empereur et d'où s'efforçait d'émerger un Kronprinz agité, frondeur et guerrier. Des rois et des princes confédérés, qui de la souveraineté n'avaient plus que l'apparence et se résignaient à leur rôle subalterne, de crainte de disparaître complètement de la scène allemande, trop étroite désormais pour les contenir à côté de leur César. Des hommes d'État aussi impuissants à faire prévaloir leurs conseils qu'à défendre la politique impériale, que réprouvait peut-être leur conscience. Un Reichstag, émietté en partis et en groupes, divisé sur toutes les questions, sauf sur l'opportunité de cette guerre, de laquelle les conservateurs espèrent la consolidation de leur influence et les socialistes, pour prix de leur concours empressé, la jouissance des libertés politiques, qu'ils étaient hors d'état de conquérir de haute lutte.

Une nation disciplinée, crédule et laborieuse, préoccupée de son gain journalier, en grande majorité pacifique ou bien indifférente aux événements extérieurs, jusqu'au jour où, sur la foi des affirmations officielles, elle s'est crue attaquée, menacée dans son existence, dans son travail et dans son honneur national. Vision mensongère qu'il sera difficile de faire disparaître de ses yeux. Conviction erronée qui la poussera à endurer jusqu'au bout

les pires souffrances et à consentir aux sacrifices les plus cruels. L'avenir nous apprendra si elle ne demandera pas plus tard un compte sévère à ceux qui ont abusé de sa bonne foi.

Une minorité, recrutée parmi les classes intellectuelles et dirigeantes, rêvant de victoires et d'agrandissements, passionnément désireuse de voir s'élever l'édifice colossal de l'hégémonie germanique, infectée d'une haine ou d'un mépris sans bornes pour ceux qui n'ont pas l'honneur d'être Allemands. Dès l'ouverture des hostilités, l'orgueil hypertrophié des professeurs et des savants s'est dévoilé, précisé dans des déclarations stupéfiantes sur les droits que confèrent à l'Allemagne sa science, son organisation, sa force et sa culture supérieures. Mais on aurait tort, selon moi, de penser que cette sélection personnifie en soi la nation et la race, comme de rendre toute l'Allemagne responsable des crimes commis par des soudards et de la guerre effroyable menée sur l'ordre des chefs de l'armée et de la marine.

Les déceptions amères de la politique allemande et austro-hongroise tant au Maroc que dans l'Orient européen, où se sont créées, malgré les efforts de la diplomatie de Berlin et de Vienne, des situations défavorables à l'expansion, voire au prestige du germanisme. Le redoublement de préparatifs militaires qui en est résulté, en même temps que grandissaient en Allemagne, — et en Autriche-Hongrie, — les colères et les revendications des partis de la

guerre, symptômes avertisseurs, auxquels l'opinion publique, aveuglée par le dénouement pacifique des crises précédentes, n'a prêté au dehors qu'une attention distraite.

Tout cet ensemble de causes, individuelles ou collectives, nous amenant brusquement, — dès le lendemain d'un crime qu'un peu de précautions policières aurait sans doute empêché, — jusqu'au bord de l'abîme, où risque de s'engloutir à jamais l'indépendance de l'Europe...

Voilà le tableau complexe que j'ai essayé d'esquisser et dont les derniers plans sont consacrés aux attentats perpétrés contre la Serbie et contre la Belgique. Qu'il me soit permis, pendant que la guerre des nations semble encore indécise, d'ajouter quelques mots au sujet de mon valeureux pays.

La civilisation n'est pas une fleur unique et monstrueuse, produit de la « Kultur » d'un peuple privilégié, mais une réunion de fleurs variées, poussées sur des terrains différents, où les plus modestes ne sont pas les moins vivaces ni les moins précieuses. Au point de vue de la civilisation et du développement de l'humanité, l'existence des petits États contributeurs s'est affirmée comme une nécessité sociale. Quelques-uns ont été des champs d'expérience féconds pour l'introduction ou le perfectionnement de certains droits civiques et politiques. D'autres ont devancé des races plus nombreuses dans les domaines universels de la littérature et des beaux-arts; d'autres dans la large

voie de la concurrence industrielle. Que sais-je encore ? Que de fleurs immortelles, chez l'un d'eux, ont embelli son lointain et glorieux passé !

La nécessité politique de l'existence des petits États, facteurs de paix, n'est pas moins frappante. Leur destinée a été parfois de contenir et d'arrêter par leur situation géographique à l'embouchure des fleuves, au bord des mers et à l'entrée des détroits, de même qu'à l'intersection des chaînes de montagnes, les contacts, les conflits ou les chocs des grandes Puissances querelleuses. Ils ont ainsi servi entre elles de cloisons étanches ou de tampons imperméables, si ces termes techniques sont dignes d'exprimer les services rendus par eux à la tranquillité européenne.

La doctrine impérialiste du parti de la guerre et des écrivains militaires prussiens ne veut plus entendre parler aujourd'hui d'équilibre européen. Elle prétend le reléguer parmi les vieilleries du passé et les reliques de l'histoire. Mais l'histoire est là justement pour nous montrer à travers les siècles la permanence indestructible de cet équilibre dans un continent peuplé de races rivales. Il a fini toujours par se rétablir sur les ruines des grands empires, après les oscillations et les secousses que lui avait imprimées l'ambition des conquérants. La carte de l'Europe, mosaïque changeante, s'est reconstituée par une sorte de phénomène historique, au commencement des deux derniers siècles, et les petits États n'ont pas été les

matériaux les moins utiles à chacune de ces transformations.

La Belgique compte en réalité parmi les plus anciens d'entre eux, car elle peut légitimement faire remonter son existence au temps des ducs de Bourgogne, au règne de Philippe le Bon, qui a achevé de réunir les provinces belges des Pays-Bas. Pendant quatre siècles, — à part une interruption de vingt ans où ces provinces, rattachées à la France ont reçu sa législation et ses divisions administratives, — leurs habitants flamands et wallons ont vécu côte à côte et sous les mêmes souverains étrangers, sans se confondre, jaloux de conserver leurs langages et leurs caractères distinctifs, mais pratiquant la même religion, entretenant des relations fraternelles, possédant des libertés similaires, plus heureux et plus indépendants dans leurs belles cités et leurs communes médiévales que des peuples plus ambitieux. Depuis que la Belgique a eu une dynastie à elle et qu'elle a siégé à son tour parmi les nations, couverte alors de sa neutralité, comme d'un manteau sans tache, ses progrès dans la plupart des branches de l'activité humaine ont été aussi remarquables que persévérants. Petit peuple de quelques millions d'âmes, qui occupait avant la guerre le cinquième rang sur la liste des pays producteurs et commerçants, où il distançait l'Autriche-Hongrie et ses cinquante millions d'habitants ! Le roi Léopold n'avait pas trop présumé de l'énergie, ainsi que du génie d'entreprise de ses

concitoyens, lorsqu'il leur a ouvert et cédé l'immense bassin de son grand fleuve africain. Quel magnifique avenir de travail et d'efforts s'annonçait pour eux en Afrique comme en Europe ! Quelle noble continuation d'une vie laborieuse, digne du respect du monde civilisé !

Il manquait hélas ! à la Belgique la consécration de la souffrance et l'apothéose de la douleur. Cette sanglante couronne d'épines, la cruauté des Allemands l'a enfoncée sur son front. On a vu alors la petite nation se raidir dans son martyre, sans cesser de vivre et de résister. L'exemple de l'héroïsme lui est venu de haut, de son jeune couple royal, qu'elle chérissait, en qui elle avait placé ses plus douces espérances. Dix mois se sont passés et le roi Albert reste toujours enraciné, comme un chêne, sur le dernier lambeau du territoire, face à l'ennemi, dont la force est impuissante à le faire plier ou à le briser. Autour de lui est sa jeune armée, décimée dans des luttes inégales, mais reconstituée, ayant réparé ses pertes par un afflux de sang nouveau, sûre de vaincre, car elle sait que l'âme même de la patrie palpite sous les plis de son drapeau. Non loin d'elle le gouvernement, qui n'a pas voulu sacrifier l'honneur de la Belgique aux sommations allemandes et qui se multiplie en son exil, pour soulager la misère de ses nationaux fugitifs, maintenir les services publics et entretenir l'ardeur des sympathies étrangères, si profondes, si généreuses et si agissantes !

Que du spectacle de cette résistance acharnée l'Europe reporte ses regards sur notre pays opprimé : qu'y voit-elle? Le chef du clergé belge, incarnation du patriotisme civique et des hautes vertus du prêtre, exhortant son troupeau à l'endurance et à la fermeté, sans se soucier lui-même de la contrainte ni des menaces, attendant, plein de confiance dans le Justicier céleste, le jour où il célébrera en son église dévastée le Te Deum de la délivrance. Partout l'image du dévouement à la patrie et de la solidarité chrétienne : le bourgmestre de Bruxelles, dont on n'a fait taire la voix courageuse qu'en la condamnant au silence de la prison, sans pouvoir empêcher son souvenir et son exemple de planer, comme un encouragement toujours présent, sur ses concitoyens et sur sa cité ; des riches d'hier, des chefs de banques aujourd'hui fermées et d'industries maintenant désertes, devenus, avec l'élite intelligente de la capitale, les pourvoyeurs des pauvres, veillant à ce que le pays ne meure pas de faim et de privations ; des femmes de toutes les conditions transformées en sœurs de charité ; des pères et des mères, frappés au cœur par la mort de leurs fils ou anxieux de leur sort et dont les demeures familiales ont été saccagées, qui ne laissent voir que des yeux secs et résignés et des visages ennoblis par le sacrifice ; enfin derrière les classes autrefois privilégiées, la foule admirable des humbles, l'armée des travailleurs, stoïques victimes du chômage forcé ou de l'inaction patriotique,

regardant passer, au milieu d'un silence farouche, les morts et les blessés sans nombre des régiments ennemis, lesquels ne cessent d'engraisser de leur sang le sol de la Belgique, où ils croyaient vaincre par leur seule apparition !

Non, un tel peuple ne peut pas mourir. L'âme belge, dont on avait osé nier l'existence, s'est retrempée au feu des batailles, et elle apparaît aujourd'hui plus vivante que jamais dans l'union de notre devise réalisée. Mais la Belgique n'est pas encore au bout de sa longue épreuve, au terme de son deuil, à la veille de sécher ses larmes. Ce n'est pas en quelques mois qu'on peut abattre le géant de fer du militarisme allemand. Je l'ai vu de trop près se préparer et s'armer en guerre, pour nourrir aucune illusion. La coalition de ses adversaires a grossi en nombre et grandi en puissance ; elle ne fait encore qu'exaspérer sa colère qui augmente momentanément ses forces, comme la fièvre double celles d'un furieux ou d'un dément. L'Allemagne n'est pas près de s'éveiller avec stupeur de son rêve tragique de triomphe et de domination. L'attente angoissante du jour de la libération, si lent à luire pour nous, se prolongera fatalement. Mais qu'aucun Belge, soit qu'il ait dû prendre le chemin de l'exil, soit qu'il souffre sans mot dire le contact insupportable des oppresseurs, ne devienne, un seul instant, la proie du découragement ou du désespoir ! L'heure sonnera infailliblement aux beffrois de nos hôtels de ville et aux clochers de nos églises

où la patrie reconquise, la patrie mille fois plus chère, pressera sur son sein meurtri tous ses fils réunis en un même amour pour leur mère commune ; l'heure où la Belgique reprendra sa place parmi les nations, une place plus haute, due à sa vaillance dans la lutte et à sa constance dans l'adversité.

Juin 1915.

---

# NOTE

Au sujet de l'opinion exprimée au chapitre v relativement au caractère accessoire des causes économiques de la guerre, on m'a fait observer que, pendant la crise d'Agadir, les métallurgistes allemands, groupés sous la dénomination de Syndicat de l'acier, avaient adressé une pétition au chancelier pour l'engager à faire la guerre à la France. D'autres ligues industrielles et agricoles lui ont demandé dans des mémoires spéciaux des annexions en Belgique, en France et en Russie.

Que la métallurgie allemande influencée peut-être par Krupp et les fournisseurs de l'armée, entraînée, d'autre part, à une surproduction inconsidérée, ait été à la chasse de nouveaux débouchés, fût-ce au prix d'une lutte coûteuse et sanglante ; que d'autres industriels aient nourri les mêmes visées conquérantes, il ne s'en suit pas : 1° que la majorité des patrons de la grande et de la petite industrie, qui avaient besoin de travailler en paix, aient été des partisans de la guerre ; 2° que celle-ci eût procuré à l'Allemagne les nouveaux débouchés qu'elle rêvait, ce que j'ai essayé de démontrer.

Il ne s'en suit pas non plus que le gouvernement impérial se soit laissé mener ou acculer à la guerre par des industriels. Ses vues ont concordé, je n'en disconviens pas, avec celles de beaucoup d'entre eux, comme aussi avec celles des agrariens. Mais en déclarant la

guerre à la Russie et à la France, il a poursuivi avant tout un dessein politique, il n'a pas pris les armes dans le but principal d'assurer à l'Allemagne sur l'Europe une mainmise ou une hégémonie économique. Quand nous le voyons, par exemple, s'efforcer aujourd'hui de transformer en annexion l'occupation du royaume belge et du nord de la France, deux pays très industrialisés, c'est la possession des rivages de la mer du Nord et du Pas de Calais qu'il a surtout en vue, afin d'atteindre par là et de détruire la puissance anglaise. Les conséquences d'une victoire allemande ont été admirablement définies par M. Poincaré dans son beau discours du 14 juillet : « Nous tomberions, pour toujours, dans la vassalité politique, morale et économique de nos ennemis. » La vassalité économique ne serait qu'un résultat de la première.

---

# TABLE DES MATIÈRES


INTRODUCTION ..... I

CHAPITRE PREMIER. — L'Empereur Guillaume 1

CHAPITRE II. — La Famille impériale allemande. La Cour. Le Gouvernement..... 45

CHAPITRE III. — L'armée et la marine allemandes. Le parti de la guerre..... 97

CHAPITRE IV. — Le Reichstag et les partis politiques ..... 131

CHAPITRE V. — L'état des esprits. Les causes économiques de la guerre..... 171

CHAPITRE VI. — La question du Maroc..... 211

CHAPITRE VII. — La question d'Orient..... 237

CHAPITRE VIII. — La semaine tragique..... 267

CHAPITRE IX. — La neutralité belge et l'invasion de la Belgique..... 309

CONCLUSION..... 353

NOTE..... 363



MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

Author Beyens, Eugène, baron 140296. HG
Title L'Allemange avant la guerre. B 5735a

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU